

# COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VILLES SOEURS

## REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE LA COMMUNE DE LONGROY

### APPROBATION

Vu pour être annexé à la délibération du conseil  
communautaire en date du  
approuvant la révision de la carte communale.

**1**

Le Président,

## RAPPORT DE PRESENTATION

### 1<sup>ère</sup> PARTIE - Diagnostic



**Etudes et conseils en Urbanisme**

2, Rue Georges Chekroun - BP 4  
76340 BLANGY SUR BRESLE

Tél : 02 32 97 11 91 - Email : courriel@espacurba.fr



**Alise Environnement**

102, rue du Bois Tison  
76 160 SAINT-JACQUES-SUR-DARNETAL  
Tél : 02 35 61 30 19

# SOMMAIRE

## 1ère partie CONTEXTE COMMUNAL

### I.1 Généralités

I.1.1	Situation administrative et géographique	page 1
I.1.2	Le contexte intercommunal	page 3
I.1.2.1.	La Communauté de Communes des Villes Sœurs	page 3
I.1.2.2.	Le Pays Bresle Yères	page 4
a)	L'historique	page 4
b)	Du Pays au PETR	page 5
c)	Les compétences	page 7
I.1.2.3.	Les documents de planification et programmes élaborés par les structures intercommunales	page 10
a)	Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)	page 10
b)	Le Plan Local de l'Habitat (PLH)	page 11
c)	Le Plan de Déplacement Urbain (PDU)	page 11

### I.2 Démographie

I.2.1	Nombre d'habitants	page 12
I.2.2	Excédent naturel et solde migratoire	page 12
I.2.3	Structure par âges	page 13
I.2.4	Population des ménages	page 13

### I.3 Habitat

I.3.1	Le statut d'occupation	page 14
I.3.2	Etat du parc de logements publics et privés	page 15
I.3.3	Fonctionnement du marché local du logement	page 16

### I.4 Emploi et activités économiques

I.4.1	Population active	page 17
I.4.2	Emploi, lieu de résidence et modes de transport	page 18
I.4.3	Activité agricole	page 19
I.4.4	Activités artisanales, commerciales et industrielles	page 21

### I.5 Les équipements publics

I.5.1	Les réseaux	page 23
I.5.1.1.	Eau Potable	page 23
I.5.1.2.	Assainissement	page 23
I.5.1.3.	Voirie	page 23
I.5.1.4.	Desserte numérique du territoire	page 26
I.5.2	Cimetière	page 27
I.5.3	Autres équipements publics	page 28

### I.6 Les services

I.6.1	Les services de proximité	page 31
I.6.2	Les ordures ménagères	page 31



<b>I.7</b>	<b>L'animation et les possibilités de loisirs</b>	<b>page 32</b>
<b>I.8</b>	<b>L'organisation du territoire</b>	
I.8.1	L'occupation du sol	page 35
I.8.2	Analyse spatiale de l'agglomération	page 36
I.8.3	Le bilan de la consommation de l'espace	page 38
I.8.4	Le potentiel foncier	page 39
<b>I.9</b>	<b>Le bâti</b>	
I.9.1	Le bâti ancien	page 42
	I.9.1.1. Les caractéristiques du bâti ancien	page 42
	I.9.1.2. Les matériaux	page 43
	I.9.1.3. Les éléments de détails	page 43
I.9.2	Le bâti récent	page 43
I.9.3	Le patrimoine architectural	page 44
	I.9.3.1. Le patrimoine historique	page 44
	I.9.3.2. Le patrimoine archéologique	page 46
<b>I.10</b>	<b>Les déplacements</b>	
I.10.1	Les déplacements internes à la commune	page 48
I.10.2	L'accessibilité	page 52
I.10.3	Les déplacements extérieurs à la commune	page 53
<b>I.11</b>	<b>Les Servitudes d'Utilité Publique</b>	<b>page 54</b>
<b>I.12</b>	<b>Synthèse</b>	<b>page 55</b>
<b>ANNEXE</b>		<b>page 58</b>

## **1ère partie                      CONTEXTE COMMUNAL**

### **I.1 - Généralités**

---

#### **I.1.1 - Situation administrative et géographique**

LONGROY, commune composée de 641 habitants au recensement de 2015, est située à l'Est du département de la Seine-Maritime, en limite avec celui de la Somme. Elle appartient au canton d'EU, mais se rapproche plus du canton de Gamaches (chef-lieu limitrophe) pour le bassin de vie.

Ses communes limitrophes sont : Incheville, Millebosc, Guerville, Monchaux Soreng et Gamaches.

LONGROY se trouve à :

- |                              |                     |
|------------------------------|---------------------|
| - 10 km de Eu                | - 60 km d'Amiens    |
| - 10 km de Blangy sur Bresle | - 80 km de Rouen    |
| - 30 km d'Abbeville          | - 80 km de Beauvais |
| - 40 km de Dieppe            | - 150 km de Paris   |

LONGROY se situe au cœur de la vallée de la Bresle, laquelle constitue d'ailleurs la limite Nord-Est du territoire communal.

LONGROY possède un relief de plateau et de vallée. Son altitude varie entre 20 et 150 mètres soit un dénivelé de 130 mètres. L'ensemble du territoire s'étend sur une superficie d'environ 532 hectares, comprenant des espaces naturels importants en comparaison avec l'urbanisation. LONGROY est une commune rurale.

LONGROY est constituée d'un centre bourg, d'un hameau (la Tuilerie) et d'une zone excentrée (le Petit Longroy), constituée par l'extension de l'urbanisation de la commune voisine de Gamaches.

Plusieurs voies marquent le territoire communal. LONGROY est ainsi desservi par 4 voies :

- la RD n° 49, parallèle au cours de la Bresle et qui traverse le centre bourg,
- la RD n° 14, perpendiculaire à la vallée de la Bresle, empruntant une vallée sèche et permettant de rejoindre la commune voisine de Guerville sur le plateau,
- la RD n° 48 qui traverse la vallée de la Bresle et dessert à commune voisine de Gamaches.

Les autres voies sont secondaires et supportent un trafic moins important : ce sont des voies communales, chemins ruraux.

La commune est également parcourue par une ligne de chemin de fer, parallèle au cours du fleuve « La Bresle ».



## **I.1.2 - Le contexte intercommunal**

### **I.1.2.1. La Communauté de Communes des Villes Sœurs**

La Communauté de Communes de des Villes Sœurs s'appelait autrefois la communauté de communes interrégionale Gros-Jacques. Elle a été créée le 31 Décembre 1999. Elle comptait 6 communes, soit 20 693 habitants. En 2003, le périmètre de la communauté de communes s'étend à 18 communes. En 2005, deux autres communes adhèrent à la communauté de communes, avant qu'une dernière ne rejoigne les rangs en 2009. C'est à partir de là que l'appellation de la communauté de communes change pour devenir Bresle Maritime. La loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) promulguée le 7 août 2015 va à nouveau modifier le périmètre de notre intercommunalité le 1er janvier 2017. Sept communes (Baromesnil, Criel-sur-Mer, Le Mesnil Réaume, Melleville, Monchy-sur-Eu, St Pierre-en-Val et St Rémy Boscrocourt) issues de l'ancienne Communauté de Communes Yères et Plateaux, qui disparaît, décident de rejoindre la collectivité qui s'appelle désormais Communauté de Communes des Villes Sœurs.



Celle-ci compte aujourd'hui 28 communes pour 38 402 habitants (population municipale au 1er janvier 2017).

La Communauté de Communes a pour objet de renforcer la solidarité, notamment financière, entre les communes adhérentes, et de contribuer au développement et à l'aménagement, notamment au travers des orientations suivantes :

- Mise en œuvre du projet de territoire,
- Développement économique,
- Renforcement des services à la population.

Elle exercera, pour ce faire, les compétences suivantes :

- Développement économique : Création, extension, aménagement, gestion, entretien, promotion du parc environnementale d'activité du Gros-Jacques sur 130 hectares.
- Aménagement de l'espace : Dans le cadre de cette compétence, la Communauté de communes a travaillé à la création du parc environnemental d'activités de Gros-Jacques en assurant notamment la maîtrise foncière indispensable au développement des différentes phases.
- Environnement : La commission environnement poursuit, avec le Parc Environnemental d'Activités de Gros Jacques, certifié ISO 14001 et enregistré EMAS, une politique de développement durable. Dans ce cadre, les acteurs du parc sont informés de la politique environnementale par le biais de supports adaptés.
- La communauté de communes assure également la collecte, le transport, le stockage, le tri et le traitement des déchets ménagers sur l'ensemble des communes de son territoire.
- Equipements publics : La communauté de communes pilote un certain nombre de projets de construction : un bâtiment pour le RAM en prolongement de ses locaux de l'avenue

Jacques-Anquetil à Eu, un centre aquatique communautaire et la gestion de l'aérodrome Eu-Mers-Le Tréport.

- Tourisme : A travers sa compétence tourisme et le Pays d'Accueil touristique de la Vallée de la Bresle Maritime, la communauté de communes assure la promotion touristique du territoire et l'entretien des chemins de randonnée d'intérêt communautaire
- Petite enfance - enfance jeunesse : La communauté de communes a pris la compétence Petite Enfance – Enfance Jeunesse. Un Relais Assistant(e)s Maternel(le)s a été créé. Il est au service des familles et de quelque 190 assistant(e)s maternel(le)s recensés dans les 21 communes de la CCBM. Autre service proposé, un accueil de loisir sans hébergement pour certaines petites vacances et pour les vacances d'été dans 13 communes qui n'en étaient pas dotées. Enfin, pour aider à la formation BAFA et BAFD (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animation ou de direction) la communauté de communes a mis en place un système de bourses pour les jeunes qui habitent l'une des 21 communes de la communauté de communes.
- Sport : La communauté de communes Bresle Maritime assure l'apprentissage de la natation et le transport vers la piscine pour les scolaires de maternelle et de primaire des communes du territoire.
- Aménagement numérique du territoire : La communauté de communes a pris en charge l'aménagement numérique du territoire afin de prendre les mesures pour que tous les habitants du territoire puissent avoir accès au haut débit et utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication.
- Mise en réseau des Bibliothèques : La Communauté de Communes Bresle Maritime avec le concours des Directions Régionales de l'Action Culturelle de Picardie et de Haute-Normandie a mis en place un réseau des bibliothèques du territoire. Ce réseau comprend pour l'instant les médiathèques de Gamaches, du Tréport et de Mers-Les-Bains et va s'étendre dans les mois qui viennent à d'autres bibliothèques.

### **I.1.2.2. Le Pays Bresle Yères** *(source information : Pays Bresle Yères)*

Les Pays ont été créés en 1995 par la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (dit loi Pasqua-Hoeffel) puis définis dans leur forme actuelle par la Loi Voynet en 1999. Un Pays est un territoire cohérent géographiquement, économiquement, culturellement ou socialement au sein duquel les collectivités locales et les acteurs socio-économiques (entreprises, associations, habitants...) travaillent ensemble pour un développement harmonieux.

Les collectivités et les acteurs du Pays élaborent et adoptent un projet commun dit Charte de développement du Pays. Elle définit pour dix ans les orientations pour le développement du territoire et les moyens de leur mise en œuvre. Cette charte sert de base pour négocier avec la Région l'obtention d'un Contrat de Pays.

#### **La commune de LONGROY fait partie du Pays Bresle Yères.**

Les informations présentées ci-dessous ont été transmises par le syndicat mixte du Pays.

##### a) Historique

##### **L'association du Pays**

En 2004, la création de l'association du Pays Interrégional Bresle-Yères marque la volonté des élus de proposer un projet cohérent sur l'ensemble du territoire entre les collectivités suivantes:

- Communauté de communes du canton de CRIEL SUR MER ;
- Communauté de communes Bresle Maritime;
- Communauté de communes Interrégionale de Blangy sur Bresle ;
- Communauté de communes Yères et Plateaux.

La constitution de l'association permet d'élaborer, en 2009, la charte du Pays, véritable traduction de la vision partagée du territoire, de son évolution souhaitée et des moyens à mettre en place pour y parvenir, dans le respect des principes du développement durable.

### **Création du Syndicat Mixte**

L'association du Pays s'accorde sur la nécessité de réaliser un schéma de cohérence territoriale sur le périmètre du Pays tel que le formule la charte de territoire. Ainsi, le syndicat mixte du Pays interrégional Bresle Yères est créé par arrêté préfectoral du 8 septembre 2009. Le syndicat mixte est institué avec les 4 EPCI membres de l'association (77 communes).

**Les objectifs :** De par ses compétences, le Syndicat Mixte du Pays Bresle Yères poursuit deux objectifs complémentaires :

### **Schéma de Cohérence Territoriale**

La compétence principale du syndicat réside dans l'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCOT). Ce document de planification fixera la stratégie du territoire pour les 15 à 20 ans à venir. Pour répondre le plus efficacement possible à cet enjeu, les élus du syndicat ont élargi la mission du syndicat à l'élaboration des études complémentaires au SCOT.

### **Contrat de Pays**

Le Syndicat Mixte est chargé de piloter l'élaboration du contrat de Pays pour ses membres. Ce contrat apporte des réponses concrètes aux besoins du territoire. Au travers d'un partenariat avec la Région Haute-Normandie, Picardie et l'Etat, les collectivités et les associations peuvent financer des projets correspondants à la stratégie de développement.

Le contrat de Pays apporte un complément indispensable à la mise en œuvre de la stratégie que définiront les élus dans le SCOT.

### **b) Du Pays au PETR**

**De la reconnaissance d'un espace de solidarité et de cohérence territoriale : le Pays Interrégional Bresle Yères...**

L'entité de coopération qu'est le Pays existe depuis longtemps. Il désignait alors :

- un petit territoire en se référant le plus souvent au nom de la commune principale,
- des territoires plus vastes et plus identitaires, marqués par une histoire et une culture communes,
- ou une forme d'organisation locale, témoignant d'une volonté des acteurs de travailler ensemble...

La notion de Pays est reconnue par la loi Pasqua en 1995 tandis que la loi Voynet de 1999 lui fixe un réel cadre d'intervention. Les Pays caractérisent des territoires marqués par une identité géographique ou culturelle forte, une solidarité et des démarches de développement local.

**La démarche de Pays repose sur deux principes :**

- L'élaboration et l'adoption par les collectivités locales d'un projet intitulé "la Charte de Développement du Pays". Cette Charte définit à l'horizon de dix ans les orientations du développement du territoire et les moyens de sa mise en œuvre. La Charte sert de base pour négocier avec l'Etat et les collectivités territoriales (Régions / Départements), la mise en place d'un Contrat de Pays.
- La contribution des acteurs de la société civile est représentée au sein du Conseil de Développement. Sa vocation est de participer à l'élaboration de la Charte de Développement et au suivi de sa mise en œuvre.

**Les Pays sont des "territoires de projets" qui ont vocation à coordonner, impulser et prospecter dans le sens du projet de territoire défini en commun. Ils s'appuient pour cela sur les collectivités qui le composent (Communautés de Communes) et aussi sur les acteurs privés.**

**Les premières réflexions ayant conduit à la création du Pays Interrégional Bresle Yères remontent au 24 mai 2004, date de la première journée "Pays" qui s'est tenue à Saint-Pierre-en-Val et à laquelle ont été associées les forces vives du territoire.**

**Cette volonté de se constituer en Pays est la résultante d'une histoire et d'une identité commune et d'une réelle cohérence territoriale, mise en exergue par l'appartenance à un même bassin de vie (Vallées de l'Yères et de la Bresle), mais aussi d'une habitude de coopérations anciennes et diversifiées.**

Suite à cette journée "Pays", élus, représentants socioprofessionnels, monde associatif et citoyens ont élaboré ensemble la Charte de Développement du Pays, portant un vrai projet de développement pour les dix prochaines années.

La demande de reconnaissance du Pays Interrégional Bresle Yères a été adressée aux Préfectures de Haute-Normandie et de Picardie par lettre en date du 21 décembre 2006.

L'arrêté inter-préfectoral portant reconnaissance officielle du Pays date du 7 juillet 2008.

A cette époque, le Pays était géré par une fédération d'EPCI et de communes isolées (dix communes de la Somme n'appartenaient pas à une Communauté de Communes, à ce jour, elles en ont toutes rejoint une).

**Désormais, le Pays Interrégional Bresle Yères est constitué en Syndicat Mixte fermé depuis le 8 septembre 2009, date de la signature de son arrêté inter-préfectoral de création.**

**... à son renforcement comme acteur de développement du territoire par sa transformation en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR)**

La loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite loi MAPTAM) crée une nouvelle catégorie d'établissement public : le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR).

Il vise l'évolution des Pays existants en introduisant de nouvelles dispositions concernant :

- **Le Conseil de Développement Territorial** réunissant les représentants des acteurs économiques, sociaux, culturels, scientifiques et associatifs. Il a un rôle de consultation sur les grandes orientations prises par le Comité Syndical pour le développement et l'aménagement du territoire ;
- **La Conférence des Maires** se réunissant au moins une fois par an. C'est un organe consultatif à solliciter pour l'élaboration et la modification du Projet de Territoire ;
- **Le Projet de Territoire** est à définir à l'échelle du PETR. Il définit les conditions du développement économique, écologique, culturel et social du territoire. Il est compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale en cours d'élaboration (SCoT) et avec la Charte du Parc Naturel Régional (PNR) Baie de Somme Picardie Maritime (démarche en cours). Les communes de Mers-les-Bains, Ault, Woignarue, Allenay, Friaucourt et Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly appartiennent au périmètre du PNR.
- **Les modalités de répartition** des sièges du Comité Syndical entre les EPCI doivent prendre en compte le poids démographique de chacun des membres avec au moins un siège par EPCI membre sans qu'aucun ne puisse détenir plus de la moitié des sièges. Conformément à l'article L.5711-1 du CGCT, les EPCI membres ont la possibilité de sélectionner leurs représentants au Comité Syndical parmi leurs conseillers communautaires ou parmi les conseillers municipaux des communes-membres, qu'ils soient conseillers communautaires ou non.

**Ainsi, l'arrêté inter-préfectoral du 17 Décembre 2014 porte la transformation du Syndicat Mixte du Pays Interrégional Bresle Yères en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR).**



**Les grandes étapes fédératrices du Pays Interrégional Bresle Yères (PETR) :**

- **Juillet 2008** : Arrêté inter-préfectoral reconnaissant officiellement le Pays
- **Juillet 2009** : Arrêté inter-préfectoral de création du Pays Interrégional Bresle Yères en Syndicat Mixte fermé
- **2010** : Signature du 1<sup>er</sup> Contrat de Pays
- **2012 à 2014** : Réalisation de 7 études stratégiques menées et portées au niveau du Pays
  - Stratégie de développement culturel,
  - Schéma de services aux publics,
  - Stratégie de développement touristique,
  - Etude de réhabilitation et de valorisation du patrimoine verrier,
  - Schéma local des déplacements,
  - Stratégie de développement en matière de santé,
  - Définition de la politique globale de l'Habitat intégrant une démarche de développement durable.
- **Janvier 2013** : Arrêté inter-préfectoral publiant le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)
- **Juillet 2014** : Porter à connaissance des modalités de contractualisation avec les partenaires institutionnels pour le deuxième Contrat de Pays sur la période 2014-2020
- **Octobre 2014** : Lancement officiel de l'élaboration du SCoT au niveau du périmètre des 77 communes formant le Pays Interrégional Bresle Yères
- **Décembre 2014** : Arrêté inter-préfectoral portant transformation du Syndicat Mixte du Pays Interrégional Bresle Yères en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR)
- **Depuis 2015** : Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)
- **Décembre 2015** : Présentation et validation en Comité Syndical du Projet de Territoire du PETR

**c) Les compétences**

Le Syndicat Mixte du Pays Interrégional Bresle Yères (PETR) exerce les compétences suivantes :

**1. Mise en œuvre de la charte du territoire :**

Il s'agit en particulier :

- D'étudier ou faire étudier, de soutenir techniquement les projets, actions ou opérations d'intérêt commun ou reconnus comme tels par le Comité Syndical et s'inscrivant dans les orientations de la Charte de Territoire.
- D'approuver les programmes d'actions et contractualiser avec les Départements, les Régions et tout autre organisme portant sur les principales politiques qui concourent au développement et à l'aménagement du Pays.
- De réviser la Charte du Pays.
- D'associer le Conseil de Développement, organe consultatif du Pays, dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte de Développement et l'élaboration des programmes d'actions du Pays.

**2. Des missions déléguées :**

Le Syndicat Mixte exerce ses compétences dans le respect des compétences détenues par les autres collectivités locales. Il n'a pas vocation à prendre part aux travaux d'investissement en lieu et place de celles-ci.

Cependant, conformément à la loi et à la demande de ses collectivités membres, le Syndicat Mixte peut exercer la maîtrise d'ouvrage en vue de la réalisation matérielle d'un ou plusieurs projets, actions, travaux ou services au profit d'un de ses membres ou dans l'intérêt du Pays.

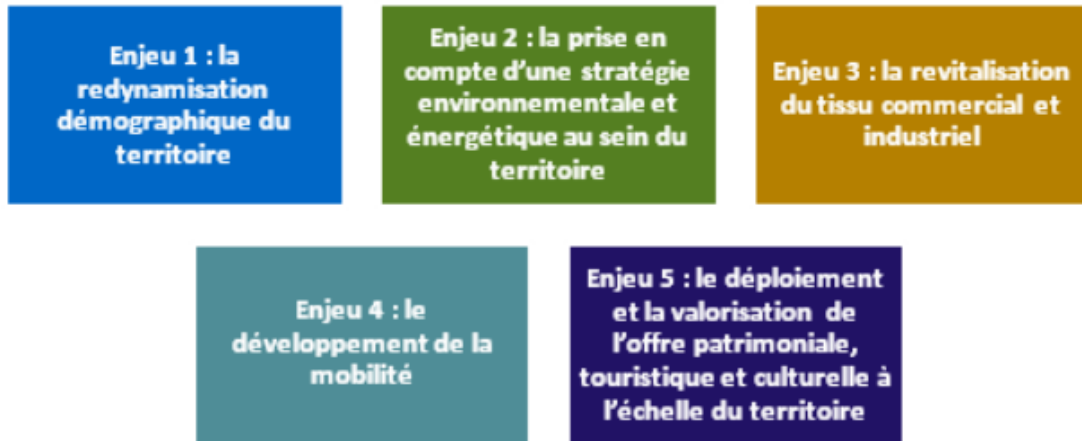
L'exercice de cette compétence devra faire l'objet d'une convention entre le Syndicat Mixte et la (ou les) collectivité(s) concernée(s), précisant les conditions d'intervention du Syndicat Mixte.



### 3. Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale :

Élaboration, approbation, suivi et révision du Schéma de Cohérence Territoriale. Cette compétence s'exerce depuis la publication du périmètre du SCoT par arrêté inter-préfectoral en date des 11 et 22 janvier 2013.

#### a. Le projet de territoire



La transformation du Pays en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) par arrêté inter-préfectoral du 17 décembre 2014 suite aux dispositions de la loi du 27 janvier 2014 relative à la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) induit l'élaboration d'un Projet de Territoire à l'échelle des 77 communes membres.

Le **Projet de Territoire** définit les conditions du **développement économique, écologique, culturel et social du territoire**.

Sur la base de la Stratégie de Territoire bâtie pour le Contrat de Pays 2014-2020, de l'évaluation de la Charte de Développement et des études stratégiques réalisées, le Comité Syndical a mené une réflexion sur l'élaboration du Projet de territoire.

Véritable document stratégique, il permet de décliner la vision des élus en démarches opérationnelles. Le Projet de Territoire a été validé par le Comité Syndical réuni le 29 décembre 2015.

Il met en perspective les enjeux du territoire et les traduit en un plan d'actions cohérent avec les différentes politiques menées sur le territoire.

Les enjeux du Projet de Territoire du Pays Interrégional Bresle Yères (PETR) sont :



Le Projet de Territoire s'appuie sur un objectif global dont la réalisation passe par la mise en œuvre de 4 axes stratégiques, déclinés en objectifs opérationnels, soit :

#### **b. La stratégie de territoire**

Dans le cadre de la formalisation du Contrat de Pays 2014-2020, les partenaires (Région Normandie et Département de la Seine Maritime) ont demandé au Pays Interrégional Bresle Yères (PETR) de se doter d'une Stratégie de Territoire, socle des orientations partagées pour le développement et l'aménagement du territoire.

Le Comité Syndical réuni le 13 mars 2015 a validé la Stratégie de Territoire qui se compose de 5 axes de développement stratégique :

1. Garantir une industrie forte et promouvoir l'innovation ;
2. Faire des vallées et de leurs embouchures une offre touristique globale ;
3. Baser l'aménagement sur les solidarités territoriales et les ressources patrimoniales ;
4. Développer l'accueil et la solidarité ;
5. Conduire ensemble son développement.

#### **c. La charte de développement**

Sur la base d'un diagnostic territorial, la Charte de Développement a été validée par le Comité Syndical en 2006.

La Charte de Développement est un véritable projet de territoire sur 10 ans qui traduit une réelle volonté de mettre en œuvre un développement durable fondé sur une articulation cohérente et harmonieuse entre le social, l'économie, l'environnement et la gestion locale.

La réalisation de ce document stratégique pour le territoire a sollicité une démarche partenariale et de concertation rassemblant le Conseil de Développement et un Comité de pilotage associant élus et partenaires institutionnels.

Cette Charte de Développement a servi notamment de socle à la formalisation du 1<sup>er</sup> Contrat de Pays 2009-2013.

La Charte de Développement du Pays Interrégional Bresle Yères se fonde sur quatre orientations stratégiques, qui sont elles-mêmes déclinées en axes, puis en objectifs opérationnels.

### **I.1.2.3. Les documents de planification et programmes élaborés par les structures intercommunales**

#### **a) Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays Interrégional Bresle-Yères**

Les SCOT ont remplacé en 2001 (en application de la loi du 13 décembre 2000 dite loi SRU) les anciens schémas directeurs.

Le schéma de cohérence territoriale (SCOT) est l'outil de conception et de mise en oeuvre d'une planification intercommunale en orientant l'évolution d'un territoire dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durable. Le SCOT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'habitat, de déplacements, de développement commercial, d'environnement, d'organisation de l'espace.... Il en assure la cohérence, tout comme il assure la cohérence des documents sectoriels intercommunaux (PLH, PDU), et des plans locaux d'urbanisme (PLU) ou des cartes communales établis au niveau communal.

Le SCOT doit respecter les principes du développement durable : principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural et la préservation des espaces naturels et des paysages ; principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ; principe de respect de l'environnement.

Le SCOT présente le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) retenu, qui fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements des personnes et des marchandises, de stationnement des véhicules et de régulation du trafic automobile. Pour mettre en oeuvre le projet d'aménagement et de développement durable retenu, il fixe les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés et détermine les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il apprécie les incidences prévisibles de ces orientations sur l'environnement. Tous les SCOT doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale. Pour son exécution, le SCOT peut être complété en certaines de ses parties par des schémas de secteur qui en détaillent et en précisent le contenu.

**Le périmètre du SCOT du Pays Bresle Yères a été approuvé par le Préfet de la Somme et le Préfet de la Haute Normandie le 25 janvier 2013. Il est constitué des 4 intercommunalités composant le Pays et comprend 77 communes. Au moment de l'enquête publique, le projet de SCOT est à la phase arrêt du projet.**

- ✓ Le SCOT doit être compatible avec :
  - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie,
  - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie.
- ✓ Le SCOT prend en compte :
  - Le Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADDT) de Haute Normandie et le contrat de projets entre l'État et la région ;
  - Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Seine Maritime ainsi que tous les plans de gestion des déchets approuvés par la Région ou le Département ;
  - Le Schéma départemental des carrières de la Seine Maritime ;
  - Les Programmes d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates ;
  - Le Schéma Régional de Gestion Sylvicole des Forêts Privées de Picardie ;

- Les Directives Régionales des Forêts Domaniales de Picardie ;
- Les Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques et le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Haute Normandie ;
- Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) de Haute Normandie ;
- Le Schéma décennal de développement du réseau de transport d'électricité et le Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables ;
- Le Schéma national et le schéma régional des infrastructures de transport ;
- Les Programmes situés à l'intérieur des sites NATURA 2000 ;
- Autres plans, schémas, programmes et documents de planification adoptés par l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements et les établissements publics.

**La carte communale de LONGROY doit être compatible avec le SCOT et de fait prendre en compte les documents précités.**

b) Le Plan Local de l'Habitat (PLH)

Le Programme Local de l'Habitat a été institué en 1983 par la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État. Il est établi par un établissement public de coopération intercommunale pour l'ensemble de ses communes membres.

C'est un **outil de prévision**, de **programmation** et de **mise en œuvre** des politiques locales de l'habitat qui est défini pour six ans. Il donne les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergements et à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale.

**Pour l'heure actuelle aucun PLH n'a été approuvé sur le secteur de LONGROY.**

c) Le Plan de Déplacement Urbain (PDU)

Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) est un document règlementaire concernant les déplacements et leur articulation avec les projets d'urbanisme. Ils ont été rendus obligatoires par la loi sur l'Air de 1996 pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Un PDU doit aboutir à la préconisation d'actions permettant de diminuer la part de la voiture individuelle dans les déplacements au profit des modes alternatifs et moins polluants tels que la marche, le vélo, les transports en commun...

**Pour l'heure actuelle aucun PDU n'a été approuvé sur le secteur de LONGROY. Toutefois, le Pays Bresle Yères a mis en place un Schéma Local des Déplacement, dont LONGROY en fait partie.**

## I.2 - Démographie

### I.2.1 - Nombre d'habitants

La commune de LONGROY a connu 2 grandes phases dans l'évolution de sa population :

- de 1968 à 1999 : baisse du nombre d'habitants (-104 habitants),
- de 1999 à 2010 : évolution positive de la population (+ 361 personnes),
- depuis 2010 : baisse de la population (-28 habitants).

En 2016, LONGROY accueillait 636 habitants.

L'évolution de la commune est donnée dans le tableau suivant :

LONGROY	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015
<b>Population totale</b>	412	402	347	335	308	669	641

Source I.N.S.E.E. 2015

Au niveau de la communauté de communes, la tendance s'est inversée plus tôt (1990) et semble être dans une tendance à la baisse en 2015.

Canton	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015
<b>Population totale</b>	39 402	42 397	41 621	41 313	40 819	39 405	38 213

Source I.N.S.E.E. 2015

### I.2.2 - Excédent naturel et solde migratoire

L'évolution de la population communale est liée à la combinaison de 2 facteurs : le solde naturel et le solde migratoire.

- Le solde naturel est positif depuis 1968 : le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. D'après les données INSEE 2015, cette tendance s'inverse,
- Le solde migratoire était négatif jusqu'en 1990 : les départs de la commune étaient plus importants que les arrivées. Cette tendance s'est ensuite inversée entre 1990 et 2010 avant de repartir à la baisse.

Globalement, le solde migratoire influence fortement l'évolution de la population de LONGROY.

INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015
<b>Variation annuelle moyenne de la population en %</b>	0.7	-0.3	-1.6	0.4	0.8	-0.9
<b>- due au solde naturel en %</b>	0.8	0.2	0.3	0.2	0.3	-0.1
<b>- due au solde apparent des entrées sorties en %</b>	-0.1	-0.4	-1.9	0.2	0.5	-0.8
<b>Taux de natalité en ‰</b>	16	12.8	12.4	10.7	10.8	9.4
<b>Taux de mortalité en ‰</b>	8	11.1	9.6	8.7	7.9	10

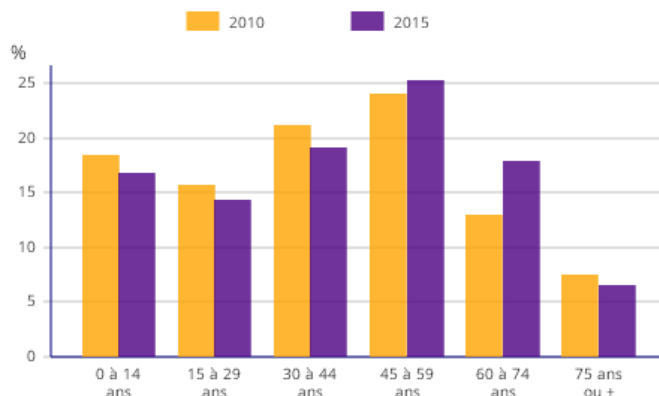
Source I.N.S.E.E. 2015

### **I.2.3 - Structure par âges**

D'après le graphique présenté ci-contre, on peut constater que 31.1 % de la population a moins de 30 ans, et les moins de 15 ans représentent 16.9 % des habitants de la commune. Les personnes de plus de 75 ans représentent 6.4% de la population.

La classe d'âge prédominante est celle des 45-59 ans, qui représente 25.3% des habitants, suivie par les 30-44 ans (19.2 %), puis les 60-74 ans (17.9%).

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

L'évolution des classes d'âge de la population de LONGROY montre :

- une progression de la classe d'âge des 60-74 ans et des 45-59 ans,
- une baisse de la classe d'âge des 30-44 ans et par corrélation également de celle des 15-29 et des 0-14 ans,
- une baisse de la classe d'âge des 75 ans et plus.

Au vu de ces éléments, la commune n'est pas confrontée pour l'heure actuelle au phénomène de vieillissement de la population

Il semble important de permettre l'accueil de jeunes couples afin de poursuivre la dynamique de la population.

Concernant la répartition Hommes / Femmes, on constate que le nombre de femmes est supérieur au nombre d'hommes en 2015 (les hommes : 46.6 %; et les femmes : 53.4 %).

### **I.2.4 - Population des ménages**

En 2015, la commune comptait 265 ménages, soit 3 ménages en moins par rapport à 2010.

Entre les 2 périodes intercensitaires, on observe :

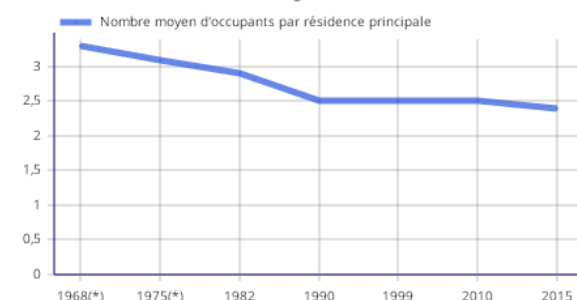
- une augmentation du nombre des ménages de 1 personne,
- une stagnation du nombre de couples sans enfants,
- une baisse du nombre des couples avec enfants (-22 familles), mais une baisse de leur part,
- une augmentation du nombre de famille monoparentale (+4).

MENAGES SELON LA STRUCTURE FAMILIALE	Nombre de ménages			
	2015	%	2010	%
<b>Ensemble</b>	265	100	268	100
<b>Ménages d'une personne</b>	61	23	48	17.9
- hommes seuls	25	9.4	0	0
- femmes seules	36	13.6	48	17.9
<b>Autres ménages sans famille</b>	10	3.8	8	2.9
<b>Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :</b>	194	73.2	212	79.1
- un couple sans enfant	100	37.7	100	37.3
- un couple avec enfant(s)	74	27.9	96	35.8
- une famille monoparentale	20	7.5	16	5.9

Source I.N.S.E.E. 2015

Concernant la taille des ménages, le nombre moyen d'occupants par résidence principale était de 2,4 en 2015. On observe une baisse de ce chiffre par rapport à 2010 (2,5).

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages



(\*) 1967 et 1974 pour les DOM  
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2017.  
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2015 exploitations principales.

## I.3 - Habitat

### I.3.1 - Le statut d'occupation

Au recensement de 2015, le parc immobilier de LONGROY comptait 308 logements, soit 1 logement en moins par rapport à 2010, qui se déclinent en 266 résidences principales, 24 résidences secondaires et 18 logements vacants

Entre 2010 et 2015, LONGROY a connu une baisse du nombre de résidences principales : 4 logements en moins en 5 ans. De plus, le nombre de résidences secondaires a augmenté de 3 logements

#### Evolution du nombre de logements par catégorie

	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015
<b>Ensemble</b>	224	252	271	273	275	309	308
<b>Résidences principales</b>	195	219	232	232	244	270	266
<b>Résidences secondaires et logements occasionnels</b>	15	19	16	14	22	21	24
<b>Logements vacants</b>	14	14	23	27	9	18	18

Source I.N.S.E.E. 2015

En 2015, 86.3 % des résidences principales correspondent à des maisons individuelles. En 2010, 3 appartements sont comptabilisés.

En 2015, la majorité des ménages est propriétaire (84.9 %), puis locataire (14.3 %). La part des propriétaires a augmenté par rapport à 2010 (+1.6 points).

Il est à noter qu'il n'y a aucun logement HLM loué vide sur la commune, mais un parc de logements locatifs privés.

En majorité, les habitants de LONGROY sont donc propriétaires d'une maison qui constitue leur résidence principale.

### Types de logements

	2015	%	2010	%
<b>Maisons</b>	300	97.4	297	96.1
<b>Appartements</b>	8	2.6	12	3.9

Source I.N.S.E.E. 2015

### Résidences principales selon le statut d'occupation

	2015				2010	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	266	100	641	641	270	100
<b>Propriétaire</b>	226	84.9	84.9	538	225	83.3
<b>Locataire</b>	38	14.3	14.3	94	41	15.2
<b>dont d'un logement HLM loué vide</b>	0	0	0	0	0	0
<b>Logé gratuitement</b>	2	0.7	0.7	10	4	1.5

Source I.N.S.E.E. 2015

### I.3.2 - Etat du parc de logements publics et privés

- L'âge du parc :**

En 2013, le parc de logements est relativement diversifié, toutefois on retrouve un nombre encore relativement important de logements construits avant 1919 : 30.8 %.

La diversité permet de satisfaire différents types de demande.

	Nbre	%
<b>Résidences principales construites avant 2013</b>	265	100
<b>Avant 1919</b>	82	30.8
<b>De 1919 à 1945</b>	35	13.2
<b>De 1946 à 1970</b>	29	11
<b>De 1971 à 1990</b>	71	26.9
<b>De 1991 à 2005</b>	36	13.6
<b>De 2006 à 2012</b>	12	4.5

Source INSEE 2015

- Le confort :**

Les résidences principales sont caractérisées à LONGROY par des grands logements puisqu'elles possèdent en majorité 4 pièces ou plus (80,3% du parc). D'ailleurs en 2015, le nombre moyen de pièces par résidences principales est de 4,5.

On trouve quelques petits logements : 1 logement d'1 pièce et 9 logements de 2 pièces.

On constate une baisse non négligeable des logements de taille moyenne (3 pièces) entre 2010 et 2015 (- 9 logements).

<b>1 pièce</b>	<b>2 pièces</b>	<b>3 pièces</b>	<b>4 pièces</b>	<b>5 pièces ou plus</b>
1	9	36	103	117

Source INSEE 2015



Le niveau de confort a progressé entre 2010 et 2015. En 2015, la plupart des logements sont équipés du confort moderne : 99.2 % des ménages occupent un logement équipé d'une installation sanitaire, contre 99.3 % en 2010.

40.3 % des résidences principales sont équipées d'un chauffage central individuel et 18.6 % possèdent un système de chauffage « tout électrique ».

	2015	%	2010	%
<b>Ensemble</b>	266	100	270	100
<b>Salle de bain avec baignoire ou douche</b>	264	99.2	268	99.3
<b>Chauffage central collectif</b>	31	11.8	0	0
<b>Chauffage central individuel</b>	107	40.3	161	59.6
<b>Chauffage individuel "tout électrique"</b>	50	18.9	60	22.2

Source INSEE 2015

La majorité (92,4%) des résidences principales possède 1 voiture (44,4 %) voire même 2 voitures ou plus (48 %). Le nombre de ménages équipé de 2 voitures a connu une forte progression entre 1999 et 2010.

	2015	%	2010	%
<b>Ensemble</b>	266	100	270	100
<b>Au moins un emplacement réservé au stationnement</b>	193	72.5	224	83
<b>Au moins une voiture</b>	243	91.2	243	90
<b>- 1 voiture</b>	111	41.6	119	44.1
<b>- 2 voitures ou plus</b>	132	49.6	124	45.9

Source INSEE 2015

### **LONGROY et la communauté de communes**

Globalement, la commune de LONGROY se situe dans la même configuration que la communauté de communes des Villes Sœurs en matière de logement : on retrouve une majorité de propriétaires de leur résidence principale (maison individuelle ou ferme), équipée d'un certain niveau de confort et qui possède 4 pièces ou plus.

### **I.3.3 - Fonctionnement du marché local du logement**

D'après les informations disponibles sur la base de données Sit@del2, entre 2007 et 2016, 11 logements ont été commencés.

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Nb de logements commencés</b>	8	/	/	/	/	0	1	1	1	0

Source Sit@del2

Depuis l'entrée en vigueur de la carte communale, aucun lotissement n'a été réalisé sur le territoire communal.

## I.4 - Emploi et activités économiques

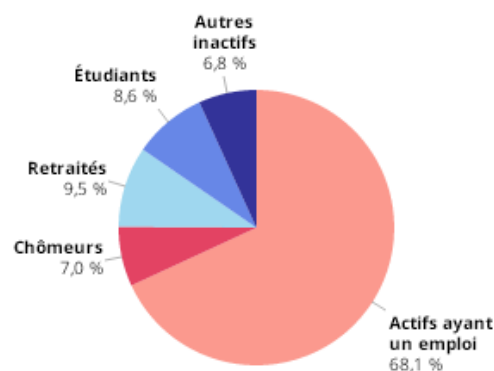
### I.4.1 - Population active

Au sens statistique est considérée comme inactive, toute personne de moins de 16 ans ou toute personne ayant 16 ans ou plus qui n'est pas à la recherche d'un emploi et recensée par l'A.N.P.E., (retraité, scolaire, femme au foyer, jeune effectuant le service national, etc. ...).

La population active est répartie suivant le tableau ci-dessous. Le nombre d'actifs hommes (204) est inférieur à celui des femmes (221). La classe des 25-54 ans est prépondérante puisqu'elle représente 93.2% des actifs de la commune.

Il est à noter que le taux d'actifs ayant un emploi a connu une progression depuis 2010 puisqu'il est passé de 67.3 % en 2010, à 68.1 % en 2015.

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2015



Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

Parallèlement on constate une baisse du taux de chômage : 9.4 % en 2015 contre 11.5% en 2010.

#### POPULATION ACTIVE - ANNEE 2015

	ENSEMBLE	HOMMES	FEMMES
Dont 15 à 24 ans	59	26	34
Dont 25 à 54 ans	276	131	146
Dont 55 à 64 ans	88	47	41
TOTAL	424	204	221

Source INSEE 2015

En 2015, la population de LONGROY ayant un emploi est composée de 262 salariés et 29 non-salariés.

81 % des salariés sont titulaires de la fonction publique ou bénéficient d'un contrat à durée indéterminée. La majorité des non-salariés sont indépendants.

#### Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2015

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	291	100	14.8	48.5
Salariés	262	90	15.6	48.1
Non salariés	29	10	6.9	51.7

Source I.N.S.E.E. 2015

### **I.4.2 - Emploi, lieu de résidence et modes de transport**

Il est à constater que les actifs se déplacent peu, en effet :

- 17.5% des actifs travaillent et résident à LONGROY, nous verrons dans ce rapport que les activités industrielles et artisanales constituent un bassin d'emploi très important,
- 82.5% des actifs travaillent hors de la commune. En effet, les habitants restent dans le département et dans la Vallée de la Bresle, riche en activités économiques : Eu, Le Tréport, ... La Vallée de la Bresle produit 80 % des flacons de parfums de marque réalisés dans le monde entier.

D'autres habitants travaillent dans une autre région et plus précisément dans la Somme, région limitrophe de LONGROY, séparée par la rivière La Bresle : la commune de GAMACHES, le Vimeu constituent un bassin d'emploi important et proche limitant les déplacements. LONGROY se situe à proximité de l'aire urbaine de GAMACHES.

#### **Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone**

	2015	%	2010	%
<b>Ensemble</b>	291	100	301	100
<b>Travaillent :</b>				
<b>dans la commune de résidence</b>	51	17.5	54	17.9
<b>dans une commune autre que la commune de résidence</b>	240	82.5	247	82.1

Source INSEE 2015

Les données INSEE relatives à l'emploi et aux modes de transports sont disponibles pour l'année 2015.

En reprenant le diagnostic et la composition des logements, on a pu constater que les ménages possédaient au moins 1 voire 2 véhicules. Ce constat atteste du besoin de mobilité lié au lieu de travail mais aussi aux bassins de vie. Ainsi, d'après le tableau ci-dessous, près de 80% des actifs utilisent une voiture pour se rendre sur leur lieu de travail. A noter que :

- 3.4% des actifs de LONGROY n'utilisent pas de transport : ce chiffre correspond à des personnes habitant et travaillant à LONGROY,
- 5.2 % des actifs pratiquent la marche à pieds.
- 0.3% des actifs utilisent les transports en commun.

A souligner que **près de 8.9% des actifs de LONGROY utilisent des solutions de transports alternatives à la voiture individuelle.**

#### **Population active de 15 ans ou plus ayant un emploi par lieu de travail et moyen de transport**

	Pas de transport	Marche à pied	Deux roues	Voiture, camion, fourgonnette	Transports en commun	Total
%	3.4	5.2	2.4	88.7	0.3	100

Source INSEE 2015

### **I.4.3 - Activité agricole**

On compte de nombreuses exploitations agricoles en activité sur le territoire de LONGROY. Celles-ci sont réparties sur l'ensemble du territoire communal.

Les activités agricoles sont de plus en plus réglementées. Pour permettre à l'agriculture de se développer de façon harmonieuse sans inconvénient pour l'environnement et le voisinage, il semble important d'insister sur les points suivants :

- de nombreuses activités agricoles qui provoquent des nuisances pour le voisinage sont soumises à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (bâtiments d'élevage, carrières de craie, etc. ...). Ces activités se sont développées loin des habitations existantes. Pour éviter les problèmes de voisinage et ne pas limiter le développement des activités de l'exploitation, il serait intéressant de repérer ces installations classées et toutes les activités provoquant des nuisances, de signaler les distances minimales légales devant séparer ces équipements d'une habitation, et de ne pas autoriser l'urbanisation à proximité de ces installations.
- De même, il est nécessaire de tenir compte des déplacements des engins agricoles lors de l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones : mieux vaut assurer la continuité du trafic agricole par des voies suffisamment dimensionnées, ce qui permet parfois d'éviter aux agriculteurs d'emprunter les rues principales du village.

Le respect de ces principes devrait permettre d'éviter les problèmes de voisinage dans les prochaines années.

Enfin il est recommandé de veiller à ne pas urbaniser en aval des vallons ou vallées sèches susceptibles de donner lieu à des problèmes de ruissellement ou d'inondations en provenance des terres agricoles.

Il est important de noter que les exploitations d'élevage disposent d'installations pouvant présenter des nuisances pour le voisinage dont l'aménagement ou le développement est soumis à l'application de réglementations sanitaires très strictes (Règlement Sanitaire Départemental - R.S.D. - ou législation sur les installations classées). Selon la taille et la nature des troupeaux, ces réglementations impliquent, pour toute construction liée à l'élevage, le respect d'un recul de 50 à 100 m selon les cas, de toutes habitations de tiers ou des limites d'urbanisation (cf. tableaux joints en annexe du compte rendu). Il est donc nécessaire de prendre en compte ces contraintes d'éloignement et d'éviter l'implantation de nouvelles zones d'habitat à proximité des pôles d'élevage susceptibles de se développer.

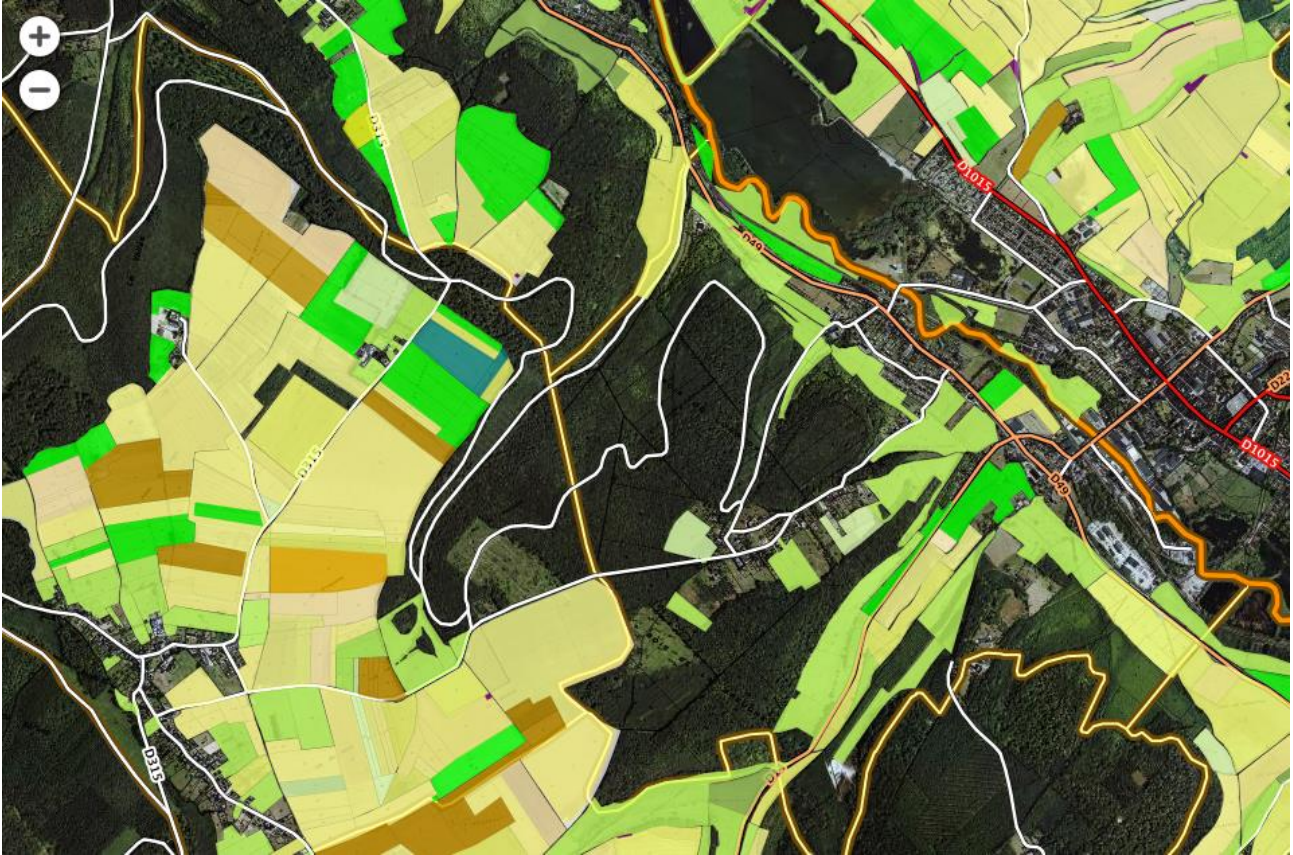
Afin d'assurer la pérennité des exploitations, il convient de les protéger de la proximité de l'urbanisation, en appliquant le principe de réciprocité suivant :

*« Tout projet d'implantation de nouvelle construction destinée à accueillir des personnes et tout projet de délimitation de zone d'habitat existant ou d'urbanisation future devront respecter un recul minimal par rapport aux constructions et installations d'élevage. Ce recul devra être au moins équivalent à celui imposé aux constructions et installations d'élevage conformément à la réglementation qui leur est applicable; dans tous les cas, un recul maximal devra être recherché ».*

Il n'existe pas de siège d'exploitation agricole sur le territoire de LONGROY, toutefois, des exploitants hors commune exploitent des terres agricoles.

## **PARCELLAIRE AGRICOLE**

La commune de LONGROY est concernée par une forte présence forestière et quelques prairies implantées dans le coteau et en fond de vallée.





#### **I.4.4 - Activités artisanales, commerciales et industrielles**

Excepté un bar, il n'y a pas de commerce de proximité sur le territoire de la commune. Les habitants se dirigent principalement vers Gamaches, commune limitrophe.

En revanche, la commune compte la présence de nombreuses activités artisanales, commerciales ou de services.

On note en effet la présence de nombreuses activités industrielles et artisanales implantées sur le territoire communal, essentiellement dans la vallée.

- JENNIVER - Triage de verre
- Société MOULIN - Moules et modelage
- BETOMAB - Produits en béton
- SATIMAT - Entreprise de flaconnage
- Entreprise DEGROISILLE - Entreprise de menuiserie métallique
- Batim'Services - Entreprise de bâtiment
- Mme Muriel DENEUX - Courses, transports légers de proximité
- PROMOTRAME SA - Collecte, recyclage et valorisation de déchets fers et métaux
- SARL BRIFFARD - Location de bennes, Collecte, recyclage et valorisation de déchets fers et métaux
- Entreprise METEL - Transport

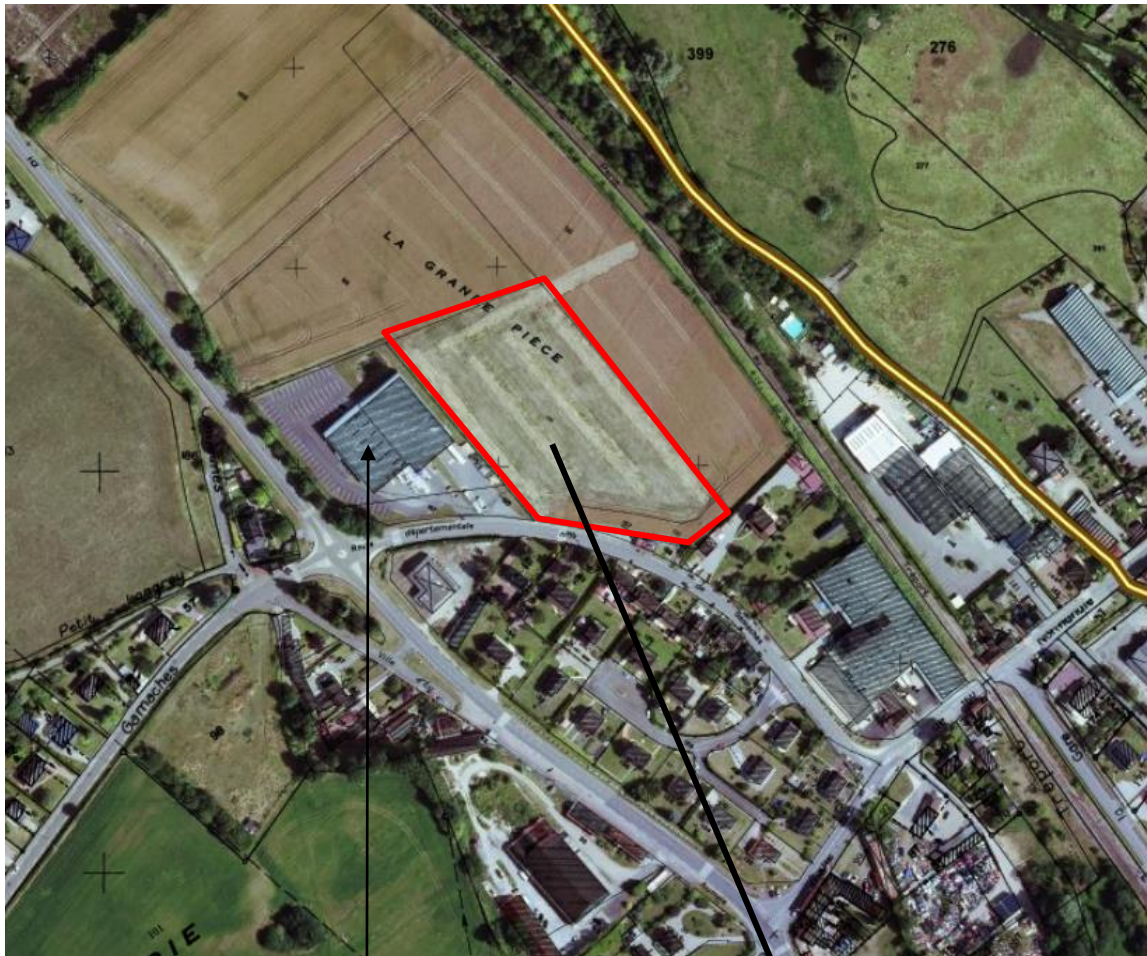
Ces entreprises constituent un bassin d'emploi sur la commune : 17,5% des actifs résident et travaillent à LONGROY, selon l'INSEE 2015.

En violet, sont recensées les activités économiques, toutes situées dans la vallée, suivant l'histoire de l'activité verrière.



- L'implantation d'une nouvelle activité économique : de l'entreprise METEL :

Récemment, une entreprise dans le domaine des transports vient de réaliser un entrepôt sur la commune de LONGROY. Cela témoigne de l'attractivité économique de la commune.



Entreprise « Jenniver »

Site d'implantation de  
l'entreprise « Métel »



Source Google

## **I.5 - Les équipements publics**

---

### **I.5.1 - Les réseaux**

#### **I.5.1.1. Eau Potable**

L'eau potable est gérée par le SIAEPA de la région d'Eu.

La commune de LONGROY est alimentée par les captages d'eau potable d'INCHEVILLE. LONGROY n'est pas concernée par des périmètres de protection d'un captage d'eau potable.

Le plan du réseau d'eau potable est annexé au rapport de présentation.

#### **I.5.1.2. Assainissement**

La loi n° 92.3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau a modifié le Code des communes en instituant un article L. 372.3 ainsi rédigé :

« Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

La carte communale devra prendre en compte dans chacun de ses éléments (rapport de présentation, découpage en secteurs) les préoccupations mentionnées par la loi en matière d'assainissement.

Aujourd'hui, l'assainissement est également géré par le SIAEPA de la région d'Eu. Un schéma d'assainissement a été réalisé. Les plans sont joints en annexe.

La station d'épuration se localise sur la commune de BOUVAINCOURT SUR BRESLE. Selon le site internet « assainissement-developpement-durable.gou.fr », la capacité totale de la station d'épuration est de 13 700 EH. Actuellement, 6800 EH sont raccordés à cette station d'épuration avec un débit d'entrée de 558 m3/j. Elle est jugée conforme en équipement et en performance.

#### **I.5.1.3. Voirie**

##### **❖ Les typologies de voiries**

Plusieurs voies marquent le territoire communal. LONGROY est ainsi desservi par 4 voies :

- la RD n° 49, parallèle au cours de la Bresle et qui traverse le centre bourg,
- la RD n° 14, perpendiculaire à la vallée de la Bresle, empruntant une vallée sèche et permettant de rejoindre la commune voisine de Guerville sur le plateau,
- la RD n° 48 qui traverse la vallée de la Bresle et dessert la commune voisine de Gamaches.

Les autres voies sont secondaires et supportent un trafic moins important : ce sont des voies communales, chemins ruraux.



### ❖ **Le classement des infrastructures de transports terrestres**

En application de l'article L.571-10 du code de l'environnement, le préfet a recensé et classé les infrastructures de transports terrestres de la Seine-Maritime en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic.

Les infrastructures concernées sont :

- les routes et rues écoulant plus de 5 000 véhicules par jour ;
- les voies de chemin de fer interurbaines de plus de 50 trains par jour ;
- les voies de chemin de fer urbaines de plus de 100 trains par jour ;
- les lignes de transport en commun en site propre de plus de 100 autobus ou rames par jour ;
- les infrastructures dont le projet a fait l'objet d'une décision.

La détermination de la catégorie sonore a été réalisée compte tenu du niveau de bruit calculé selon une méthode réglementaire (définie par l'annexe à la circulaire du 25 juillet 1996) ou mesuré selon les normes en vigueur (NF S 31-085, NF S 31-088).

Le calcul s'appuie notamment sur le trafic, la part des poids lourds, le revêtement de la chaussée, la vitesse.

Sur la base de cette identification, il a été déterminé, après consultation des communes, les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures affectés par le bruit, les niveaux de nuisances sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions techniques de nature à les réduire.

Les infrastructures sont classées, selon leur niveau de bruit, dans les catégories suivantes :

- **La catégorie 1** qui est la plus bruyante engendre un secteur d'une largeur maximale de 300 m de part et d'autre du bord de la chaussée pour une route, ou du rail extérieur pour une voie ferrée ;
- **En catégorie 2**, cette largeur passe à 250 m ;
- **En catégorie 3**, elle passe à 100 m ;
- **En catégorie 4**, elle passe à 30 m ;
- **En catégorie 5**, elle passe à 10 m.

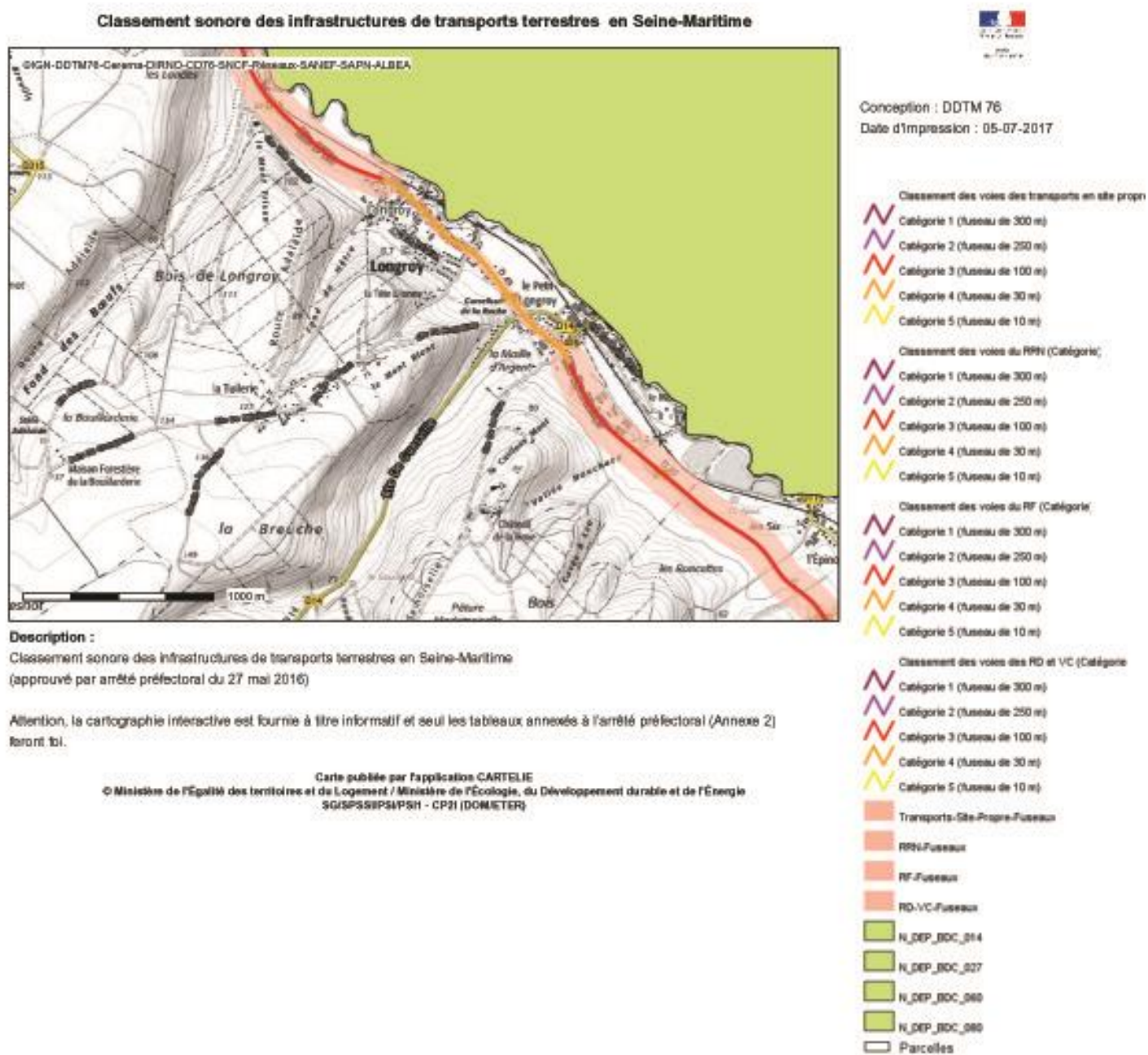
Le 27 mai 2016, la préfète de la Seine-Maritime a approuvé la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres en Seine-Maritime.

### **La commune de LONGROY est concernée par le classement de voies bruyantes.**

Les bâtiments à construire dans le secteur affecté par le bruit doivent être isolés en fonction de leur exposition sonore. Seuls sont concernés, les bâtiments d'habitation, les établissements d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique.

Les voies concernées figurent à titre d'information dans le tableau page suivante. Une cartographie indicative, centrée sur le territoire, est jointe page suivante, pour information.

Voie	Débutant	Finissant	Catégorie	Largeur du secteur concerné (m)
D49	PR 11+256	PR 12+768	4	30
D49	PR 12+768	PR 19+1191	3	100
D49	PR 8+545	PR 11+256	3	100



### ❖ Les cheminements piétonniers

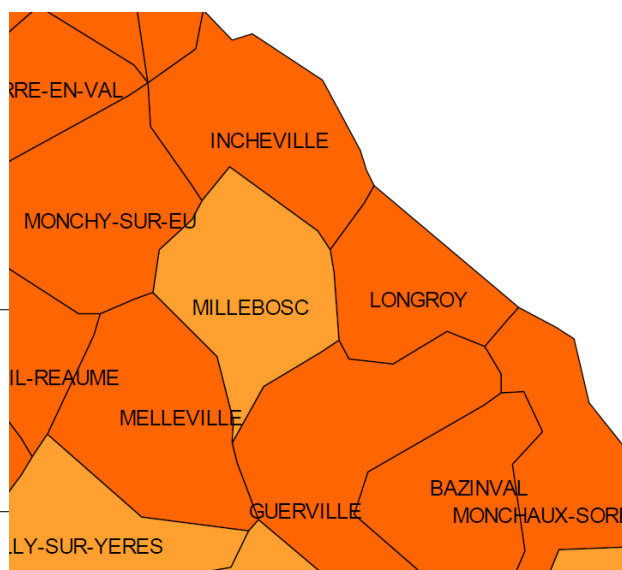
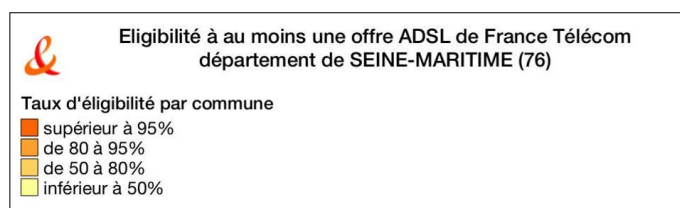
Des cheminements piétons existent sur l'ensemble du territoire de LONGROY : ils permettent d'accéder :

- à la gare,
- aux activités économiques, bassin d'emploi de la commune,
- aux équipements publics : école, mairie, sports, cimetière, salle des fêtes, ...
- à la vallée et aux activités de tourisme et de promenade,
- enfin au plateau agricole et à la forêt, pour les randonnées (cf. page 35).

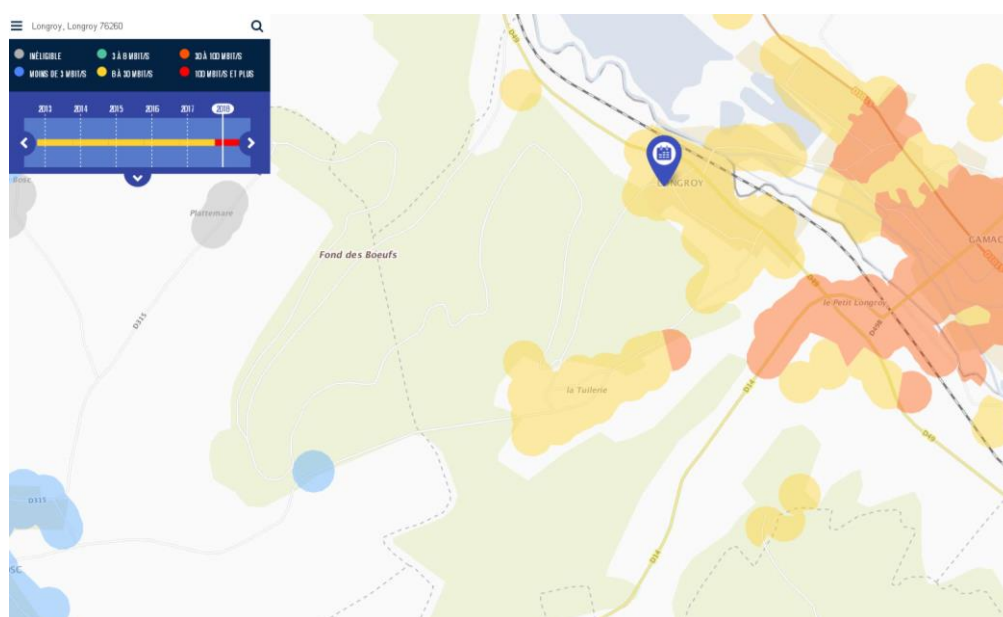
#### I.5.1.4. Desserte numérique du territoire

L'ADSL est aujourd'hui la technologie dominante des accès à internet haut débit (95% des abonnements haut débit sont des abonnements ADSL). France Télécom publie des cartes à l'échelle communale sur le taux de lignes téléphonique "éligible au moins à une offre ADSL de France Télécom "

D'après ce document, le taux d'éligibilité à l'ADSL est supérieur à 95 % à LONGROY.



D'après la cartographie des débits ADSL, réalisée par l'observatoire du haut débit, on peut constater qu'une large partie du territoire bénéficie d'une très bonne connexion (supérieure à 10Mb/s). Cependant, le hameau est moyennement desservi.



Source : Observatoire.francethd.fr

Le site internet ARIASE précise que la connexion Internet par ADSL et l'accès aux différents services (dégrouper télévision par ADSL) dépendent à la fois du niveau d'équipement du NRA (central téléphonique) depuis lequel le logement est raccordé, et des caractéristiques de la ligne téléphonique.

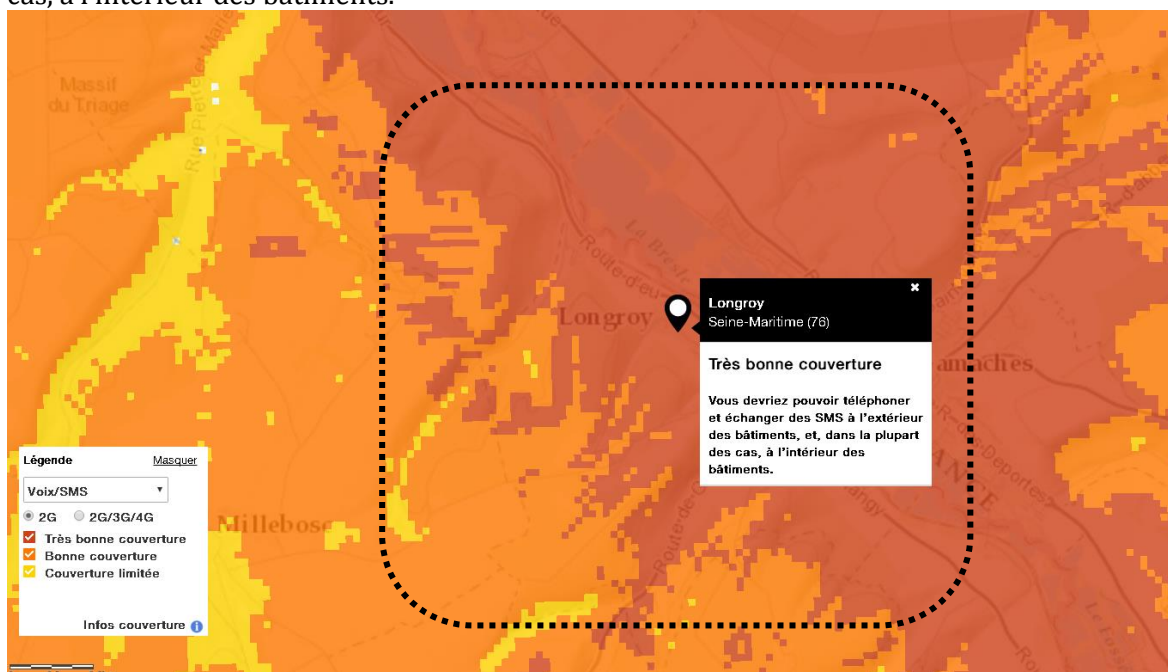
La commune de LONGROY est desservie par 1 central téléphonique situé sur GAMACHES. Cette distance des NRA explique les bons débits que l'on retrouve sur les zones bâties.

#### NRA situés à l'extérieur de LONGROY

Code	Nom	Localisation	Nombre de lignes	Dégrouper
GAM80	GAMACHES	GAMACHES	2700	4 Opérateurs

D'après le site internet ARIASE, il est précisé que la commune de LONGROY ne dispose pas de réseaux FTTH ou FTTLa (fibre optique). De plus, à LONGROY, certains fournisseurs d'accès ne commercialisent pas de forfaits Internet haut-débit via un réseau WiMax (technologie hertzienne / ondes radio).

L'opérateur Orange fournit également des données relatives à la couverture du réseau 2G, 3G et 4G : la commune de LONGROY bénéficie au niveau de la vallée d'une très bonne couverture. Il est possible de téléphoner et échanger des SMS à l'extérieur des bâtiments, et, dans la plupart des cas, à l'intérieur des bâtiments.



Source : orange.fr

### I.5.2 - Cimetière

Le cimetière de la commune est situé au pied de l'église, dans le centre bourg. 250 sépultures sont « occupées » et 100 restent « libres » dans la partie récente du cimetière. Aucun projet d'extension ou de travaux n'est prévu actuellement.



### **I.5.3 - Autres équipements publics**

#### **A) les équipements existants**

Sur la commune, on note la présence de plusieurs équipements publics : la mairie, l'église, la médiathèque et une salle communale.

- Enseignement

LONGROY accueille une école élémentaire sur son territoire. Les niveaux de maternelle et primaire sont enseignés.

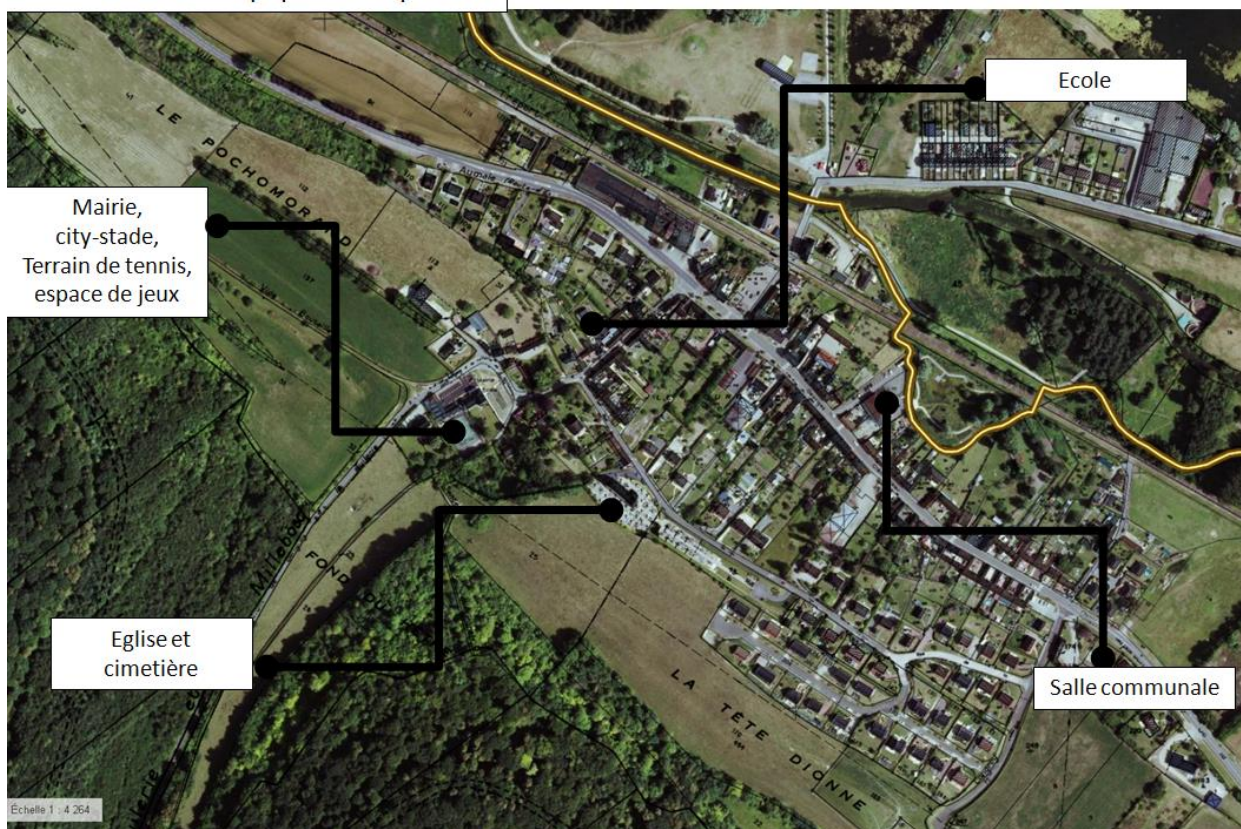
Pour le collège et le lycée, les élèves se dirigent vers EU, Gamaches ou Blangy sur Bresle.

- Equipements sportifs et loisirs

La commune dispose d'un terrain de tennis et d'un city stade.

- On note plusieurs associations sur le territoire communal : Comité des fêtes, APP Longroy, L'Echo Breslois, Les Aînés, Club omnisports, La Chasse, ACPG CATM, Les Amis de l'école.

Localisation des équipements publics



Source : Espac'Urba

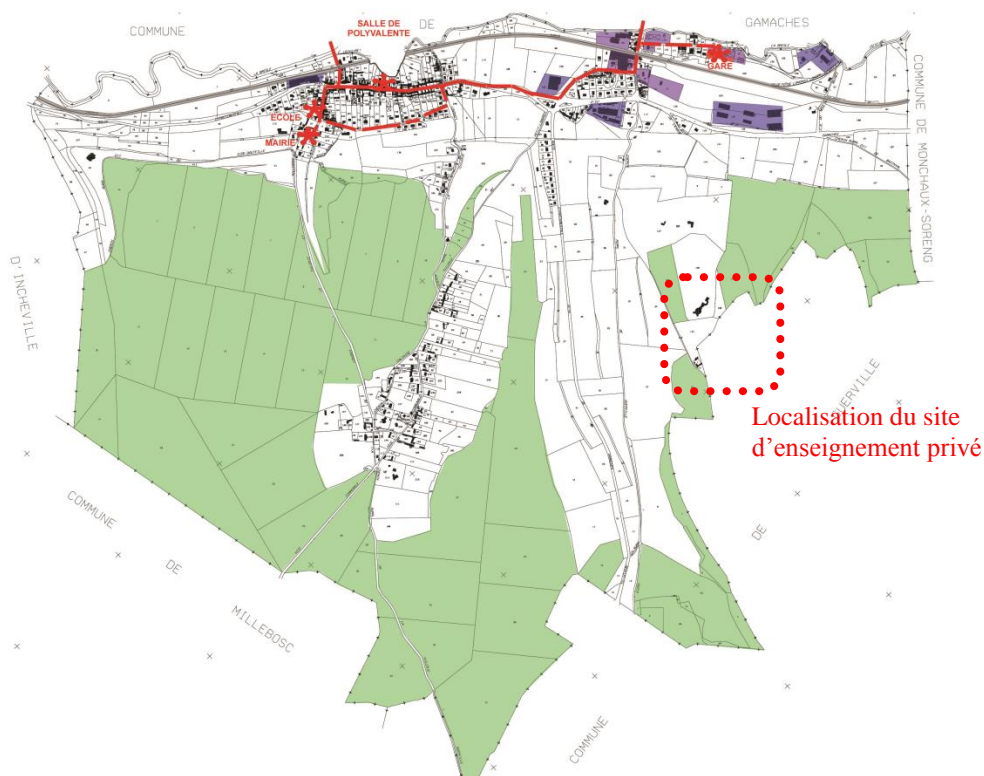
**B) la création d'équipement : le complexe Diderot.**

Le groupe Diderot Éducation, un des groupes leaders de l'enseignement supérieur privé en France, a acquis le château de la Haye, situé à l'extrémité Est du territoire.

Le projet est d'accueillir à la rentrée 2018 un internat privé inspiré des écoles traditionnelles britanniques. L'établissement proposera l'ensemble des cursus du secondaire du collège et du lycée. Ce projet concourt à la réhabilitation d'un site inoccupé depuis plusieurs d'années et ainsi à la préservation du patrimoine bâti.

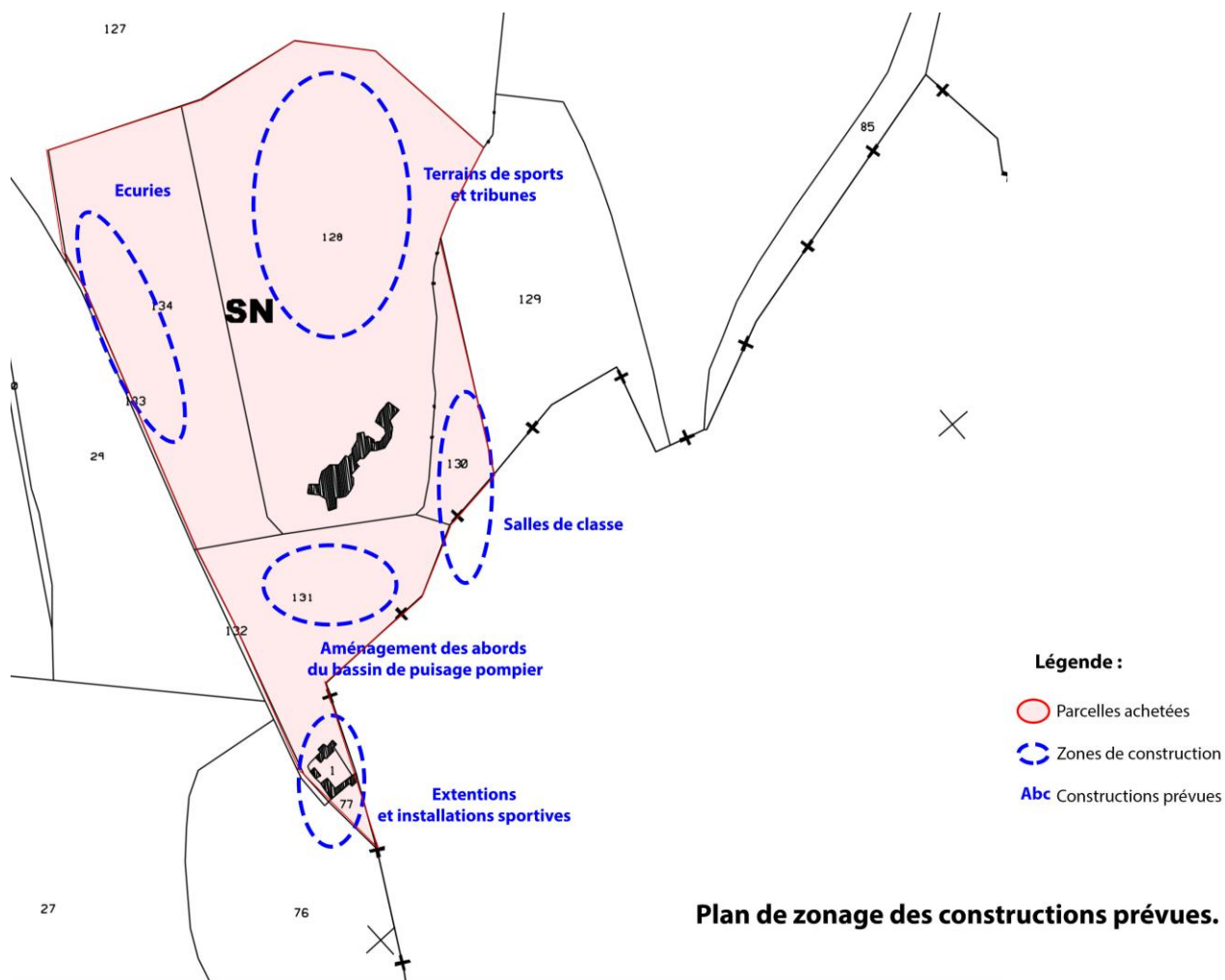
Le site se répartit sur 2 communes : LONGROY et GUERVILLE.

Une esquisse du projet est jointe page suivante.



Source Géoportail

**ESQUISSE DU PROJET D'ENSEIGNEMENT PRIVE (Source Diderot)**





## **I.6 - Les services**

---

### **I.6.1 - Les services de proximité**

✱ Concernant les services de proximité tels que médecins et infirmières les habitants doivent se rendre sur les communes voisines et notamment vers Eu, Le Tréport et Gamaches.

Il existait un centre d'incendie et de secours sur la commune. Aujourd'hui la commune dispose d'une réserve communale de sécurité civile. L'objectif de la réserve communale de sécurité civile est d'aider les secouristes et les pompiers en cas de catastrophes naturelles ou d'accidents industriels. Pour y participer, il n'y a pas de critère particulier de recrutement, de condition d'âge ou d'aptitude physique. L'engagement prend la forme d'un contrat conclu entre la personne volontaire et le maire. Il n'y a pas de formation particulière à avoir ou à suivre mais des séances d'information sont régulièrement organisées par le maire.

### **I.6.2 - Les ordures ménagères**

#### **❖ Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (P.D.E.D.M.A.) de Seine-Maritime**

Le PEDMA de Seine-Maritime a été adopté en mars 2010. Il fait suite au premier plan approuvé en août 1998. Les objectifs globaux pour le département, mis en évidence dans le PEDMA sont :

- ✓ La prévention de la production de déchets ;
- ✓ L'amélioration de la collecte et du traitement pour les emballages, les déchets organiques, les déchets de déchèteries, les ordures ménagères résiduelles et les déchets industriels banals, afin d'augmenter la valorisation ;
- ✓ L'optimisation des solutions de transport des déchets.

#### **❖ La gestion des déchets à LONGROY**

La collecte des ordures ménagères est réalisée par la Communauté de Communes des Villes Sœurs. Elle est effectuée 1 fois par semaine. Les ordures sont ensuite expédiées à Fresnoy-Folny (site d'IKOS). Le tri sélectif est organisé sur la commune



## I.7 - L'animation et les possibilités de loisirs

Les espaces naturels ainsi que le caractère végétal du territoire communal, constituent un atout pour la découverte du site : présence de masses forestières, vergers, ..., étangs.

La vallée de la Bresle est également un atout très important pour le développement touristique.

La communauté de communes des Villes Sœurs valorise le tourisme dans ses objectifs de développement.

LONGROY, inscrite dans la vallée, profite d'un cadre remarquable profitant également de la forêt domaniale d'EU, de la vallée de la Bresle avec la présence d'une base de plein air située sur la commune voisine de GAMACHES (Voile, Canoé kayak, VTT, voilier, ...).

De nombreux chemins de randonnées parcourent ses territoires dans une continuité touristique de découverte. Ci-dessous documents de la Communauté de Communes Bresle Maritime.

Les habitants peuvent également bénéficier des équipements communautaires.

### Vallée de la Bresle

**8 7 km - 1h45 JÉRUSALEM**  
**Départ : place de l'église à Ponts-et-Marais**  
Point de vue remarquable sur les 3 villes sœurs : Eu, Mers-les-Bains et Le Tréport, à partir du versant picard de la vallée de la Bresle. Chapelle Saint-Laurent du XIX<sup>ème</sup> bâtie en mémoire de Saint-Laurent O'Toole, archevêque de Dublin mort à Eu. Retour par les jardins ouvriers de la Bresle et le chemin des étangs.



**9 8 km - 2h CUMONT**  
**Départ : entrée du Chemin Vert du Petit Caux à Eu. Ou départ du relais randonneurs «La Ferme», au pied du château (près du centre des Fontaines).**  
Au départ de la ville d'Eu, boucle autour du Chemin Vert du Petit Caux qui emprunte les chemins de campagne entre prairies et champs cultivés.

**10 12 km - 3h BEAUMONT**  
**Départ : place de l'église à Saint-Pierre-en-Val**  
Saint-Pierre-en-Val : superbe retable XVII<sup>ème</sup> et corniche sculptée dans l'église. La Ferme de la Poterie abrita Cadoudal, chouan célèbre. Le circuit arpente les chemins forestiers du Bois Labbé. En été, le Vert Ponthieu est un lieu de fouilles gallo-romaines.

**11 11 km - 2h45 LE TRIAGE**  
**Départ : place de la République**  
Balade à travers les hêtraies de la forêt d'Eu. Cette boucle vous fera découvrir quelques arbres remarquables et lieux légendaires de la forêt. La pierre bise : il s'agirait d'un ancien monument druidique. On prétend que cette pierre devient fumante quelques heures avant la pluie. Le Quesne à Leu (chêne aux loups) : d'une circonférence de 4 mètres, c'est ici que les derniers loups auraient été tués et que des jugements avec exécution furent rendus.



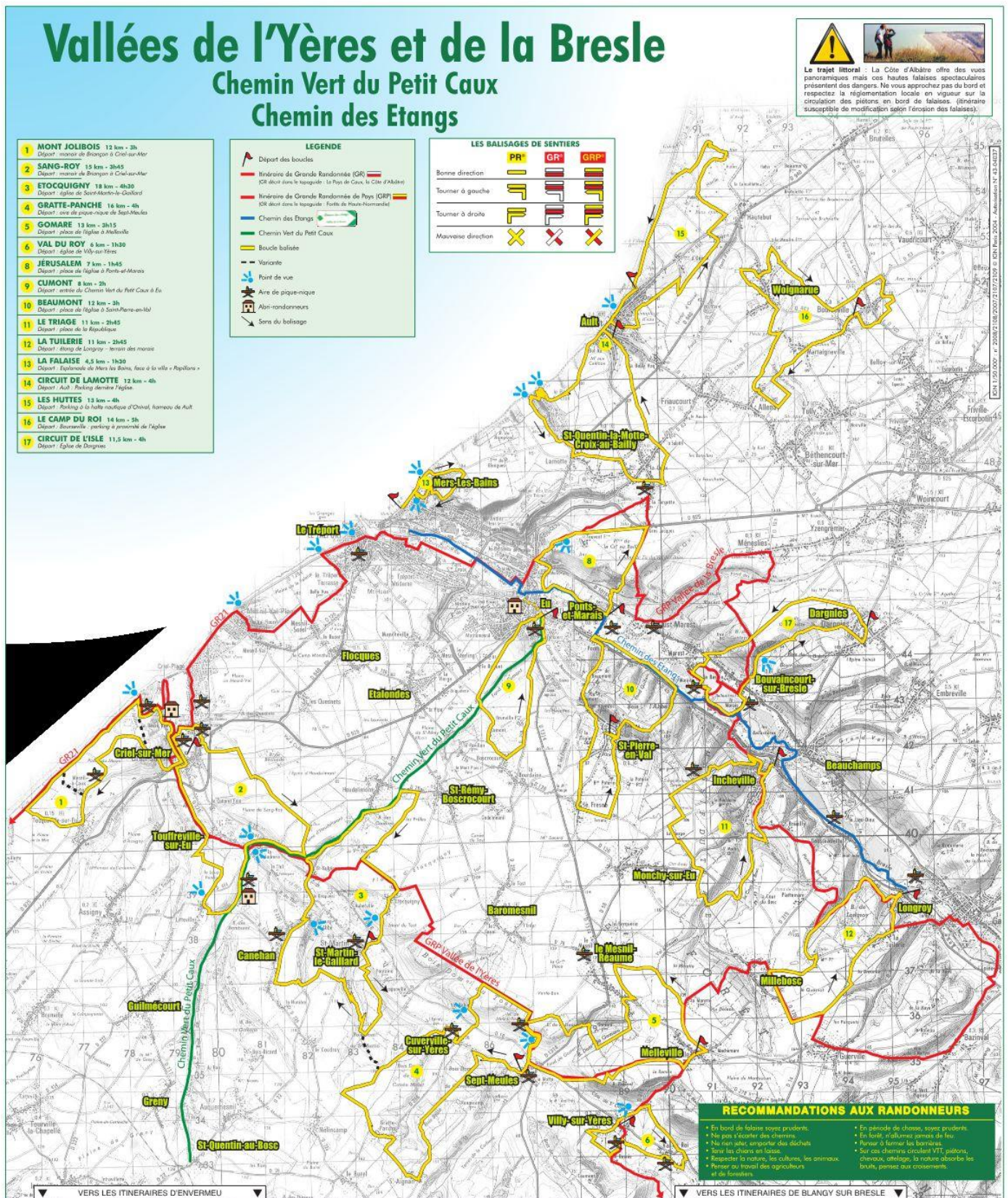
**12 11 km - 2h45 LA TUILERIE**  
**Départ : étang de Longroy - terrain des marais**  
Promenade des étangs à la forêt d'Eu au cœur de la vallée de la Bresle. La stèle Adélaïde (12 m) a été construite en 1845 par Louis-Philippe en l'honneur de sa sœur Adélaïde d'Orléans. Points de vue sur les étangs.

#### Chemin des Etangs de la vallée de la Bresle

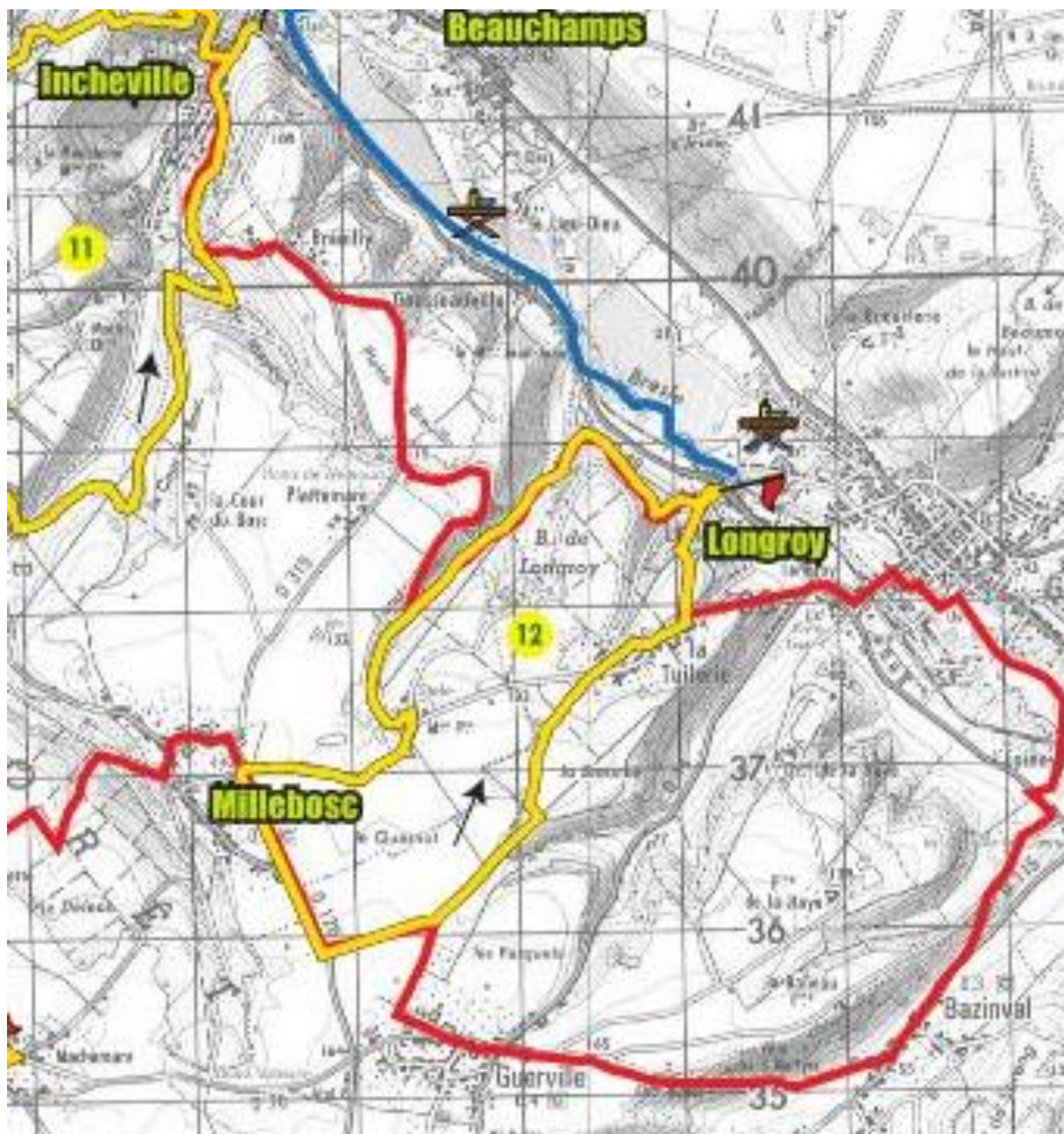
D'une quinzaine de kilomètres, le Chemin des Etangs vous mène du Tréport à la ville d'Eu puis aux premiers étangs de la vallée de la Bresle jusqu'à Longroy-Gamaches, lieux de prédilection des pêcheurs et amateurs de sports nautiques. Entre Eu et Incheville, le sentier est praticable à cheval et à VTT (aux abords de la voie ferrée, soyez prudents).  
Ce chemin vous mène également aux points de départ de plusieurs petites boucles, notamment en forêt d'Eu











## I.8 - L'organisation du territoire

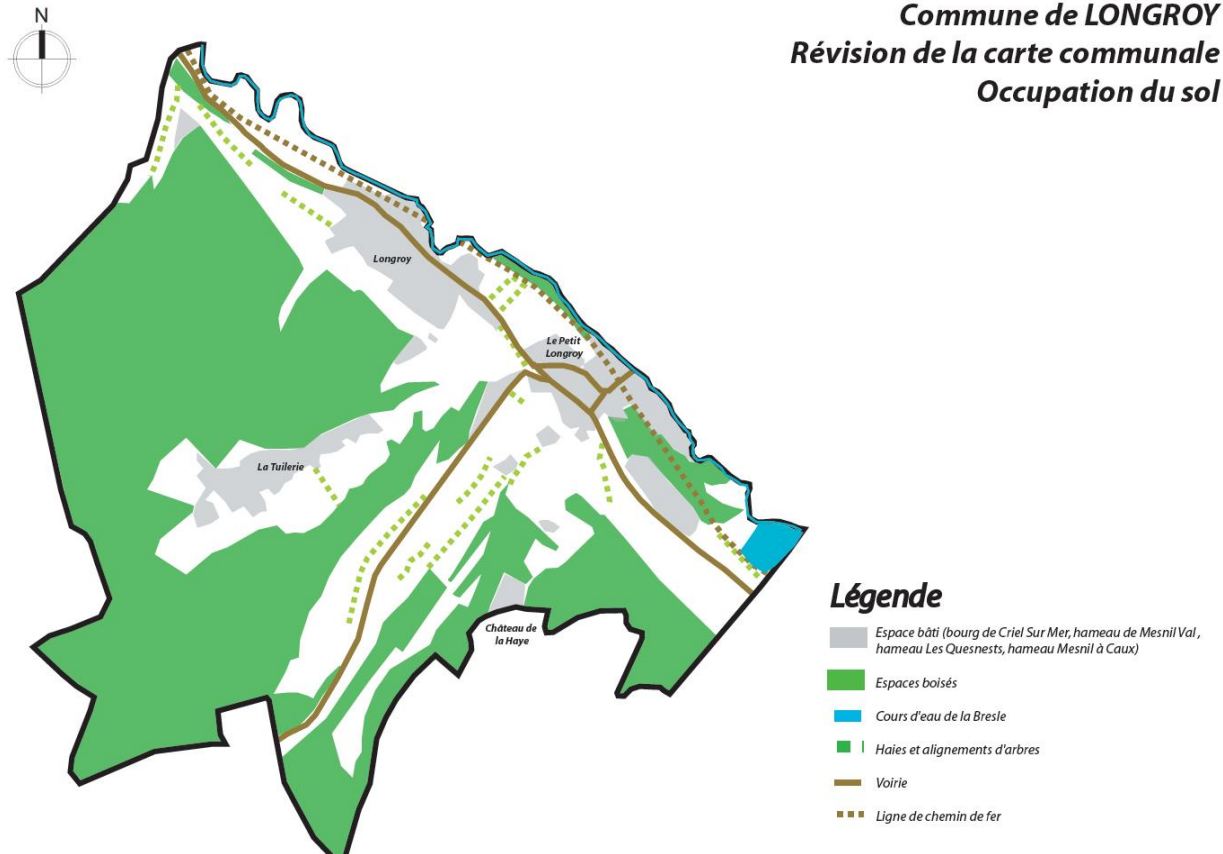
### I.8.1 - L'occupation du sol

Le territoire communal se compose d'un centre bourg et de 2 hameaux : « le Petit Longroy », implanté dans la vallée et « La Tuilerie » situé sur le plateau boisé. L'urbanisation est entourée par de vastes terres agricoles et boisées, forestières.

L'urbanisation est entourée par de vastes espaces boisés sur le plateau et des pâtures et quelques cultures au niveau de la vallée. Les zones urbanisées se sont développées en bordure des axes routiers.

La commune de LONGROY est constituée de 3 types d'espaces. C'est une commune qui offre une diversité dans son paysage :

1. espace ouvert de plateau : domaine forestier,
2. espaces fermés à l'intérieur des pôles construits, ainsi qu'au niveau de la vallée,
3. espace construit : développement plutôt linéaire des constructions.



### Les voies de communication et le site

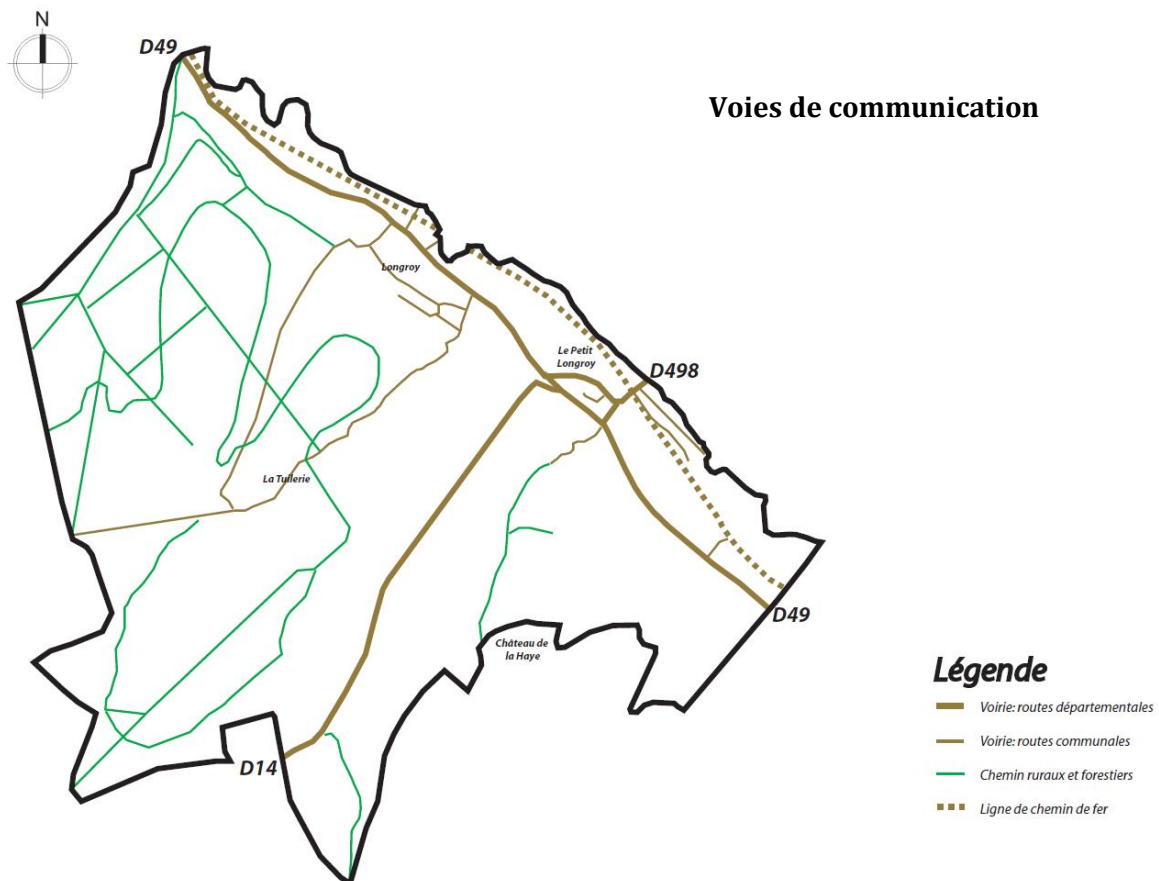
La commune de LONGROY est traversée par les routes départementales n° 498, 49 et 14. Le tissu urbain s'est, en partie, structuré le long de ces axes.

Les autres voies sont secondaires et supportent un trafic moins important : ce sont des voies communales, chemins ruraux.

Le gabarit des voiries varie en fonction de leur typologie :

- larges (2 voies distinctes) et accompagnées de trottoirs pour les voiries principales,
- plus étroites pour les voiries secondaires ; les piétons ne disposent pas d'un cheminement spécifique aménagé. Dans cette typologie de voirie, on retrouve les impasses des opérations d'aménagement, qui par leur configuration, ne permettent pas les connexions entre les quartiers.

Les chemins ruraux et forestiers ne sont (généralement) pas destinés à la voiture mais permettent les déplacements doux



### I.8.2 - Analyse spatiale de l'agglomération

Les pôles construits se sont développés principalement le long des axes de communication.

Les constructions à usage agricole (corps de ferme ainsi que les constructions à usage d'habitations principales) sont étroitement mêlées comme sur l'ensemble des petites communes à vocation agricole.

L'axe du faitage des maisons a, pour la plupart, suivi le tracé de la voie : les constructions sont parallèles à la voie et dans son alignement. On retrouve toutefois de nombreux bâtiments implantés perpendiculairement à la rue. La continuité urbaine est assurée par des murs de clôtures et des constructions mitoyennes.

Les constructions récentes rompent avec le traditionnel par leur implantation en retrait par rapport aux limites séparatives et emprise publique.



- **L'urbanisation du territoire**

A LONGROY, le bâti s'étire le long des voies en laissant de larges possibilités de construction dans les « dents creuses ». De nombreux espaces libres interstitiels sont disponibles à l'accueil d'aménagements en cœur d'îlots. Des zones pavillonnaires se sont développées en continuité de l'urbanisation existante, laissant tout de même de grands espaces verts naturels.

- **Le parcellaire contraste**

Les rues anciennes sont caractérisées par un habitat plutôt dense. Le plateau, mais aussi le coteau, au pourtour des pôles construits possèdent une trame parcellaire lâche de grandes cultures. Dans le village, quelques parcelles les plus vastes sont peu à peu découpées en unités géométriques systématiques propices à l'implantation pavillonnaire au centre des terrains.

- **La morphologie**

Mise à part la construction des maisons individuelles les plus récentes, LONGROY présente une organisation du bâti traditionnelle dans la région. Les constructions les plus anciennes sont édifiées à l'alignement de la voie avec d'anciennes fermes, réhabilitées en habitation, à cour centrale carrée avec pignons sur rue. En revanche, de part et d'autre de l'urbanisation, la taille des parcelles s'agrandit pour devenir franchement vaste immédiatement aux abords de l'espace urbanisé. Le reste du territoire communal possède une trame parcellaire lâche de grande culture.

- **La trame viaire**

La trame viaire communale, dans ses sections urbanisées, est de DEUX types :

- le premier type correspond à la traversée des routes départementales n° 49, 14 et 48. Il conviendra pour des raisons de sécurité mais également pour assurer une bonne qualité de service sur ces axes, de ne pas créer de nouvelles zones constructibles uniquement accessibles à partir de ces voies,
- le second correspond aux voies communales anciennes à faible gabarit inadaptées aux conditions de circulation actuelles.

Le long des voies secondaires et rurales, des clôtures végétales contribuent à créer un espace paysager de qualité. Les voies marquent la rupture entre des espaces urbanisés et des espaces encore vierges de construction servant de pâturage ou à la culture. Dans le bourg et les hameaux, les voies sont bordées d'arbres de hauts jets et de haies.

Les rues, elles aussi, contribuent à l'image de la commune. A LONGROY, les rues ont plutôt un caractère minéral au niveau de la traversée du centre bourg (alignement des constructions par rapport à la voie publique, pignon), et végétal sur le reste du territoire (haies, clôtures, trottoirs engazonnés, constructions en retrait, ...).



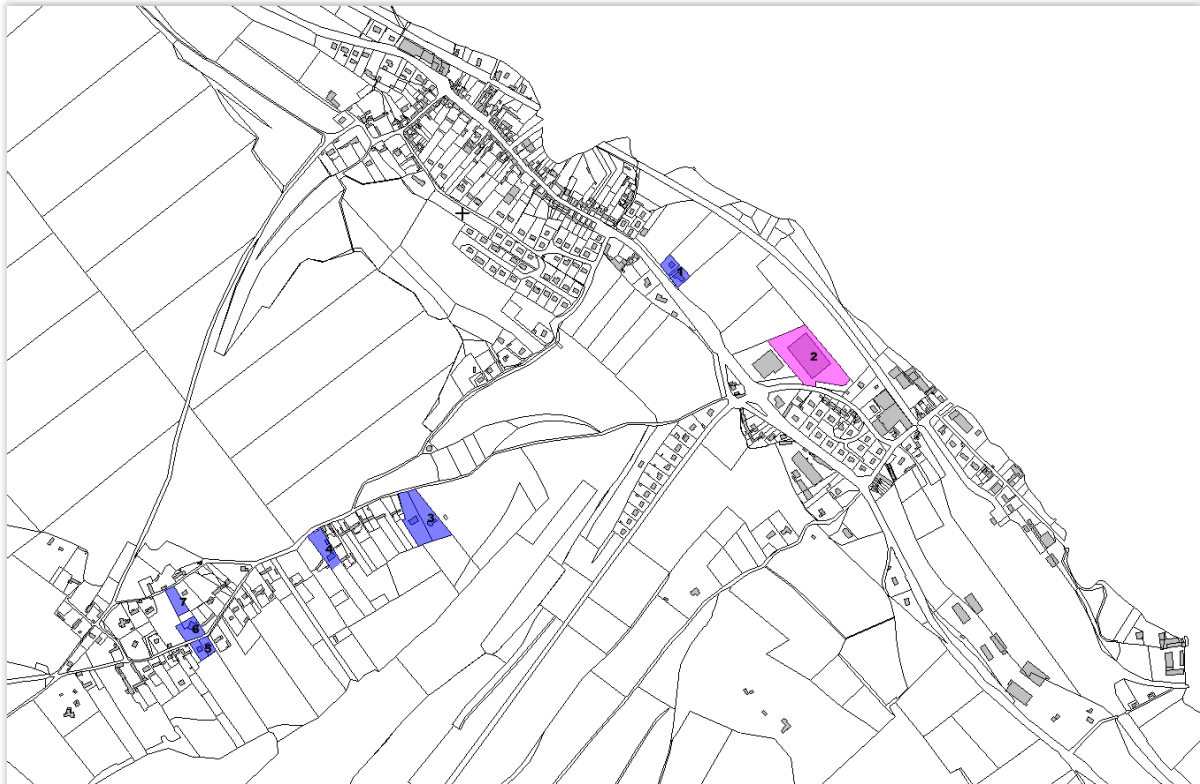
### **I.8.3 - Le bilan de la consommation de l'espace**

Un bilan des surfaces urbanisées a été effectué. La méthodologie employée se base sur la comparaison entre 2 sources :

- une photographie aérienne datant de l'année 2007.
- la 2<sup>nd</sup> photo correspond à une campagne réalisée en 2017 sur le département de la Seine Maritime (Géoportail).

Le bilan de la consommation de l'espace se calcul alors sur les dix dernières années (sur la comparaison entre les deux photographies aérienne). La connaissance des élus sur les permis en cours ou bien accordés depuis 2017 peut compléter cette analyse.

Les cartes ci-contre font émerger le bilan des surfaces consommées depuis le début des années 2000. Les zones urbanisées depuis ce cliché sont en couleurs. Sur LONGROY, elles correspondent, en bleu à l'habitat pavillonnaire et en rose aux activités économiques.



Il est souligné que les surfaces indiquées sont une estimation. D'après les éléments relevés ci-dessus, la consommation de l'espace pour la commune de LONGROY, pour les 10 dernières années se décline ainsi :

- un peu plus de 1.48 hectare urbanisé pour l'habitat, pour la création d'environ 9 logements (cf. tableau page suivante),
- environ 1.04 hectare à vocation économique, dont la création d'un nouveau bâtiment industriel. (voir tableau page suivante).

Dans l'ensemble du territoire, la consommation de l'espace de la commune de LONGROY se décline au cœur du bourg, mais aussi au hameau de la Tuilerie.



Une estimation a également été établie pour connaître la moyenne parcellaire de l'habitat. Ainsi, l'analyse des différentes opérations d'aménagement réalisées depuis 2007 révèle une moyenne parcellaire d'environ 1600 m<sup>2</sup> (nombre total de logements/Superficie totale en m<sup>2</sup>).

Consommation de l'espace	TYPLOGIE	SUPERFICIE M <sup>2</sup>	SUPERFICIE HA	Nb Logements
1	Habitations	1817,38	0,18	2
2	Economie	10367,52	1,04	0
3	Habitations	6313,68	0,63	2
4	Habitations	2255,32	0,23	1
5	Habitations	1417,89	0,14	2
6	Habitations	1702,85	0,17	1
7	Habitations	1289,57	0,13	1
<b>Total</b>		<b>25164,21</b>	<b>2,52</b>	<b>9</b>

#### **I.8.4 - Le potentiel foncier**

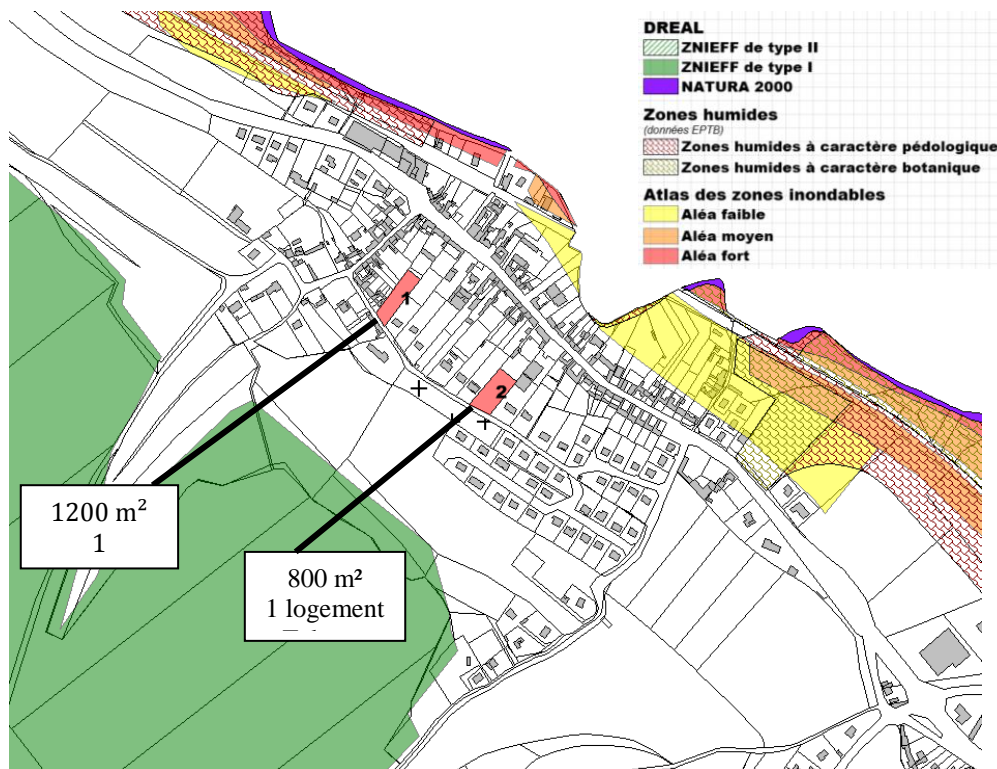
L'analyse des potentialités foncières permet de faire le bilan des possibilités réelles du territoire

La méthodologie du recensement repose sur les principes suivants :

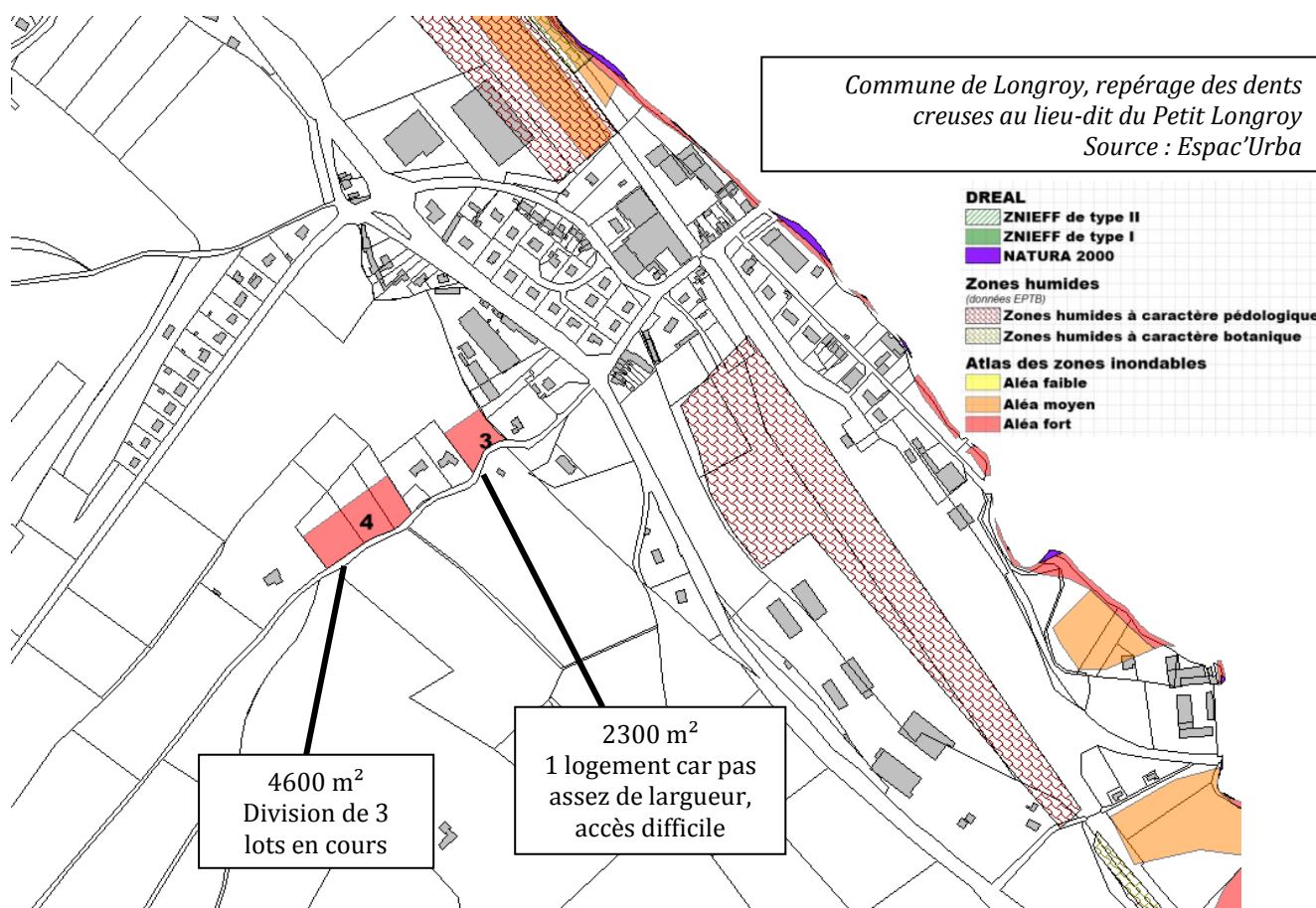
- les terrains repérés doivent être au sein du tissu urbain existant afin de répondre aux exigences formulées par la loi SRU du 13 Décembre 2000 sur le renouvellement urbain et la gestion économe de l'espace,
- les périmètres de préservation des espaces naturels ont été respectés,
- les terrains à protéger au titre de l'activité agricole, de la qualité des paysages ou des risques naturels ont été pris en compte.

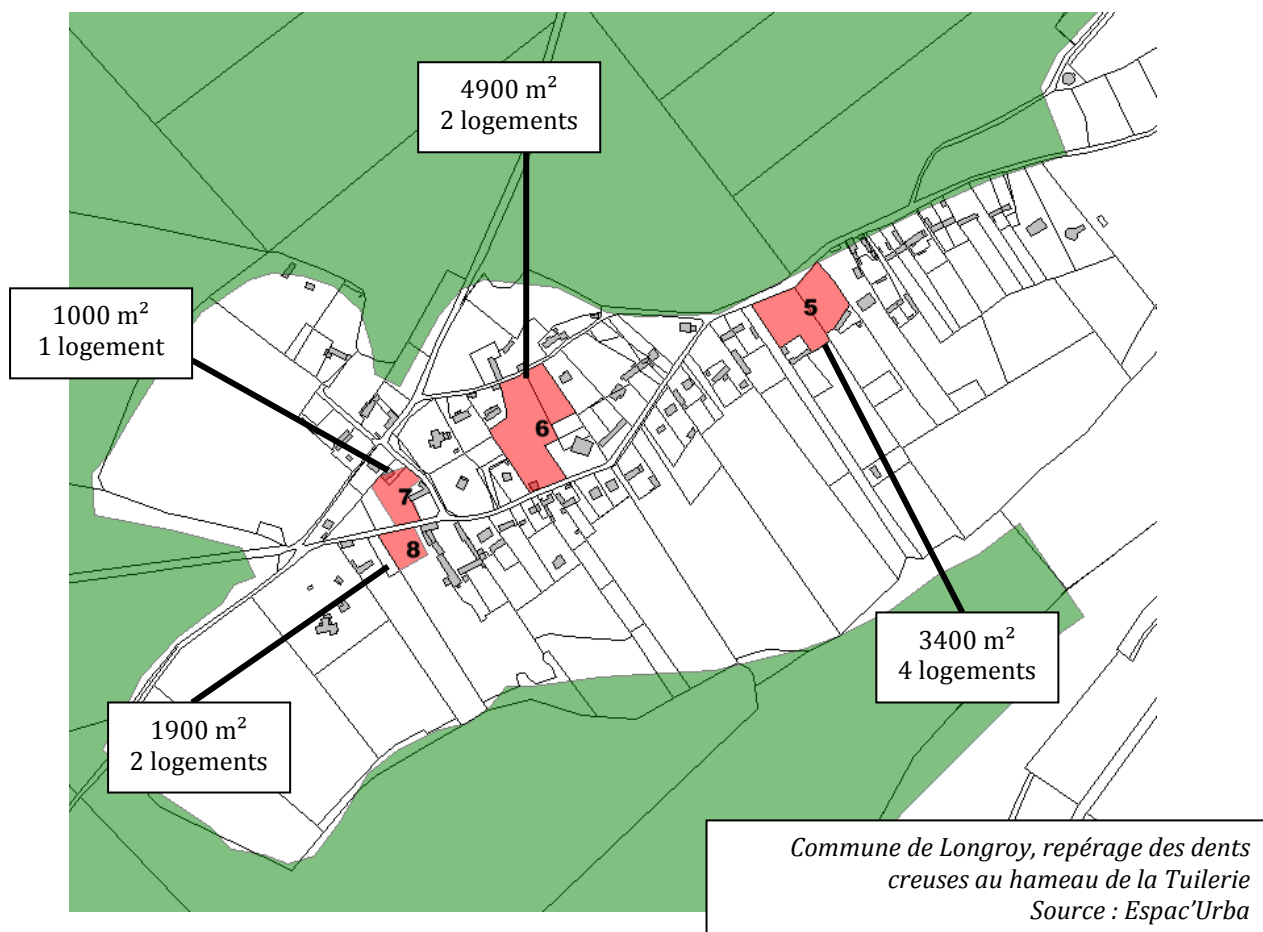
Un repérage a été effectué au sein du centre bourg, au Petit Longroy et hameau de la Tuilerie, dans le respect des lois SRU et ENE, dans un principe d'urbanisation des dents creuses afin de préserver l'espace naturel et de limiter le mitage du territoire.

Il ressort très peu de disponibilités foncières au cœur du bourg au vu de l'occupation du sol actuelle et des enjeux liés au patrimoine naturel. Ainsi une surface de 20 100 m<sup>2</sup>, soit 2 hectares ont été identifiées sur le territoire de LONGROY. La capacité d'accueil est estimée à environ 15 logements.



Commune de Longroy, repérage des dents creuses dans le centre-bourg  
Source : Espac'Urba





## **I.9 - Le bâti**

### **I.9.1 - Le bâti ancien**

#### **I.9.1.1. Les caractéristiques du bâti ancien**

##### **Le bâti ancien**

L'architecture est traditionnelle à la région :

- implantation en front à rue,
- les volumes sont simples avec un rez-de-chaussée plus un étage,
- une toiture à deux versants, à 45° de moyenne,
- les ouvertures en façade sont plus hautes que larges,
- en toiture, les lucarnes animent les façades,
- les principaux matériaux sont la brique, le silex et l'ardoise.



Certaines constructions sont composées d'un rez-de-chaussée et de combles aménagés ou non. D'autres constructions ont des volumes plus importants : rez-de-chaussée + étage + combles



Le bâti ancien est implanté en front à rue, à l'alignement de la voie publique. Les façades, pignons et les clôtures végétales peuvent également poursuivre le front bâti.



### **I.9.1.2. Les matériaux**

Les matériaux rencontrés sur la commune de LONGROY sont en majorité la brique, le torchis, le silex, le bois et l'ardoise. Ces tons s'harmonisent entre eux.



### **I.9.1.3. Les éléments de détails**

Même si dans la volumétrie, les habitations de LONGROY se ressemblent, chaque habitation se distingue grâce à sa façade personnalisée : utilisation de différents matériaux, appareillages de briques, détails de construction...



## **I.9.2 - Le bâti récent**

Le principe de construction de type pavillonnaire est dominant dans les zones urbanisées anciennes. La maison est implantée au centre de la parcelle avec un jardin d'agrément. La proportion des volumes construits est modifiée : l'habitation est plus massive et la richesse des détails architecturaux réduite voire inexistante. Le développement communal s'est réalisé en bordure des voies existantes, de manière linéaire.



En conclusion, la commune est caractérisée par une juxtaposition de deux styles :

- le centre bourg et les hameaux témoins du patrimoine architectural,
- et quelques parcelles à l'aspect plus aéré.

### **I.9.3 - Le patrimoine architectural**

#### **I.9.3.1. Le patrimoine historique**

##### **a) Les monuments historiques**

Un monument historique est un immeuble ou un objet mobilier recevant un statut juridique particulier destiné à le protéger, du fait de son intérêt historique, artistique, architectural mais aussi technique ou scientifique.

La protection au titre des monuments historiques constitue une servitude de droit public.

Deux niveaux de protection existent : un monument peut être **classé ou inscrit** comme tel, le classement étant le plus haut niveau de protection.

**Les immeubles** dont la conservation présente un intérêt public au point de vue de l'histoire ou de l'art peuvent être **classés comme monuments historiques**. Les immeubles classés au titre des monuments historiques, en raison de leur intérêt historique, artistique et architectural exceptionnel, font l'objet de dispositions particulières pour leur conservation afin que toutes les interventions d'entretien, de réparation, de restauration ou de modification puissent être effectuées en maintenant l'intérêt culturel qui a justifié leur protection. L'immeuble classé au titre des monuments historiques ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, sans autorisation de l'autorité administrative.

**Les immeubles** qui, sans justifier une demande de classement immédiate au titre des monuments historiques, présentent un intérêt d'art ou d'histoire suffisant pour en rendre désirable la préservation peuvent être **inscrits au titre des monuments historiques**. Les immeubles inscrits au titre des monuments historiques, en raison de leur intérêt historique, artistique et architectural, font l'objet de dispositions particulières pour leur conservation afin que toutes les interventions d'entretien, de restauration ou de modification puissent être effectuées en maintenant l'intérêt culturel qui a justifié leur protection. Les services de l'État chargés des monuments historiques définissent, en fonction des caractéristiques des immeubles inscrits concernés, les conditions scientifiques et techniques selon lesquelles les interventions sur ces monuments historiques sont étudiées, conduites, et font l'objet de la documentation appropriée. Ils veillent à leur mise en œuvre. Avant toute intervention notamment de travaux sur un immeuble inscrit, il appartient au propriétaire de se rapprocher des services de l'État en charge des monuments historiques (les directions régionales des affaires culturelles).

**La commune de LONGROY ne possède pas de monument historique inscrit ou classé sur son territoire.**

##### **b) Le patrimoine vernaculaire**

LONGROY possède un patrimoine vernaculaire de qualité, trace de l'histoire communale :

- Patrimoine religieux : l'église, chapelle, calvaires,
- Patrimoine plus divers : monument commémoratif, ancienne gare, ...

Bien entendu, le bâti ancien participe également à la richesse patrimoniale de la commune.



**c) Plan de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine**

Le plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) est un document d'urbanisme tenant lieu de plan local d'urbanisme (PLU) dans le périmètre du secteur sauvegardé. Il fixe, sur le territoire auquel il s'applique (secteur sauvegardé), les principes d'organisation urbaine ainsi que les règles destinées à assurer la conservation et la mise en valeur du patrimoine architectural et urbain.

Ce plan comporte des dispositions spécifiques permettant de fixer, parcelle par parcelle, les règles qui s'appliquent à chacun des immeubles et des espaces situés à l'intérieur de son périmètre.

**La commune de LONGROY n'est pas concernée par un plan de sauvegarde et de mise en valeur.**

**d) Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine**

Une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP ou AMVAP) est une servitude d'utilité publique ayant pour objet de « promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces ». Les AVAP ont été instituées par la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 en remplacement des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).

Une AVAP peut être établie par l'assemblée délibérante d'une commune, de plusieurs ou d'un établissement public de coopération intercommunale s'il est compétent en matière d'urbanisme. Les objectifs de l'AVAP sont déterminés en fonction du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLU. Le règlement de l'AVAP contient, notamment, des règles relatives à la conservation ou à la mise en valeur des espaces naturels et à l'insertion paysagère des constructions.

**La commune de LONGROY n'est pas concernée par une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.**



### **I.9.3.2. Le patrimoine archéologique**

Les sites sont protégés par la loi n°80-532 du 15 Juillet 1980 (Article 257-1 du code pénal) : *« Sera puni des peines portées à l'article 257 quiconque aura intentionnellement : soit détruit, abattu, mutilé, détérioré des découvertes archéologiques faites au cours des fouilles ou fortuitement, ou sur un terrain contenant des vestiges archéologiques ».*

LONGROY se situe dans un secteur encore mal documenté dans le domaine archéologique. Néanmoins, des données ignorées du Service Régional de l'Archéologie sont toujours susceptibles de modifier la carte archéologique communale.

En effet, les informations, jointes page suivante, ne représentent en aucun cas un inventaire exhaustif du patrimoine archéologique de la commune. D'autres sites non localisés dont la documentation est trop partielle peuvent ne pas avoir été mentionnés. Des découvertes fortuites sont donc toujours possibles.

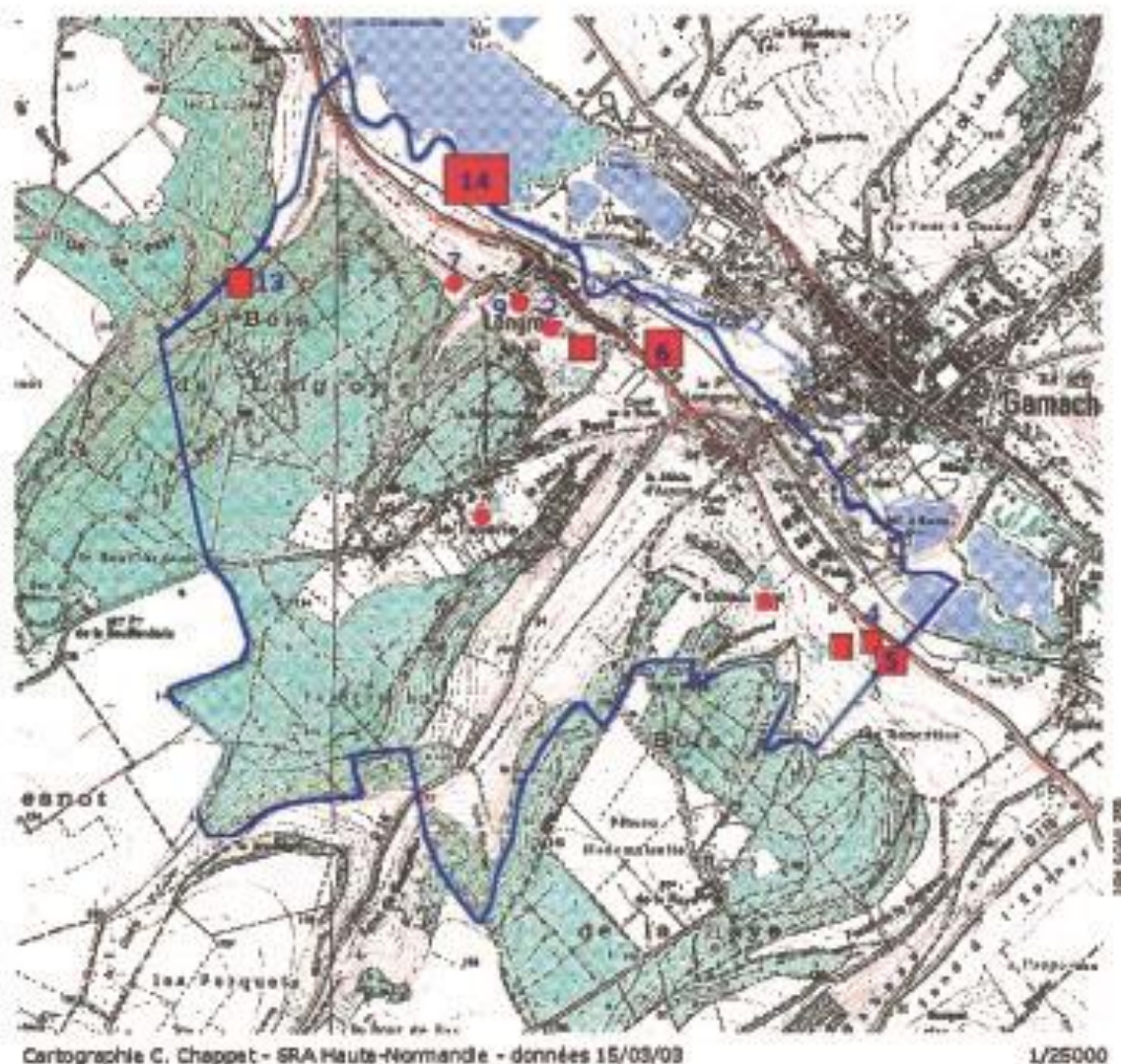
Ces découvertes fortuites sont protégées par la loi validée du 17 Septembre 1941 (titre III). Les textes indiquent en substance que *« Toute découverte fortuite mobilière ou immobilière intéressant la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique, doit être signalée immédiatement à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de la Haute Normandie (Service régional de l'Archéologie), soit par l'intermédiaire de la Mairie ou de la Préfecture du Département. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être aliénés ou détruits avant l'examen par un spécialiste mandaté par le Conservateur régional.*

A titre d'information, la loi n°2001-44 du 17 Janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n°2002-89 du 16 Janvier 2002 ont modifié les modalités d'instruction des dossiers d'urbanisme.

A ce titre tous les projets de lotissement, des Zones d'Aménagement Concerté, les aménagements précédés d'une étude d'impact, les travaux sur immeubles protégés au titre de la loi sur les Monuments Historiques seront transmis pour avis à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Service régional de l'archéologie). Ils pourront le cas échéant faire l'objet de prescriptions archéologiques.

**D'après les informations transmises par le Service Régional de l'Archéologie, 14 sites sont actuellement recensés sur le territoire communal.**

**Carte Communale de la commune de LONGROY :  
données archéologiques**



N°	Nom du site	Lieu-dit	Interprétation	Chronologie	Observations
1		LA TUILERIE	occupation	Gallo-romain	
2		La Tête Dionne	aménage	Moyen-âge	fouilles 1993-1999
3			occupation	Néolithique	prospection au sol 1989
4			occupation	Néolithique	prospection au sol 1989
5			occupation	Gallo-romain	prospection au sol 1989
6		Le Petit Longroy	occupation	Gallo-romain	prospection au sol 1989
7		Le Fond du Hêtre	endes	Age du Bronze	prospection au sol 1989
8		Le Carlieux Mont	endes	Age du Bronze	photo aérienne 1987
9	Eglise Saint-Clément	L'Eglise	église	Moyen-âge	
12		LA TÊTE DIONNE	occupation	Paléolithique	prospection au sol
13		Bois de Longroy	occupation	Gallo-romain	prospection au sol
14		Marais de Gousseauville	occupation	Age du fer	prospection au sol 2000

Information : Hameau de la tuilerie : autres vestiges Gallo-romains non localisés

## I.10 - Les déplacements

### I.10.1 - Les déplacements internes à la commune

Le groupe de travail s'est intéressé aux typologies de voiries :

- en centre bourg : voiries larges, des aménagements ont été réalisés pour les circulations douces. Les élus ont évoqué un projet d'aménagements routiers sur la RD38, en centre bourg, afin de réduire la vitesse de circulation des véhicules.
- la desserte des hameaux ou des écarts : voiries beaucoup plus étroites, bordées parfois d'éléments végétaux (haies ou alignements d'arbres).

A noter enfin plusieurs sentiers de randonnées sur le territoire communal et le GR de Pays des Forêts de Haute Normandie.

- ***Les routes départementales***

- ❖ ***RD 49 :***

Axe fort, cette route départementale RD49 relie BLANGY SUR BRESLE à EU en passant par la commune de LONGROY, au sud du bourg. Cette voie traverse le territoire communal du Sud Est au Nord / Ouest. C'est l'un des axes les plus importants de la commune. Le gabarit de voie est très large et il supporte un trafic important (voiture et poids lourds).



- ❖ ***RD 498***

Cet axe est perpendiculaire à la route principale, la RD49. Elle traverse le centre bourg du Nord Est au Sud / Ouest et permet de relier le centre-bourg de LONGROY aux routes départementales 49 et 14. Cette voie fait la jonction entre deux routes départementales (14 49) avant de rejoindre la commune de Gamaches. Elle offre un gabarit assez large, l'urbanisation s'est développée massivement autour de cet axe, qui est une des artères principale de la commune de LONGROY

- ❖ ***RD 14 :***

Cette voie permet de relier la commune de LONGROY et la commune de GUERVILLE. Elle coupe le plateau et permet de relier la vallée de l'Yères. Elle commence au niveau de la RD 49 et se dirige vers l'Ouest. Elle traverse donc le territoire sur un axe Est/Ouest. Son gabarit est assez large. La RD14 dessert également la commune limitrophe de GAMACHES.



- ***Le tissu viaire secondaire :***

Un réseau de voies secondaires complète le maillage du territoire. Ces voies secondaires se distinguent par des voies à petit gabarit présentant une morphologie d'une seule voie, ne laissant la place qu'à une voiture. Cela se remarque très nettement dans le cœur du village.



## Les routes communales

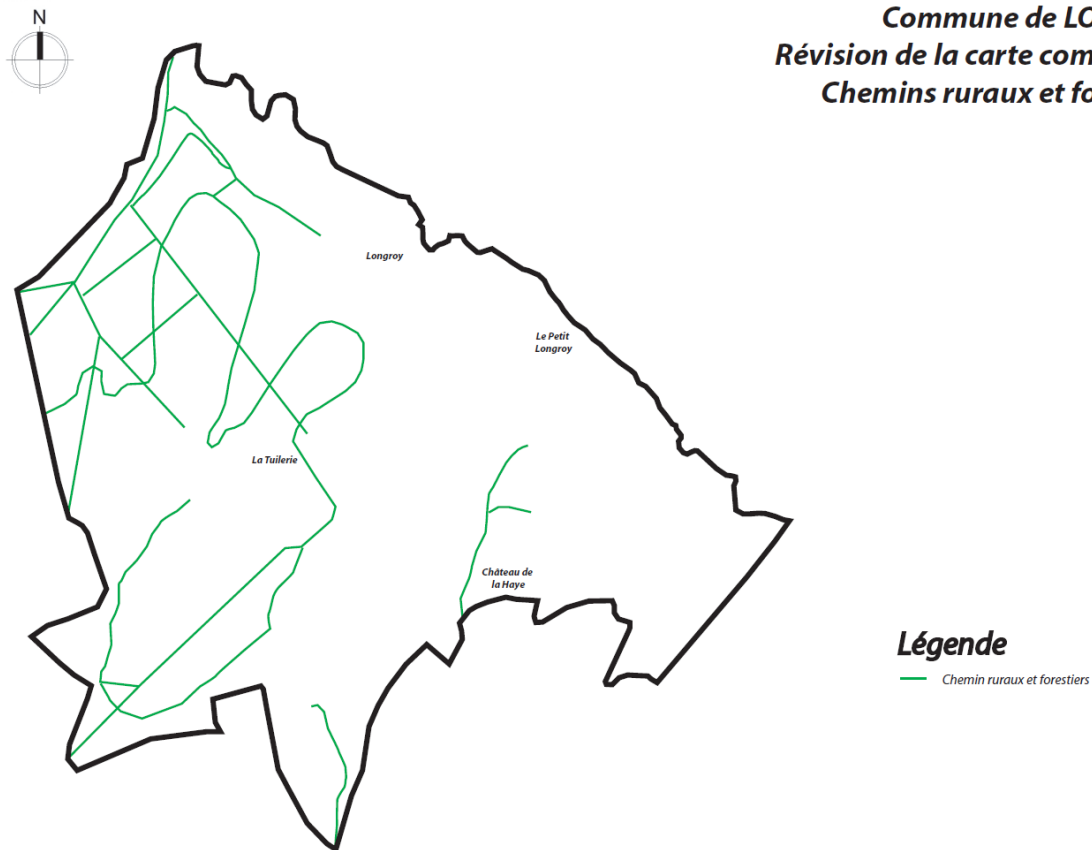


- **Les chemins communaux :**

Ils entourent les zones bâties et assurent la liaison entre les différentes entités. Ce sont des voies peu larges s'appuyant sur la topographie naturelle.



**Commune de LONGROY**  
**Révision de la carte communale**  
**Chemins ruraux et forestiers**



- **Les voiries de lotissement (avec aires de retournement)**

Les lotissements et les opérations sont très nombreux sur le territoire de LONGROY. Cela offre des typologies de voiries très originales puisqu'il s'agit d'une voirie principale avec une aire de retournement afin de permettre les véhicules (ramassage des ordures ménagères, secours incendie, etc. ...) de faire un demi-tour. Ces aires de retournement servent parfois de parking aux résidents. Le plus souvent, il s'agit d'une raquette de retournement en enrobé.





- **Le tissu viaire piétonnier rural :**

De nombreux cheminements doux ont été aménagés sur le territoire de CRIEL SUR MER. On les retrouve à l'intérieur du principal pôle construit. Ils jouent différents rôles :

- circulations sécurisées des piétons en bordure des voiries,
- connexions inter-quartiers,
- présence paysagère.



*Les aménagements doux réalisés le long de la RD49*



Plus récemment, des aménagements ont été effectués dans la continuité de la RD 49 (2017)

- **Les espaces publics**

Les espaces publics entourent la commune de CRIEL SUR MER. Ces espaces publics et le patrimoine sont ancrés dans le centre-bourg et aux espaces naturels entre les quartiers. Les nouveaux aménagements ont pris place là où l'espace était disponible, soit entre deux quartiers du bourg ou dans les lotissements.



*Les espaces publics le long de la RD49*

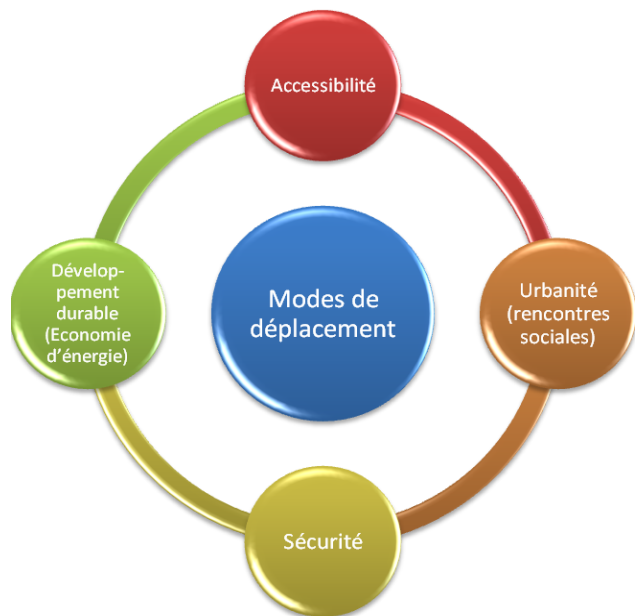
**L'analyse des circulations démontre :**

- une présence de plusieurs formes modales : voiture, piétons,...
- Quelques espaces dédiés aux cyclistes. En majorité, les cyclistes empruntent la voirie au même titre que les véhicules,
- un manque cruel de liaison de Bus,
- des aménagements sécurisés au cœur du bourg. Les carrefours sont correctement aménagés pour améliorer la circulation des piétons,
- des liaisons inter-quartier existent entre les nouvelles opérations d'aménagement et le bâti ancien,
- au niveau des espaces publics, le centre-bourg de LONGROY possède un tissu d'espace public ayant un vocabulaire routier, de carrefour et de desserte des habitations. Par ailleurs, la commune dispose de place dans les espaces résidentiels. Elles servent d'air de retournement pour l'impasse, mais elles offrent un lieu de rencontre, encore sous-exploité, pour les habitants du quartier.

**Pour conclure**, la typologie de voirie sur la commune de LONGROY est multiple. Les routes départementales RD 49, 14 et RD 498 sont les plus empruntées par les automobilistes. Ce sont les principales artères de la commune.  
Les espaces publics sont bien aménagés.

Les objectifs, en matière de déplacement, sont les suivants :

- renforcer et valoriser la centralité de LONGROY,
- renforcer le cheminement piéton dans la commune, connecter un chemin piéton au circuit de randonnée pour favoriser le développement touristique de la commune et de son territoire plus large lié à la vallée de la Bresle,
- valoriser le caractère des espaces publics existants avec leur proximité et le lien piéton à renforcer.



**I.10.2 - L'accessibilité**

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a été adoptée en vue de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes handicapées. La nouveauté de cette loi consiste notamment en la volonté de traiter l'intégralité de la chaîne du déplacement en liant dans une même approche urbanisme, voirie et transports, afin d'éliminer toute rupture dans les déplacements pour les personnes affectées d'une déficience.

Dans cette optique, il convient, pour chaque commune, de respecter les engagements pris par cette loi, sous réserve de la parution de nouveaux textes, notamment :

- l'élaboration d'un Plan de mise en Accessibilité de la Voirie (PAVE) pour le 22 décembre 2009 ;
- l'élaboration de schémas directeurs d'accessibilité pour les transports collectifs ;
- l'élaboration de diagnostics pour les établissements recevant du public (ERP) ;
- la mise en accessibilité des transports collectifs pour le 12 février 2015 ;
- la mise en accessibilité des ERP existants pour le 1er janvier 2015.



L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 a introduit le principe de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP). Cet Ad'AP permet, pour les ERP qui ne seraient pas accessibles au 31 décembre 2014, de prévoir les travaux de mise en accessibilité sur une période d'un, deux ou trois ans. Le législateur a également donné la possibilité aux autorités organisatrices de transport d'élaborer un schéma directeur d'accessibilité - Ad'AP leur permettant de prévoir la mise en accessibilité de leur réseau sur une période d'un, deux ou trois ans. L'Ad'AP identifie les points d'arrêts prioritaires et les formations du personnel aux besoins des usagers handicapés. Dans certaines conditions très particulières et encadrées par les décrets et arrêtés d'applications de l'ordonnance, une voire deux périodes supplémentaires peuvent être accordées pour la réalisation des travaux de mise en accessibilité.

L'ordonnance n°2014-1090 a réaffirmé l'obligation d'établir un PAVE pour les communes de plus de 500 habitants. Toutefois, pour les communes comportant entre 500 et 1000 habitants, le PAVE peut être établi sur les zones piétonnes principales permettant de relier les pôles générateurs de déplacement sur le territoire.

**Conformément à la législation, les diagnostics d'accessibilité de tous les bâtiments communaux ont été réalisés. Un dossier d'Ad'ap n°07654015E0347 a été déposé le 28/09/2015 (accord tacite). Un échancier a été établi sur 6 ans. Les travaux sont en cours selon le calendrier prévisionnel de l'agenda, joint en annexe de ce rapport.**

### **I.10.3 - Les déplacements extérieurs à la commune**

Actuellement, les déplacements en direction des bassins d'emplois et de vie se réalisent majoritairement par l'intermédiaire de la voiture.

Toutefois plusieurs moyens de transport alternatifs peuvent également être utilisés par les habitants de LONGROY.

Outre le transport scolaire, il n'y a pas de ligne de bus régulière sur le territoire.

Un artisan implanté sur la commune réalise des courses et assure des transports légers de proximité.

- **Train**

Les habitants peuvent bénéficier du réseau ferré existant et de la gare localisée sur la commune de LONGROY. Le trafic ferroviaire est quotidien. La ligne correspond au trajet « Paris - Beauvais - Abancourt - Le Tréport ».

Les horaires sont intéressants et très attractifs pour tous les usagers : de 06h28 du matin à 22h00 le soir.

- **Minibus**

Les habitants peuvent également bénéficier du « Minibus 76 », mis en place par le Département de Seine Maritime. Il s'agit d'un système de transport à la demande grâce à un mini-bus organisé à l'échelle des cantons. Grâce à ce système, les habitants peuvent, au départ de leur commune, se déplacer vers différentes destinations à des horaires adaptés avec un système de réservation.

- **Vélo** : La commune ne dispose pas de plans Vélo sur son territoire.

Il n'existe pas d'aire de covoiturage sur la commune. Toutefois, les habitants se regroupent déjà sur quelques parkings de la commune.

## I.11 - Les Servitudes d'Utilité Publique

Les servitudes d'utilité publique (SUP) constituent des limitations administratives au droit de propriété, instituées dans un but d'utilité publique au bénéfice de personnes publiques (État, collectivités locales ...), de concessionnaires de services publics (EDF, GDF ...) et de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires de canalisations ...). La liste des SUP, dressée par décret en conseil d'État et annexée au code de l'urbanisme, les classe en quatre catégories :

- ✓ les servitudes relatives à la conservation du patrimoine,
- ✓ les servitudes relatives à la conservation de certaines ressources et équipements,
- ✓ les servitudes relatives à la défense nationale,
- ✓ les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques.

Type	Intitulé	Servitude	Institution
I3	Canalisations de gaz	Canalisation de transport de gaz	Lois des 15.06.1906 – 13.07.1925
T1	Voies ferrées	Ligne de chemin de fer LE TREPORT. AUMALE.	Loi du 15.07.1845
SUP 1- SUP2-SUP3	Canalisations de transport de gaz naturel assimilé hydrocarbures et de produits chimiques : maîtrise de l'urbanisme	DN150-1987 PREAUXBEAUCHAMPS	Article L.555-16 Arrêté préfectoral du 19/05/2017
SUP 1- SUP2-SUP3	Canalisations de transport de gaz naturel assimilé hydrocarbures et de produits chimiques : maîtrise de l'urbanisme	DN50-1987-BRT- LONGROY	Article L.555-16 Arrêté préfectoral du 19/05/2017

Les servitudes « A5 » rattachées aux canalisations publiques d'eau et d'assainissement ne figurent pas dans le tableau ci-dessus.

### **Inscription du fondement des articles R.123-9 du code de l'urbanisme et la circulaire du 15 octobre 2004 (extrait du courrier de SNCF joint dans les servitudes d'utilité publique (cf. 3 - Dossier annexe)**

- L'article R.123-9 du code de l'urbanisme dispose que « des règles particulières peuvent être applicables aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêts collectifs ».
- La circulaire du 15 octobre 2004 demande à Mesdames et Messieurs les Préfets de Départements de veiller « à ce que les règles applicables dans les zones où sont situées ces emprises n'interdisent pas les travaux, installations et constructions nécessaires à l'activité ferroviaire » qui justifient la caractéristique de service public de l'activité ferroviaire.

## I.12 - Synthèse

### ✧ Contexte intercommunal

<b>Communauté de Communes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La commune adhère à la Communauté de Communes des Villes Sœurs</li> </ul>
<b>Pays</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>LONGROY adhère au Pays Bresle Yères.</li> </ul>
<b>Documents de planification et programmes intercommunaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>pas de SCOT, en cours d'élaboration,</li> <li>pas de PLH approuvé, pas de PDU approuvé.</li> </ul>

### ✧ Démographie

<b>Evolution de la population</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Depuis 1968 : évolution positive de la population (+ 229 personnes), soit 55.5% de progression entre 1968 et 2010.</li> <li>Entre 2010 et 2015, la commune a perdu 28 habitants.</li> </ul>
<b>Indicateurs démographiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le solde naturel est positif depuis 1968. A noter une légère baisse depuis 2010.</li> <li>Le solde migratoire était négatif jusqu'en 1990. Cette tendance s'est inversée entre 1990 et 2010 avant de redevenir négatif entre 2010 et 2015.</li> <li>Le solde migratoire influence fortement l'évolution de la population de LONGROY.</li> </ul>
<b>Structure par âges</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>31.1 % de la population est âgée de moins de 30 ans,</li> <li>La classe d'âge prédominante est celle des 45-59 ans = 25.3% des habitants,</li> <li>Dynamique démographique de la population de LONGROY / phénomène de vieillissement. Il faut rester vigilant.</li> </ul>
<b>Les ménages</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En 2015, la commune comptait 265 ménages, soit 3 ménages en moins par rapport à 2010,</li> <li>Le nombre moyen d'occupants par résidence principale était de 2,4 en 2015 / baisse de ce chiffre par rapport à 2010</li> </ul>

### ✧ Habitat

<b>Evolution du parc logements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au recensement de 2015, le parc immobilier de LONGROY comptait 308 logements, soit 1 logement en moins par rapport à 2010,</li> <li>Petite baisse du nombre de résidences principales et diminution du nombre de résidences = attractivité de la commune.</li> </ul>
<b>Typologie des logements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>86.3 % des résidences principales correspondent à des maisons individuelles,</li> </ul>
<b>Statut d'occupation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La majorité des ménages est propriétaire (84.9 %), puis locataire (15.2 %)</li> </ul>
<b>Confort des logements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>grands logements = en majorité 4 pièces ou plus (82.7% du parc)</li> <li>La majorité des résidences principales possède 1 voiture (41.6 %) voire même 2 voitures ou plus (49.6 %)</li> </ul>
<b>Chiffres de la construction</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entre 2007 et 2016, 11 logements ont été commencés (Source : Sit@del2)</li> </ul>

### ✧ Emploi et activités économiques

<b>Population active</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La classe des 25-54 ans est prépondérante puisqu'elle représente 93.2% des actifs de la commune,</li> <li>Le taux d'actifs ayant un emploi a connu une progression depuis 2010 puisqu'il est passé de 67.3 % en 2010, à 68.1 % en 2015.</li> <li>Baisse du taux de chômage : 11.5 % en 2010 contre 9.4 % en 2015.</li> </ul>
<b>Emploi, lieu de résidence et</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En 2015, 51 personnes habitaient et travaillaient à LONGROY, soit 17.5 % des actifs.</li> <li>La vallée de la Bresle constitue le principal bassin d'emploi.</li> </ul>

<b>modes de transport</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Près de 8.9% des actifs de LONGROY utilisent des solutions de transports alternatives à la voiture individuelle</li> </ul>
<b>Activité agricole</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus aucune exploitation agricole n'est en activité sur la commune.</li> </ul>
<b>Activités artisanales, commerciales et industrielles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucun service de proximité, excepté un bar/restaurant.</li> <li>• Des commerçants ambulants</li> <li>• plusieurs activités artisanales, de services et commerciales implantées à LONGROY</li> </ul>

✧ **Les réseaux**

<b>Eau potable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elle est gérée par le SIAEPA de Eu.</li> <li>• La commune est alimentée par les captages d'eau potable d'INCHEVILLE.</li> <li>• La commune n'est pas concernée par des points de captage d'alimentation en eau potable sur son territoire.</li> </ul>
<b>Assainissement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elle est gérée par le SIAEPA de la région d'Eu.</li> <li>• La station d'épuration se trouve sur la commune de BOUVAINCOURT SUR BRESLE. Sa capacité totale est estimée à 13 700 EH. 6800 EH sont déjà raccordés.</li> </ul>
<b>Voiries</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 voies départementales.</li> </ul>
<b>Desserte numérique du territoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le taux d'éligibilité à l'ADSL est supérieur à 95 % à LONGROY,</li> <li>• Une large partie du territoire bénéficie d'une très bonne connexion (supérieure à 10Mb/s).</li> </ul>

✧ **Les équipements publics**

<b>Identification des équipements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la mairie, l'église, une salle des fêtes, une école, d'un terrain de tennis, d'un city stade...</li> </ul>
<b>Cimetière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 cimetière sur la commune.</li> <li>• Aucun projet particulier n'est envisagé au niveau du cimetière.</li> </ul>
<b>Enseignement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regroupement pédagogique (SIVOS) avec les communes de Guerville, Millebosc et Melleville.</li> <li>• Le collège se situe vers Eu, Gamaches ou Blangy sur Bresle.</li> </ul>
<b>Equipements sportifs et loisirs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des terrains de tennis et city stade,</li> <li>• 9 associations</li> </ul>

✧ **Les services**

<b>Les services de proximité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bassins de vie se situent à EU, LE TREPORT, GAMACHES, MERS LES BAINS et BLANGY SUR BRESLE.</li> </ul>
<b>Les ordures ménagères</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La communauté de communes des Villes Sœurs possède la compétence « ordures ménagères ».</li> </ul>

✧ **L'animation et les possibilités de loisirs**

<b>Les possibilités de loisirs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présences d'une multitude de chemins de randonnées,</li> <li>• Présence des étangs, favorable au tourisme.</li> </ul>
------------------------------------	--

✧ **Organisation du territoire**

<b>Occupation des sols</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un centre bourg et plusieurs hameaux ou écarts : « La Tuilerie » et le « Petit Longroy ».</li> <li>• La commune dispose également d'un manoir : le château de la Haye.</li> </ul>
<b>Potentiel foncier</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 hectares disponibles dans le centre-bourg avec la possibilité de créer 15 logements</li> </ul>
<b>Le patrimoine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de monument historique</li> <li>• Un patrimoine vernaculaire de qualité : église, chapelle, calvaires, monument commémoratif...</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de plan de sauvegarde et de mise en valeur</li> <li>• Pas d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine</li> <li>• 14 sites archéologiques</li> </ul>
--	--

✧ Les déplacements

<b>Les déplacements internes à la commune</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Centre bourg et Le Petit Longroy : aménagements dédiés aux circulations douces</li> <li>• Hameaux de la Tuilerie: des bandes enherbées en bordure de voirie</li> <li>• Les déplacements entre le bourg et les hameaux s'effectuent principalement par l'intermédiaire de la voiture</li> <li>• Plusieurs sentiers de randonnées sur le territoire communal et GR de Pays</li> </ul>
<b>Les déplacements extérieurs à la commune</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les déplacements en direction des bassins d'emplois et de vie se réalisent majoritairement par l'intermédiaire de la voiture</li> <li>• Plusieurs moyens de transport alternatifs : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Minibus 76</li> <li>• Ligne de bus scolaire</li> <li>• Compagnies de taxi situées à sur les communes voisines</li> <li>• Train</li> </ul> </li> </ul>

✧ Les servitudes d'utilité publique

<b>Servitudes d'utilité publique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La commune est concernée par 4 servitudes : I3, T1 et une canalisation de transport de gaz.</li> </ul>
--------------------------------------	---

## **ANNEXE**

- Calendrier prévisionnel de l'agenda du dossier d'Ad'ap



## NOTE ANNEXE 1 DE LA PIECE N°1

### DESCRIPTION DU PATRIMOINE

ETABLISSEMENT N° 1	Nom :MAIRIE
	Adresse : 19 Rue Jean Jaurès
	Département d'implantation :SEINE MARITIME
	Commune d'implantation :LONGROY
	Catégorie :5
	Type :W
ETABLISSEMENT N° 2	Nom :EGLISE
	Adresse : Rue de l'Église
	Département d'implantation :SEINE MARITIME
	Commune d'implantation :LONGROY
	Catégorie :5
	Type :V
ETABLISSEMENT N° 3	Nom :ECOLE
	Adresse : 19 Rue Jean Jaurès
	Département d'implantation :SEINE MARITIME
	Commune d'implantation :LONGROY
	Catégorie :5
	Type :R
ETABLISSEMENT N° 4	Nom :SALLE DU MARAIS
	Adresse : Rue de la Libération
	Département d'implantation :SEINE MARITIME
	Commune d'implantation :LONGROY
	Catégorie :5
	Type :L
ETABLISSEMENT N° 5	Nom :SALLES DES FETES
	Adresse : Rue Jean Jaurès
	Département d'implantation :SEINE MARITIME

	Commune d'implantation :LONGROY
	Catégorie :4
	Type :L
ETABLISSEMENT N° 6	Nom :CIMETIERE
	Adresse : Rue de l'Eglise
	Département d'implantation :SEINE MARITIME
	Commune d'implantation :LONGROY
	Catégorie :5
	Type :V
ETABLISSEMENT N° 7	Nom :AIRE DE JEUX
	Adresse : 19 Rue Jean Jaurès
	Département d'implantation :SEINE MARITIME
	Commune d'implantation :LONGROY
	Catégorie :5
	Type :P



## NOTE ANNEXE 3 DE LA PIECE N°1

### AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE

Liste des ERP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1 <sup>re</sup> action de mise en accessibilité de l'ERP	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP
ERP 1	SEINE MARITIME	2016	2018
ERP 2	SEINE MARITIME	2016	2018
ERP 3	SEINE MARITIME	2016	2018
ERP 4	SEINE MARITIME	2016	2018
ERP 5	SEINE MARITIME	2016	2018
ERP 6	SEINE MARITIME	2016	2018
ERP 7	SEINE MARITIME	2016	2018

Année	ERP Concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée
Année 1	ERP 6	<p>Modifier ou créer une nouvelle rampe. Elle est conçue pour avoir une pente d'au plus 6% sur une longueur d'au plus 10 m avec un palier de repos en haut et en bas de chaque plan incliné, de 1,20 x 1,40 m, horizontal au dévers près de 3%. Le plan incliné se raccorde aux paliers de repos sans ressaut.</p> <p>- (Dérogation : Impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment ou en raison de difficultés liées à ces caractéristiques ou à la nature des travaux qui y sont réalisés)</p>
Année 1	ERP 5	<p>Poser un panneau de signalisation et d'orientation</p> <p>- (Léger)</p>
Année 1	ERP 1	<p>Poser une grille avec des trous d'un diamètre d'au plus 2 cm</p> <p>- (Léger)</p>
Année 1	ERP 3	<p>Poser une grille avec des trous d'un diamètre d'au plus 2 cm</p> <p>- (Léger)</p>
Année 1	ERP 3	<p>Poser un rappel tactile et contrasté à 50 cm (ou 28 cm selon la configuration) de la première marche conforme à l'annexe 7 de l'Arrêté du 08/12/14 ou à la norme NF P 98-351, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarches et un contraste sur 3 cm en horizontal sur les nez de marches</p> <p>- (Léger)</p>



Année	ERP Concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée
Année 1	ERP 6	Poser un rappel tactile et contrasté à 50 cm (ou 28 cm selon la configuration) de la première marche conforme à l'annexe 7 de l'Arrêté du 08/12/14 ou à la norme NF P 98-351, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarches et un contraste sur 3 cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)
Année 1	ERP 1	Poser un rappel tactile et contrasté à 50 cm (ou 28 cm selon la configuration) de la première marche conforme à l'annexe 7 de l'Arrêté du 08/12/14 ou à la norme NF P 98-351, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarches et un contraste sur 3 cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)
Année 1	ERP 3	Poser ou rendre les nez de marche contrastés par une peinture adaptée sur au moins 3 cm en horizontal - (Léger)
Année 1	ERP 1	Créer une place de stationnement adaptée située à proximité de l'entrée ou de l'ascenseur, horizontale au dévers près de 3%. La place adaptée a une longueur de 5 m, une largeur d'au moins 3,30 m et une surlongueur de 1,20 m matérialisée au sol sur la voie de circulation (uniquement cas des places en épi ou en bataille). La place est repérée par un marquage au sol et par un panneau de signalisation vertical. - (Lourd)
Année 1	ERP 2	Arrondir le bord du ressaut qui doit avoir une hauteur d'au plus 2 cm ou créer un chanfrein sur toute sa hauteur d'une pente inférieure ou égale à 33% sur une hauteur d'au plus 4 cm. - (Lourd)
Année 1	ERP 7	Arrondir le bord du ressaut qui doit avoir une hauteur d'au plus 2 cm ou créer un chanfrein sur toute sa hauteur d'une pente inférieure ou égale à 33% sur une hauteur d'au plus 4 cm. - (Lourd)
Année 1	ERP 7	Remplacer la poignée ou la serrure de porte par des équipements facilement préhensibles (type béquille ou ailette) - (Léger)
Année 1	ERP 5	Poser des points d'éclairage supplémentaires afin d'améliorer l'éclairage de la circulation intérieure horizontale afin d'obtenir une valeur d'éclairement moyenne au sol de 100 lux sans zone d'ombre - (Léger)



Année	ERP Concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée
Année 1	ERP 5	Condamner accès avec deux barrières ou corde avec signalétique passage interdit. - (Léger)
Année 1	ERP 5	Poser un rappel tactile et contrasté à 50 cm (ou 28 cm selon la configuration) de la première marche. - (Léger)
Année 1	ERP 5	Poser un miroir avec la partie basse au niveau du bord supérieur du lavabo afin que les personnes en position debout ou assis puissent s'y regarder - (Léger)
Année 1	ERP 4	Poser un miroir avec la partie basse au niveau du bord supérieur du lavabo afin que les personnes en position debout ou assis puissent s'y regarder - (Léger)
Année 1	ERP 4	Poser une barre d'appui latérale coudée située à côté de la cuvette à une hauteur comprise entre 0,70 et 0,80 m. - (Léger)
Année 1	ERP 4	Poser une signalisation d'orientation depuis l'entrée du bâtiment - (Léger)
Année 1	ERP 4	Poser une barre d'appui latérale coudée située à côté de la cuvette à une hauteur comprise entre 0,70 et 0,80 m. - (Léger)
Année 1	ERP 4	Poser une signalisation d'orientation depuis l'entrée du bâtiment - (Léger)
Année 1	ERP 1	Poser une barre d'appui latérale coudée située à côté de la cuvette à une hauteur comprise entre 0,70 et 0,80 m. - (Léger)
Année 1	ERP 1	Poser une signalisation d'orientation depuis l'entrée du bâtiment - (Léger)
Année 1	ERP 2	Poser des points d'éclairage supplémentaires afin d'améliorer l'éclairage de la circulation intérieure horizontale afin d'obtenir une valeur d'éclairement moyenne au sol de 100 lux sans zone d'ombre - (Léger)
Année 1	ERP 3	Remplacer la poignée ou la serrure de porte par des équipements facilement préhensibles (type béquille ou ailette) - (Léger)



Année	ERP Concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée
Année 1	ERP 4	Remplacer ou modifier au moins un équipement pour le rendre accessible. Il est accessible par un cheminement d'une largeur d'au moins 1,20 m, comporte à son droit un espace d'usage horizontal de 1,30 x 0,80 m. L'équipement nécessitant de voir, lire, entendre ou parler et les commandes sont à une hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m et à une distance d'au moins 0,40 d'un obstacle. Il est repéré par un contraste visuel ou un éclairage. - (Léger)
Année 1	ERP 1	Remplacer ou modifier au moins un équipement pour le rendre accessible. Il est accessible par un cheminement d'une largeur d'au moins 1,20 m, comporte à son droit un espace d'usage horizontal de 1,30 x 0,80 m. L'équipement nécessitant de voir, lire, entendre ou parler et les commandes sont à une hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m et à une distance d'au moins 0,40 d'un obstacle. Il est repéré par un contraste visuel ou un éclairage. - (Léger)
Année 2	ERP 7	Poser une grille avec des trous d'un diamètre d'au plus 2 cm - (Léger)
Année 2	ERP 3	Poser un revêtement contrasté sur la contremarche sur une hauteur d'au moins 10 cm - (Léger)
Année 2	ERP 6	Créer une place de stationnement adaptée située à proximité de l'entrée ou de l'ascenseur, horizontale au dévers près de 3%. La place adaptée a une longueur de 5 m, une largeur d'au moins 3,30 m et une surlongueur de 1,20 m matérialisée au sol sur la voie de circulation (uniquement cas des places en épi ou en bataille). La place est repérée par un marquage au sol et par un panneau de signalisation vertical. - (Lourd)
Année 2	ERP 4	Installer un lavabo avec un vide en partie inférieure d'une profondeur d'au moins 0,30, d'une largeur d'au moins 0,60m et d'une hauteur d'au moins 0,70m. Le choix et le positionnement de la robinetterie permet un usage complet du lavabo en position assis. - (Léger)
Année 2	ERP 5	Installer un lavabo avec un vide en partie inférieure d'une profondeur d'au moins 0,30, d'une largeur d'au moins 0,60m et d'une hauteur d'au moins 0,70m. Le choix et le positionnement de la robinetterie permet un usage complet du lavabo en position assis. - (Léger)



Année	ERP Concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée
Année 2	ERP 4	Modifier la hauteur ou remplacer un urinoir afin que la batterie présente des urinoirs à des hauteurs différentes - (Léger)
Année 2	ERP 5	Modifier la hauteur ou remplacer un urinoir afin que la batterie présente des urinoirs à des hauteurs différentes - (Léger)
Année 2	ERP 5	Installer une barre de tirage horizontale au milieu de la porte permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré - (Léger)
Année 2	ERP 4	Installer une barre de tirage horizontale au milieu de la porte permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré - (Léger)
Année 2	ERP 4	Déplacer l'accessoire à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m du sol - (Léger)
Année 2	ERP 5	Installer un lavabo avec un vide en partie inférieure d'une profondeur d'au moins 0,30, d'une largeur d'au moins 0,60m et d'une hauteur d'au moins 0,70m. Le choix et le positionnement de la robinetterie permet un usage complet du lavabo en position assis. - (Léger)
Année 2	ERP 4	Installer un lavabo avec un vide en partie inférieure d'une profondeur d'au moins 0,30, d'une largeur d'au moins 0,60m et d'une hauteur d'au moins 0,70m. Le choix et le positionnement de la robinetterie permet un usage complet du lavabo en position assis. - (Léger)
Année 2	ERP 5	Installer une barre de tirage horizontale au milieu de la porte permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré - (Léger)
Année 2	ERP 4	Installer une barre de tirage horizontale au milieu de la porte permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré - (Léger)
Année 2	ERP 4	Déplacer l'accessoire à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m du sol - (Léger)
Année 2	ERP 5	Déplacer l'accessoire à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m du sol - (Léger)



Année	ERP Concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée
Année 2	ERP 1	<p>Installer un lavabo avec un vide en partie inférieure d'une profondeur d'au moins 0,30, d'une largeur d'au moins 0,60m et d'une hauteur d'au moins 0,70m. Le choix et le positionnement de la robinetterie permet un usage complet du lavabo en position assis.</p> <p>- (Léger)</p>
Année 2	ERP 1	<p>Installer une barre de tirage horizontale au milieu de la porte permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré</p> <p>- (Léger)</p>
Année 2	ERP 3	<p>Remplacer ou modifier au moins un équipement pour le rendre accessible. Il est accessible par un cheminement d'une largeur d'au moins 1,20 m, comporte à son droit un espace d'usage horizontal de 1,30 x 0,80 m. L'équipement nécessitant de voir, lire, entendre ou parler et les commandes sont à une hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m et à une distance d'au moins 0,40 d'un obstacle. Il est repéré par un contraste visuel ou un éclairage.</p> <p>- (Léger)</p>
Année 2	ERP 2	<p>Supprimer une rangée de siège pour aménager des emplacements libres pour les personnes handicapées. Ces emplacements sont horizontaux avec une dimension de 1,30 x 0,80 m.</p> <p>- (Léger)</p>
Année 3	ERP 6	<p>Réfection du revêtement extérieur</p> <p>- (Lourd)</p>
Année 3	ERP 4	<p>Poser un contraste visuel par rapport au revêtement en partie courante sur le dispositif de guidage au sol</p> <p>- (Léger)</p>
Année 3	ERP 4	<p>Poser une signalisation adaptée (symbole international de l'handicap)</p> <p>- (Léger)</p>
Année 3	ERP 4	<p>Créer une place de stationnement adaptée située à proximité de l'entrée ou de l'ascenseur, horizontale au dévers près de 3%. La place adaptée a une longueur de 5 m, une largeur d'au moins 3,30 m et une surlongueur de 1,20 m matérialisée au sol sur la voie de circulation (uniquement cas des places en épi ou en bataille). La place est repérée par un marquage au sol et par un panneau de signalisation vertical.</p> <p>- (Lourd)</p>



Année	ERP Concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée
Année 3	ERP 2	<p>Créer une place de stationnement adaptée située à proximité de l'entrée ou de l'ascenseur, horizontale au dévers près de 3%. La place adaptée a une longueur de 5 m, une largeur d'au moins 3,30 m et une surlongueur de 1,20 m matérialisée au sol sur la voie de circulation (uniquement cas des places en épi ou en bataille). La place est repérée par un marquage au sol et par un panneau de signalisation vertical.</p> <p>- (Lourd)</p>
Année 3	ERP 7	<p>Modifier l'implantation de la porte ou du cloisonnement afin d'aménager un espace de manœuvre de porte (ouverture de la porte en tirant: 2,20 x 1,20 m, ouverture en poussant: 1,70 x 1,20 m) et une largeur de circulation d'une largeur d'au moins 1,20 m. La règle <math>L1+L2 \geq 2</math> m doit être vérifiée afin de permettre à une personne en fauteuil roulant d'entrer ou de sortir du local depuis la circulation.</p> <p>- (Lourd)</p>
Année 3	ERP 4	<p>Créer une rampe permanente. Le plan incliné présente une pente d'au plus 6% sur une longueur d'au plus 10 m (ou d'au plus 10% sur 2 m ou d'au plus 12% sur 0,50 m) avec un palier de repos en haut et en bas de chaque plan incliné, de 1,20 x 1,40 m, horizontal au dévers près de 3%. Le plan incliné se raccorde aux paliers de repos sans ressaut. L'empiètement temporaire de la rampe sur la voirie publique peut nécessiter une permission de stationnement par la municipalité.</p> <p>- (Lourd)</p>
Année 3	ERP 1	<p>Poser un bloc-porte d'au moins 0,80 m (passage utile d'au moins 0,77 m). Prévoir également un contraste visuel pour repérer la porte, son encadrement ainsi que sa poignée.</p> <p>- (Lourd)</p>
Année 3	ERP 3	<p>Installer un lavabo avec un vide en partie inférieure d'une profondeur d'au moins 0,30, d'une largeur d'au moins 0,60m et d'une hauteur d'au moins 0,70m. Le choix et le positionnement de la robinetterie permet un usage complet du lavabo en position assis.</p> <p>- (Léger)</p>



Année	ERP Concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée
Année 3	ERP 3	<p>Créer un cabinet d'aisances accessible dans chaque bloc sanitaires. Un cabinet d'aisances adapté est un espace comportant : un espace d'usage horizontal d'1,30 x 0,80 m situé latéralement à la cuvette et en dehors du débattement de la porte, un lave-mains avec une hauteur de son plan supérieur d'au plus 0,85 m, une barre d'appui latérale à la cuvette permettant le transfert et apportant une aide au relevage et située à une hauteur comprise entre 0,70 et 0,80 m, une cuvette avec une surface d'assise à une hauteur comprise entre 0,45 et 0,50 m (abattant inclus), un dispositif placé sur la porte permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré, les accessoires présents entre 0,90 et 1,30 m. En complément, un espace de manœuvre demi tour d'un diamètre d'au moins 1,50 m doit être présent de préférence dans le volume ou à défaut être situé à l'extérieur à proximité de la porte. Un panneau de signalisation indique que le cabinet est accessible.</p> <p>- (Lourd)</p>
Année 3	ERP 5	<p>Remplacer ou modifier au moins un équipement pour le rendre accessible. Il est accessible par un cheminement d'une largeur d'au moins 1,20 m, comporte à son droit un espace d'usage horizontal de 1,30 x 0,80 m. L'équipement nécessitant de voir, lire, entendre ou parler et les commandes sont à une hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m et à une distance d'au moins 0,40 d'un obstacle. Il est repéré par un contraste visuel ou un éclairage.</p> <p>- (Léger)</p>
Année 3	ERP 5	<p>Poser un rappel tactile et contrasté à 50 cm de la première marche</p> <p>- (Léger)</p>

# COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VILLES SOEURS

## REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE LA COMMUNE DE LONGROY

### APPROBATION

**2**

Vu pour être annexé à la délibération du conseil  
communautaire en date du  
approuvant la révision de la carte communale.

Le Président,

## RAPPORT DE PRESENTATION

### 2<sup>ème</sup> PARTIE - Explication du projet

---



**Etudes et conseils en Urbanisme**

2, Rue Georges Chekroun - BP 4

76340 BLANGY SUR BRESLE

Tél : 02 32 97 11 91 - Email : courriel@espacurba.fr



**Alise Environnement**

102, rue du Bois Tison

76 160 SAINT-JACQUES-SUR-DARNETAL

Tél : 02 35 61 30 19

### **3ème partie - LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT ET LES OBJECTIFS D'AMENAGEMENT**

---

III.1 - Les documents d'urbanisme antérieurs	page 1
III.2 - Définition du scénario démographique et des besoins en logements et en foncier	page 2
III.3 - Les objectifs communaux	page 4
III.4 - Des facteurs extérieurs interviennent dans l'aménagement du territoire	page 5
III.5 - Découpage en secteurs	page 7
III.6 - Perspectives d'aménagement	page 9
III.7 - Bilan foncier	page 20
III.8 - Surfaces	page 23
III.9 - Règlement National d'Urbanisme	page 23
III.10 - Moyens mis en œuvre pour l'aménagement communal	page 24

<b>3<sup>ème</sup> partie</b>	<b>LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT ET LES OBJECTIFS D'AMENAGEMENT</b>
-------------------------------	---

### III.1 - Les documents d'urbanisme antérieurs

- Le territoire de la commune de LONGROY est couvert par une carte communale. Le règlement national d'urbanisme s'applique donc.
- Par délibération, le conseil municipal de la commune a décidé de prescrire la révision de sa carte communale sur l'ensemble de son territoire.

La CARTE COMMUNALE constitue un guide qui lie les collectivités qui l'ont élaborée conjointement et approuvée officiellement. Elle constitue une règle du jeu que les collectivités, parties prenantes, se sont données à elle-même. Elle est opposable aux tiers.

**Article L.101-1 du Code de l'Urbanisme :** *Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.*

La carte communale devra être compatible avec les dispositions de l'article L. 101.2 du Code de l'Urbanisme :

*Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :*

- 1° L'équilibre entre :*
- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
  - b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
  - c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
  - d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;*
  - e) Les besoins en matière de mobilité ;*
- 2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;*
- 3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;*
- 4° La sécurité et la salubrité publiques ;*
- 5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;*
- 6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;*
- 7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.*



## III.2 - Définition du scénario démographique et des besoins en logements et en foncier

### III.2.1 - Choix du scénario démographique

Pour mémoire, entre les recensements 1999 et 2010, la population de LONGROY a observé un gain de 58 personnes, soit une progression totale de 9,49%. La variation annuelle moyenne est donc évaluée à 0,86%. Par contre, entre les recensements 2010 et 2015, la population de LONGROY a observé une baisse de 28 personnes.

Pour mémoire, d'après la base de données Sit@del2, entre 2010 et 2015, 3 logements ont été commencés sur la commune. Ce chiffre est toutefois à revoir en fin d'année puisque la commune a délivré plusieurs autorisations d'urbanisme pour la construction de nouvelles habitations.

Au regard des évolutions passées, le groupe de travail a analysé plusieurs scénarii d'évolution démographique variant d'une évolution annuelle de 0,4%, jusqu'à une évolution annuelle de 1%.

#### **SIMULATIONS DEMOGRAPHIQUES**

Population 0,4% par an 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Nombre Habitants en plus	Nombre logements	Population totale
641	644	646	649	651	654	657	659	662	664	667	670	672	31	13	672
Nombre d'habitants	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3			
Nombre de logements	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			
Population 0,5% par an 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Nombre Habitants en plus	Nombre logements	Population totale
641	644	647	651	654	657	660	664	667	670	674	677	681	40	16	681
Nombre d'habitants	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3			
Nombre de logements	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			
Population 0,8% par an 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Nombre Habitants en plus	Nombre logements	Population totale
641	646	651	657	662	667	672	678	683	689	694	700	705	64	27	705
Nombre d'habitants	5	5	5	5	5	5	5	5	5	6	6	6			
Nombre de logements	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2			
Population 1% par an 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Nombre Habitants en plus	Nombre logements	Population totale
641	647	654	660	667	674	680	687	694	701	708	715	722	81	34	722
Nombre d'habitants	6	6	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7			
Nombre de logements	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3			

Après réflexion et intégration du projet de SCOT inscrivant la commune de LONGROY dans l'identité urbaine formée par GAMACHES et LONGROY, l'objectif de croissance moyenne annuelle retenu est de 1%. Une croissance annuelle moyenne de 1% engendrera un accueil d'environ 81 habitants soit 34 logements.

### III.2.2 - Les besoins en logements

#### III.2.2.1 - Le point mort

Les besoins liés à la population déjà présente sont approchés par le calcul du point mort. Cette méthode permet de définir les besoins en logements à population constante (« hors croissance démographique »). Elle consiste à additionner trois types de besoins :

- le renouvellement du parc (démolitions, désaffectations, sorties de parc) ;
- la fluidité du parc (maintenir un taux de vacance et de résidences secondaires suffisant pour le fonctionnement du parc) ;
- le desserrement des ménages lié à la diminution de la taille des ménages.

Suivant la méthode de calcul reprise ci-dessous, il s'avère qu'environ 16 logements sont nécessaires pour maintenir la population de LONGROY sur 5 ans. Ce sont donc environ 32 logements à construire sur la période de la carte communale 2019-2030 (11 ans). Ce chiffre de 32 n'a toutefois pas été retenu car les élus estiment sur les logements vacants sont à intégrer dans la réflexion permettant ainsi d'accueillir de nouvelles familles sans consommation d'espace.

Aussi, dans ce projet de carte communale, **16 logements** sont à construire pour maintenir la population sur la période 2019-2030.

#### Calcul du point mort selon la méthode Guy Taïeb (reprise par l'INSEE)

Le point mort est le nombre (théorique) de logements qu'il a fallu (faudrait) construire pour maintenir une population dans une période donnée. Il résulte de l'addition des logements liés au renouvellement du parc, à la fluidité du parc et au desserrement de la population

Remplir les zones encadrées de rouge

Détail du calcul du point mort pour une période donnée

Point Mort = RePa + FPa + Dess

où

RePa = renouvellement du parc = nombre de lgts commencés - évolution du nombre de lgts

FPa = fluidité du parc = évolution des lgts vacants + évolution des résidences secondaires

Dess = desserrement des ménages =  $\frac{\text{Pop début de période}}{\text{taux fin de période}} - \text{résidences ppales début de période}$

#### 1 - Période de référence (indiquer les années) :

de 2010 à 2015

#### 2 - Le calcul des logements en renouvellement du parc

Nombre de logements commencés entre	2010	et	2015	(voir données SITADEL)	3
Nombre de logements (parc total) en	2010	:	309	l'évolution du nombre de logements	
Nombre de logements (parc total) en	2015	:	308	sur la période est de	-1

Les logements en renouvellement du parc entre 2010 et 2015 sont donc de (auto) 4 logements  
OU, en l'absence de données, estimation du renouvellement dans la période

#### 3 - Le calcul des logements nécessaires à la fluidité du parc

Nombre de logements vacants en	2010	:	18	l'évolution du nombre de logements	
Nombre (réel ou estimé) de logements vacants en	2015	:	18	vacants est de...	0
Nombre de résidences secondaires en	2010	:	21	l'évolution du nombre de résidences	
Nombre (réel ou estimé) de résidences secondaires en	2015	:	24	secondaires est de...	3

Les logements pour la fluidité du parc entre 2010 et 2015 sont donc de (auto) 3 logements

#### 4 - Le calcul des logements nécessaires au desserrement des ménages

Population en	2010	:	669	
Nombre de résidences principales en	2010	:	270	
Taux d'occupation des logements en	2010	:	2,48	habitants par logement
Taux (réel ou estimé) d'occupation des logements en	2015	:	2,4	habitants par logement

Les lgts pour le desserrement des ménages entre 2010 et 2015 sont donc de (auto) 9 logements

#### 5 - le calcul du point mort

Le nombre de logements qu'il faut construire entre	2010	et	2015
pour maintenir la population de	2010	est donc de	16 lgts

### III.2.2.2 - Bilan des besoins en logements

Si l'on considère :

- l'objectif démographique communal : croissance annuelle moyenne de 1%, soit environ 81 personnes et 34 logements,
- la réponse au desserrement de la population : 16 logements,

Le besoin en logements est évalué à 16 logements d'ici 10 ans.

L'objectif, en terme de construction, est donc défini à 50 logements pour les 10 prochaines années.

### III.2.2.3 - Le besoin foncier

Si l'on considère une moyenne parcellaire d'environ 800 m<sup>2</sup> en raison de la présence du réseau d'assainissement collectif, soit une densité de 12 logements à l'hectare, le **besoin foncier total du projet de carte communale s'élève à environ 4 hectares.**

### III.3 - Les objectifs communaux

---

La commune de LONGROY possède plusieurs atouts, avec notamment sa proximité avec différents pôles d'emplois, et notamment Gamaches et les Trois Villes Sœurs.

Le projet de révision de la carte communale a été engagé pour plusieurs raisons :

- retrait d'un projet d'hébergement touristique,
- intégration d'un projet scolaire privé,
- actualisation des données.

Le projet de révision a dressé également un bilan de la situation du document d'urbanisme depuis 2011 (date d'approbation) et reprend également des objectifs communaux axés principalement sur l'accueil rationnel et modéré d'habitat. La réalisation de nouvelles constructions permettra de rétablir la dynamique démographique de la commune, et consolider le phénomène de renouvellement de la population.

Les objectifs de développement de la commune de LONGROY restent raisonnés afin de préserver le cadre de vie des habitants.

Le territoire communal est composé d'un centre bourg et de plusieurs hameaux. Au cours de la réflexion menée sur le développement communal, les élus ont donc souhaité :

- renforcer et développer le centre bourg, regroupant les équipements publics, dans un principe de densification de l'enveloppe bâtie existante.
- permettre la densification du hameau de « La Tuilerie »,
- pérenniser les nombreuses activités économiques implantées sur « Le Petit Longroy »,
- accueillir un établissement d'enseignement privé.

La commune de LONGROY possède un relief de vallée et de plateau. Son cadre de vie est végétal et agréable.

- Le relief sous-entend des phénomènes d'inondations, les élus ont donc pris en compte les zones de risques liés à ce phénomène, en fonction de l'étude réalisée par SOGETI lors de l'élaboration de la carte communale en vigueur,
- La préservation des éléments naturels, caractéristiques du paysage communal, fait également partie des objectifs communaux intégrés dans la carte communale : espaces boisés, haies champêtres, ...
- Enfin la préservation du patrimoine bâti constitue un objectif communal.

Enfin dans la réflexion de la carte communale, la problématique des réseaux a été prise en compte. C'est pourquoi les élus ont souhaité favoriser le développement de secteurs desservis par l'ensemble de ces réseaux : eau potable, assainissement des eaux usées et électricité.

La révision de la carte communale a également été l'occasion de réfléchir de manière approfondie sur le territoire communal.

Le groupe de travail, dans le respect de la volonté communale a ainsi pu dégager les perspectives de développement de la commune :

1. **Gestion cohérente du développement des différentes entités urbaines (bourg et hameaux), en terme d'habitat** : La commune souhaite densifier son urbanisation autour de l'existant, tout en prenant en compte le phénomène de rétention foncière constaté actuellement.
2. **Dégager des zones d'extension pour l'habitat**, dans le prolongement des secteurs déjà existants dans les différents secteurs urbanisés du centre bourg.
3. **Renforcer les équipements publics**,
4. **Pérenniser les activités économiques existantes sur la commune**,
5. **Protection des zones agricoles**, il n'existe à l'heure actuelle plus aucune exploitation agricole à LONGROY. Les espaces agricoles sont toutefois à protéger.
6. **Protection des espaces naturels remarquables** : préserver les espaces naturels : vallée, bois, bosquets, alignements d'arbres, haies champêtres, etc. ...

### III.4 - Des facteurs extérieurs interviennent dans l'aménagement du territoire

---

- **Sécurité routière**

Une route départementale traverse le territoire communal. : n°49. En cas de création de lotissements ou de zones d'activités quelconques, il conviendra de privilégier une seule entrée-sortie sur le site. Les futurs débouchés sur la RD devront satisfaire aux règles élémentaires de sécurité (visibilité, tracé en plan, profil en long, marquage, etc. ...). La direction des routes sera consultée à chaque demande d'urbanisme.

- **Les enjeux hydrauliques**

Le territoire communal appartient au bassin versant de la Bresle. L'ensemble des problématiques hydrauliques doit être pris en compte pour la redéfinition des zones constructibles.

- **Les zones de protection des espaces naturels:**

Comme évoqué précédemment, la commune de LONGROY est concernée par différentes mesures de protection de ses espaces naturels (ZNIEFF, NATURA 2000, zones humides).

- **La canalisation de transport de gaz**

Elle constitue également un équipement spécifique à intégrer dans la réflexion de la révision du document d'urbanisme.

- **Les sites BASIAS et les installations classées**

Même si la présence de sites BASIAS et d'installations classées n'engendre pas de contrainte pour la révision du document d'urbanisme, ils doivent être signalés afin de permettre la connaissance de cet élément.

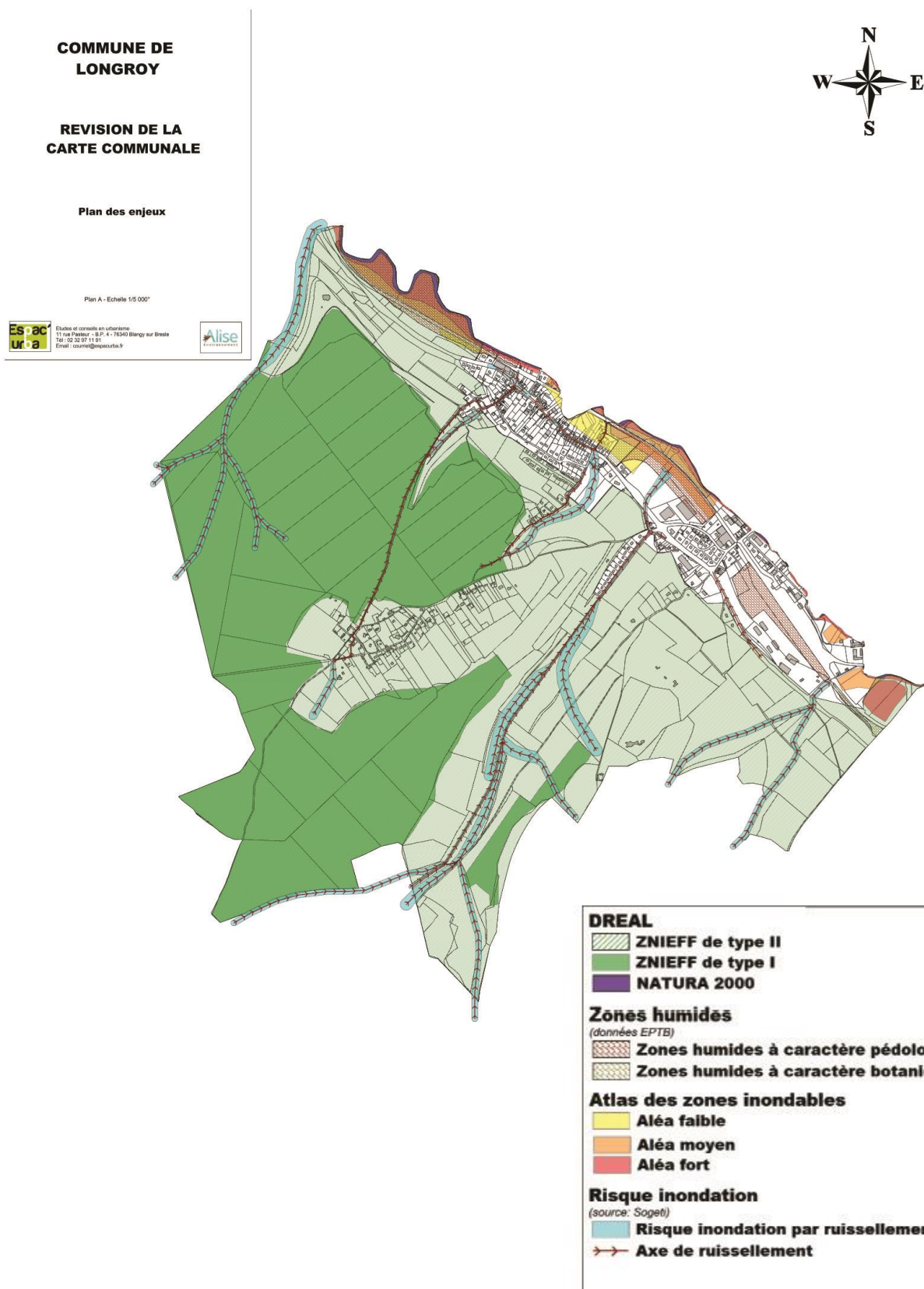
- **Les cavités souterraines**

Un recensement des indices a été effectué. La commune de LONGROY est concernée par le risque de cavités souterraines. L'ensemble de cette problématique a été prise en compte.

Un plan reprenant ces principaux éléments est joint page suivante. Les différents enjeux seront ensuite traités en partie III.6.



## PLAN DES ENJEUX



### III.5 - Découpage en secteurs

---

Le zonage de LONGROY comprend TROIS types de secteurs :

- **le secteur constructible** : reprenant la zone urbaine (SU), les zones d'extension (SU).
- **le secteur inconstructible** : reprenant les zones agricoles, les zones de protection naturelle, les zones de risques (SN).
- **le secteur d'activités** : reprenant les zones économiques (SA).

#### **III.5.1 - LE SECTEUR CONSTRUCTIBLE figure aux plans de zonage avec l'indice SU**

Le secteur constructible SU se caractérise par le fait qu'il est susceptible de recevoir une affectation commandée par l'existence préalable d'équipements. Dans ce secteur, la collectivité devra installer les équipements nécessaires. Ce secteur constructible est constitué à la fois par :

- **la zone urbaine**

Elle est constituée par le tissu bâti existant, ancien et récent, à caractère principal d'habitation du centre bourg et des hameaux « La Tuilerie » et « Le Petit Longroy » déjà inscrits en SU dans le document en vigueur. Dans le centre bourg, s'y trouvent également les équipements publics majeurs, tels que la mairie, l'église et l'école. La zone urbaine recouvre également les dents creuses ainsi que les terrains proches des zones urbanisées et bien desservis par la voirie et les réseaux divers.

La zone urbaine constitue la zone d'accueil privilégiée des constructions nouvelles et des lotissements.

- **les zones d'extension**

Elles recouvrent des terrains localisés en périphérie du centre bourg et des hameaux « La Tuilerie » et « Le Petit Longroy » et particulièrement aptes à recevoir des constructions nouvelles et des lotissements.

Il est nécessaire également de veiller à ce que les lotissements ainsi autorisables ne compromettent pas la cohérence de l'urbanisation ultérieure du reste de la zone : enclavement des terrains du fait d'une division linéaire en bordure de voie, nouveaux réseaux insuffisants pour desservir le reste de la zone....

Dans toutes les zones où il est possible de construire, les terrains, pour être constructibles doivent avoir des accès directs à une voie publique ou privée, être raccordés à un réseau d'eau potable, au réseau d'assainissement collectif s'il existe, ou avoir un système d'assainissement adapté et conforme à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté interministériel du 6 Mai 1996 et le DTU 64.1 ainsi qu'au schéma d'assainissement. Ces dernières conditions ne s'appliquent qu'aux constructions nécessitant l'eau et un système d'assainissement.

#### **III.5.2 - LE SECTEUR INCONSTRUCTIBLE figure aux plans de zonage avec l'indice SN**

Il correspond à des zones naturelles de protection agricole, à des zones de protection de site, des espaces naturels sensibles et de qualité mais aussi à des zones de risques dues à la présence d'axes de ruissellement.

Le classement en secteur SN ne bloque pas toute évolution des constructions existantes. En effet, en secteur naturel sont autorisés : les changements de destination, les réhabilitations, les extensions mesurées ainsi que les annexes jointives.

Article L.161-4 du code de l'urbanisme : « *La carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.* »

Ainsi ce secteur SN est constitué par :

❖ **La zone agricole**

Elle recouvre les espaces naturels dont la vocation agricole ou forestière doit être conservée. Les routes et les réseaux existants ne doivent pas servir de supports à une urbanisation (même dispersée) compromettant cette vocation.

❖ **La zone de protection naturelle**

Elle recouvre les espaces naturels méritant d'être protégés du fait du pittoresque de leurs paysages ou de leur richesse écologique. Les routes et les réseaux existants ne doivent pas y servir de supports à une urbanisation (même dispersée) qui compromettrait irrémédiablement l'intérêt de ces espaces.

❖ **Les zones de risques**

Elles recouvrent les parties du territoire soumises à des risques particuliers principalement les inondations.

**III.5.3 - LE SECTEUR CONSTRUCTIBLE réservé aux activités économiques figure aux plans de zonage avec l'indice SA**

Il correspond à des zones urbaines existantes dans lesquelles des activités économiques sont présentes. On les retrouve plus particulièrement dans le centre bourg et le hameau du « Petit Longroy ».

Le projet d'enseignement privé, situé à l'Est du territoire, a également été inscrit en zone d'activités SA.

## III.6 - Perspectives d'aménagement

### III.6.1 - Gestion cohérente du développement communal

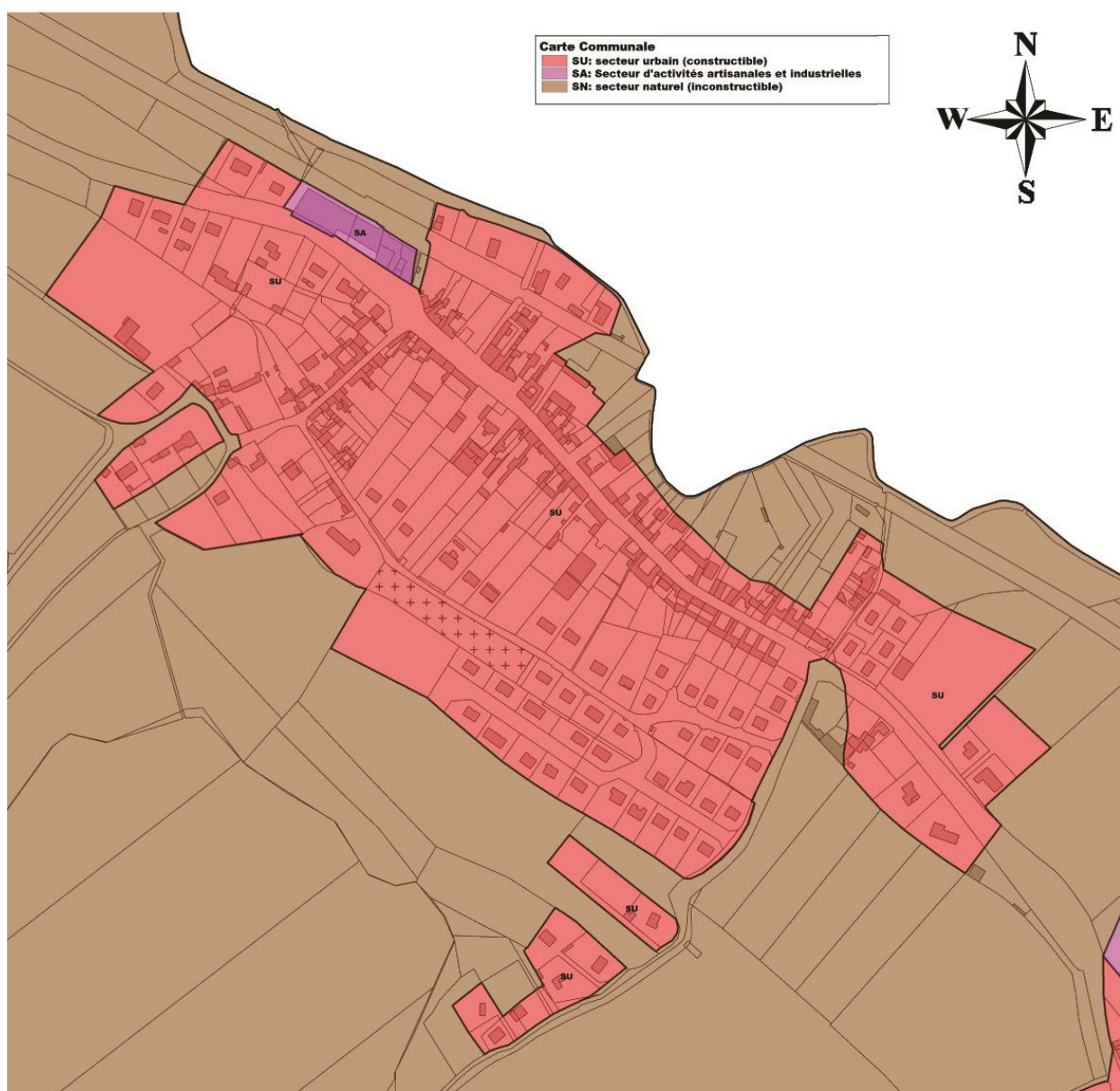
La délimitation du périmètre constructible s'est attachée au plus près du bâti existant dans le cadre de la densification de la trame urbaine.

#### Le centre bourg

Repris en rouge sur le plan ci-dessous, le secteur SU correspond aux parties urbanisées. Il comporte principalement de l'habitat, mais également les équipements publics.

Un secteur SA a été créé pour une activité liée à l'industrie verrière, histoire de la vallée.

Le secteur naturel reprend les zones agricoles et les zones naturelles.

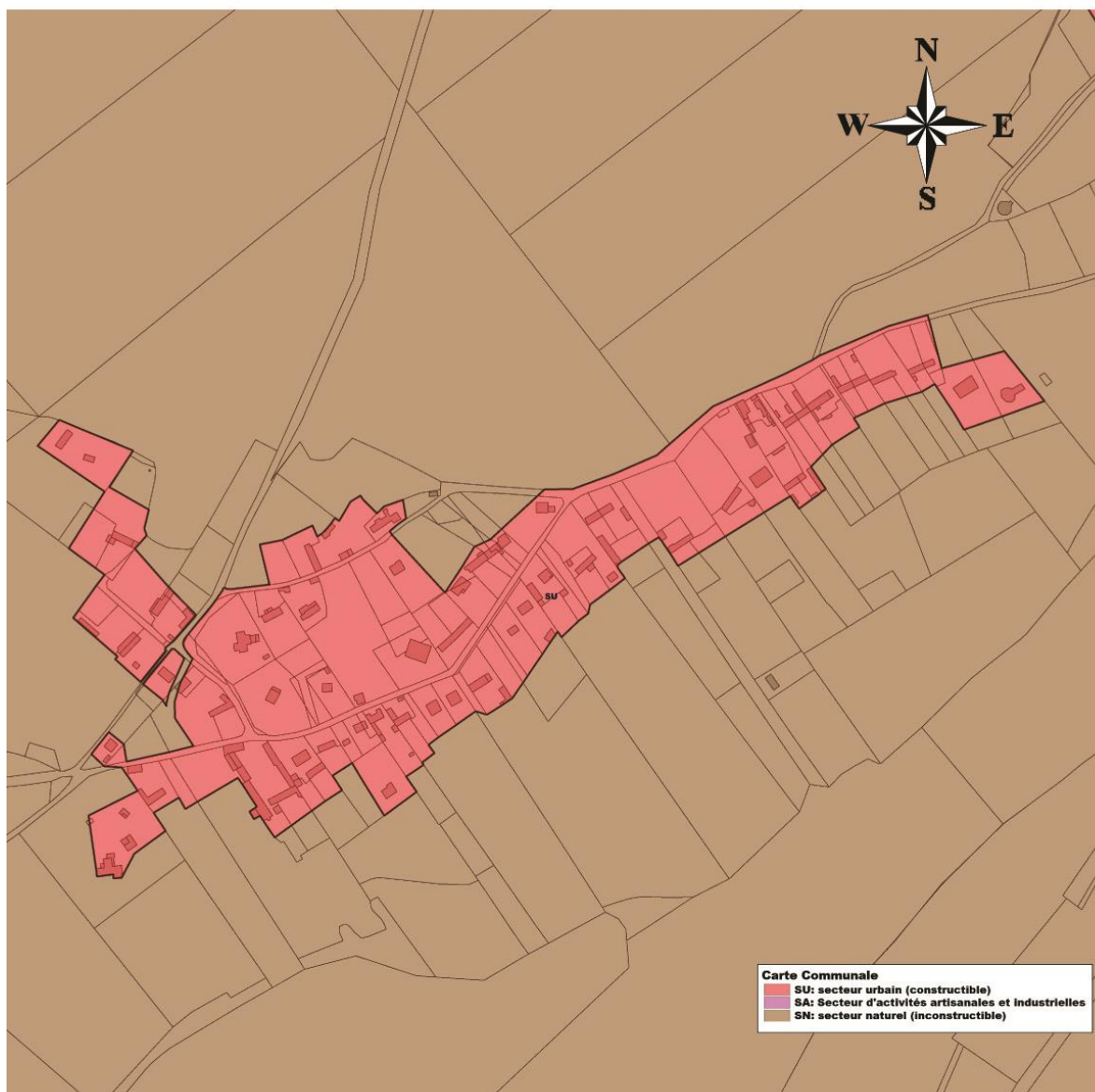




**Le hameau de « La Tuilerie »**

Repris en rouge sur le plan ci-dessous, le secteur SU correspond aux parties urbanisées. Il comporte uniquement de l'habitat.

Le secteur naturel reprend les secteurs de risques, les zones agricoles et les zones naturelles.

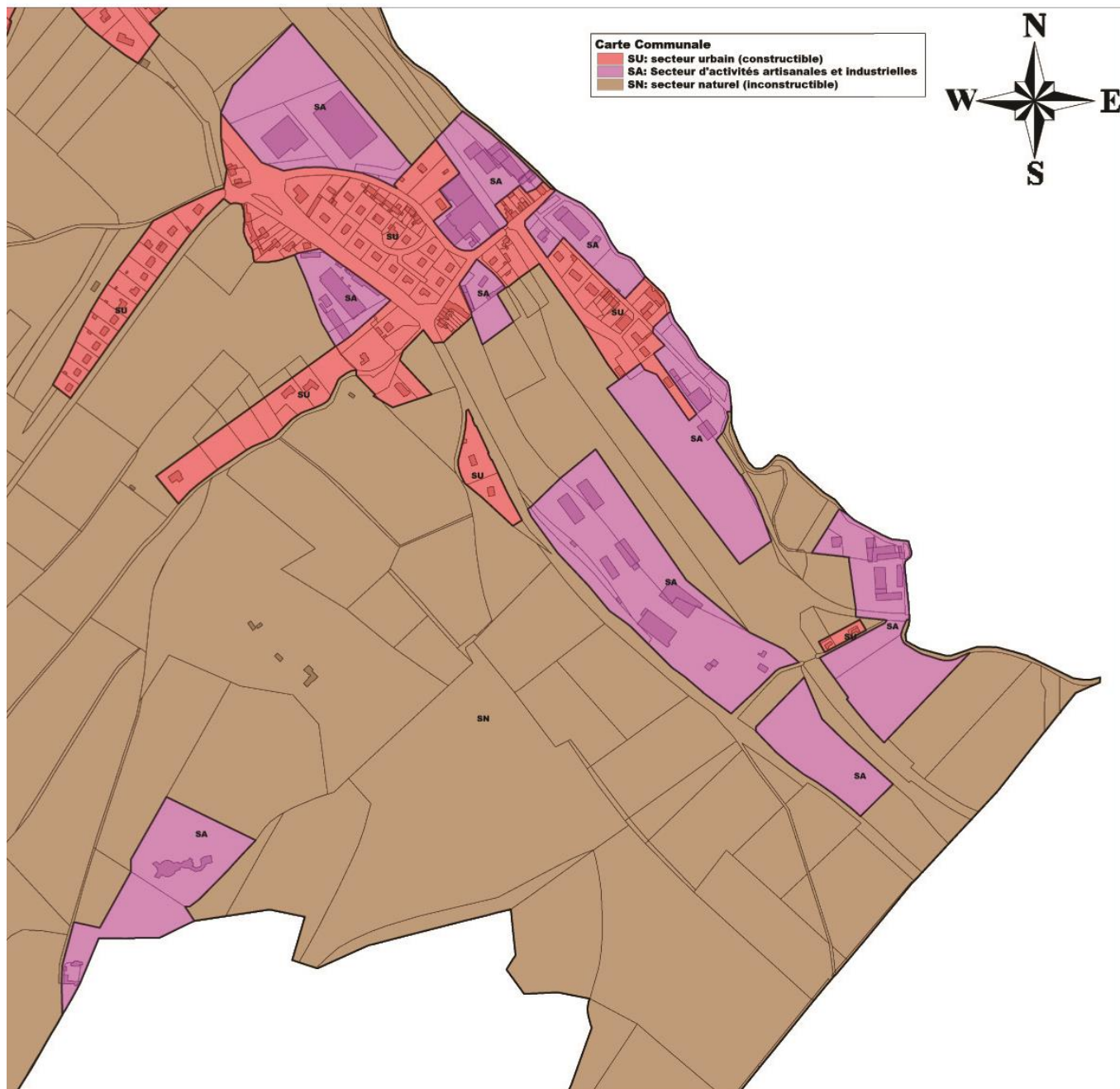


**« Le Petit Longroy »**

Repris en rouge sur le plan ci-dessous, le secteur SU correspond aux parties urbanisées. Il comporte principalement de l'habitat.

Plusieurs secteurs SA ont été créés correspondant à plusieurs activités industrielles, artisanales et commerciales présentes sur le territoire.

Le secteur naturel reprend les zones agricoles et les zones naturelles.

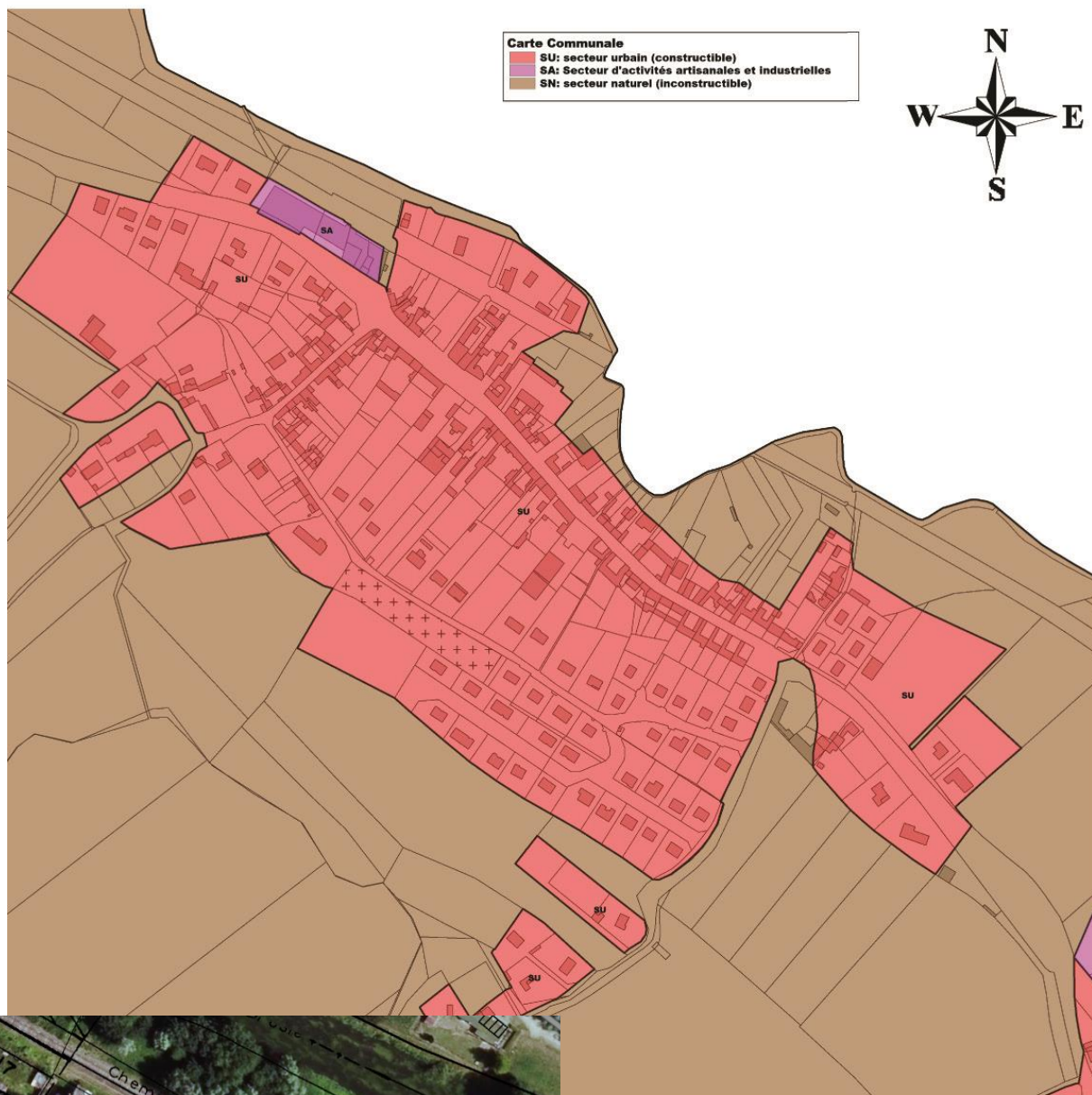




### III.6.2 - Pérennité de l'outil économique

Comme indiqué précédemment, les entreprises industrielles, artisanales et commerciales ont été reprises en zone d'activités SA.

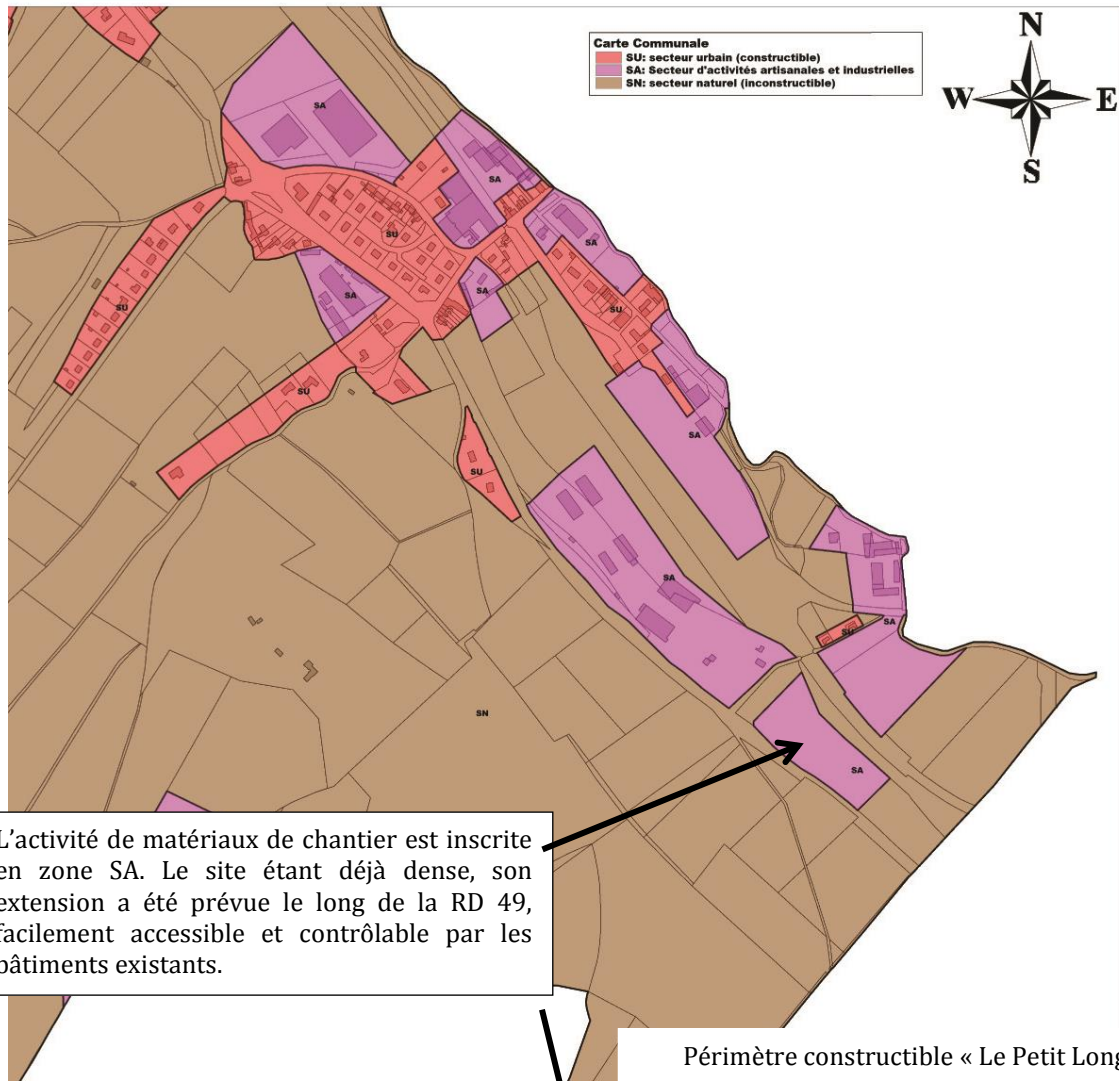
Elles se situent dans le centre bourg et au Petit Longroy.



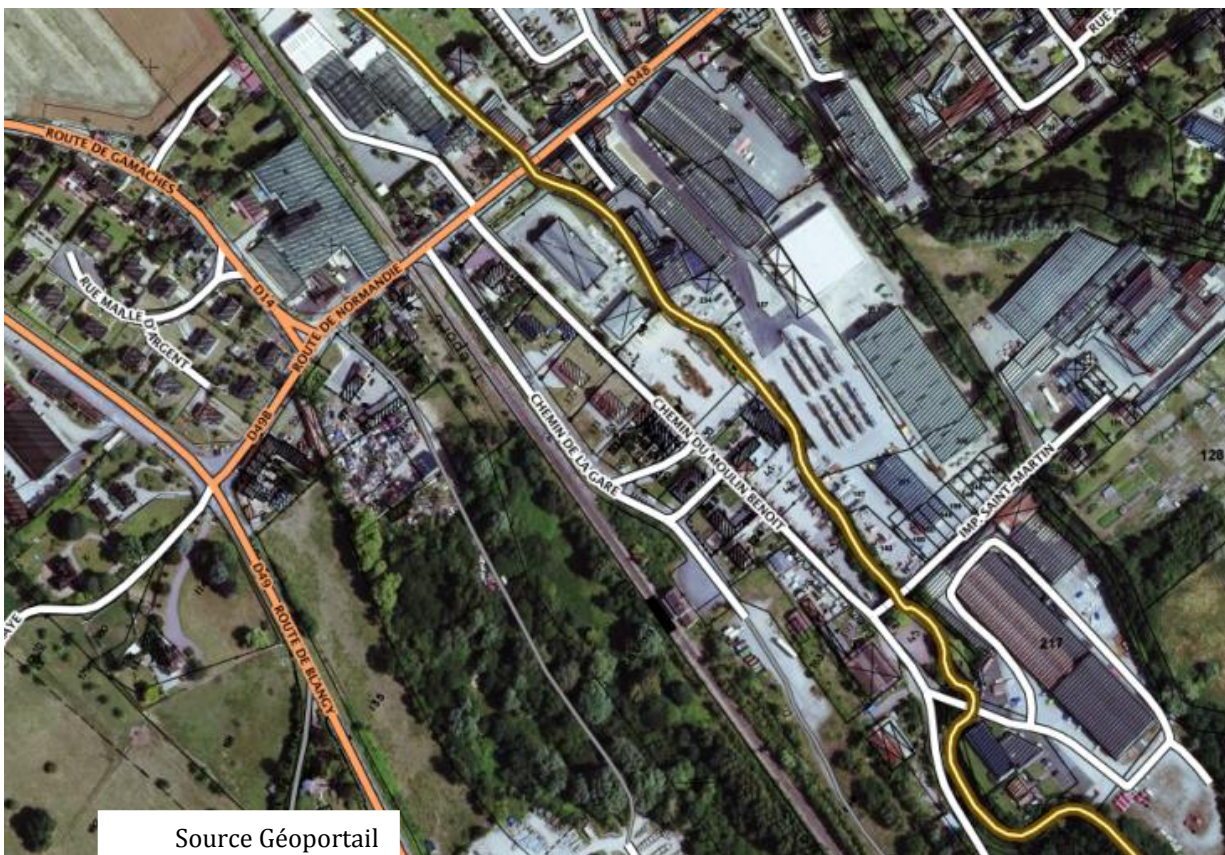
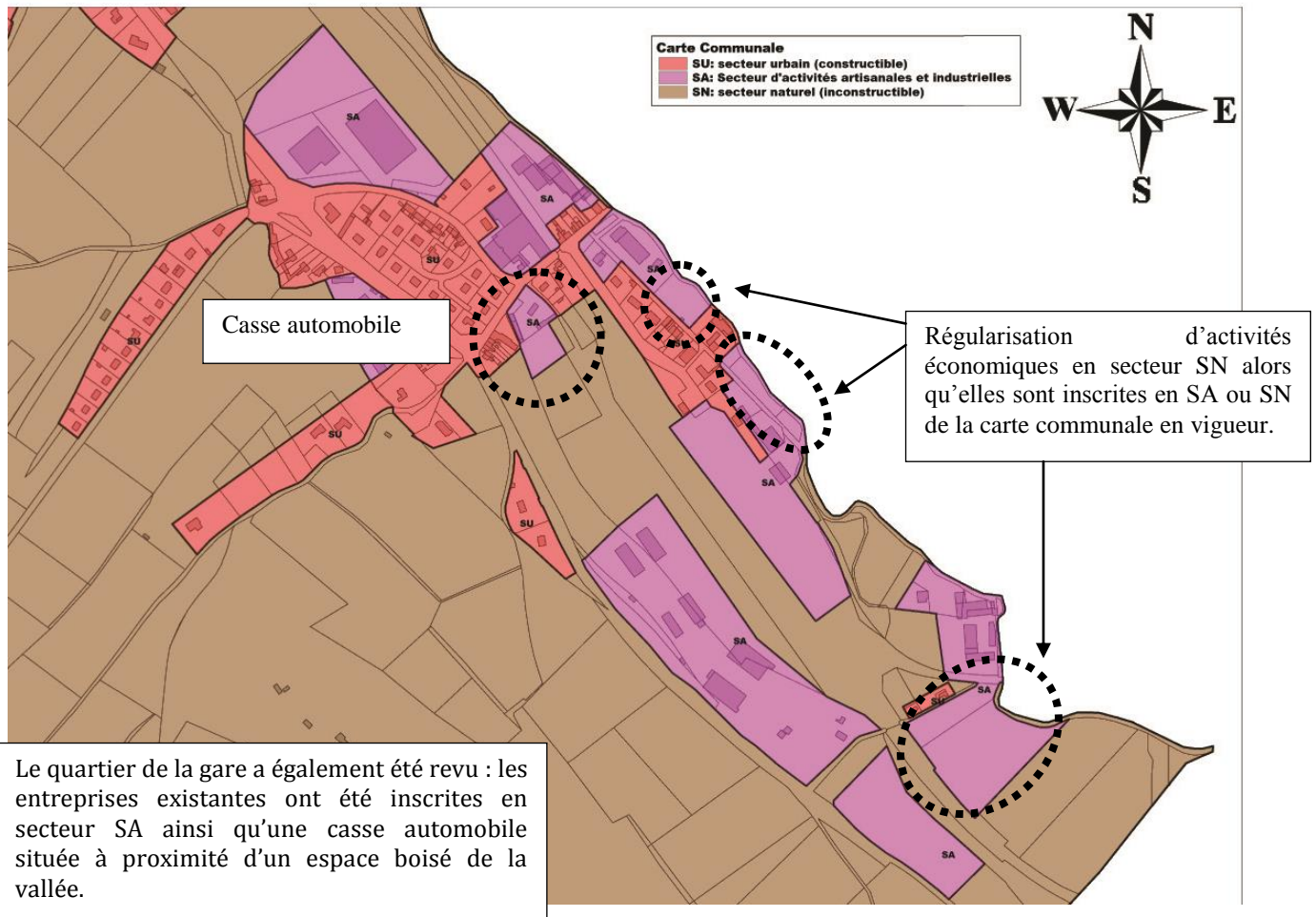
Périmètre constructible du centre bourg

Source Géoportail











❖ **Le projet d'implantation d'un complexe d'enseignement privé**

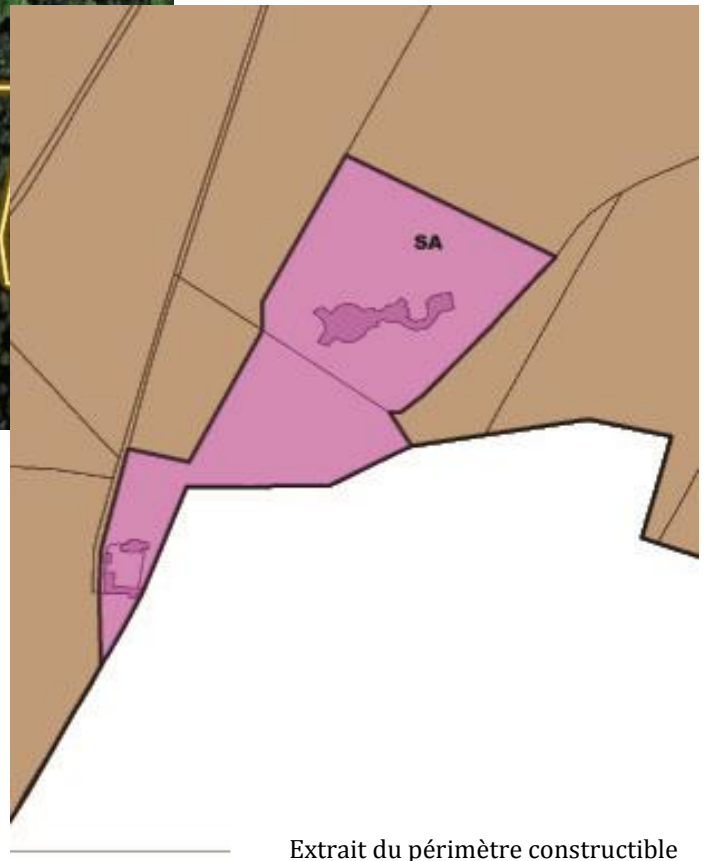
Comme indiqué dans la 1<sup>ère</sup> partie du diagnostic, un opérateur privé a acquis le château de la Haye pour y installer un collège et lycée.

Le projet consiste à utiliser les bâtiments existants, à agrandir certaines constructions et à implanter de nouvelles structures pour les loisirs et la pratique du sport.

Suivant le site inscrit dans un vaste espace naturel, le périmètre du secteur constructible SA a été limité aux espaces peu boisés.



Source Géoportail



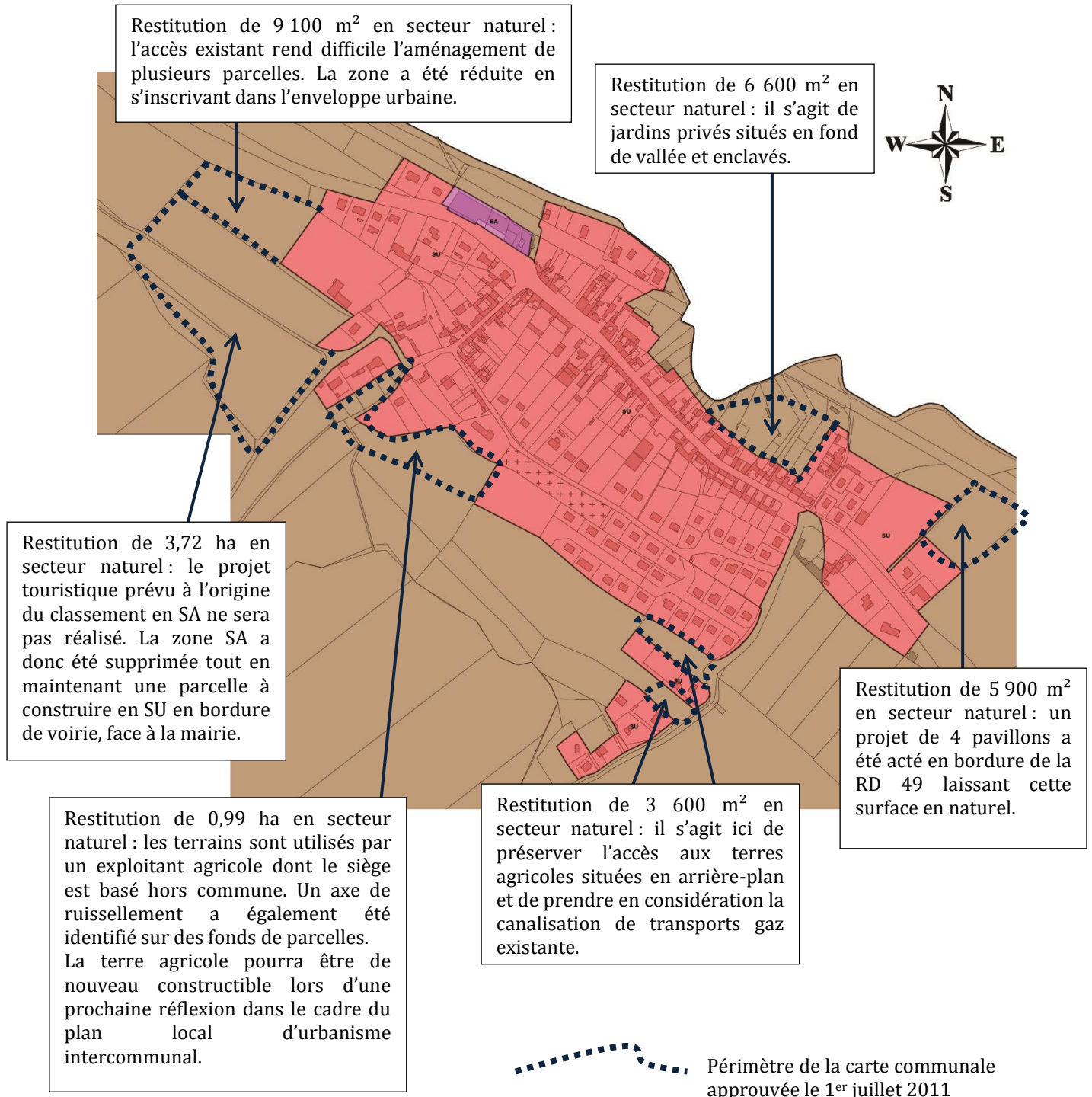
Extrait du périmètre constructible

**III.6.3 - Les évolutions du périmètre constructible entre la carte communale approuvée par le conseil municipal le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et cette révision**

**A - Le centre bourg**

Dans le centre bourg, le périmètre constructible a été réduit d'environ 7,23 ha afin :

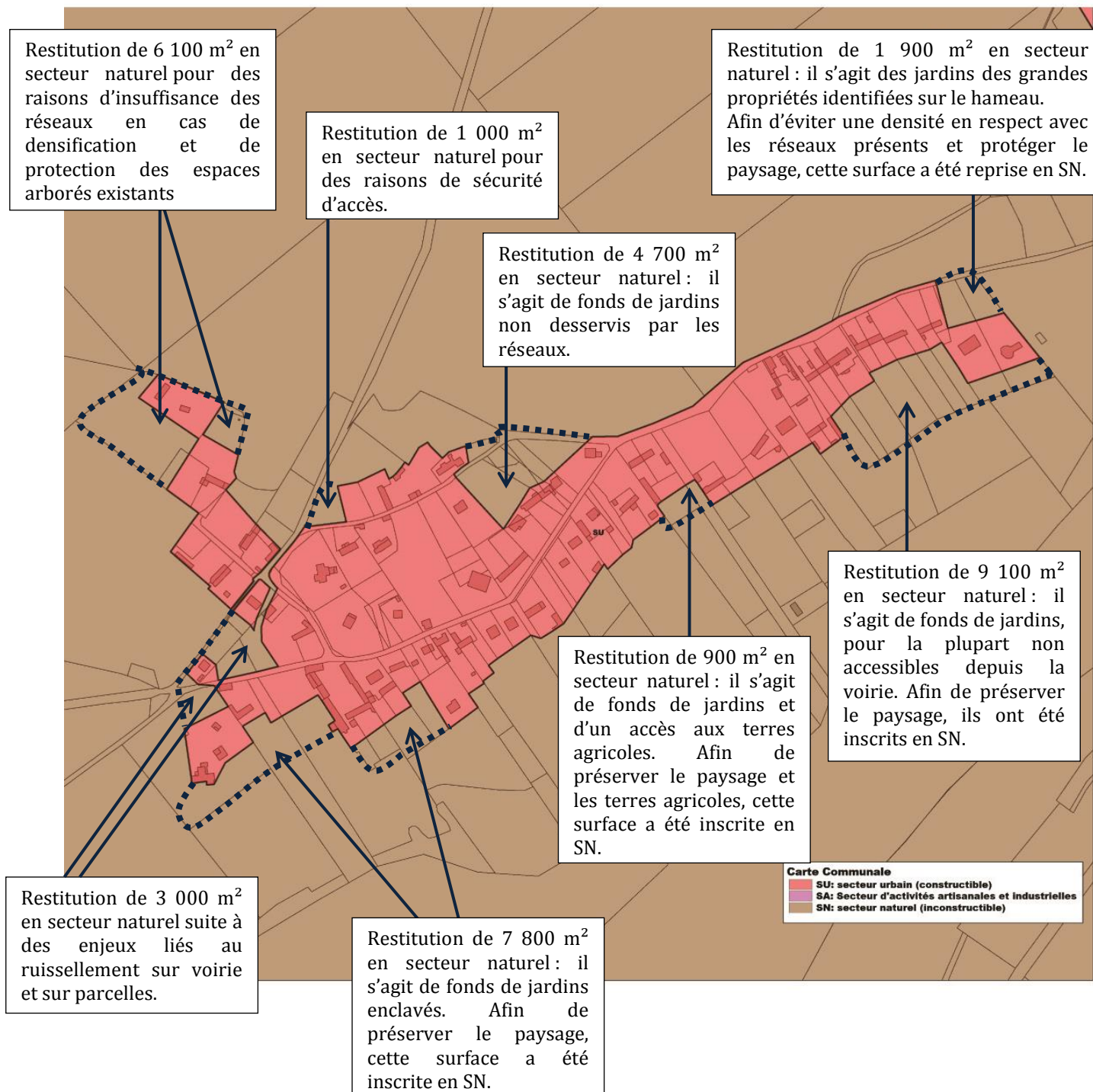
- de tenir compte des projets touristiques qui n'ont pas été réalisés,
- de densifier la trame urbaine et gérer de manière économe l'espace,
- de prendre en considération certains enjeux liés aux risques, à la vallée, à l'agricole, ...



## **B - Le hameau de « La Tuilerie »**

Dans le hameau, le périmètre constructible a été réduit d'environ 3,45 ha afin :

- de densifier la trame urbaine et gérer de manière économe l'espace,
- de prendre en considération certains enjeux liés aux risques, à la vallée, à l'agricole, ...



..... Périmètre de la carte communale approuvée le 1<sup>er</sup> juillet 2011



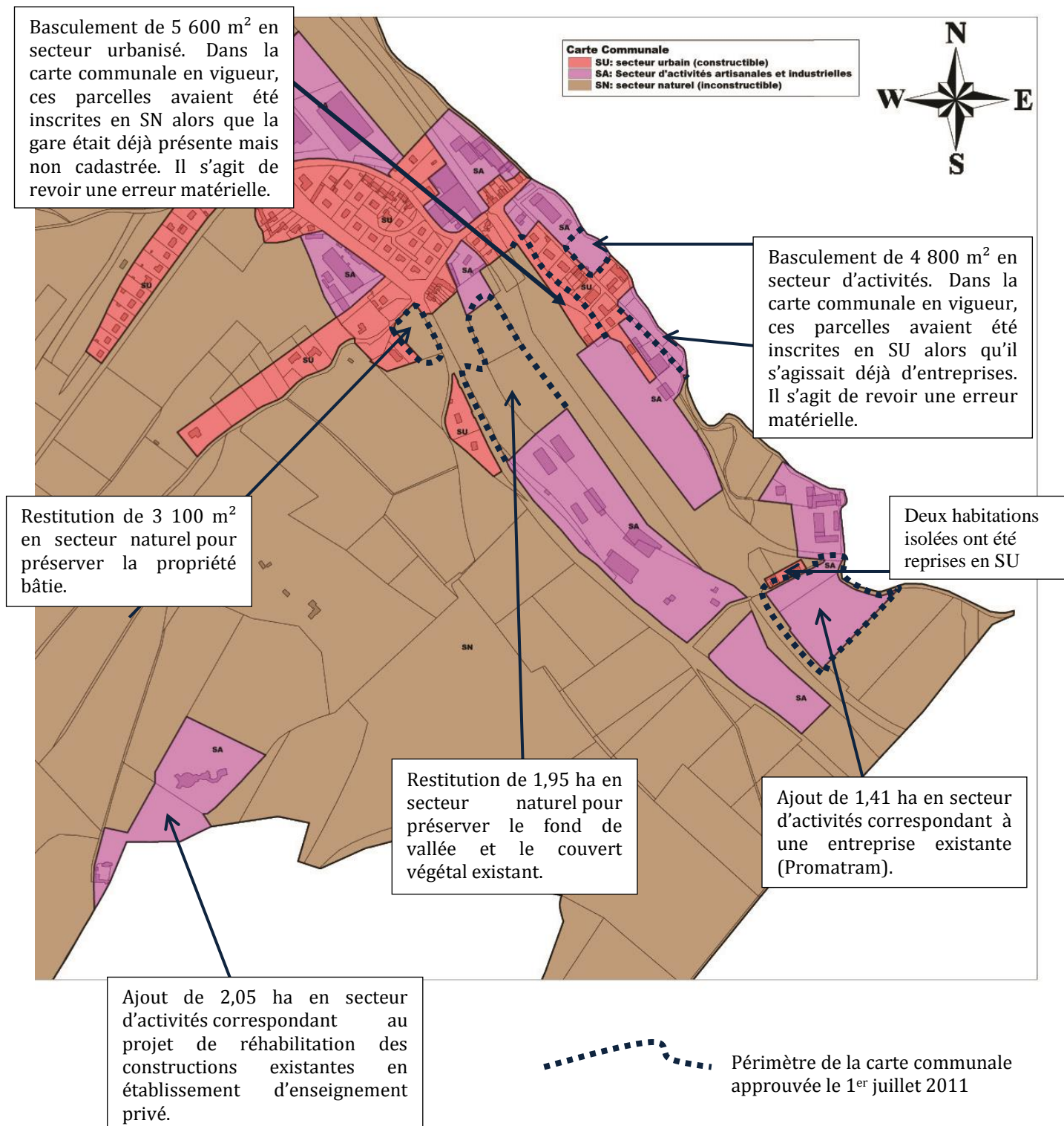
### C - Le hameau de « Le Petit Longroy »

Dans le hameau, le périmètre constructible a été réduit d'environ 2,26 ha afin :

- de densifier la trame urbaine et gérer de manière économe l'espace,
- de prendre en considération certains enjeux liés aux risques, à la vallée, à l'agricole, ...

En parallèle, 3,46 ha ont été créés en secteur d'activités afin d'accompagner un projet d'enseignement privé et d'identifier une entreprise existante.

Enfin, des basculements de zone, pour environ 1,04 ha, ont été opérés pour répondre à la réelle vocation du sol soit habitat, soit économique



#### **III.6.4 - Analyse des secteurs inscrits en zone inconstructible**

Comme évoqué précédemment, ont été inscrits en secteur naturel de la carte communale :

- les espaces concernés par des enjeux hydrauliques,
- les espaces concernés par des enjeux de cavités souterraines,
- les espaces concernés par des mesures de préservation du milieu naturel et notamment la ZNIEFF 2, le site NATURA 2000 et l'enveloppe des zones humides.

Les constructions isolées ont été maintenues en secteur naturel du fait de plusieurs éléments :

- respect des lois SRU et ENE, prônant la densification et limitant le mitage et l'étalement urbain,
- réseaux parfois insuffisants pour supporter de nouvelles constructions,
- voiries souvent étroites, non adaptées à une circulation automobile plus dense.

Il est rappelé que le classement en secteur SN ne bloque pas toute évolution des constructions existantes. En effet, en secteur naturel sont autorisés : les changements de destination, les réhabilitations, les extensions mesurées ainsi que les annexes jointives.

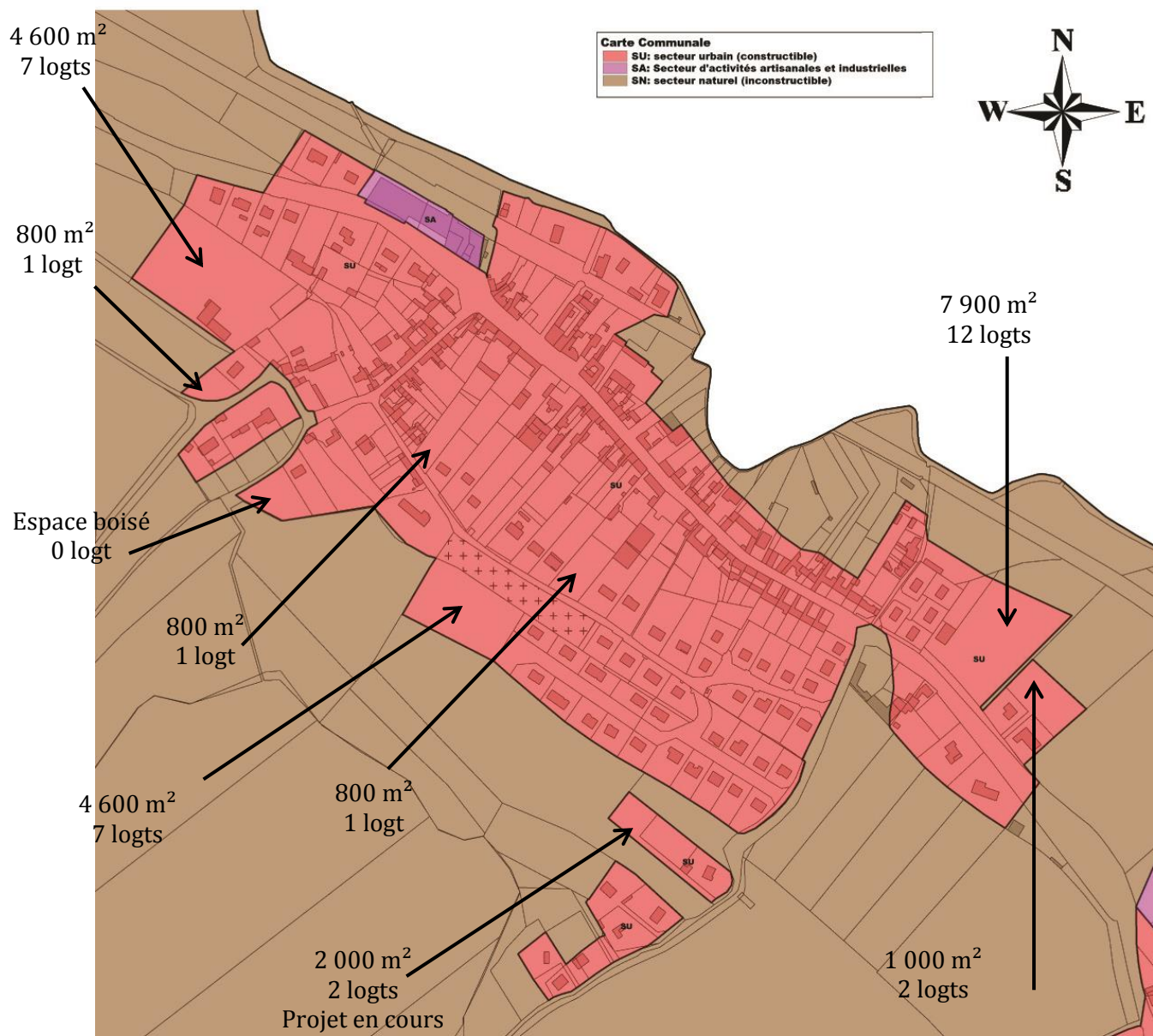
Article L.161-4 du code de l'urbanisme : « Les cartes communales (...)délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, **à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes** ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles ».

### III.7 - Bilan foncier

Le projet de carte communale permet de répondre au projet démographique. La capacité foncière traduite en nombre de logements est reprise ci-après.

#### III.7.1 - Le centre bourg

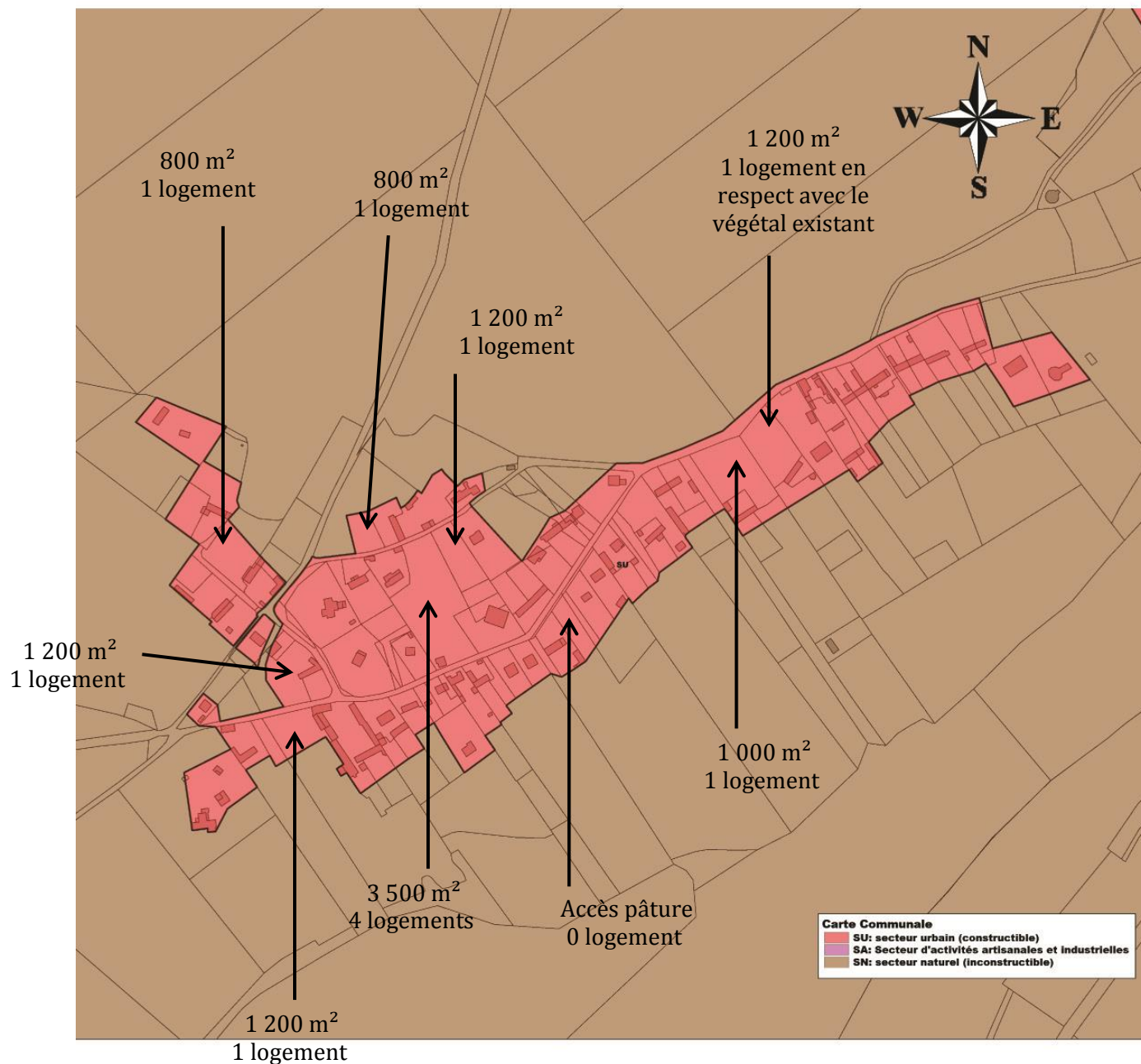
Le centre bourg dispose d'une capacité foncière de 2,25 hectares permettant l'accueil de 33 logements.





### III.7.2 - Le hameau de « La Tuilerie »

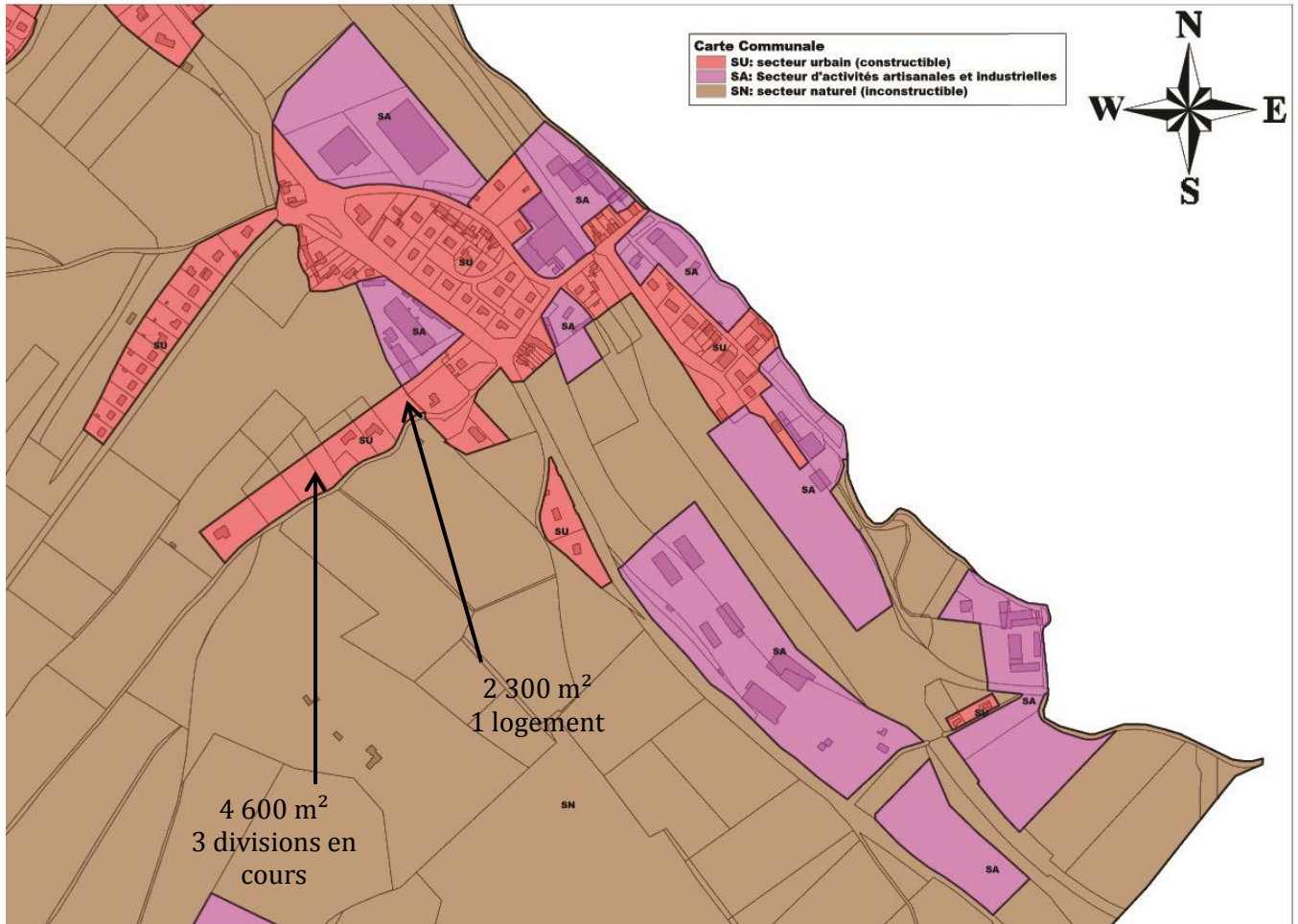
Le hameau dispose d'une capacité foncière d'environ 1,09 hectare pour un potentiel de 11 logements.



### **III.7.3 - Le hameau de « Le Petit Longroy »**

Le hameau « Le Petit Longroy » dispose d'une capacité foncière faible pour l'accueil d'habitat du fait de sa vocation économique forte.

Toutefois, ce sont environ 6 900 m<sup>2</sup> qui ont été identifiés pour un potentiel de 4 logements. La densité reste très faible du fait de la proximité avec une servitude « gaz » et du relief accidenté.



### **III.7.4 - Compatibilité avec le projet démographique**

En conclusion, il a été identifié environ 4,03 hectares pour la construction d'environ 48 logements.

Cette traduction du périmètre constructible correspond bien au projet communal de densifier et d'accueillir environ 50 logements à une échéance de 10 ans, en respectant une densité moyenne de 12 logements à l'hectare.

### III.8 - Surfaces

---

Entre la carte communale approuvée par le conseil municipal le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et cette révision, les surfaces ont évolué, démontrant une modération de la consommation de l'espace.

Surfaces de la carte communale approuvée par le conseil municipal le 1<sup>er</sup> juillet 2018 :

Zones	Surfaces
SU	50,55 ha
SA	21,81 ha
SN	457,60 ha

Surfaces de la carte communale en révision :

Zones	Surfaces
SU	41,89 ha
SA	19,82 ha
SN	468,05 ha

Entre ces 2 procédures, les surfaces ont donc évolué :

- laissant le volet économique se pérenniser et se développer,
- densifiant la trame urbaine en accueillant de l'habitat au cœur du tissu déjà urbanisé.

En résumé, ce sont :

- 12,94 ha restitués du secteur SU ou SA en secteur inconstructible naturel SN,
- 3,46 ha créés du secteur SN en secteur SA (projet d'enseignement privé et entreprise existante),
- 1,04 ha a été réinscrit du secteur SU en SA ou SA en SU.

Le projet de révision de la carte communale a donc géré de manière économe l'espace en réduisant sa consommation et en restituant presque 13 hectares au monde agricole.

### III.9 - Règlement National d'Urbanisme

---

Dans les communes non dotées d'un document d'urbanisme (P.L.U.), l'instruction des demandes d'utilisation du sol (permis de construire, lotissements, etc....) se fait sur la base du Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement selon les articles L.101 (principes généraux applicables en matière d'urbanisme), L.111-3 (règles de constructibilité limitée) et R.111.1 à R.115-1 constituant le chapitre « règles générales d'urbanisme », plus souvent appelé REGLEMENT NATIONAL D'URBANISME (R.N.U.).

Cependant, les modalités d'application de l'article L.111-3 peuvent être modulées et assouplies, si le Conseil Municipal a conjointement avec le représentant de l'Etat, précisé les modalités d'application du R.N.U. L'accord entre le Conseil Municipal et l'Etat est consigné sous forme d'une CARTE COMMUNALE. Y sont notés les choix effectués lors de la concertation entre les représentants de la commune et ceux des services de l'Etat.

Chacun des différents types de secteur que peut comprendre le zonage, correspond à des possibilités d'interdire les constructions et les installations pour divers motifs en appliquant certains articles du R.N.U.



Les constructions et installations susceptibles d'être autorisées sont soumises à des règles figurant dans d'autres articles du R.N.U. : accès, réseaux (avec référence au règlement sanitaire départemental), implantation, volume, insertion et aspect des constructions.

L'article R.111-27 du code de l'urbanisme permet de refuser un permis de construire : « *le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur de bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales* ».

### **III.10 - Moyens mis en œuvre pour l'aménagement communal**

---

Suite à la loi Solidarité et Renouvellement Urbain de Décembre 2000 et de la loi Urbanisme et Habitat du 2 Juillet 2003, la carte communale possède des outils permettant d'organiser le développement du territoire :

- la Taxe d'Aménagement (TA)
- le Droit de Préemption.

Ces outils réglementaires peuvent aider LONGROY dans une maîtrise de son développement communal.

#### **a) La Taxe d'Aménagement**

À partir de mars 2012, la taxe d'aménagement remplace la taxe locale d'équipement (TLE), la taxe départementale des espaces naturels sensibles (TDENS), la taxe pour le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (TDCAUE), la taxe complémentaire à la TLE en Île-de-France (TCTLE) et la taxe spéciale d'équipement de la Savoie. Affectée au financement des équipements publics, elle s'applique aux constructions et aménagements.

La taxe est applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments, d'installations ou d'aménagements soumis au régime des autorisations d'urbanisme (permis de construire ou d'aménager, déclaration préalable), et qui changent la destination des locaux dans le cas des exploitations agricole.

Elle s'applique aux demandes de permis (y compris les demandes modificatives générant un complément de taxation) et aux déclarations préalables déposées à partir de mars 2012 (ou à partir de 2014 pour Mayotte).

La taxe est composée de 3 parts (communale, départementale et régionale), chaque part étant instaurée par délibération de l'autorité locale.

#### **b) Le Droit de Préemption**

Si la commune a besoin de réaliser un projet d'équipement ou d'aménagement, elle peut utiliser le droit de préemption pour acheter les terrains concernés par ce projet.

La commune de LONGROY peut instaurer un droit de préemption sur sa commune, sur un terrain délimité avec un objectif affiché.

# COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VILLES SOEURS

## REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE LA COMMUNE DE LONGROY

### APPROBATION

**3**

Vu pour être annexé à la délibération du conseil communautaire en date du  
approuvant la révision de la carte communale.

Le Président,

### Evaluation environnementale de la révision de la carte communale







## SOMMAIRE

<b>COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VILLES SOEURS.....</b>	<b>0</b>
<b>1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE .....</b>	<b>8</b>
<b>2. OBJECTIFS DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE, DE L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D’URBANISME.....</b>	<b>10</b>
2.1. OBJECTIFS DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE.....	10
2.2. OBJECTIFS DE L’EVALUATION .....	10
2.3. ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION SUPRA-COMMUNAUX.....	11
2.3.1. Plan de gestion des risques Inondations du bassin Seine Normandie 2016-2021 .....	11
2.3.2. Schéma d’Aménagement et de Gestion des Eaux.....	11
2.3.3. Schéma Régional de Cohérence Ecologique aujourd’hui intégré dans le Schéma Régional d’Aménagement, de Développement Durable et d’Egalité des Territoires.....	11
2.3.4. Schéma de Cohérence Territoriale .....	12
<b>3. ETAT INITIAL DE L’ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>13</b>
<b>3.1. MILIEU PHYSIQUE .....</b>	<b>13</b>
3.1.1. Climat.....	13
3.1.2. Qualité de l’air .....	14
3.1.3. Qualité des sols et du sous-sol .....	16
3.1.4. Contexte hydrologique .....	20
<b>3.2. MILIEU HUMAIN .....</b>	<b>22</b>
3.2.1. Les risques majeurs .....	22
3.2.2. Arrêtés de catastrophes naturelles .....	22
3.2.3. Les risques naturels .....	23
3.2.4. Les risques anthropiques.....	38
3.2.5. Acoustique.....	46
3.2.6. Déchets.....	49
3.2.7. Assainissement .....	50
3.2.8. Alimentation en eau potable.....	50

<b>3.3. MILIEU NATUREL - Natura 2000 .....</b>	<b>51</b>
3.3.1. Protection Natura 2000 : Zone de Protection Spéciale (ZPS) et Zone Spéciale de Conservation (ZSC) .....	51
3.3.2. Les habitats naturels d'intérêt communautaire .....	53
3.3.3. La flore remarquable .....	54
3.3.4. Une faune remarquable et d'intérêt communautaire .....	55
3.3.5. Les menaces générales pesant sur les espèces et les habitats d'intérêt communautaire.....	56
3.3.6. Inventaire Natura 2000 : Zone d'Importance Communautaire pour les Oiseaux (ZICO) .....	56
<b>3.4. MILIEU NATUREL - HORS NATURA 2000 .....</b>	<b>57</b>
3.4.1. Protections internationales .....	57
3.4.2. Protections réglementaires nationales .....	57
3.4.3. Forêt domaniale .....	58
3.4.4. Protections réglementaires régionales ou départementales Longroy .....	59
3.4.5. Parcs naturels .....	61
3.4.6. Les inventaires nationaux.....	62
3.4.7. Zones humides.....	65
3.4.8. Trame verte et bleue .....	68
3.4.9. Synthèse du patrimoine naturel remarquable et protégé .....	70
<b>3.5. PAYSAGE .....</b>	<b>71</b>
<b>3.6. SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL ET ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX .....</b>	<b>73</b>
3.6.1. Synthèse de l'état initial .....	73
3.6.2. Enjeux environnementaux.....	76
<b>4. JUSTIFICATIONS DU PROJET .....</b>	<b>77</b>
4.1. PRESENTATION DU PROJET .....	77
4.1.1. Gestion cohérente du développement communal .....	77
4.1.2. Pérennité de l'outil économique .....	77
4.1.3. Le projet d'implantation d'un complexe d'enseignement privé .....	77
4.2. BESOIN DE LA COMMUNE.....	78
4.2.1. Bilan des besoins en logements .....	78

4.2.2.	Le besoin foncier en logements.....	78
4.3.	SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES .....	78
4.3.1.	Le potentiel foncier - Analyse des dents creuses .....	78
4.3.2.	Analyse des secteurs inscrits en zone inconstructible .....	78
4.4.	EXPOSE DES MOTIFS POUR LESQUELS LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE A ETE RETENUE	79
<b>5.</b>	<b>ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES .....</b>	<b>80</b>
<b>5.1.</b>	<b>INCIDENCES : DEFINITION ET PRESENTATION .....</b>	<b>80</b>
5.1.1.	Cadrage de l'analyse des incidences .....	80
5.1.2.	Les incidences générales envisageables.....	80
5.1.3.	Les effets notables probables sur l'environnement .....	80
<b>5.2.</b>	<b>INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE SUR LE MILIEU PHYSIQUE .....</b>	<b>80</b>
5.2.1.	Le climat.....	80
5.2.2.	Les sols.....	80
5.2.3.	Sols pollués .....	81
5.2.4.	L'eau .....	81
<b>5.3.</b>	<b>INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE SUR LE MILIEU NATUREL (HORS NATURA 2000).....</b>	<b>84</b>
5.3.1.	Les inventaires patrimoniaux .....	84
5.3.2.	Engagements internationaux (hors Natura 2000).....	86
<b>5.4.</b>	<b>INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES SITES NATURA 2000.....</b>	<b>87</b>
<b>5.5.</b>	<b>INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE SUR LE MILIEU HUMAIN .....</b>	<b>91</b>
5.5.1.	La santé humaine.....	91
5.5.2.	Les installations agricoles soumises à déclaration .....	91
5.5.3.	L'air .....	91
5.5.4.	Le bruit.....	91
5.5.5.	Les risques .....	91
<b>5.6.</b>	<b>INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE SUR LE PAYSAGE .....</b>	<b>96</b>
5.6.1.	Les unités paysagères.....	96

5.6.2.	Zones de perception visuelle depuis le château de la Haye.....	96
5.6.3.	Zones de perception visuelle depuis le Hameau de la Tuilerie .....	98
5.6.4.	Zones de perception visuelle depuis « le Petit Longroy » .....	98
<b>6.</b>	<b>MESURES PRISES POUR EVITER, REDUIRE, COMPENSER .....</b>	<b>99</b>
6.1.	MESURES D'EVITEMENT .....	99
6.2.	MESURES DE REDUCTION .....	99
6.3.	MESURES DE COMPENSATION .....	99
<b>7.</b>	<b>DEFINITION DES CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES RETENUES POUR SUIVRE LES EFFETS DU DOCUMENT SUR L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>100</b>
<b>8.</b>	<b>DESCRIPTION DE LA METHODOLOGIE .....</b>	<b>101</b>
<b>9.</b>	<b>RESUME NON TECHNIQUE .....</b>	<b>104</b>
9.1.	Articulation avec les documents de planification supra-communaux .....	104
<b>9.2.</b>	<b>Analyse de l'état initial de l'environnement .....</b>	<b>105</b>
9.2.1.	Milieu physique .....	105
9.2.2.	Milieu humain.....	105
9.2.3.	Milieu naturel .....	106
9.2.4.	Synthèse des enjeux du territoire .....	110
9.3.	Les incidences de la modification du document sur l'environnement et mesures associées .....	113
9.3.1.	Incidences et mesures sur le milieu physique.....	113
9.3.2.	Incidences et mesures sur le milieu naturel.....	113
9.3.3.	Incidences et mesures sur le milieu humain .....	113
9.4.	MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJET A ETE RETENU AU REGARD DES OBJECTIFS DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	114
9.5.	MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION OU DE COMPENSATION .....	114



## TABLE DES FIGURES

FIGURE 1 : PRECIPITATIONS MOYENNES MENSUELLES A LA STATION D'ABBEVILLE ENTRE 1981 ET 2010 .....	13
FIGURE 2 : LIENS DE COMPATIBILITE DES DIFFERENTS PLANS AVEC LE SRCAE .....	15
FIGURE 3 : EXTRAIT DE LA CARTE GEOLOGIQUE.....	17
FIGURE 4 : LOCALISATION DES CAPTAGES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET LEURS PERIMETRES DE PROTECTION .....	19
FIGURE 5: RISQUE INONDATION PAR REMONTEE DE NAPPES .....	24
FIGURE 6 : SCHEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES.....	28
FIGURE 7 : ATLAS DES ZONES INONDABLES A LONGROY .....	29
FIGURE 8 : ATLAS DES ZONES INONDABLES A LONGROY - ZOOM SUR LE CENTRE-VILLE.....	30
FIGURE 9 : ALEA RETRAIT - GONFLEMENT DES ARGILES .....	32
FIGURE 10 : LOCALISATION DES CAVITES SOUTERRAINES.....	36
FIGURE 11 : LOCALISATION DES ICPE SUR LA COMMUNE DE LONGROY.....	40
FIGURE 12 : SITE BASOL SUR LA COMMUNE DE LONGROY .....	41
FIGURE 13 : SITES INDUSTRIELS SUR LA COMMUNE DE LONGROY .....	43
FIGURE 14 : TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES .....	45
FIGURE 15 : CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES A LONGROY .....	48
FIGURE 16: SITE NATURA 2000 A LONGROY.....	52
FIGURE 17 : LOCALISATION DES BOISEMENTS SUR LA COMMUNE DE LONGROY.....	59
FIGURE 18: Z.N.I.E.F.F. SUR LE TERRITOIRE DE LONGROY .....	63
FIGURE 19 : ZONES HUMIDES IDENTIFIEES D'APRES LE RECENSEMENT DE L'ETPB.....	67
FIGURE 20 : ELEMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE INFRAREGIONALE SUR LONGROY.....	69
FIGURE 21 : ENSEMBLES PAYSAGERS DE NORMANDIE ET UNITE PAYSAGERE DE LA VALLEE DE LA BRESLE .....	72
FIGURE 22 : SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL.....	75
FIGURE 23 : ZNIEFF ET REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE LONGROY .....	85
FIGURE 24 : SITE D'INTERET COMMUNAUTAIRE DE LA VALLEE DE LA BRESLE.....	88
FIGURE 25 : ZONE SPECIALE DE CONSERVATION VALLEE DE LA BRESLE ET REVISION DE LA CARTE COMMUNALE SUR LA COMMUNE DE LONGROY .....	90
FIGURE 26 : ALEA REMONTEE DE NAPPES ET REVISION DE LA CARTE COMMUNALE .....	92
FIGURE 27 : LOCALISATION DES CAVITES SOUTERRAINES ET DES SECTEURS OUVERTS A L'URBANISATION (REVISION DE LA CARTE COMMUNALE) .....	93
FIGURE 28 : ATLAS DES ZONES INONDABLES A LONGROY ET REVISION DE LA CARTE COMMUNALE .....	94
FIGURE 29 : COUPE TOPOGRAPHIQUE DEPUIS LE CHATEAU DE LA HAYE A LA ROUTE DEPARTEMENTALE RD63 .....	97
FIGURE 30 : ELEMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE INFRAREGIONALE SUR LONGROY.....	108
FIGURE 31 : SYNTHESE DU PATRIMOINE NATUREL SUR LA COMMUNE DE LONGROY .....	109

## TABLE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : POLLUANTS REGLEMENTES PAR ARRETES PREFECTORAUX EN NORMANDIE .....	14
TABLEAU 2 : POLLUANTS MESURES A LA STATION D'ARREST .....	14
TABLEAU 3: ARRETE DES CATASTROPHES NATURELLES SUR ROMILLY-SUR-ANDELLE .....	22
TABLEAU 4 : ICPE SUR LA COMMUNE DE LONGROY .....	39
TABLEAU 5 : SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITES DE SERVICES (BASIAS) .....	42
TABLEAU 6 : CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES SUR LONGROY .....	47
TABLEAU 7 : HABITATS D'INTERET COMMUNAUTAIRE .....	53
TABLEAU 8 : LA FLORE D'INTERET PATRIMONIAL .....	54
TABLEAU 9: LES ESPECES D'INTERET PATRIMONIAL .....	55
TABLEAU 10 : Z.N.I.E.F.F. SUR LE TERRITOIRE DE LONGROY.....	63
TABLEAU 11 : SYNTHESE DES MESURES DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL.....	70
TABLEAU 12 : INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT D'URBANISME.....	84
TABLEAU 13 : INDICATEURS PROPOSES POUR LE SUIVI DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE .....	100

## TABLE DES PHOTOS

PHOTO 1 : RIVIERE DE LA BRESLE .....	21
PHOTO 2 : ICPE PROMOTRAME .....	40
PHOTO 3 : ICPE SATIMAT .....	40
PHOTO 4 : CANALISATION DE GAZ.....	45
PHOTO 5 :Z.S.C VALLEE DE LA BRESLE .....	52
PHOTO 6 : FORET DOMANIALE INDIVISE D'EU .....	59
PHOTO 7 : COTEAU DU FOND BOUCHER (ZNIEFF DE TYPE 1 ) .....	64
PHOTO 8 : LA HAUTE FORET D'EU, LES VALLEES DE L'YERES ET DE LA BRESLE (ZNIEFF DE TYPE 2) .....	64
PHOTO 9 : ENTREE DU CHATEAU DE LA HAYE .....	97
PHOTO 10 : PERCEPTIONS VISUELLES DEPUIS LE HAMEAU DES TUILERIES.....	98

## 1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le contenu de l'évaluation environnementale est défini dans l'article R122-20 du Code de l'Environnement (version en vigueur au 28 avril 2017) :

*I.- L'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du plan, schéma, programme et autre document de planification, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.*

*II.- Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend un résumé non technique des informations prévues ci-dessous :*

*1° Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale ;*

*2° Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés ;*

*3° Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan, schéma, programme ou document de planification dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1° et 2° ;*

*4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan, schéma, programme ou document de planification a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement ;*

*5° L'exposé :*

*a) Des effets notables probables de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.*

*Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan, schéma, programme ou d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus ;*

*b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 ;*

*6° La présentation successive des mesures prises pour :*

*a) Eviter les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;*

*b) Réduire l'impact des incidences mentionnées au a) ci-dessus n'ayant pu être évitées ;*

*c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évitées ni suffisamment réduites. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité.*

*Les mesures prises au titre du b) du 5° sont identifiées de manière particulière.*

*7° La présentation des critères, indicateurs et modalités-y compris les échéances-retenues :*

*a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au 5° et le caractère adéquat des mesures prises au titre de 6° ;*

*b) Pour identifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées ;*

*8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;*

*9° Le cas échéant, l'avis émis par l'Etat membre de l'Union européenne consulté conformément aux dispositions de l'article L.122-9 du présent code.*



## **2. OBJECTIFS DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE, DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME**

---

### **2.1. OBJECTIFS DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE**

La commune de LONGROY possède plusieurs atouts, avec notamment sa proximité avec différents pôles d'emplois, et notamment Gamaches et les Trois Villes Sœurs.

Le projet de révision de la carte communale a été engagé pour plusieurs raisons :

- retrait d'un projet d'hébergement touristique,
- intégration d'un projet scolaire privé,
- actualisation des données.

Le projet de révision a dressé également un bilan de la situation du document d'urbanisme depuis 2011 (date d'approbation) et reprend également des objectifs communaux axés principalement sur l'accueil rationnel et modéré d'habitat. La réalisation de nouvelles constructions permettra de rétablir la dynamique démographique de la commune, et consolider le phénomène de renouvellement de la population.

Les objectifs de développement de la commune de LONGROY restent raisonnés afin de préserver le cadre de vie des habitants. La révision de la carte communale a également été l'occasion de réfléchir de manière approfondie sur le territoire communal.

### **2.2. OBJECTIFS DE L'EVALUATION**

L'évaluation environnementale a pour objectif d'identifier les incidences notables sur l'environnement que la mise en œuvre et l'élaboration de plans ou de l'évolution apportée au document d'urbanisme sont susceptibles d'engendrer. Ainsi, l'objet de cette évaluation environnementale concerne la révision de la carte communale de commune de Longroy.

### **2.3. ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION SUPRA-COMMUNAUX**

La révision de la carte communale doit être compatible avec plusieurs documents supra-communaux : SDAGE, SAGE, prise en compte du SRCE, SCoT.

#### **2.3.1. Plan de gestion des risques Inondations du bassin Seine Normandie 2016-2021**

Le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) est un document stratégique pour la gestion des inondations sur le bassin Seine-Normandie. Il doit être compatible aux documents d'urbanisme (SCOT et PLU). Il fixe quatre grands objectifs pour réduire les conséquences des inondations sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie. L'ensemble des dispositions du PGRI sont regroupées dans le Défi n°8 du SDAGE « Bassin de la Seine et cours d'eau côtiers Normands » présenté dans le paragraphe ci-dessous dédié au SDAGE. Les quatre grands objectifs du PGRI sont les suivants :

- Réduire la vulnérabilité des territoires
- Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages
- Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés
- Mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances adaptées et la culture du risque

Le projet de révision de la carte communale de Longroy doit s'articuler avec ces quatre grands axes. L'objectif n°1 met l'accent sur la nécessité de prendre en compte les inondations en amont des projets et de se concentrer sur la réduction de la vulnérabilité des enjeux existants dans les zones concernées par les inondations. Il va s'agir de mesurer le risque et d'évaluer les incidences du projet sur le risque inondation pour considérer des mesures d'évitement et de compensation. L'analyse du risque inondation est précisée dans la partie « Milieu Humain, Risques naturels » de l'Etat initial de l'environnement de l'évaluation environnementale. Les incidences et mesures liées sont précisées dans la partie « Risques naturels » de ce document.

#### **2.3.2. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux**

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Il doit être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) et il est doté d'une portée juridique : le règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers et les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau (PAGD). Le PAGD et le règlement sont les deux documents du SAGE.

Longroy appartient au périmètre du **SAGE de la Vallée de La Bresle approuvé par arrêté du 18 août 2016**. Au vu des éléments évoqués ci-dessus, la révision de la carte communale est compatible avec les principales dispositions du SAGE.

#### **2.3.3. Schéma Régional de Cohérence Ecologique aujourd'hui intégré dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires**

Le Grenelle de l'environnement a prévu la constitution d'une trame verte et bleue, déclinée dans chaque région française sous la forme d'un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), co-élaboré par l'Etat et la région, en partenariat avec de nombreux acteurs du territoire.

Ce schéma contient :

- ✓ La définition et la hiérarchisation des enjeux régionaux de continuités écologiques ;
- ✓ Une cartographie de la trame verte et bleue au 1/100 000<sup>ème</sup> ;
- ✓ Des propositions pour la mise en œuvre au niveau local.

La trame verte et bleue doit être déclinée à l'échelle locale en protégeant et restaurant les réservoirs de biodiversité et les corridors, en réduisant la fragmentation et la consommation de l'espace, notamment à vocation urbaine dans les zones rurales et en tenant compte des continuités écologiques dans les aménagements. L'ordonnance n°2016-1028 du 27 juillet 2016 confirme l'intégration du SRCE dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et précise les mesures de coordination permettant cette intégration.

**Le SRADDET des Hauts-de-France est en cours d'élaboration.**

#### **2.3.4. Schéma de Cohérence Territoriale**

Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) ont remplacé les schémas directeurs, en application de la loi « Solidarité et Renouvellement Urbains » (SRU) du 13 décembre 2000.

Le SCoT est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification stratégique intercommunale, à l'échelle d'un large bassin de vie ou d'une aire urbaine, dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durables (PADD). Le SCoT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilité, d'aménagement commercial, d'environnement, etc. Il en assure la cohérence, tout comme il assure la cohérence des documents sectoriels intercommunaux : plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi), programmes locaux de l'habitat (PLH), plans de déplacements urbains (PDU), et de PLU ou des cartes communales établis au niveau communal.

Le SCoT doit respecter les principes du développement durable : principe de l'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural et la préservation des espaces naturels et des paysages ; principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ; principe de respect de l'environnement.

Le SCoT contient trois documents :

- ✓ Un rapport de présentation, qui contient notamment un diagnostic et une évaluation environnementale ;
- ✓ Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- ✓ Le document d'orientation et d'objectifs (DOO), qui est opposable aux PLUi et PLU, PLH, PDU et cartes communales, ainsi qu'aux principales opérations d'aménagements (ZAD, ZAC, lotissements de plus de 5 000 m<sup>2</sup>, réserves foncières de plus de 5 hectares, etc.).

**Le SCoT du Pays Interrégionale Bresle-Yères est en cours d'élaboration.**

#### 3.1. MILIEU PHYSIQUE

##### 3.1.1. Climat

La région Normandie est caractérisée par un climat de type océanique, marqué par des hivers plutôt doux et pluvieux et des étés frais et humides. Le graphique ci-dessous représente les précipitations moyennes mensuelles entre 1981 et 2010 à la station d'Abbeville. Cette station est située à environ 25 km au nord-est de Longroy.

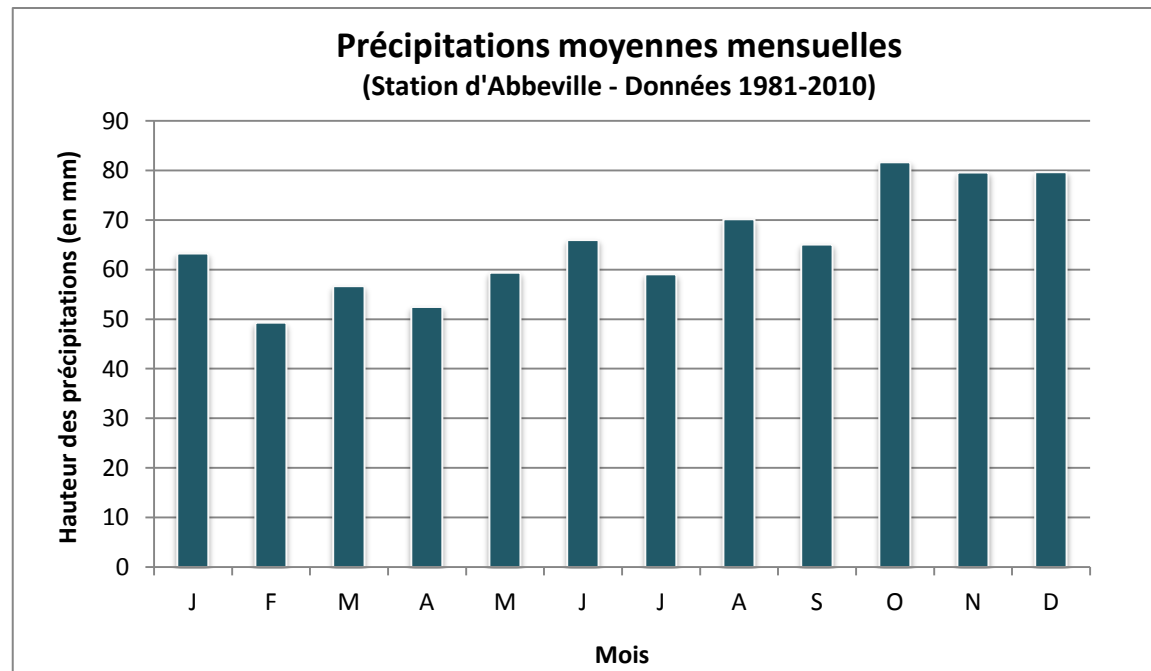


Figure 1 : Précipitations moyennes mensuelles à la station d'Abbeville entre 1981 et 2010  
Source : Météo France



### 3.1.2. Qualité de l'air

On appelle pollution de l'air toute modification de l'atmosphère due à l'introduction de substances dangereuses pour la santé humaine, l'environnement ou le patrimoine. Ces substances ou polluants résultent à la fois de phénomènes naturels (éruptions volcaniques,...) et d'activités humaines diverses (industrie, transport, résidentiel,...).

#### 3.1.2.1. Station de mesures

Certains polluants sont réglementés par des arrêtés préfectoraux, il s'agit de l'ozone, du dioxyde de soufre, du dioxyde d'azote et des particules en suspension. Ils définissent les conditions de l'information aux personnes sensibles et de l'alerte à la population, ainsi que les mesures d'urgence de restriction des émissions en cas de pointe de pollution.

Tableau 1 : Polluants réglementés par arrêtés préfectoraux en Normandie

Polluant	Date de l'arrêté préfectoral	Seuil d'information aux personnes sensibles	Seuil d'alerte
Ozone O <sub>3</sub>	27/07/2006	180 µg/m <sup>3</sup> horaire	240 µg/m <sup>3</sup> horaire
Dioxyde de soufre SO <sub>2</sub>	20/07/2007	300 µg/m <sup>3</sup> horaire	500 µg/m <sup>3</sup> horaire
Dioxyde d'azote NO <sub>2</sub>	05/11/2007	200 µg/m <sup>3</sup> horaire	400 µg/m <sup>3</sup> horaire
Particules en suspension PM10	16/01/2012	50 µg/m <sup>3</sup> sur 24 heures glissantes	80 µg/m <sup>3</sup> sur 24 heures glissantes

Il n'existe pas de station de mesure à Longroy. La station la plus caractéristique du territoire est celle localisée à Arrest, à 16 km environ de Longroy, qui est considérée comme une station « rurale ». La qualité de l'air est évaluée par l'association Atmo Hauts-de-France qui fait partie du réseau national de surveillance constitué d'associations agréées par le ministère chargé de l'environnement.

La station d'Arrest est représentative de la pollution atmosphérique dite « de fond ». Elle correspond à des niveaux de polluants dans l'air sur des périodes de temps relativement longues :

- Les particules en suspension PM10 ;
- L'ozone.

Tableau 2 : Polluants mesurés à la station d'Arrest

Source : Atmo Hauts-de-France

Polluant	Symbole	Moyenne journalière	Seuil d'information aux personnes sensibles
Particules en suspension PM10	PM 10	9,8 µg/m <sup>3</sup>	50 µg/m <sup>3</sup> sur 24 heures glissantes
Ozone	O <sub>3</sub>	73,7 µg/m <sup>3</sup>	180 µg/m <sup>3</sup> horaire

### 3.1.2.2. Schéma Régional Climat Air Energie

Conformément aux dispositions de la loi Grenelle 2, chaque région est tenue d'établir un Schéma Régional Climat Air Energie (S.R.C.A.E.), tel qu'il a été défini dans l'article 68 de la loi. Il s'agit d'un document d'orientation, qui ne fixe aucune prescription. La région Haute-Normandie s'est dotée d'un SRCAE arrêté le 21 mars 2013. Le Plan Régional de la Qualité de l'Air (PRQA) 2017-2021 sera intégré au SRCAE.

Les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) constituent la seconde génération de plans visant à limiter les émissions de pollutions atmosphériques. Un plan de protection de l'atmosphère a été approuvé le 30 janvier 2014 sur le périmètre des départements de l'Eure et de la Seine-Maritime. Il a pour objectif d'améliorer la qualité de l'air et la rendre conforme aux directives européennes.

**Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie de Haute-Normandie a été arrêté le 21 mars 2013 par le Préfet de région.**

Les documents d'urbanisme (SCoT, PLU,...) doivent prendre en compte le Schéma Régional Climat Air Energie, via les autres documents de planification qui doivent lui être compatible (PCET...).

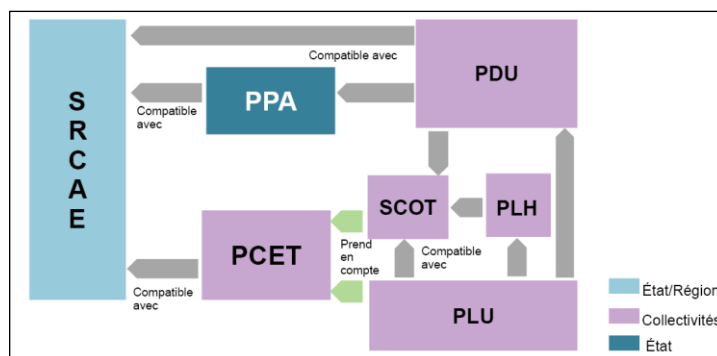


Figure 2 : liens de compatibilité des différents plans avec le SRCAE

Source : SRCAE HN

Le SRCAE s'articule autour de 9 défis se déclinant en plusieurs orientations. Dans le cadre de l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme, il s'agit de prendre en compte le défi n°4 :

#### ✓ Aménager durablement le territoire et favoriser les nouvelles mobilités

« Le SRCAE de Haute-Normandie porte l'ambition d'un aménagement régional durable, propice à une diminution de l'usage de la voiture individuelle, à la réduction de l'exposition des populations, à la pollution atmosphérique, au développement des énergies renouvelables, à la préservation des stocks carbone du territoire et à son adaptation au changement climatique. Il est donc nécessaire d'assurer une utilisation optimale des outils d'aménagement et des documents d'urbanisme. »

### 3.1.2.3. Le Plan Climat Energie Territorial

La prise de conscience vis-à-vis du changement climatique a poussé certains territoires à s'intéresser à leurs émissions de gaz à effet de serre. C'est ainsi que lancé dans la continuité du Plan Climat National et prévu par les P.R.Q.A., le Plan Climat Energie Territorial (P.C.E.T.) a vu le jour. Le P.C.E.T. est un document de gestion qui permet de :

- ✓ développer un plan d'action à moyen et court terme afin de réduire les émissions de G.E.S. sur le territoire ;
- ✓ identifier la dépendance des activités et habitants de la collectivité face aux énergies fossiles et d'en déduire la vulnérabilité économique en cas de réduction des réserves hydrocarbures ;
- ✓ développer les filières économiques basées sur les énergies renouvelables et les éco-matériaux ;
- ✓ envisager les enjeux d'adaptation du territoire aux effets potentiels du changement climatique.

Les P.C.E.T. doivent être compatibles avec le S.R.C.A.E. (présenté dans le paragraphe précédent 3.1.2.2).

**Aucun PCET n'est recensé sur la commune de Longroy. La communauté de Communes des Villes Sœurs ne possède pas de PCET, toutefois le département de la Seine-Maritime a mis en œuvre un PCET sur la période 2013 - 2018.**

Six axes prioritaires ont été identifiés pour l'élaboration du Plan Climat Énergie de la Seine-Maritime :

- Axe 1 : Être un Département exemplaire
- Axe 2 : Lutter contre la précarité énergétique
- Axe 3 : Diminuer l'impact de la mobilité sur le climat
- Axe 4 : Promouvoir un développement local et un aménagement durable du territoire seinomarin
- Axe 5 : Sensibiliser et mobiliser les partenaires extérieurs
- Axe 6 : S'adapter aux changements climatiques

**La révision de la carte communale de Longroy prendra en compte le PCET de la Seine-Maritime.**

### 3.1.3. Qualité des sols et du sous-sol

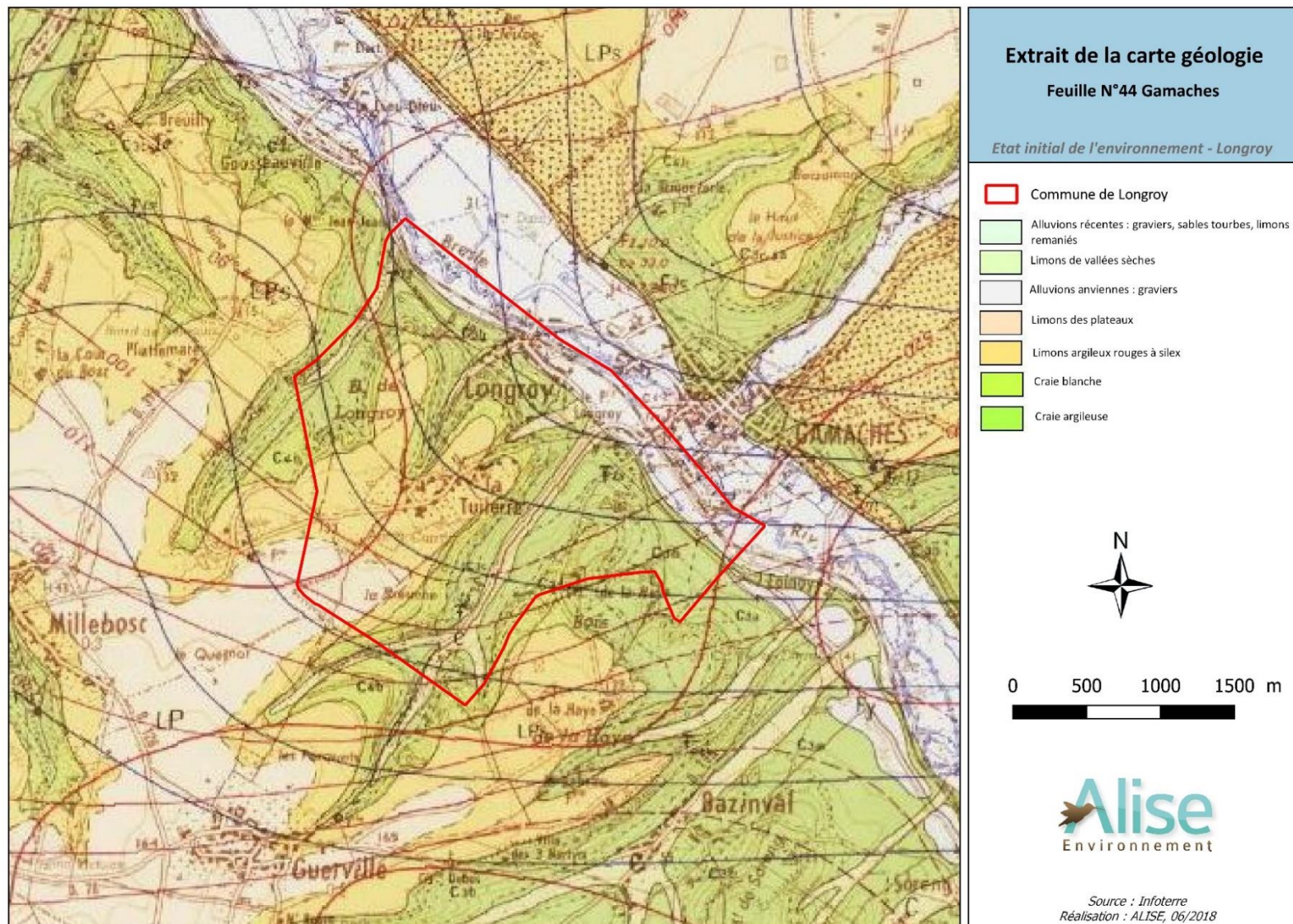
*Les sites et sols pollués ou potentiellement pollués sont présentés dans la partie risques anthropiques.*

#### 3.1.3.1. Le contexte géologique

Du point de vue géologique, la zone d'étude se situe au sein du bassin parisien.

Un extrait de la carte géologique n°44 de Gamaches au 1/50 000 (BRGM) est présenté ci-dessous. D'après cette carte, les formations géologiques se trouvant à l'affleurement dans la commune sont les suivantes :

- Alluvions récentes et anciennes
- Limons des plateaux et de vallées sèches
- Craie blanche et argileuse



**Figure 3 : Extrait de la carte géologique**  
Source : Feuille n°44 Gamaches au 1/50 000 (BRGM)



### 3.1.3.2. Captages et périmètres de protection

Les articles L.1321-1 et R.1321-13 du Code de la Santé Publique définissent les trois périmètres de protection pouvant être rencontrés autour d'un point de prélèvement d'eau destiné à l'alimentation :

- ✓ **un périmètre de protection immédiat**, dont les limites sont établies afin d'interdire toute introduction directe de substances polluantes dans l'eau prélevée et d'empêcher la dégradation des ouvrages ;
- ✓ **un périmètre de protection rapproché** à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes sortes d'installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagements ou occupation des sols de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux ;
- ✓ **un périmètre de protection éloigné** à l'intérieur duquel peuvent être réglementées les installations, activités et travaux mentionnés ci-dessus.

*Les périmètres de protection sont définis après une étude hydrogéologique réalisée par un hydrogéologue agréé et prescrits par une Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.).*

**D'après les informations de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) de Normandie, la commune de Longroy ne possède pas de captage et n'est pas impactée par les périmètres de protection afférents.**

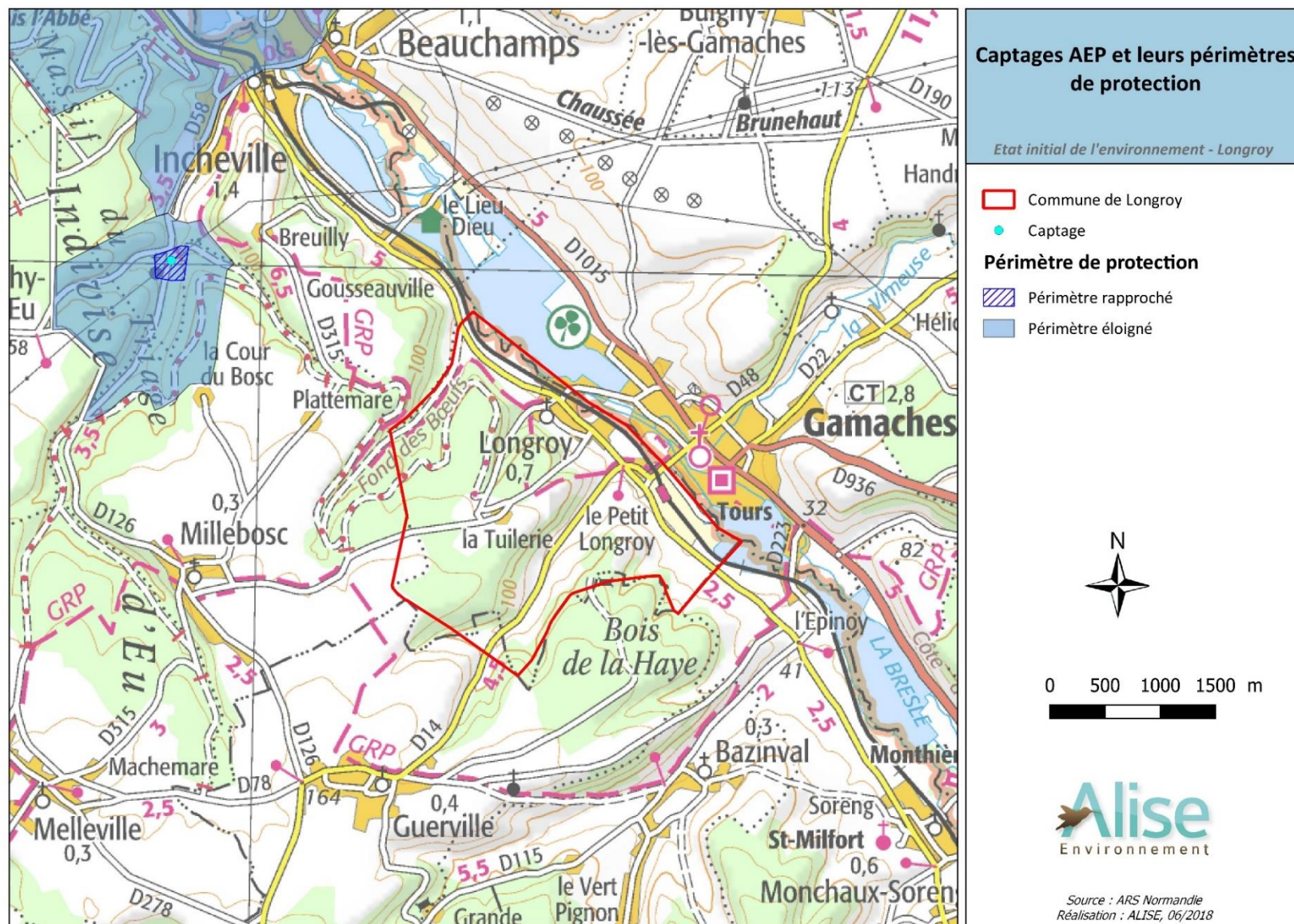


Figure 4 : Localisation des captages d'alimentation en eau potable et leurs périmètres de protection  
Source : ARS Normandie

### 3.1.4. Contexte hydrologique

#### 3.1.4.1. Contexte réglementaire

##### ❖ S.D.A.G.E.

Créé par la loi sur l'eau de 1992, le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Cette gestion s'organise à l'échelle des territoires hydro-géographiques cohérents que sont les six grands bassins versants de la métropole ainsi que les quatre bassins des DOM.

Outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau prévu pour une période quinquennale, le S.D.A.G.E. est accompagné d'un programme de mesures qui décline ses orientations en moyens (réglementaires, techniques, financiers) et en actions permettant de répondre à l'objectif ambitieux pour chaque unité hydrographique. Le S.D.A.G.E. est également le cadre de cohérence pour les S.A.G.E. (**Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux**).

**La commune de Longroy dépend du S.D.A.G.E. Seine-Normandie adopté le 5 novembre 2015.**

C'est un document de planification qui fixe, pour une période de six ans, « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux » (article L212-1 du code de l'environnement).

Le schéma 2016-2021, adopté par le Comité de bassin le 5 novembre 2015, fixe 5 enjeux majeurs :

- Préserver l'environnement et sauvegarder la santé en améliorant la qualité de l'eau et des milieux aquatiques de la source à la mer ;
- Anticiper les situations de crise en relation avec le changement climatique pour une gestion quantitative équilibrée et économe des ressources en eau : inondations et sécheresses ;
- Favoriser un financement ambitieux et équilibré de la politique de l'eau ;
- Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locale ;
- Améliorer les connaissances spécifiques sur la qualité de l'eau, sur le fonctionnement des milieux aquatiques et sur l'impact du changement climatique pour orienter les prises de décisions.

Certaines dispositions du S.D.A.G.E. s'appliqueront directement à la révision de la carte communale, notamment :

- ✓ Disposition D6.102 : « Développer les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires » ;
- ✓ Disposition D7.128 : « Garantir la maîtrise de l'usage du sol pour l'AEP future » ;
- ✓ Disposition D7.137 : « Anticiper les effets attendus du changement climatique » ;
- ✓ Disposition D8.139 : « Prendre en compte et préserver les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme » ;
- ✓ Disposition D8.142 : « Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets » ;
- ✓ Disposition D8.143 : « Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée » ;
- ✓ Disposition L1.161 : « Elaborer et préciser les scénarii globaux d'évolution pour modéliser les situations futures sur le bassin » ;

- ✓ Disposition L2.163 : « Renforcer la synergie, la coopération et la gouvernance entre les acteurs du domaine de l'eau, des inondations, du milieu marin et de la cohérence écologique » ;
- ✓ Disposition L2.168 : « Favoriser la participation des commissions locales de l'eau lors de l'élaboration, la révision et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme (SCOT, PLU et carte communale) avec la SAGE » ;

#### ❖ SAGE

Le **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)** est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Il doit être compatible avec le S.D.A.G.E. Les S.A.G.E. constituent des outils d'orientation et de planification de la politique de l'eau au niveau local ; ainsi ils permettent de :

- ✓ fixer des objectifs de qualité à atteindre dans un délai donné,
- ✓ définir des objectifs de répartition de la ressource en eau entre les différents usages,
- ✓ identifier et protéger les milieux aquatiques sensibles,
- ✓ définir des actions de protection de la ressource et de lutte contre les inondations.

Les documents d'urbanisme doivent être mis en compatibilité avec le SAGE, dans un délai de 3 ans après l'approbation de ce dernier.

**Longroy appartient au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vallée de la Bresle.**

Le SAGE de la Vallée de la Bresle a été approuvé par arrêté préfectoral le 18 août 2016.

#### **Les enjeux du S.A.G.E. sont les suivants :**

- ✓ Préserver et améliorer l'état qualitatif des masses d'eau souterraine et de surface par la réduction des pressions polluantes à la source
- ✓ Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques
- ✓ Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations
- ✓ Gérer durablement la ressource en eau potable
- ✓ Faire vivre le SAGE

Certaines dispositions du SAGE s'appliqueront directement à la révision de la carte communale, notamment :

- ✓ Disposition 56 : "protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme"
- ✓ Disposition 65 "protéger les éléments fixes du paysage jouant un rôle hydraulique à travers les documents d'urbanisme",
- ✓ Disposition 72 " gérer les eaux pluviales issues des surfaces aménagées"

#### **3.1.4.2. Réseau hydrographique**

Le territoire de Longroy est traversé, en limite nord-est, par la rivière de la Bresle et certains de ses affluents. La commune compte aussi des plans d'eau.

D'après l'ETPB de la Bresle, la commune est située entièrement sur le bassin versant de la Bresle.



Photo 1 : Rivière de la Bresle



## 3.2. MILIEU HUMAIN

### 3.2.1. Les risques majeurs

Le risque majeur est la possibilité d'un événement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, d'occasionner des dommages importants et de dépasser les capacités de réaction de la société.

La commune de Longroy est soumise au Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM). Il a pour but d'informer la population sur les risques existants et les moyens de s'en protéger.

On distingue les risques naturels des risques technologiques, d'origine anthropique. **Huit risques naturels principaux sont prévisibles sur le territoire national** : inondations, séismes, éruptions volcaniques, mouvements de terrain, avalanches, feux de forêt, cyclones et tempêtes.

**Les risques technologiques, sont au nombre de quatre** : risque industriel, risque nucléaire, risque de transport de matières dangereuses et risque de rupture de barrage.

D'après la base de données Géorisques, la commune de Longroy est exposée au risque majeur suivant :

- Inondation ;
- Mouvement de terrain ;
- Séisme (zone de sismicité 1) ;
- Transport de marchandises dangereuses.

### 3.2.2. Arrêtés de catastrophes naturelles

Cinq arrêtés de catastrophes naturelles de type inondations, coulées de boue et mouvement de terrain ont été pris ces dernières années sur la commune de Longroy :

Tableau 3: Arrêté des catastrophes naturelles sur Romilly-sur-Andelle

Source : Géorisques

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du
Inondations, coulées de boue, glissements et choc mécaniques liés à l'action des vagues	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999
Inondations et coulées de boue	20/12/1993	24/12/1993	11/01/1994
Inondations et coulées de boue	17/01/1995	05/02/1995	21/02/1995
Inondations et coulées de boue	17/07/1997	17/07/1997	12/03/1998
Inondations et coulées de boue	06/06/1998	06/06/1998	18/09/1998

### **3.2.3. Les risques naturels**

#### **3.2.3.1. Le risque inondation**

Les inondations constituent un risque majeur sur le territoire national. L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Les crues des rivières proviennent des fortes pluies. On distingue les crues par débordement direct (le cours d'eau sort de son lit mineur pour occuper son lit majeur) et les crues par débordement indirect (remontée de la nappe alluviale). Elles ont lieu à la suite de longs épisodes pluvieux impliquant l'ensemble du bassin. Elles sont souvent prévisibles. Dans les secteurs où la topographie est marquée, existe également un risque de ruissellement en cas de fortes précipitations pouvant provoquer de graves dégâts.

Parmi les facteurs aggravant le phénomène de pluviosité du fait de leur incidence sur le régime du cours d'eau, on peut citer :

- ✓ les aménagements urbains,
- ✓ l'imperméabilisation des surfaces,
- ✓ la disparition des champs d'expansion des crues,
- ✓ le mauvais entretien d'ouvrages hydrauliques anciens ou de certains cours d'eau,

**RAPPEL** : En application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme, le projet pourra être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

**Sur le territoire de Longroy, le risque inondation se manifeste principalement par les remontées de nappes (le long de la Bresle) et les ruissellements. D'après les données de l'EPTB Bresle, très peu de secteur sont soumis au risque inondation par débordement de cours d'eau.**

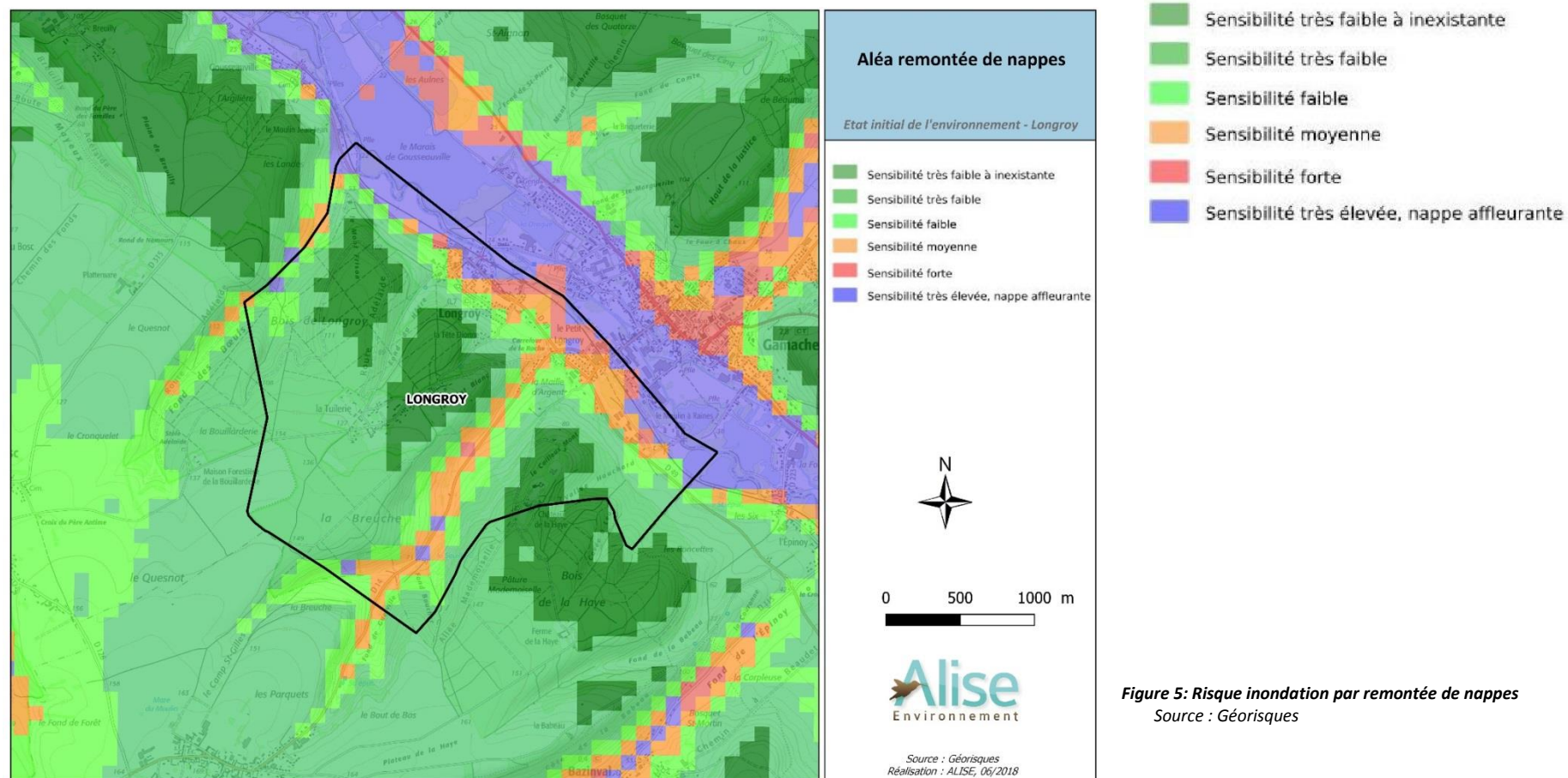
**D'origine naturelle ou créée par l'anthropisation et notamment les pratiques agricoles, l'inondation est un risque qui ne peut être négligé car ses conséquences sur le plan matériel ou sur le plan humain peuvent être lourdes.**

**D'après les données de Géorisques, la commune de Longroy n'est pas incluse à un périmètre de Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondations.**

### ❖ Le risque inondation par remontée de nappes

Au vu de sa localisation dans le fond de la Vallée de la Bresle, la commune de Longroy est sujette au risque inondation par remontées de nappes. D'après la carte ci-dessous, l'aléa de risque de remontée de nappe varie d'une sensibilité très faible à une sensibilité très élevée (le long de la Bresle).

**RAPPEL :** en application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme, le projet pourra être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.



**Figure 5: Risque inondation par remontée de nappes**  
Source : Géorisques

### ❖ **Le risque inondation par ruissellement**

Le ruissellement est la circulation de l'eau qui se produit sur les bassins versants en dehors du réseau hydrographique lors d'un événement pluvieux. Sa concentration provoque une montée rapide des débits des cours d'eau, pouvant être amplifiée par la contribution des nappes souterraines. Le ruissellement est d'autant plus important que les terrains sont plus imperméables, le tapis végétal plus faible, la pente plus forte et les précipitations plus violentes. Mais il demeure un phénomène naturel que l'on ne peut pas empêcher.

**RAPPEL** : En application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme, le projet pourra être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Un Schéma de Gestion des Eaux Pluviales a été réalisé sur la commune de Longroy. Ce schéma est présenté à la Figure 6 page suivante. Plusieurs axes de ruissellement traversent la commune selon une orientation sud-ouest / nord-est, vers la vallée de la Bresle. De plus, une étude hydraulique de sous bassin conduite par l'EPTB Bresle (SOGETI, 2012) apporte plus d'information en matière de risques de ruissellements sur le territoire communal.

#### - **Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SGEP)**

La commune de LONGROY a engagé une procédure d'élaboration de Schéma de Gestion des eaux pluviales (SGEP), afin de qualifier le risque inondation par ruissellement. Ce dernier a été réalisé à l'échelle de la commune en juillet 2010 par le bureau d'études SOGETI Ingénierie.

Le Schéma de Gestion des Eaux Pluviales permettra d'intégrer un volet hydrologie et inondation dans la carte communale projetée. Ce volet a pour but :

- de recenser les secteurs pouvant faire l'objet de ruissellements naturels concentrés. Toute urbanisation future d'une parcelle située dans un « secteur d'expansion des ruissellements » devra faire l'objet d'une **étude hydraulique fine** sur la base de **levés topographiques**, afin de déterminer la position exacte du thalweg et l'emprise maximale de la zone de passage des eaux sur le terrain en cas de crue centennale, pour **éviter toute construction en zone inondable**.
- de recenser les zones ayant connu des inondations par remontée de nappe et débordement de la Bresle (cartographie issue de l'Atlas des Zones Inondables de la Bresle).
- de veiller à ne pas aggraver les risques, en cartographiant les secteurs bâtis vulnérables connus.

Dans le volet hydrologie, pour chaque sous bassin versant, deux points sont abordés :

1- **Analyse du fonctionnement hydrologique** (axes d'écoulement, ouvrage hydraulique, ...)

#### 2- **Recensement des secteurs ayant connus des inondations :**

Les zones ayant déjà été inondées sont identifiées : axes d'écoulements, points bas ainsi qu'habitations. Les informations retenues pour cartographier ces zones sont les déclarations de catastrophes naturelles, les déclarations des élus ainsi que des propriétaires eux-mêmes.



Pour des raisons de lisibilité, les voiries ayant déjà été inondées ne sont pas cartographiées en tant que telles sur la planche A0 (cf. annexe). Elles figurent néanmoins dans les zones d'expansions des ruissellements. De plus, il est spécifié dans cette étude l'origine de ces ruissellements catastrophiques (thalweg naturel ou ruissellement de voirie).

Par conséquent :

- Il est possible que la détermination de la zone inondée ne soit pas exhaustive (selon la nature de l'inondation, la qualité des informations transmises...).
- Les habitations situées hors zone inondée ne sont pas exemptes de risque à l'avenir (avaloir bouché, retournement d'une prairie en amont ...).
- L'ensemble de ces secteurs ayant connus des inondations est repris dans le tableau en annexe.

### 3 - Description des secteurs à risque de ruissellements naturels concentrés :

- En milieu naturel, les axes d'écoulement sont cartographiés sur 25 à 50 mètres de large, selon la morphologie locale. L'observation hydrologique étant réalisée en l'absence de levés topographiques, cette largeur maximale est donnée à titre indicatif, elle doit permettre d'intégrer les divagations possibles des ruissellements concentrés.
- En milieu urbanisé, la présente étude reprend la localisation des réseaux pluviaux et autres ouvrages hydrauliques sur la cartographie.

Pour représenter les secteurs d'expansions des ruissellements établis à l'œil nu, sans levés topographiques, correspondants aux secteurs inondables lors de forts épisodes pluvieux, 3 types de largeurs ont été attribués aux axes de thalwegs :

- La largeur de la route soit environ **10 m** (c'est-à-dire 5m de part et d'autre de l'axe) est donnée lorsque les eaux pluviales empruntent un tracé routier et que les ruissellements ne sont pas susceptibles de s'étendre dans les parcelles longeant la voirie.
- Une largeur moyenne de **25 m** (soit 12,5m de part et d'autre de l'axe) est attribuée aux axes suffisamment marqués, lorsque le relief permet de les discerner avec une relative précision.
- Enfin, une largeur de **50 m** (soit 25m de part et d'autre) est donnée aux axes peu marqués, lorsqu'il est difficile de les localiser géographiquement. Cette largeur est également attribuée quand il existe des incertitudes quant au report cartographique de l'axe de thalweg à l'échelle parcellaire.

Ces largeurs ont parfois été ajustées au cas par cas en fonction des particularités locales (présence d'un talus faisant obstacle aux écoulements par exemple).

## **SYNTHESE DU SGEP**

La **pluviométrie moyenne annuelle** de la région, évaluée au niveau de la station météorologique de ROUEN BOOS est d'environ **820 mm** (période 1969-2004). Les pluies d'hiver et les pluies d'orage peuvent être à l'origine des désordres hydrauliques rencontrés sur la commune.

La commune de LONGROY présente la particularité d'avoir un territoire constitué en majeure partie de versants drainés par plusieurs thalwegs dont les exutoires se situent dans la vallée de la Bresle.

Les pentes constituent un facteur important dans l'apparition du phénomène de ruissellement. L'occupation des sols des plateaux et des versants fait donc l'objet d'une attention particulière.

L'occupation des sols est dominée par les **forêts** qui représentent **53%** de la superficie de la commune. Viennent ensuite les **prairies** qui représentent **27%** de la superficie communale.

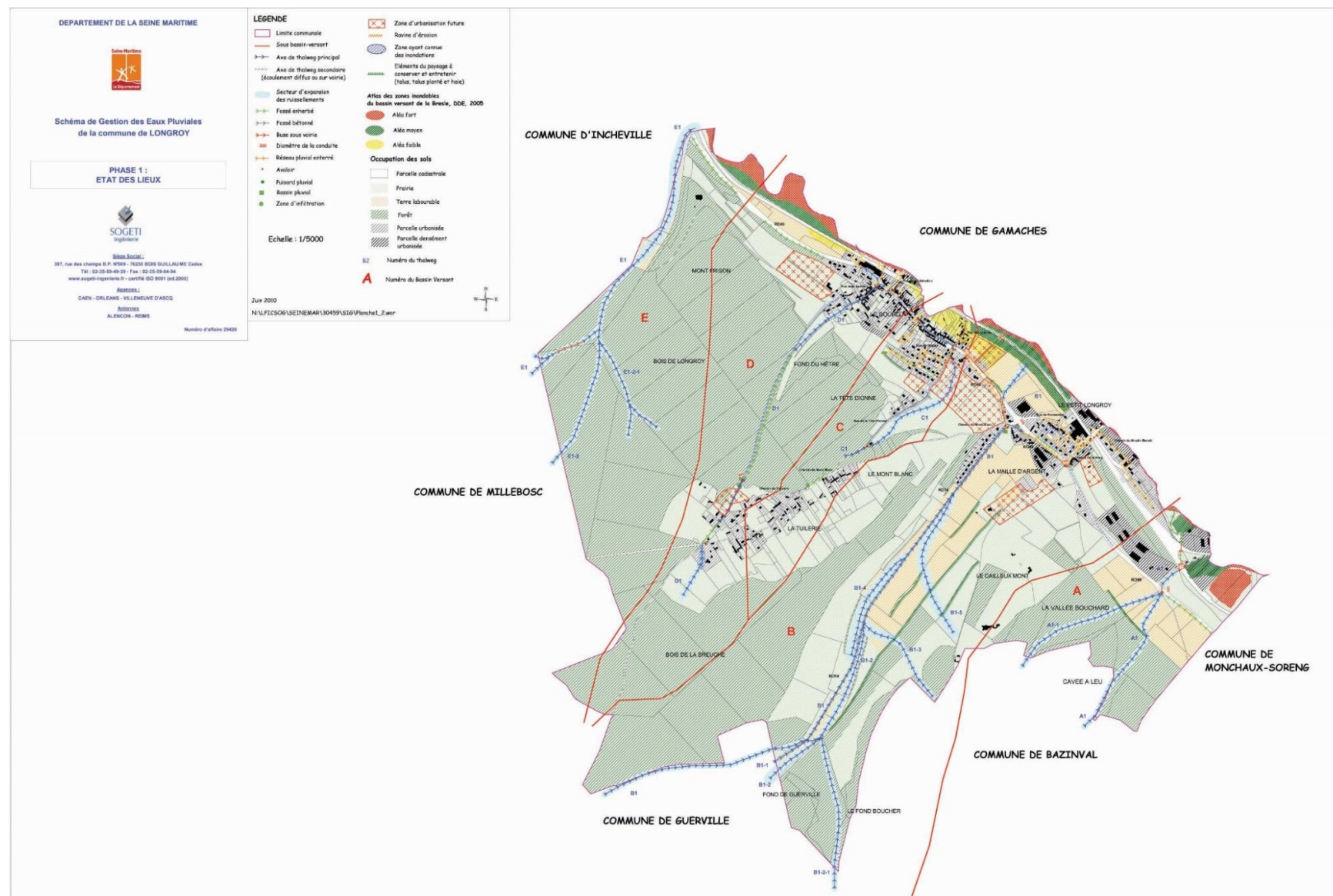
Elles se situent principalement autour du bourg et des hameaux. Les **surfaces imperméabilisées** occupent **12%** du territoire communal et se situent principalement dans la vallée de Bresle excepté le hameau de la Tuilerie situé sur le plateau. Enfin, les **terres labourables** représentent **8%** de la surface de la commune. Elles se situent principalement le long de la RD14.

Quelques dysfonctionnements hydrauliques ressortent du diagnostic hydraulique : **stagnation d'eaux de ruissellement, expansion des axes de ruissellement jusqu'au niveau d'habitations, à l'origine d'inondations de jardins, et parfois d'intérieurs d'habitations, inondation par remontée de nappe**. La plupart de ces dysfonctionnements sont réguliers, lors de fortes pluies.

**Le réseau pluvial, morcelé présente plusieurs dysfonctionnements en lien avec la vétusté des réseaux et l'influence aval de la Bresle.**

L'ensemble est repris sur la planche A0, repris en annexe, afin de localiser notamment les axes de thalweg et les zones d'expansion des ruissellements.

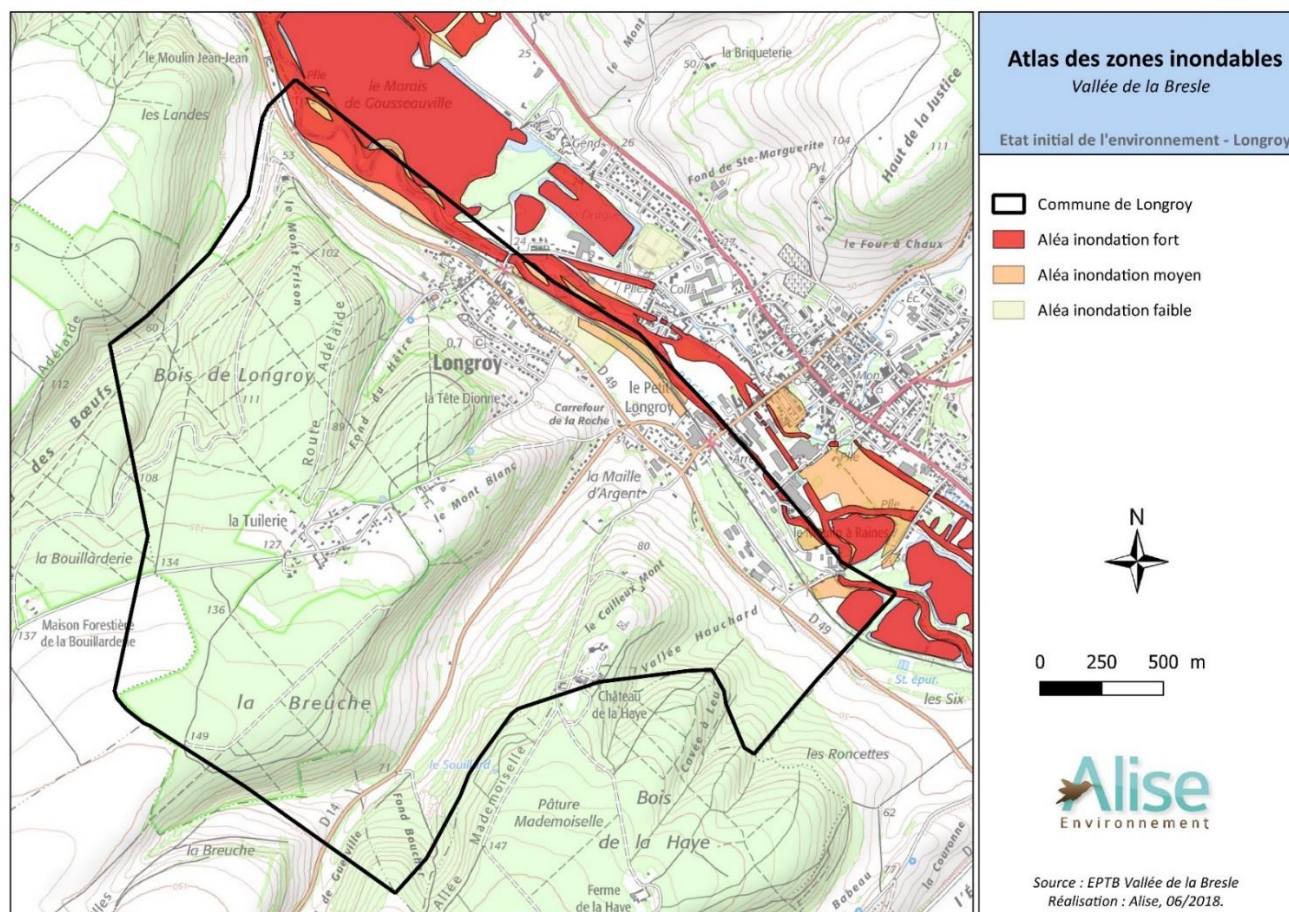
L'objectif d'un tel diagnostic est de connaître le fonctionnement global de l'ensemble de la commune. La **phase 2** de la présente étude s'attachera à réaliser une **modélisation hydrologique et hydraulique** afin d'estimer les **volumes et débits ruisselés** à l'exutoire de chaque sous bassin versant et aux nœuds hydrauliques et de localiser les insuffisances du réseau pluvial. Les modèles réalisés permettront à terme de dimensionner les ouvrages hydrauliques à créer et de présenter un zonage d'assainissement pluvial lors de la **phase 3 de propositions d'aménagement**.



**Figure 6 : Schéma de Gestion des Eaux pluviales**  
Source : SOGETI Ingénierie

### ❖ Le risque inondation par débordement de cours d'eau

La commune est soumise au risque inondation par débordement de cours d'eau. L'établissement de bassin versant (EPTB Bresle) possède une cartographie des zones inondables de l'ensemble du fond de vallée de la Bresle. Ainsi, l'Atlas des Zones Inondable recense sur la commune de Longroy des zones variant d'un aléa fort à faible. Ces secteurs sont principalement localisés à proximité de la rivière ou de ses affluents. Peu de secteurs du centre-ville de Longroy sont impactés par le risque inondation par débordement de la Bresle.



**Figure 7 : Atlas des zones inondables à Longroy**  
Source : EPTB Vallée de la Bresle



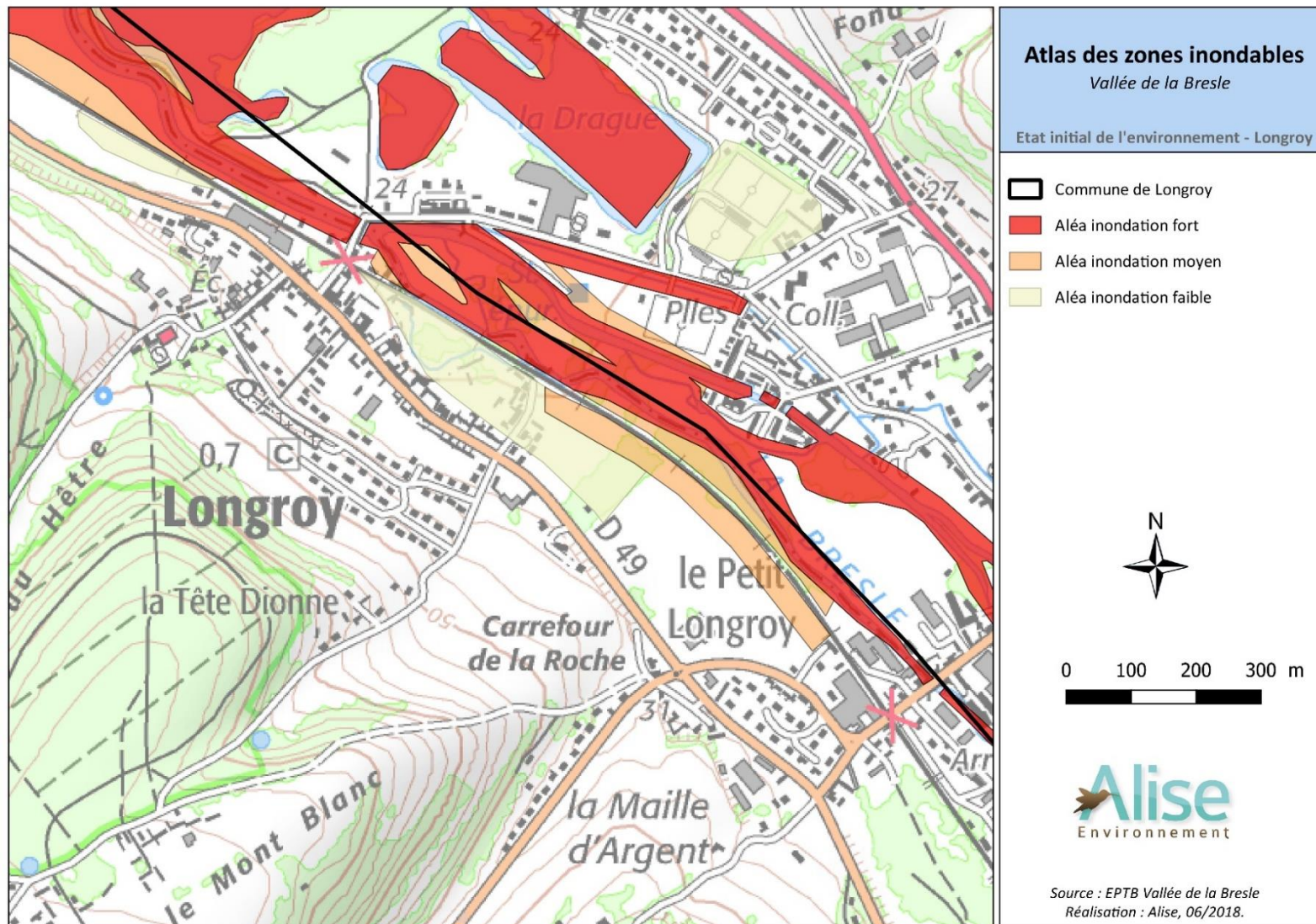


Figure 8 : Atlas des zones inondables à Longroy - Zoom sur le centre-ville  
Source : EPTB Vallée de la Bresle

### 3.2.3.2. Le risque « Mouvements de terrains »

Les mouvements de terrain concernent l'ensemble des déplacements du sol ou du sous-sol, qu'ils soient d'origine naturelle ou anthropique (occasionnés par l'homme). On distingue :

- ✓ les affaissements et les effondrements de cavités souterraines d'origine naturelle (vides karstiques) ou anthropique (marnières),
- ✓ les chutes de pierre et éboulements,
- ✓ les glissements de terrain,
- ✓ les avancées de dunes,
- ✓ les modifications des berges de cours d'eau et du littoral,
- ✓ les tassements de terrain provoqués par les alternances de sécheresse et de réhydratation des sols,
- ✓ le retrait-gonflement des argiles.

**Longroy est concernée par un faible retrait gonflement des argiles et par la présence de cavités souterraines.**

#### ❖ Les risque retrait gonflement des argiles

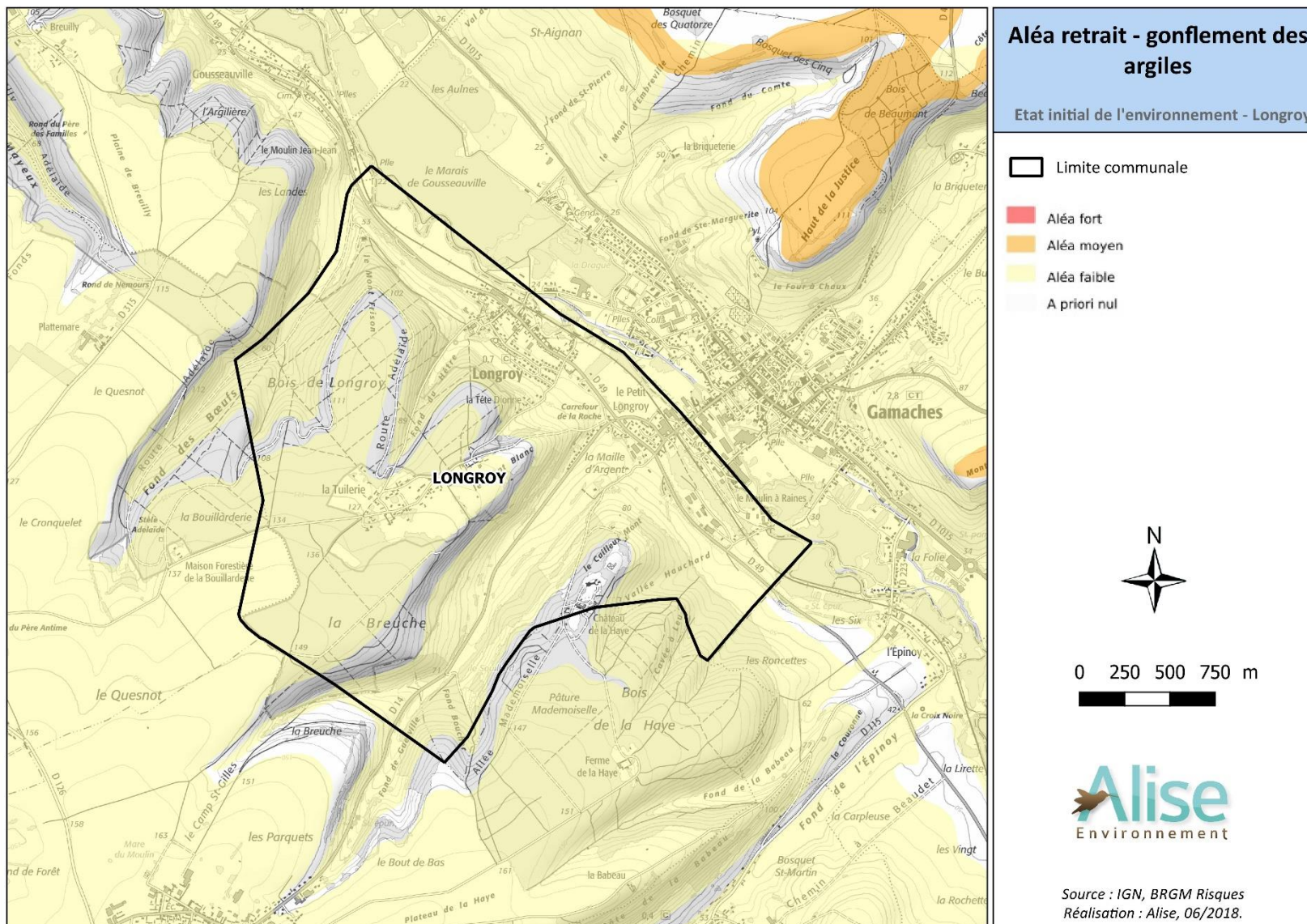
Ce risque se manifeste dans les sols argileux et est lié aux variations en eau du terrain. En effet, la consistance de l'argile est modifiée selon la teneur en eau : asséchée, le matériau est dur et cassant, alors qu'un certain degré d'humidité le fait se transformer en matériau plastique et malléable. Ces modifications de consistance peuvent s'accompagner de variations du volume. Lors des périodes de sécheresse, le manque d'eau entraîne un tassement irrégulier du sol en surface = **retrait**. L'apport d'eau sur ces terrains produit un phénomène de **gonflement**. Ce phénomène ne constitue pas un danger pour les populations mais peut engendrer des dégradations des bâtiments à fondations superficielles.

**D'après la carte ci-dessous, sur Longroy, l'aléa retrait et gonflement des argiles est « faible »**, c'est-à-dire qu'un sinistre est possible en cas de sécheresse importante. Les désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol).

D'après le BRGM, en présence de sols argileux, les pétitionnaires devront prendre les précautions et dispositions pour s'assurer de la stabilité du sol, avec notamment la réalisation d'études et de sondages de grande profondeur. Ce règlement type concerne essentiellement les constructions nouvelles et laisse le choix entre la réalisation d'une étude géotechnique avant construction et la mise en œuvre de mesures forfaitaires.

Ce risque n'implique aucune contrainte particulière pour la révision de la carte communale ou pour les constructions à venir.

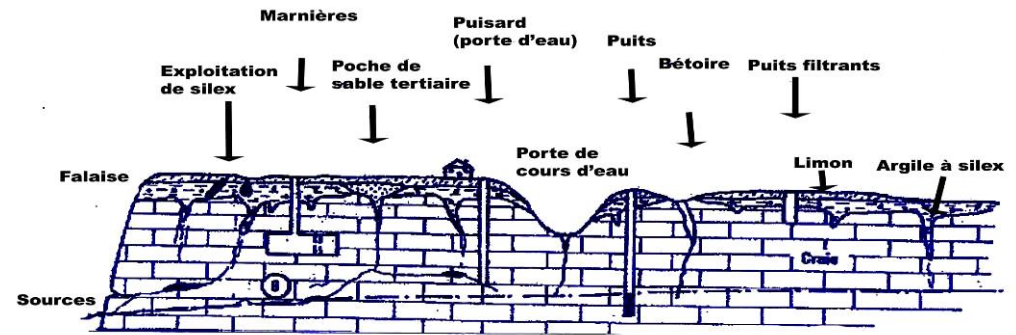




**Figure 9 : Aléa retrait - gonflement des argiles**  
 Source : BRGM Risques

### ❖ Les cavités souterraines

Le département de la Seine Maritime est soumis à des risques liés à la présence de nombreuses cavités souterraines correspondant à des phénomènes naturels ou d'exploitations humaine. En 1997, une analyse statistique menée sur 62 marnières dans le département de Seine-Maritime menée par le BRGM (Bureau de Recherche Géologique Minière) a permis d'identifier que dans 98% des cas leur dimension maximale était inférieure ou égale à 55 m. Bien que leur inventaire reste difficile à réaliser, le nombre de marnières creusées en Seine-Maritime est de l'ordre de 80 000. Les informations dont dispose l'Etat proviennent des recensements ou déclarations correspondants à des indices de surfaces (puits d'accès, affaissement, effondrement et informations locales). Par ailleurs, les déclarations d'ouverture de marnière enregistrées aux archives communales ou départementales depuis 1853 constituent des sources pour la localisation des marnières.



#### a. Les indices d'origine anthropique

- Cavités anthropique- Source archives,
- Cavités anthropique- Source témoignage oral,
- Cavités anthropique- Source terrain,
- Parcelle Napoléonienne avec déclaration d'exploitation
- Indice linéaire d'origine anthropique – Source archives, témoignage oral ou terrain

#### b. Les indices d'origine indéterminée

- Indice indéterminé - Source archives,
- Indice indéterminé - Source témoignage oral,
- Indice indéterminé - Source terrain,
- Indice linéaire indéterminé – Source archives, témoignage oral ou terrain

#### c. Les indices d'origine karstique ou en relation avec un vide anthropique

- Bétoire supposée – Source archives,
- Bétoire fonctionnelle – Source témoignage oral,
- Bétoire supposée – Source témoignage oral,
- Bétoire fonctionnelle – Source terrain,
- Bétoire supposée – Source terrain



**d. Autres**

- Puits à eau, puisards, béttoire aménagée – Source archives,
- Puits à eau, puisards, béttoire aménagée – Source témoignage oral,
- Puits à eau, puisards, béttoire aménagée – Source terrain,
- Carrière à ciel ouvert, remblayée ou non,
- Parcelle avec déclaration d'exploitation à ciel ouvert,
- Indice traité.

**e. La méthodologie**

La méthodologie retenue pour l'identification des aléas est la suivante :

- recherche aux archives communales et départementales afin d'analyser les déclarations d'ouvertures de carrières,
- analyse de différents cadastres (napoléonien, ...),
- intégration des données issues du BRGM,
- étude des cartes et des plans
- interrogation des élus et des exploitants agricoles,
- consultation et analyse de différentes photos aériennes afin de détecter des zones d'ombre, relief, ...,
- observations de terrains,
- report sur le cadastre.

➤ **La doctrine de l'Etat suivant les périmètres de protection**

Les périmètres de protection varient suivant l'indice découvert. En effet, autour des indices de cavités souterraines, des périmètres d'un rayon de 60 m (pour les indices liés à la présence de marnières) ou de 35 m (pour les indices karstiques, béttoires) sont à instaurer.

Dans certains cas, lorsque des indices n'ont pu être localisés précisément, des parcelles napoléoniennes font référence du risque. C'est alors un périmètre de rayon de 60 mètres qui s'appliquent autour de la parcelle concernée.

➤ **La levée des risques et les périmètres de protection**

Ces différents périmètres entraînent l'inconstructibilité des zones. Par contre, en cas d'études de sol (sondages, décapages, ou toutes autres techniques) et finalement rebouchage quand l'indice a été retrouvé, le terrain devient constructible.

➤ **La gestion de l'existant dans les secteurs de risques**

Toutefois, dans les espaces concernés par des périmètres de protection, le règlement autorise :

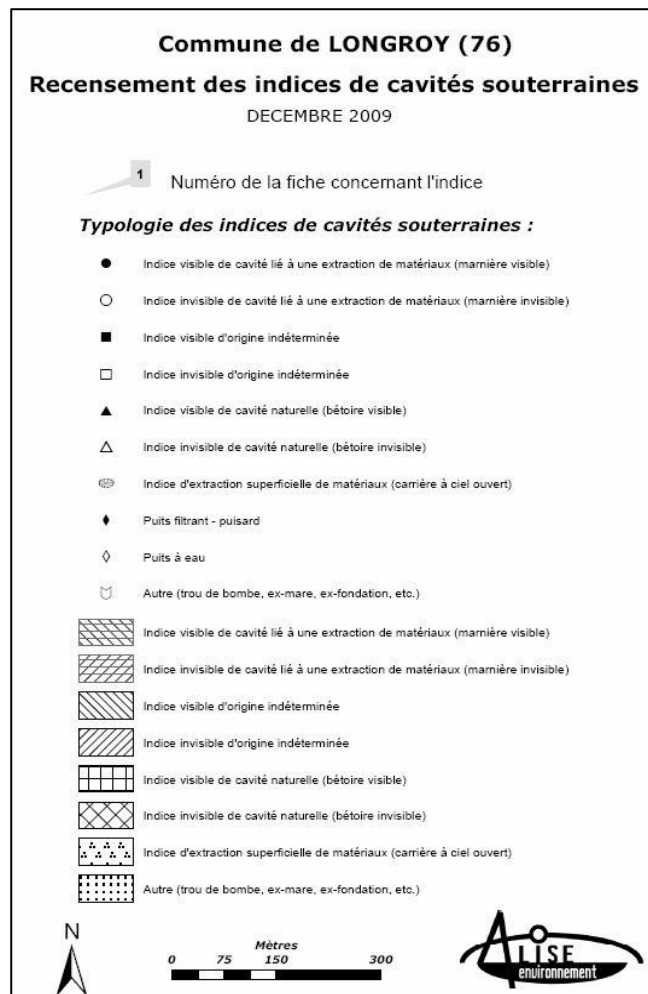
- Les extensions mesurées des constructions existantes pour l'amélioration du confort des habitations, sous réserve que ces travaux n'aient pas pour effet d'augmenter le nombre de logements ainsi que leurs annexes de faible emprise, jointives ou non,
- Les reconstructions après sinistre sauf si ce sinistre est lié à un effondrement du sol,
- Les aménagements ayant pour objet de vérifier ou supprimer les risques,
- Les voiries ou ouvrages techniques.

➤ **La gestion du risque en cas de découverte d'un nouvel indice**

Il est possible que de nouveaux indices soient découverts après l'approbation du plan local d'urbanisme. Dans ce cas, l'article L.563-6 II du code de l'environnement fait obligation au maire de communiquer sans délai, au représentant de l'Etat dans le département et au président du conseil général les éléments dont il dispose à ce sujet. Les permis de construire sont alors instruits sur la base de ces nouveaux éléments et il sera opposé un refus en application de l'article R.111-2 si la construction projetée est "de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique". Concrètement, le périmètre de protection habituel (rayon de 60 m en cas de suspicion de marnière) sera inconstructible. Parallèlement, le plan local d'urbanisme ne pourra le prendre en compte que lors de sa prochaine révision (pas de mise à jour possible). Il est donc important de rappeler que le recensement qui est intégré dans le plan local d'urbanisme fait état de la connaissance du risque au moment de l'approbation du PLU, cette connaissance étant susceptible d'évoluer alors que le document reste figé jusqu'à une prochaine révision. En tout état de cause, c'est bien la connaissance du risque actualisée qui sera prise en compte pour les autorisations d'urbanisme, en application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.

Afin de localiser les indices de vides, la commune a engagé une étude. Ainsi le bureau d'études Alise Environnement a recensé, en 2009, les indices de vides présents sur la commune. **L'ensemble des indices recensés est présenté sur une cartographie page suivante et jointe en annexe de ce rapport.**

Au total, 37 indices de cavités souterraines ont été recensés. La Figure 10 ci-dessous présente la localisation des indices de cavités souterraines sur la commune de Longroy.



**Figure 10 : Localisation des cavités souterraines**

### 3.2.3.3. Risques sismiques

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Il provient de la fracturation des roches en profondeur ; celle-ci est due à l'accumulation d'une grande énergie qui se libère, créant des failles, au moment où le seuil de rupture mécanique des roches est atteint. Les dégâts observés en surface sont fonction de l'amplitude, la fréquence et la durée des vibrations.

En application de l'article R. 563-5 du Code de l'environnement, les règles de classification et de construction parasismique pour les bâtiments de la classe dite « à risque normal » sont définies par l'**Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »**.

Ce nouvel arrêté découle des décrets suivants :

- décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique,
- décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.

Pour chaque commune, il est défini cinq zones de sismicité croissante selon l'aléa sismique :

- ⇒ Zone de sismicité 1 (très faible),
- ⇒ Zone de sismicité 2 (faible),
- ⇒ Zone de sismicité 3 (modérée),
- ⇒ Zone de sismicité 4 (moyenne),
- ⇒ Zone de sismicité 5 (forte).

**Selon les données disponibles sur la base de données Géorisques, le territoire de Longroy est classé en zone de sismicité 1, c'est-à-dire que le risque sismique est très faible.**



### **3.2.4. Les risques anthropiques**

#### **3.2.4.1. Le risque industriel**

Le risque industriel majeur se définit comme la potentialité de survenue d'un accident industriel majeur se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens ou l'environnement malgré les mesures de prévention et de protection prises.

Le risque industriel peut se développer dans chaque établissement mettant en jeu des produits ou des procédés dangereux. Afin d'en limiter la survenue et les conséquences, l'État a répertorié les établissements les plus dangereux et a soumis leur exploitation à la délivrance d'une autorisation préfectorale puis à des contrôles réguliers.

Ce risque peut présenter trois manifestations principales :

- ✓ risque toxique : propagation dans l'eau, l'air ou les sols de produits toxiques par inhalation, ingestion ou contact cutané,
- ✓ risque incendie : inflammation des produits solides, liquides ou gazeux et propagation,
- ✓ risque explosion : inflammation violente de gaz ou de poussières avec effet mécanique de souffle.

Les risques industriels répondent à deux régimes distincts :

- ✓ le régime établi par la directive européenne SEVESO II ;
- ✓ le régime des installations classées.

#### **3.2.4.2. Etablissements SEVESO II**

La directive européenne du 9 décembre 1996, dite **directive SEVESO II** et traduite en droit interne par l'arrêté ministériel du 10 mai 2000, concerne la prévention des risques d'accidents technologiques majeurs. Elle vise l'intégralité des établissements où sont présentes certaines substances dangereuses. Deux catégories sont distinguées suivant les quantités de substances dangereuses présentes : les établissements dits "seuil haut" et les établissements dits "seuils bas". La liste des installations soumises au "seuil haut" de la directive SEVESO II est étendue à certains dépôts de liquides inflammables (D.L.I.).

**Aucun établissement SEVESO II n'est recensé sur le territoire de Longroy.**

### 3.2.4.3. Installations classées

Le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, définit l'installation classée comme « *toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains [...]* ». Les installations classées appartiennent à différents régimes, qui peuvent être cumulés, en fonction de leur(s) activité(s). Ces régimes sont les suivants, par ordre croissant de contrainte auquel les établissements concernés sont soumis :

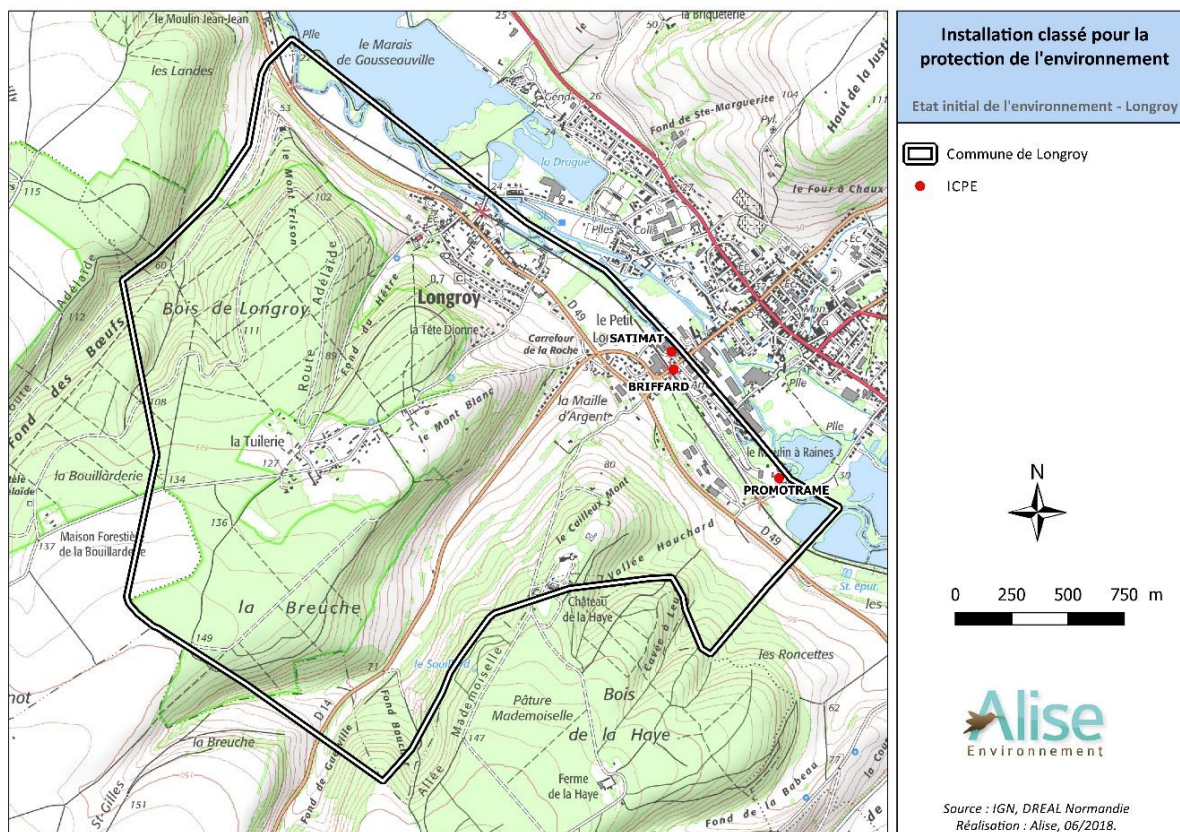
- ✓ non classé (NC),
- ✓ déclaration (D),
- ✓ déclaration avec contrôle (DC),
- ✓ enregistrement (E),
- ✓ autorisation (A),
- ✓ autorisation avec servitudes (AS).

**Le territoire de Longroy compte trois Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.**

**Tableau 4 : ICPE sur la commune de Longroy**

Source : Base des Installations Classées du Ministère de l'environnement de l'énergie et de la mer

Etablissement	Activité	Régime	Statut SEVESO	Localisation
BRIFFARD SARL	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation	Non seveso	14, Rue de Normandie
PROMOTRAME	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation	Non seveso	Chemin Moulin à Raines
SATIMAT	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Autorisation	Non seveso	15, Route de Normandie



**Figure 11 : Localisation des ICPE sur la commune de Longroy**  
Source : DREAL Normandie



**Photo 2 : ICPE PROMOTRAME**



**Photo 3 : ICPE SATIMAT**



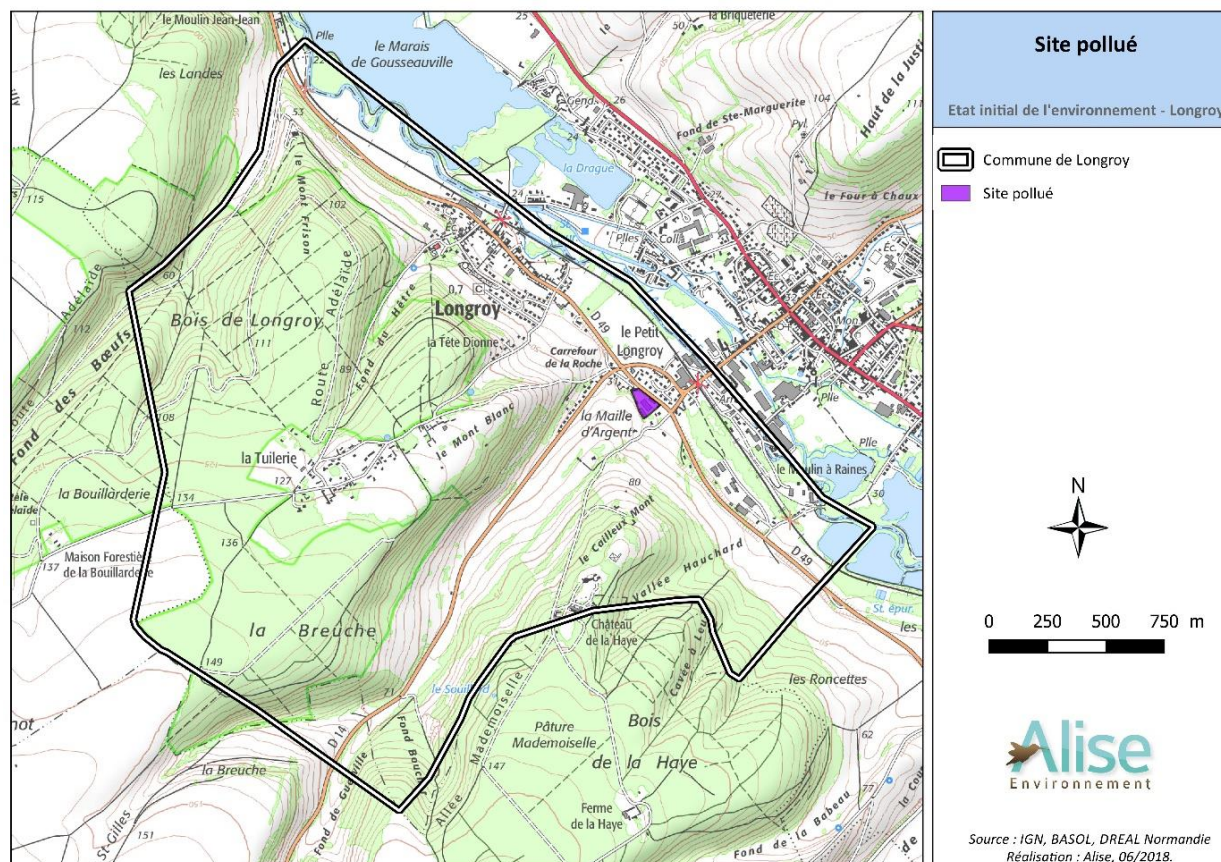
### 3.2.4.4. Sites et sols pollués

D'après la base de données BASOL, un site pollué est recensé au lieu-dit Le Petit Longroy. Ce site, nommé « Antigone », se situe en bordure de la route départementale RD 19. Une carte de localisation du site est présentée ci-après. Les bâtiments étaient au préalable occupés par une société spécialisée dans le parachèvement du verre. A la fermeture du site, de nombreux déchets non caractérisés ont été constatés dans l'enceinte du site. Cependant, en 2013, le site a été réhabilité et il semblerait que l'ensemble des déchets ait été retiré. Le site est actuellement occupé par une société qui exerce une activité d'entrepasage.

Dans le cas d'un projet de réhabilitation ou de rénovation prévu sur un site susceptible d'être pollué et de manière générale, toutes les dispositions techniques ou organisationnelles seront prises pour se prémunir contre les risques liés à une éventuelle pollution des sols et, qu'en cas de pollution avérée, il conviendra d'en vérifier le niveau et de les rendre compatibles avec l'usage prévu (circulaire du 8 février 2007).

**1 site BASOL a été recensé sur le territoire de Longroy.**

**Figure 12 : Site BASOL sur la commune de Longroy**  
Source : DREAL Normandie





### 3.2.4.5. Inventaire historique de sites industriels et activités de services (BASIAS)

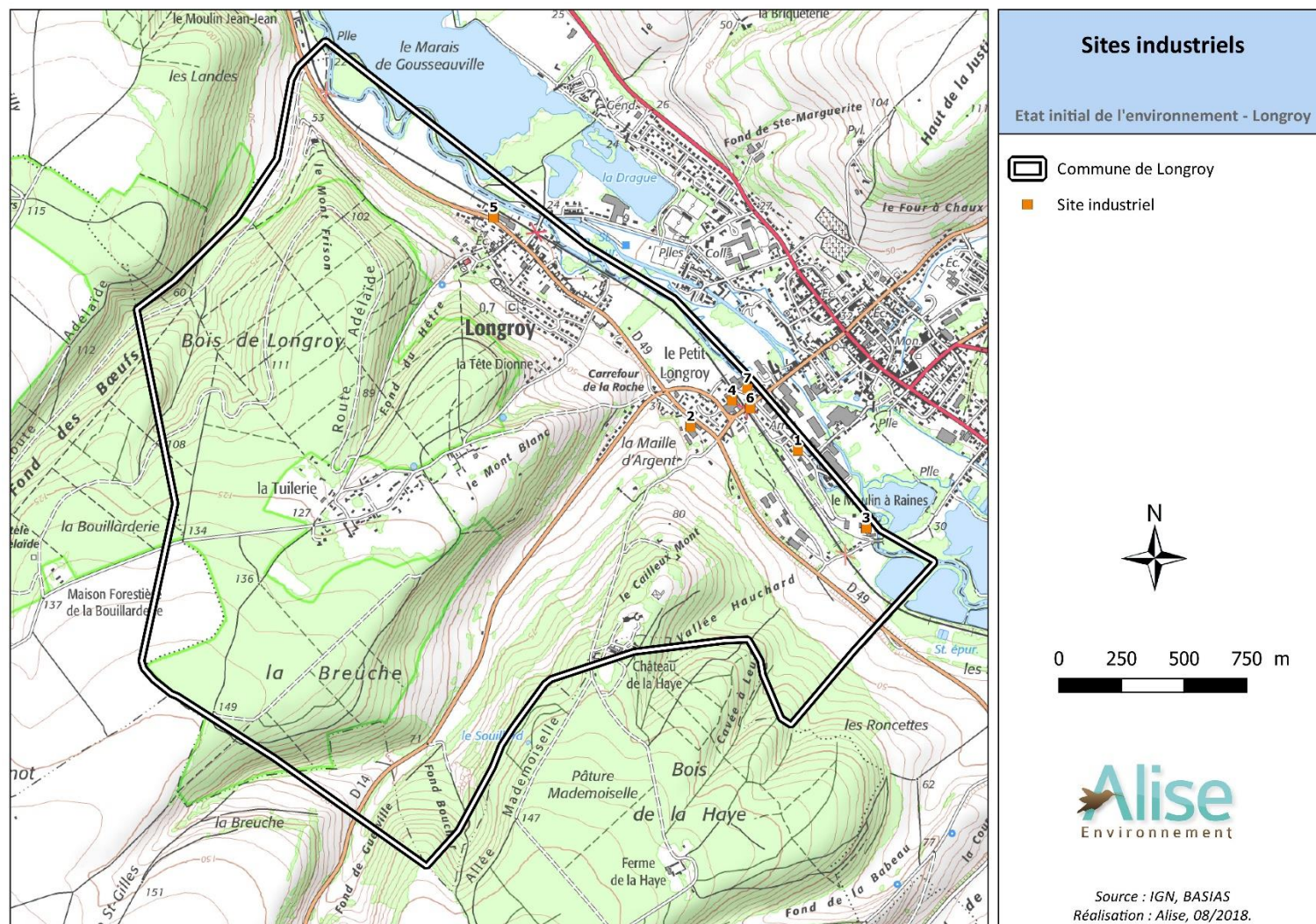
La base de données BASIAS dresse l'inventaire des sites industriels et activités de services en activité ou non. Cet inventaire est complémentaire à la base de données BASOL sur les sites et sols pollués, afin de déterminer les parcelles potentiellement concernées par une pollution liées aux activités industrielles et de service.

Le Tableau 5 ci-dessous liste l'ensemble des sites industriels recensés sur le territoire de Longroy et la Figure 13 ci-après permet de les localiser.

**Tableau 5 : Sites industriels et activités de services (BASIAS)**

Source : Géorisques

N° Identifiant	Raison sociale	Activité	Etat	Localisation	N° sur la carte (cf. Figure 13)
HNO7601771	PROMOTRAME	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables	En activité	Chemin rural du Moulin	1
HNO7601772	ANTIGONE / ex SA VERRERIES LOUARD OPALEX	Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenture (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche), Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	En activité	« Le petit Longroy »	2
HNO7601773	PROMOTRAME / ex Guibert Jules	Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenture (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche)	En activité	« Moulin à Raines »	3
HNO7601774	PROMOTRAME / ex Sté de Montréal et Cie	Fonderie de métaux légers	En activité		
HNO7601775	PROMOTRAME / ex Boucher	Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenture (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche)	En activité		
HNO7601776	DELABRE MAURICE	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures), Métallurgie du cuivre (production et première transformation)	Activité terminée	« Marias du Petit Longroy »	4
HNO7601777	MOULIN P. ET COMPAGNIE	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	En activité	8 Route d'Eu	5
HNO7601778	BRIFFARD JAMES	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables	En activité	14 Route de Normandie	6
HNO7605191	SATIMAT	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	En activité	15 Route de Normandie	7
HNO7605027	GUERIN Guy	Carrosserie	?	-	-



**Figure 13 : Sites industriels sur la commune de Longroy**  
Source : BASIAS

10 sites BASIAS sont recensés sur la commune.

#### 3.2.4.6. Le risque nucléaire

Le risque nucléaire majeur provient principalement des installations génératrices d'électricité (centrales électronucléaires) et des usines ou installations destinées à fournir le combustible de ces centrales ou à retraiter ce combustible et à conditionner et stocker les déchets. D'autres activités peuvent être génératrices d'accidents graves (transports d'éléments radioactifs, utilisation de radioéléments (industries, usage médical)).

La distance géographique d'une centrale nucléaire n'est pas un indicateur pertinent de l'exposition au risque. En effet, cette dernière dépend de nombreux autres facteurs comme la topographie, l'orientation des vents dominants, les précipitations, etc. Ainsi, une ville située à 80 km d'un site nucléaire mais dans le sens du vent, est plus exposée qu'une autre située à 30 km de la même installation.

Il est donc très difficile de déterminer le niveau de risque nucléaire d'une zone géographique.

**Bien que la commune de Longroy soit située à environ 20 km de la centrale nucléaire de Penly et 65 km de la centrale nucléaire de Paluel, le risque nucléaire ne peut donc être exclu.**

#### 3.2.4.7. Le risque lié au transport de matières dangereuses

Les risques liés aux transports de substances dangereuses résultent des possibilités de réactions physiques et/ou chimiques des matières transportées en cas de perte de confinement ou de dégradation de l'enveloppe les contenant (canalisation, citernes, conteneurs,...). Ces matières peuvent présenter de grands dangers pour l'homme et/ou le milieu naturel tels que : incendie, explosion, toxicité, radioactivité,... Activité industrielle et transport de matières dangereuses sont étroitement liés.

Les vecteurs de transport de ces matières dangereuses sont nombreux : routes, voies ferrées, mer, fleuves, canalisations souterraines et, moins fréquemment, canalisations aériennes et transport aérien.

D'après le Dossier départemental sur les Risques Majeurs (DDRM 2014) de la Seine-Maritime, toutes les communes du département sont concernées par les risques liés au transport routier. Pour la commune de Longroy, les principaux axes de circulation concernés sont :

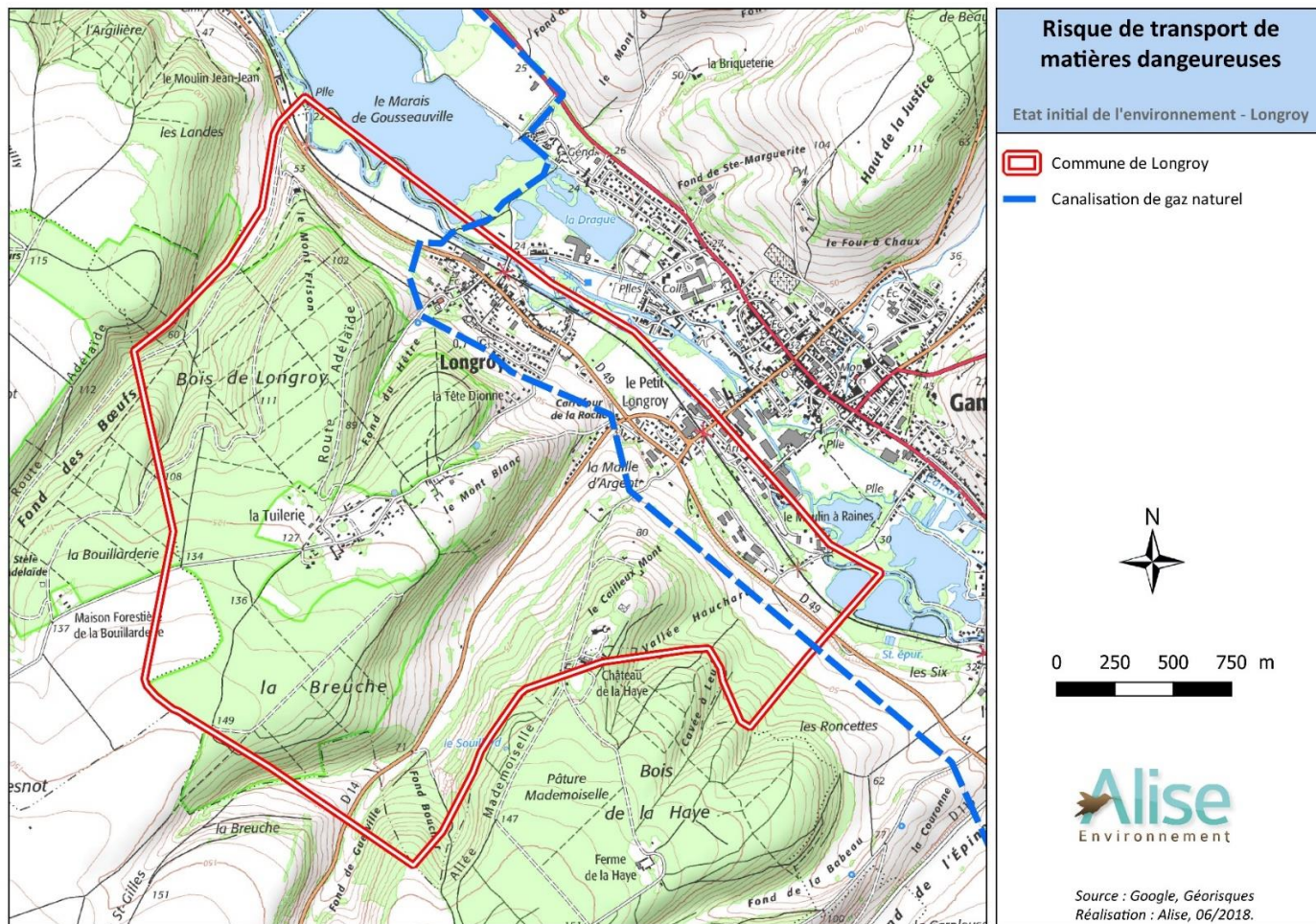
- Principalement RD 14, RD 49, RD 1015,
- Puis RD 126 et RD 315
- Voie ferrée

De plus, d'après la base de données Géorisques, la commune de Longroy est concernée par les risques liés au transport par canalisations. En effet, une canalisation de gaz naturel traverse la commune de Longroy. Sa localisation est présentée sur la carte ci-dessous.

**RAPPEL :** En application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme, le projet pourra être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

**La commune de Longroy est concernée par le risque lié au transport de matières dangereuses.**





**Figure 14 : Transport de matières dangereuses**  
Source : Géorisques



**Photo 4 : Canalisations de gaz**



### 3.2.5. Acoustique

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, le développement de l'industrie et des transports notamment automobile et ferroviaire, a créé des situations de fortes expositions au bruit liées à une urbanisation mal maîtrisée. Le bruit est l'une des premières nuisances ressenties par les habitants.

Cette situation a conduit les pouvoirs publics à mettre en place des outils d'évaluation et de lutte contre le bruit.

*«La lutte contre le bruit a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précaution des bruits ou vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement»* (Extrait de l'article L. 571-1 du code de l'Environnement)

La loi « bruit » du 31 décembre 1992 a jeté les bases d'une politique dans le domaine de la lutte contre le bruit et la prévention de la qualité sonore de l'environnement. Cette loi contient notamment des dispositions relatives à la limitation des bruits des infrastructures de transports terrestres et aériens, à la prise en compte du bruit en matière d'urbanisme et dans la construction, et enfin à l'autorisation préalable d'exercice de certaines activités bruyantes.

Cette politique se fonde sur deux principes majeurs :

- un principe de prévention qui consiste à limiter le bruit à la source ;
- un principe de précaution qui vise notamment à éviter la propagation des bruits, à isoler les activités bruyantes, à limiter les usages du sol dans les secteurs bruyants (ce principe prévaut notamment dans la politique de lutte contre le bruit des infrastructures routières, ferroviaires et aériennes)

#### Le classement des infrastructures de transports terrestres

En application de l'article L.571-10 du code de l'environnement, le préfet a recensé et classé les infrastructures de transports terrestres de la Seine-Maritime en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic.

Les infrastructures concernées sont :

- les routes et rues écoulant plus de 5 000 véhicules par jour ;
- les voies de chemin de fer interurbaines de plus de 50 trains par jour ;
- les voies de chemin de fer urbaines de plus de 100 trains par jour ;
- les lignes de transport en commun en site propre de plus de 100 autobus ou rames par jour ;
- les infrastructures dont le projet a fait l'objet d'une décision.

La détermination de la catégorie sonore a été réalisée compte tenu du niveau de bruit calculé selon une méthode réglementaire (définie par l'annexe à la circulaire du 25 juillet 1996) ou mesuré selon les normes en vigueur (NF S 31-085, NF S 31-088).

Le calcul s'appuie notamment sur le trafic, la part des poids lourds, le revêtement de la chaussée, la vitesse.

Sur la base de cette identification, il a été déterminé, après consultation des communes, les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures affectés par le bruit, les niveaux de nuisances sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions techniques de nature à les réduire.

Les infrastructures sont classées, selon leur niveau de bruit, dans les catégories suivantes :

- **La catégorie 1** qui est la plus bruyante engendre un secteur d'une largeur maximale de 300 m de part et d'autre du bord de la chaussée pour une route, ou du rail extérieur pour une voie ferrée ;
- **En catégorie 2**, cette largeur passe à 250 m ;
- **En catégorie 3**, elle passe à 100 m ;
- **En catégorie 4**, elle passe à 30 m ;
- **En catégorie 5**, elle passe à 10 m.

Le 27 mai 2016, la préfète de la Seine-Maritime a approuvé la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres en Seine-Maritime.

D'après le Classement Sonore des Transports Terrestres de Seine-Maritime, une voie de circulation à Longroy est identifiée comme vecteur de nuisances sonores (RD 49). Le tableau ci-dessous (ainsi que la cartographie page suivante) présente la catégorie pour chaque portion de la voie de circulation traversant la commune de Longroy.

**Tableau 6 : Classement Sonore des Infrastructures de Transports Terrestres sur Longroy**

Source : DDTM 76

Voie classée pour le bruit	Débutant	Finissant	Catégorie	Périmètre de bruit de part et d'autre de la voie
RD 49	PR 11 + 256	PR 12 + 768	Catégorie 4	30 m
RD 49	PR12 + 768	PR 19 + 1191	Catégorie 3	100 m
RD 49	PR128 + 545	PR 11 + 256	Catégorie 3	100 m

D'après l'annexe 3 de l'arrêté du 27 mai 2016, la voie ferrée n'est pas identifiée comme vecteur de nuisances sonores. Cependant, celle-ci pourra être à l'origine d'éventuelles nuisances sonores.

**PRESCRIPTIONS** : Les bâtiments à construire dans le secteur affecté par le bruit doivent être isolés en fonction de leur exposition sonore. Seuls sont concernés, les bâtiments d'habitation, les établissements d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique.

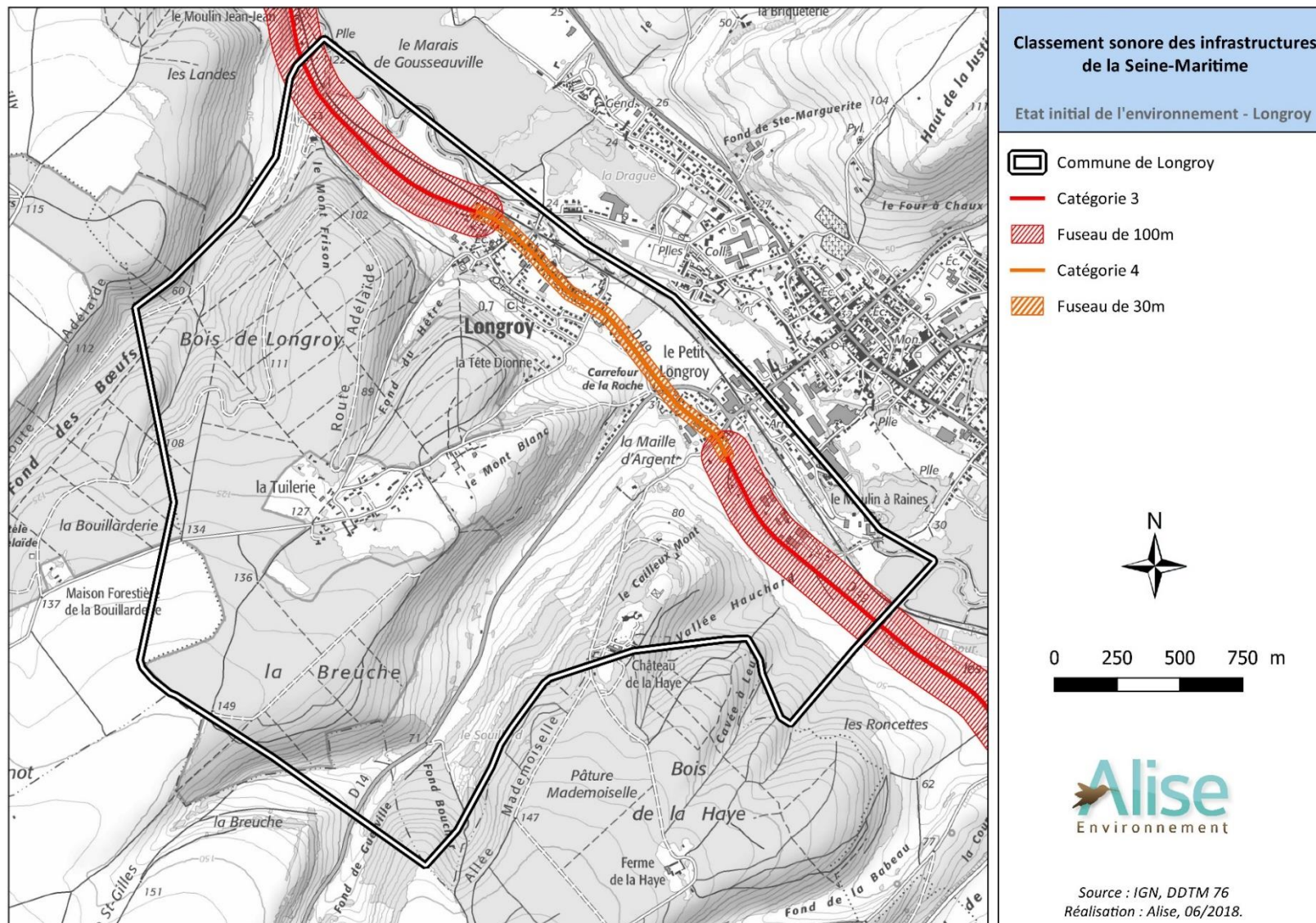


Figure 15 : Classement sonore des infrastructures à Longroy  
Source : DDTM 76

### **3.2.6. Déchets**

#### **3.2.6.1. Le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (P.D.P.G.D.N.D)**

Instauré par le décret du 11 juillet 2011, le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPGDND) vient remplacer le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA).

Le PDPGDND est destiné à coordonner et programmer les actions de la gestion des déchets à engager sur 5 et 10 ans, notamment pour les collectivités locales. En effet, d'après l'article L.541-1 du Code de l'environnement, le plan doit assurer la réalisation des objectifs suivants :

- ⇒ prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits ;
- ⇒ organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume ;
- ⇒ valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie ;
- ⇒ assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets, [...] ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables.

Dans le département de la Seine-Maritime, il n'y a pas encore de PDPGDND en vigueur. Le plan applicable est le PDEDMA qui a été adopté en mars 2010. Il fait suite au premier plan approuvé en août 1998.

Par la suite, le PDPGDND sera directement intégré au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) créé par l'article 8 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe). Ce plan fusionne les trois schémas territoriaux de gestion de déchets :

- ⇒ le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPGDND)
- ⇒ le Plan départemental de Prévention et de Gestion des Déchets issus de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics (PPGDBTP)
- ⇒ le Plan Régional de d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD)

A ce jour, la région Normandie élabore son Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD).

#### **3.2.6.2. La gestion des déchets à Longroy**

La collecte sélective des déchets ménagers est effectuée en porte à porte par la Communauté de Communes des Villes Sœurs. Les ordures ménagères sont ramassées une fois par semaine.

Trois déchetteries intercommunales sont accessibles sur le territoire de Beauchamps, Ault et le Tréport.



### **3.2.7. Assainissement**

La commune de Longroy est raccordée au système de traitement des eaux usées de Gamaches. Cette station répond aux besoins essentiels de la commune.

Information sur les ouvrages de traitement de la commune :

- Filière de traitement : eau - boue activée aération prolongée (très faible charge) ; boue - stockage boues liquides,
- Capacité : 3000 équivalents/habitants,
- Il n'y a pas de surcharge (2995 équivalents/habitants),
- Date de construction ou de dernière réhabilitation : 01/01/2006,
- Milieu récepteur : Canal Doliger (Bresle).

### **3.2.8. Alimentation en eau potable**

L'eau potable est gérée par le SIAEPA de la région d'Eu. La commune de LONGROY est alimentée par les captages d'eau potable d'INCHEVILLE. LONGROY n'est pas concernée par des périmètres de protection d'un captage d'eau potable.

### **3.3. MILIEU NATUREL - Natura 2000**

#### **3.3.1. Protection Natura 2000 : Zone de Protection Spéciale (ZPS) et Zone Spéciale de Conservation (ZSC)**

La directive CEE 92-43, dite Directive « Habitats », du 22 mai 1992 détermine la constitution d'un réseau écologique européen de sites Natura 2000, comprenant à la fois des Zones Spéciales de Conservation (Z.S.C.) classées au titre de la directive « Habitats » et des Zones de Protection Spéciale (Z.P.S.) classées au titre de la directive « Oiseaux », Directive CEE 79-409, en date du 23 avril 1979.

Les Z.S.C. sont des sites maritimes et terrestres qui comprennent des habitats naturels ou des habitats d'espèces de faune et de flore sauvages dont la liste est fixée par arrêté du ministre en charge de l'environnement et dont la rareté, la vulnérabilité ou la spécificité justifient la désignation de telles zones et par là même une attention particulière. Les Z.S.C. sont désignées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, suite à la notification (pS.I.C) puis l'inscription du site par la Commission Européenne sur la liste des Sites d'Importance Communautaire (S.I.C.).

**Le territoire de Longroy est concerné par le site Natura 2000 Zone Spéciale de Conservation « FR 2200363 Vallée de la Bresle ».**

Le site « **FR2200363 - Vallée de la Bresle** » a été enregistré comme site d'intérêt communautaire par arrêté préfectoral en mars 1999 et impacte la commune de Longroy. Il a également été désigné comme Zone Spéciale de Conservation par arrêté préfectoral du 26 mars 2015.

On trouve plusieurs types d'habitats naturels sur le site « Vallée de la Bresle » :

- ⇒ Les habitats aquatiques
- ⇒ Les bocages prairiaux
- ⇒ Les pelouses, ourlet et bois calcicoles
- ⇒ Les coteaux
- ⇒ Les prairies et cultures
- ⇒ Les milieux boisés relevant de la Directive Habitats
- ⇒ Les milieux boisés ne relevant pas de la Directive Habitats

Parmi ces types d'habitats on distingue les habitats d'intérêt communautaire des autres habitats.

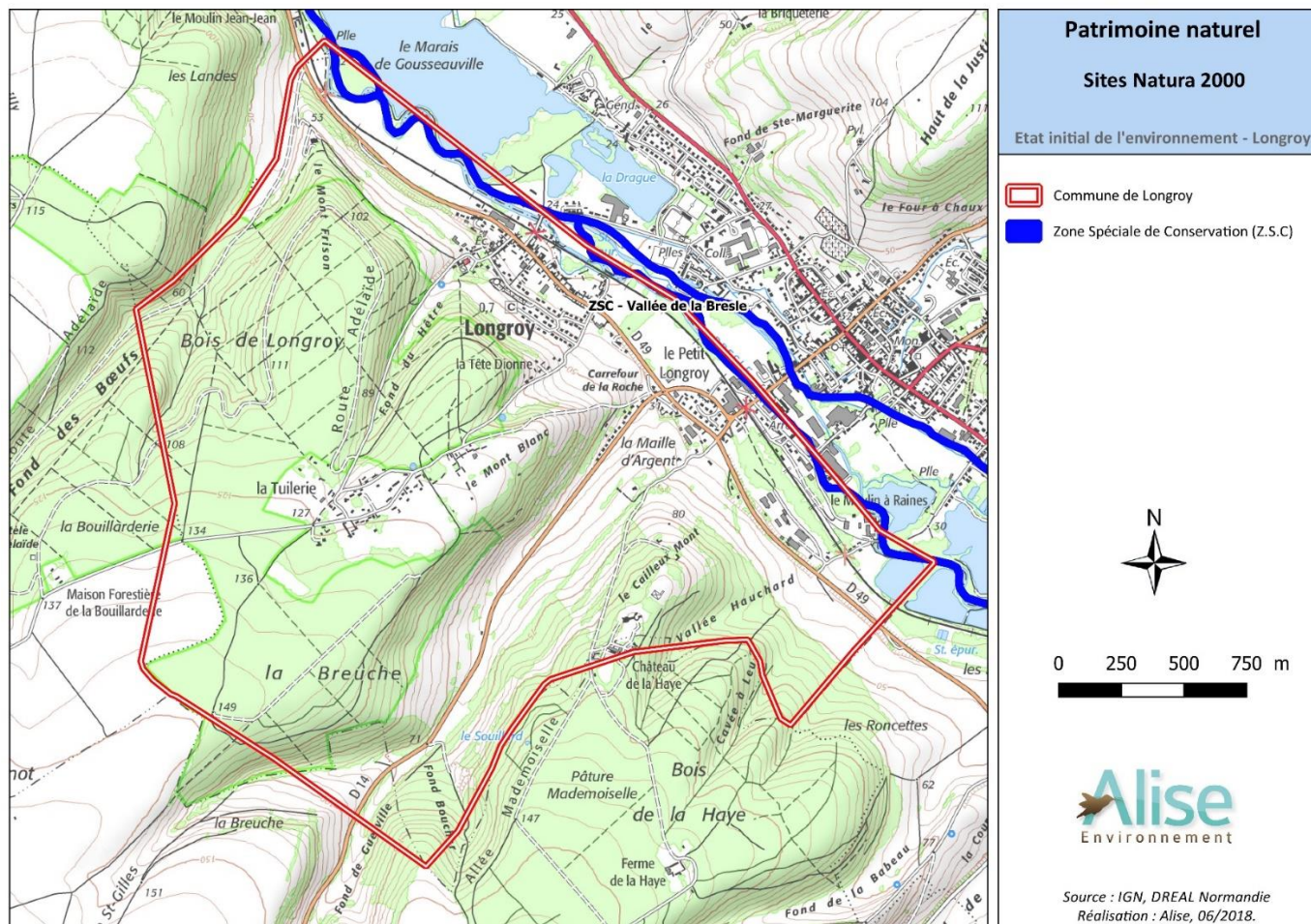


Photo 5 :Z.S.C Vallée de la Bresle

Figure 16: Site Natura 2000 à Longroy  
Source : DREAL Normandie

### 3.3.2. Les habitats naturels d'intérêt communautaire

Un habitat est considéré d'intérêt communautaire soit lorsqu'il est en danger de disparition ou vulnérable dans son aire de répartition naturelle, soit il lorsqu'il possède une aire de répartition naturelle réduite et/ ou constitue un exemple remarquable pour la région biogéographique. Un habitat d'intérêt communautaire est prioritaire quand il est considéré comme en danger de disparition ou pour lequel l'Union Européenne porte une responsabilité particulière quant à sa conservation, compte tenu de l'importance de la part de son aire de répartition naturelle

Les milieux forestiers d'intérêt communautaire représentent une grande partie des habitats naturels du site soit 44,6% avec 476,231 ha.

Au sein du site Natura 2000 «Vallée de la Bresle» 12 habitats génériques d'intérêt communautaire ont donc été répertoriés, dont deux habitats d'intérêt communautaire prioritaires. Ces habitats d'intérêt communautaire représentent 55% de la surface totale de l'aire d'étude soit 334 hectares. Le tableau suivant répertorie les 3 types d'habitats d'intérêt communautaire :

**Tableau 7 : Habitats d'intérêt communautaire**

Source : DOCOB – « Vallée de la Bresle »

Type d'habitat	Code Natura 2000	Intitulé des habitats naturels d'intérêt communautaire	Surface (ha) du site	% relatif
Milieux aquatiques	3260-5	Eaux courantes eutrophes dominées par des Renoncles et autres hydrophytes	<1	<0,1
	3260-6	Eaux peu courantes eutrophes dominées par des Callitriches et autres hydrophytes	126	11
	6430-1 et -4	Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces	<1	<0,1
Milieux forestiers	9130-3	Hêtraie chênaie à Jacinthe des bois	352	31
	9130-2	Frênaie érableiaie calcicole de pente	96	8
	9120-2	Hêtraies chênaies collinéennes à Houx	26	2
	<b>91EO-1</b>	<b>Saulaies arborescentes à Saule blanc*</b>	1,9 et 2,2 en mosaïque avec 91EO-9	0,17 et 0,2 en mosaïque avec 91EO-9
	<b>91EO-9</b>	<b>Aulnaie frênaie des rivières à cours lent*</b>	2,2 en mosaïque avec 91EO-1	0,2 en mosaïque avec 91EO-1
Habitats herbacés et fourrés	5130-2	Formations à Juniperus communis sur pelouses calcaires	6,37 et 19,2 en mosaïque avec 6210-22	0,56 et 1,74 en mosaïque avec 6210-22
	6210-22	Pelouses sèches à Avoine des prés et fétuque de Léman	33 et 19 en mosaïque avec 5130-2	3 et 1,74 en mosaïque avec 5130-2
	6210-22	Pelouse ourléifiée à Brachypode penné		
	6210-20	Pelouse marneuse à Parnassie des marais et Thym précoce	<>1	<0,1

**\*Habitat prioritaire**



### 3.3.3. La flore remarquable

D'après le DOCOB « Vallée de la Bresle », aucun relevé phytosociologique n'a été réalisé sur la commune de Longroy.

Sont considérés comme d'intérêt patrimonial à une échelle régionale :

1. Tous les taxons bénéficiant d'une Protection légale au niveau international (annexes II et IV de la Directive habitat, convention de Berne), national ou régional.
2. Tous les taxons non hybrides indigènes, néo-indigènes\* potentiels ou eurynaturalisés\* (mais non invasifs) présentant au moins une des deux caractéristiques suivantes :
  - Menace de l'espèce au minimum égale à quasi-menacée en Picardie ou à une échelle géographique supérieure,
  - Rareté de l'espèce de rare à présumé très rare.

Les 27 espèces d'intérêt patrimonial pour la région Picardie mentionnés sur le site Natura 2000 sont regroupées dans le tableau suivant.

**Tableau 8 : La flore d'intérêt patrimonial**  
Source : DOCOB – « Vallée de la Bresle »

Flore d'intérêt patrimoniale	Rareté en région Picardie	Menace en région Picardie	Législation/liste rouge
Bugle petit-pin	Assez Rare	Taxon quasi menacé	-
Campanule aggloméré	Assez Rare	Taxon quasi menacé	-
Céphalantère à grandes fleurs	Assez rare	Taxon quasi menacé	-
Digitale jaune	Rare	Taxon vulnérable	Liste rouge
Epipactis brun rouge	Assez Rare	Taxon quasi menacé	-
Gaillet couché	Assez Rare	Taxon vulnérable	Liste rouge
Gaillet des fanches	Assez Rare	Taxon vulnérable	Liste rouge
Gentianelle d'Allemagne	Peu Commun	Taxon quasi menacé	-
Globulaire ponctuée	Assez Rare	Taxon quasi menacé	-
Himantoglosse barde-de-bouc	Peu Commun	Taxon quasi menacé	-
Iris fétide	Assez Rare	Taxon quasi menacé	-
Jonc à fleurs obtuses	Peu Commun	Taxon quasi menacé	-
Genévrier commun	Peu Commun	Taxon quasi menacé	-
Laitue vivace	Assez Rare	Taxon quasi menacé	-
Lychnide fleur-de-coucou	Peu Commun	Taxon quasi menacé	-
Monotrope glabre	Très rare	Taxon quasi menacé	-
Ophrys frelon	Assez rare	Taxon quasi menacé	-
Ophrys mouche	Peu Commun	Taxon quasi menacé	-
Fléole de Boehmer	Rare	Taxon quasi menacé	-
Platanthère à deux feuilles	Rare	Taxon quasi menacé	-
Renoncule en crosse	Rare	Taxon quasi menacé	Protection nationale

Rhinanthe à petites fleurs	Assez rare	Taxon quasi menacé	-
Sorbier à larges fleurs	Très rare	Insuffisamment documenté	Protection régionale
Rubanier simple	Assez rare	Taxon quasi menacé	-
Germandrée des montagnes	Assez rare	Taxon quasi menacé	-
Molène floconneuse	Rare	Taxon quasi menacé	
Véronique germandrée	Assez rare	Taxon quasi menacé	

### 3.3.4. Une faune remarquable et d'intérêt communautaire

Les vingt-trois espèces faunistiques d'intérêt communautaire du site sont regroupées dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 9: Les espèces d'intérêt patrimonial**

Source : DOCOB – « Vallée de la Bresle »

	Code Natura 2000	Nom français et nom scientifique de l'espèce
Mollusque continental	1014	Vertigo étroit
	1016	Vertigo de Des Moulins (Vertigo moulinsiana)
	4056	Planorbe naine
Insectes	1041	Cordulie à corps fin
	1042	Leucorrhine à gros thorax
	1044	Agrion de Mercure
	1060	Cuivré des marais
	1065	Damier de la Succise (Euphydryas aurinia)
	1079	Taupin violacé
	1083	Lucane Cerf-Volant (Lucanus cervus)
	1084	Pique-prune
	1088	Grand capricorne
	1095	Lamproie marine
Poissons	1096	Lamproie de Planer (Lampetra planeri)
	1099	Lamproie de rivière
	1106	Saumon atlantique
	1134	Bouvière
	1149	Loche de rivière
	1163	Chabot (Cottus gobio)
	1304	Grand Rhinolophe (Rhinolophus ferrumequinum)
Chiroptères	1321	Murin à oreilles échancrées (Myotis emarginatus)
	1323	Murin de Beschtein (Myotis bechsteinii)
	1324	Grand Murin (Myotis myotis)

### **3.3.5. Les menaces générales pesant sur les espèces et les habitats d'intérêt communautaire**

#### **❖ Menace sur les espèces**

- L'abandon des pratiques agricoles extensives (notamment le pâturage ovin),
- Le recours à l'utilisation de produits phytosanitaires (insecticides, pesticides, herbicides, vermifuges...) et la fertilisation azotée,
- L'intensification des pratiques sylvicoles,
- L'urbanisation : trafic routier, éclairage public, dérangement de gîtes des chiroptères
- La gestion inadaptée des cours d'eau, des berges, des étangs, des zones humides

#### **❖ Menace sur les habitats**

- L'eutrophisation des rivières et des étangs,
- La dégradation des berges (fauche de la strate herbacée, piétinement dû en partie à la pêche...),
- Le passage régulier d'engins motorisés,
- La gestion forestière intensive (élimination des sous-bois, coupe rase, plantation d'espèces non indigènes, coupe d'arbres sénescents, intervention sur sol non ressuyé, utilisation de produits phytosanitaires, réalisation de cycles sylvigénétiques courts, absence de structure irrégulière (plusieurs classe d'âge)),
- L'arrêt du pâturage extensif,
- L'utilisation des produits phytosanitaires et la fertilisation des parcelles agricoles.

### **3.3.6. Inventaire Natura 2000 : Zone d'Importance Communautaire pour les Oiseaux (ZICO)**

Les Z.I.C.O. (Zones d'Importance Communautaire pour les Oiseaux) constituent le premier inventaire des sites de valeur européenne pour l'avifaune, établi en phase préalable de la mise en œuvre de la Directive Oiseaux n° 79/409/CEE du 2 avril 1979 du Conseil des Communautés européennes concernant la conservation des oiseaux sauvages.

En France, les inventaires des Z.I.C.O. ont été établis en 1980 par le Muséum National d'Histoire Naturelle et complétés jusqu'en 1992 par la ligue de protection des oiseaux (L.P.O.) sur la base d'une connaissance plus fine et de nouveaux critères ornithologiques européens. Il s'agit d'un outil de connaissance appelé à être modifié ; il n'a donc pas en lui-même de valeur juridique directe.

La directive européenne concernant les oiseaux a pour objectifs :

- la protection des habitats permettant d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages rares ou menacés,
- la protection des aires de reproduction, de mue, d'hivernage et des zones de relais des migrations pour l'ensemble des espèces migratrices.

**Il n'y a pas de Z.I.C.O. à Longroy ou dans les communes voisines.**

### **3.4. MILIEU NATUREL - HORS NATURA 2000**

#### **3.4.1. Protections internationales**

Les mesures de protection, d'engagements internationaux, de gestion contractuelle ainsi que les inventaires patrimoniaux sont des outils permettant de protéger ou de signaler la présence d'habitats naturels et d'espèces remarquables, originaux pour un espace géographique donné (région, département, commune,...) ou protégées par la loi. L'intérêt de ces zones peut être variable selon les sites.

##### **3.4.1.1. Convention de Ramsar**

La convention de Ramsar, relative à la conservation des zones humides d'importance internationale a été signée le 2 février 1971 à Ramsar en Iran et ratifiée par la France en octobre 1986. Elle vise à favoriser la conservation des zones humides de valeur internationale du point de vue écologique, botanique, géologique, limnologique ou hydrographique et en premier lieu les zones humides ayant une importance internationale pour les oiseaux d'eau en toute saison.

**Il n'y a pas de zone d'application de la convention Ramsar à Longroy ou dans les communes voisines.**

##### **3.4.1.2. Réserves de Biosphère**

Le programme "Man and Biosphere" (MAB) a été lancé par l'UNESCO au début des années 70 pour constituer un réseau mondial de réserves de la biosphère combinant la conservation de l'espace et l'utilisation durable des ressources par l'espèce humaine. Certaines zones, comme une partie de la Camargue, font partie des zones RAMSAR et du réseau des réserves de la biosphère.

**Il n'y a pas de réserve de Biosphère à Longroy ou dans les communes voisines.**

#### **3.4.2. Protections réglementaires nationales**

##### **3.4.2.1. Réserves naturelles nationales**

Les réserves naturelles s'appliquent à des parties de territoire dont la faune, la flore, le sol, les eaux, les gisements de minéraux ou de fossiles ou le milieu naturel présentent une importance particulière qu'il convient de soustraire à toute intervention artificielle susceptible de la dégrader.

**Il n'y a pas de réserves naturelles à Longroy ou dans les communes voisines.**

##### **3.4.2.2. Sites inscrits - sites classés**

Les sites et monuments naturels de caractère historique, artistique, scientifique, légendaire ou pittoresque, susceptibles d'être protégés au titre des articles L.341-1 et suivants du Code de l'Environnement, sont des espaces ou des formations naturelles, dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état (entretien, restauration, mise en valeur...) et la préservation de toutes atteintes graves (destruction, altération, banalisation...).

Le classement concerne des espaces naturels ou bâtis dont l'intérêt paysager est exceptionnel ou remarquable. L'inscription témoigne de l'intérêt d'un site qui justifie une attention particulière.



En **site inscrit**, l'Administration doit être informée de tous projets de travaux de nature à modifier l'état ou l'aspect du site quatre mois au moins avant le début de ces travaux. L'Architecte des Bâtiments de France émet un avis simple et qui peut être tacite sur les projets de construction, et un avis conforme sur les projets de démolition.

La Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (C.D.N.P.S.) peut être consultée dans tous les cas, et le ministre chargé des sites peut évoquer les demandes de permis de démolir.

En **site classé**, tous les projets de travaux sont soumis à autorisation spéciale, selon leur ampleur, soit du ministre chargé des sites après avis de la C.D.N.P.S. voire de la Commission supérieure, soit du préfet du département qui peut saisir la C.D.N.P.S. mais doit recueillir l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. L'avis du ministre chargé des sites est également nécessaire avant toute enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique touchant un site classé.

**Longroy ne compte aucun site classé ou inscrit.**

### **3.4.3. Forêt domaniale**

Le territoire de Longroy compte une partie de la forêt domaniale indivise d'Eu. La forêt domaniale d'Eu est l'une des plus grandes forêts de Seine-Maritime, elle s'étend sur 9 300 hectares. Elle appartient, depuis 1914, à l'état pour 9/10<sup>ème</sup> et au département de Seine Maritime pour 1/10<sup>ème</sup>. Elle est gérée par l'ONF en collaboration avec le département de la Seine-Maritime. La forêt est affectée principalement à la production de bois d'œuvre de qualité, tout en assurant la protection générale des milieux et des paysages. Elle est composée des essences suivantes :

- Hêtre : 65%
- Chêne: 16%
- Autres feuillus : 8 %
- Epicéas : 5%
- Autres résineux : 5%
- Zones non boisées : 1%

La commune de Longroy est donc concernée par une forêt soumise au régime forestier. L'article L4-1 du code forestier, introduit par cette loi, dispose qu'un plan pluriannuel régional de développement forestier (PPRDF) est instauré dans chaque région.

Le PPRDF 2012-2016 de Normandie (ex-Haute-Normandie) a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 27 mars 2012. Ce plan identifie à l'échelle régionale trois territoires forestiers. Il en analyse les forces et les faiblesses, et définit les actions prioritaires à mettre en œuvre à court terme pour améliorer la production et la valorisation économique du bois dans le respect d'une gestion durable des forêts.

**La révision de la carte communale devra être établie en cohérence avec ce PPRDF.**

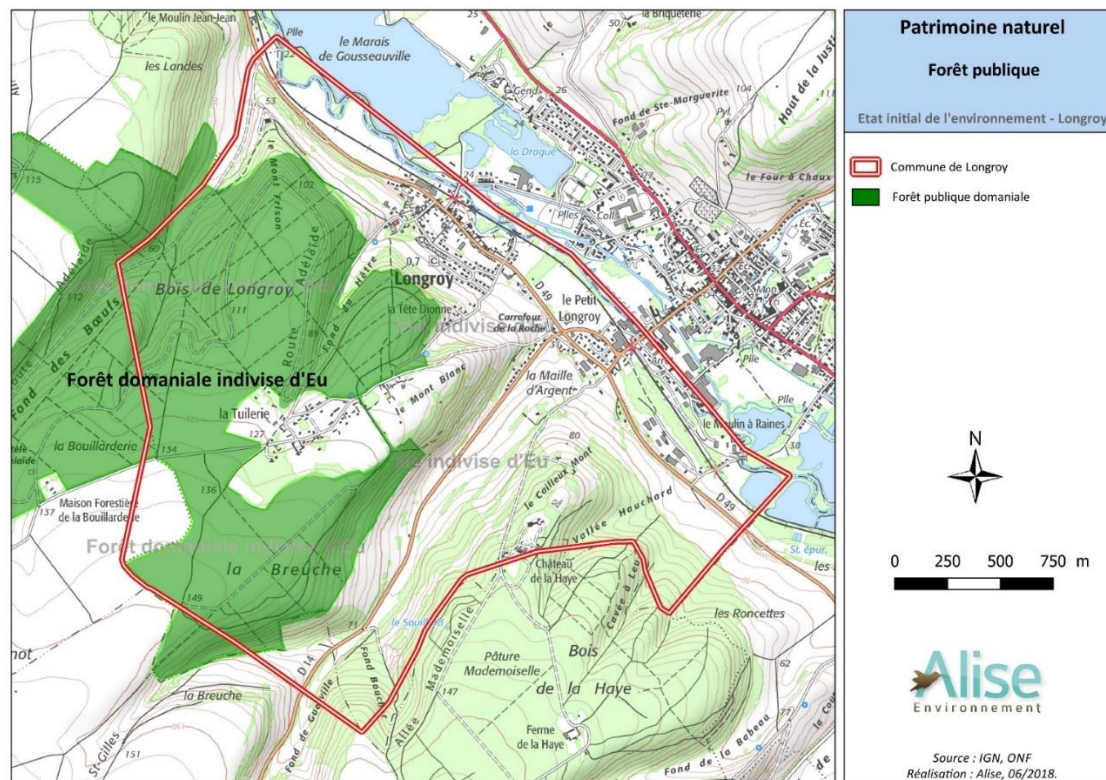


Figure 17 : Localisation des boisements sur la commune de Longroy  
Source : ONF



Photo 6 : Forêt domaniale indivise d'Eu

#### 3.4.4. Protections réglementaires régionales ou départementales Longroy

##### 3.4.4.1. Réserves naturelles régionales

Sur des propriétés privées, afin de protéger la faune et la flore, les propriétaires peuvent demander qu'elles soient agréées comme réserves naturelles volontaires par l'autorité administrative après consultation des collectivités territoriales intéressées.

Le classement en réserve naturelle volontaire peut aussi être demandé par des personnes publiques (collectivités territoriales, État) pour protéger des espaces naturels sur leur domaine privé.

Un décret en Conseil d'État précise la durée de l'agrément, ses modalités, les mesures conservatoires dont bénéficient ces territoires ainsi que les obligations du propriétaire, notamment en matière de gardiennage et de responsabilité civile à l'égard des tiers.

**Il n'y a pas de réserves naturelles régionales à Longroy ou dans les communes voisines.**

#### **3.4.4.2. Arrêtés préfectoraux de protection de biotope**

Afin de prévenir la disparition des espèces figurant sur la liste prévue à l'article R 211.1 (espèces protégées), le préfet peut fixer, par arrêté, les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département (à l'exclusion du domaine public maritime), la conservation des biotopes tels que mares, marécages, marais, haies, bosquets, landes, dunes, pelouses ou toutes autres formations naturelles, peu exploitées par l'homme, dans la mesure où ces biotopes ou ces formations sont nécessaires à l'alimentation, la reproduction, le repos ou la survie des espèces (art. 4 du décret n°77-1295 du 25 novembre 1977).

**Il n'y a pas d'arrêté de protection de biotope à Longroy ou dans les communes voisines.**

#### **3.4.4.3. Espaces Naturels Sensibles (ENS)**

Un Espace Naturel Sensible (ENS) est un ensemble de parcelles présentant un fort intérêt biologique et paysager et comprenant un ou plusieurs types de milieux naturels rares ou menacés. Leur protection et leur gestion sont déclarées d'intérêt public pour la transmission du patrimoine naturel aux générations futures.

**Il n'y a pas d'Espace Naturel Sensible (ENS) sur le territoire de Longroy.**

### **3.4.5. Parcs naturels**

#### **3.4.5.1. Parcs Nationaux**

Il n'y a pas de parcs nationaux en Normandie. De ce fait, Longroy ou les communes voisines ne font pas partie d'un parc national.

#### **3.4.5.2. Parcs Naturels Régionaux**

Les Parcs Naturels Régionaux ont été créés par décret du 1<sup>er</sup> mars 1967 pour donner des outils spécifiques d'aménagement et de développement à des territoires, à l'équilibre fragile et au patrimoine naturel et culturel riche et menacé, faisant l'objet d'un projet de développement fondé sur la préservation et la valorisation du patrimoine.

Un décret du 1<sup>er</sup> septembre 1994 leur a donné une assise réglementaire et leur attribue les objectifs suivants :

- protéger le patrimoine,
- contribuer à l'aménagement du territoire, au développement économique, social et culturel et à la qualité de la vie,
- assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public,
- réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans ces domaines et contribuer à des programmes de recherche.

Le Parc est régi par une charte élaborée avec l'ensemble des partenaires territoriaux.

**Longroy n'appartient à aucun Parc Naturel Régional**



### **3.4.6. Les inventaires nationaux**

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.) sont répertoriées suivant une méthodologie nationale, en fonction de leur richesse ou de leur valeur en tant que refuge d'espèces rares ou relictuelles pour la région (circulaire du 14 mai 1991 du ministère chargé de l'environnement).

On distingue deux types de zones :

- ✓ les Z.N.I.E.F.F. de type I : ce sont des sites fragiles, de superficie généralement limitée, qui concentrent un nombre élevé d'espèces animales ou végétales originales, rares ou menacées, ou caractéristiques du patrimoine naturel régional ou national ;
- ✓ les Z.N.I.E.F.F. de type II : ce sont généralement de grands ensembles naturels diversifiés, sensibles et peu modifiés, qui correspondent à une unité géomorphologique ou à une formation végétale homogène de grande taille.

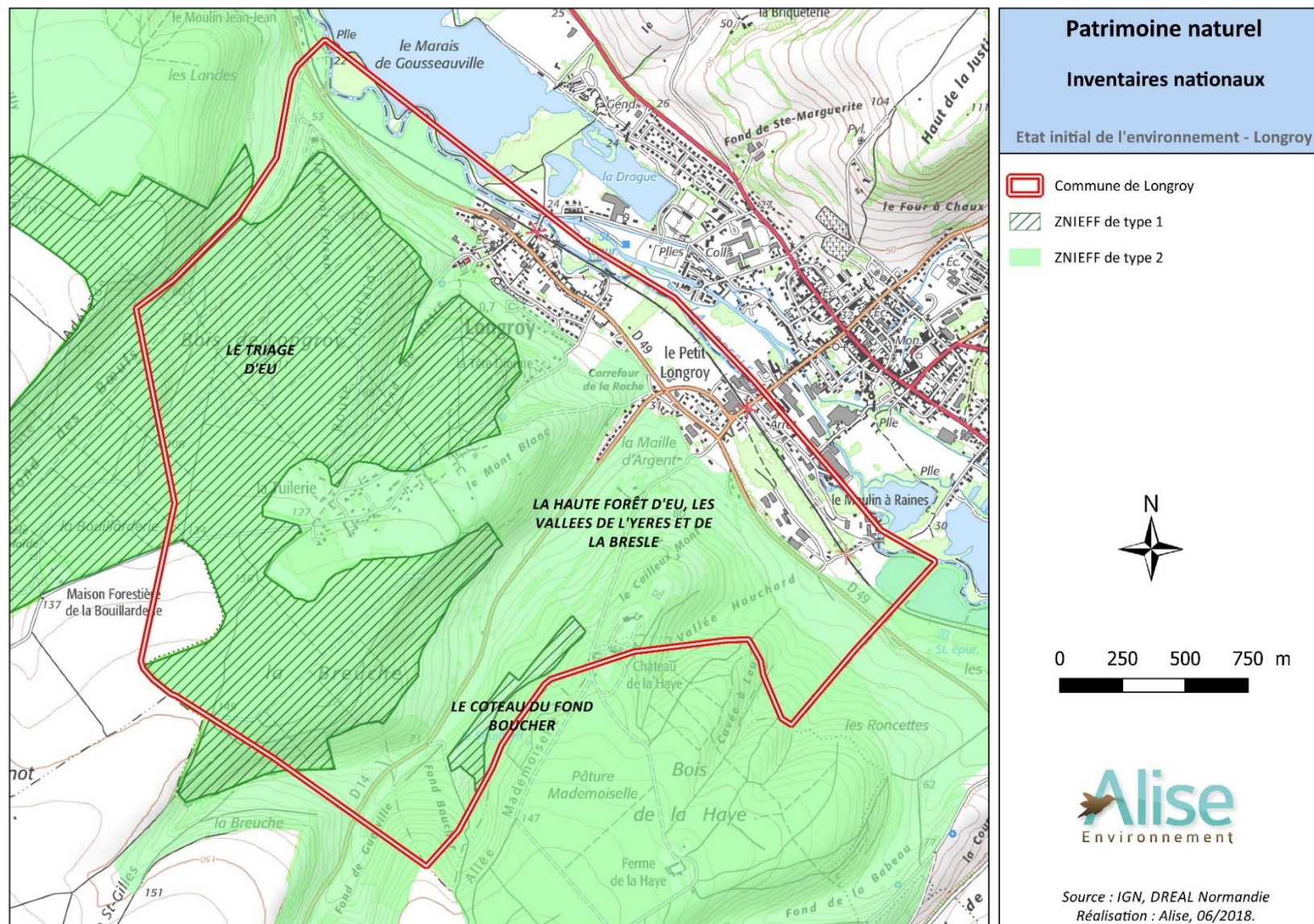
En tant que telles, les Z.N.I.E.F.F. n'ont pas de valeur juridique directe et ne constituent pas des documents opposables aux tiers. Toutefois, les Z.N.I.E.F.F. de type 1 doivent faire l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement ou de gestion. Les Z.N.I.E.F.F. de type 2 doivent être prises en compte systématiquement dans les programmes de développement afin de respecter la dynamique d'ensemble des milieux. L'inventaire Z.N.I.E.F.F. vise les objectifs suivants :

- ✓ le recensement et l'inventaire aussi exhaustifs que possible des espaces naturels dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence d'espèces de plantes ou d'animaux rares ou menacés,
- ✓ la constitution d'une base de connaissances accessible à tous et consultable avant tout projet, afin d'améliorer la prise en compte de l'espace naturel et d'éviter autant que possible que certains enjeux environnementaux ne soient trop tardivement révélés.

Une nouvelle campagne d'inventaire des Z.N.I.E.F.F. est actuellement réalisée région par région et se substitue intégralement aux Z.N.I.E.F.F. dites de première génération. Les Z.N.I.E.F.F. de seconde génération, elles sont l'œuvre soit :

- ✓ d'une modernisation, c'est-à-dire qu'il s'agit de Z.N.I.E.F.F. de première génération qui ont été mises à jour au niveau de leur périmètre ou de leur contenu ;
- ✓ de la création d'une nouvelle zone à l'occasion de l'inventaire.

**Deux périmètres Z.N.I.E.F.F. de type I et un périmètre Z.N.I.E.F.F. de type II impactent le territoire communal. Bien qu'elles ne possèdent pas de valeur juridique intrinsèque, il convient de prendre en compte ces Z.N.I.E.F.F. dans la révision de la carte communale puisqu'elles constituent un élément d'expertise permettant d'apprécier la présence d'espèces protégées et de milieux à forts enjeux écologiques.**



**Figure 18: Z.N.I.E.F.F. sur le territoire de Longroy**  
Source : DREAL Normandie  
**Tableau 10 : Z.N.I.E.F.F. sur le territoire de Longroy**



Nom	Identifiant national	Superficie	Intérêt(s) de la zone
<b>Z.N.I.E.F.F. de Type I</b>			
LE COTEAU DU FOND BOUCHER	230030477	6 ha	Le coteau du Fond Boucher est situé en contrebas du Bois de la Haye. Il est délimité au sud-ouest par une petite carrière. Les habitats rencontrés sont une pelouse calcaire dont la superficie diminue en raison d'une évolution vers le stade d'ourlet et du développement des fourrés à aubépine.
LE TRIAGE D'EU	230030472	1729 ha	Cette zone se situe au Nord de la Forêt d'Eu et forme une entité écologique cohérente. On retrouve sur cet ensemble des habitats acides très marginaux pour le massif. L'état de conservation des espèces et des milieux est tout à fait satisfaisant. Cette ZNIEFF présente également un site pour l'hibernation de certaines espèces de chiroptères comme le Grand Rhinolophe et le Grand Murin au niveau de la cavité de la bacheau.
<b>Z.N.I.E.F.F. de Type II</b>			
LA HAUTE FORÊT D'EU, LES VALLES DE L'YERES ET DE LA BRESLE	230000318	20 763 ha	Cette grande entité géographique du Petit Caux ou du Talou rassemble les deux grandes vallées côtières de l'Yères et de la Bresle, orientées Sud-Est / Nord-Ouest, ainsi que la plus vaste partie du massif forestier d'Eu, la Haute forêt au sens large, la Basse forêt faisant l'objet d'une ZNIEFF distincte (n°7102). Elle regroupe ainsi une très grande variété de milieux naturels faiblement anthropisés : bois, tourbières, prairies, mares, haies, pelouses calcicoles, marais, rivières avec végétations aquatiques et rivulaires, étangs, abritant une flore et une faune riches et remarquables.



Photo 7 : Coteau du Fond Boucher (ZNIEFF de type 1)

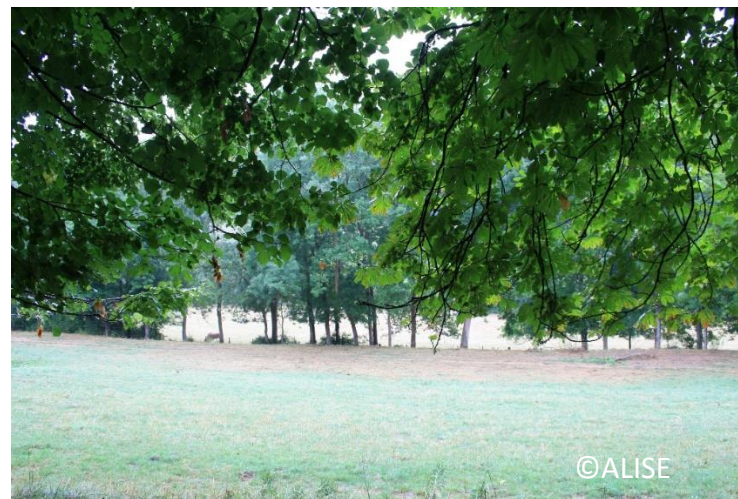


Photo 8 : La Haute Forêt d'Eu, les Vallées de l'Yeres et de la Bresle (ZNIEFF de type 2)

### 3.4.7. Zones humides

#### 3.4.7.1. Définition

Les zones humides sont des espaces de transition entre la terre et l'eau à forts enjeux écologiques, économiques et sociaux. Elles agissent comme des protections naturelles qui contribuent à réduire les pollutions diffuses, à réguler le débit des cours d'eau et à préserver la biodiversité et l'attrait des paysages.

Plusieurs définitions des zones humides peuvent être distinguées, et notamment celle établie par la Convention de RAMSAR du 2 février 1971 et celle adoptée en France par la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 reprise par l'article L.211-1 du Code de l'environnement :

- ✓ **Convention de RAMSAR** : « *Les zones humides sont des étendues de marais, de fagnes, de tourbières ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres* ».
- ✓ **Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992** : « *on entend par zone humide les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par les plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ».

La définition « réglementaire » des zones humides, basée sur l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009, permet d'identifier la présence et les contours des zones humides. Cette cartographie fine est essentielle dans l'application de la réglementation et notamment la rubrique 3310 de la Loi sur l'eau « Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais ». Selon l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009 pris en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du Code de l'environnement, sont considérées comme zones humides, les zones présentant l'un des critères suivants (sol et/ou végétation) :

- ✓ **Les sols** correspondent à un ou plusieurs types pédologiques, exclusivement parmi ceux mentionnés dans l'annexe 1.2 du-dit arrêté :
  - Les histosols, ils présentent un engorgement permanent en eau provoquant l'accumulation de matières organiques ;
  - Les réductisols, ils présentent un engorgement permanent en eau à faible profondeur ainsi que des traits réductiques à partir de 50 cm de profondeur ;
  - Les sols caractérisés soit par des traits rédoxiques débutant à moins de 25 cm de profondeur, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, soit par des traits rédoxiques débutant à moins de 50 cm de profondeur, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur avec des traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 cm de profondeur.
- ✓ **La végétation**, si elle existe, est caractérisée par :
  - des espèces identifiées et quantifiées selon la méthode et la liste d'espèces figurant à l'annexe 2.1 dudit arrêté ;
  - des habitats caractéristiques des zones humides et identifiés selon la méthode et la liste figurant à l'annexe 2.2 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009.

Zones de reproduction de nombreuses espèces animales, réservoirs de pêche et de chasse, les zones humides contribuent au maintien et à l'amélioration de la qualité de l'eau, ainsi qu'à la prévention contre les inondations. Les zones humides ont connu une régression importante liée à la demande croissante des terres agricoles, le développement de l'infrastructure et la régularisation des cours des rivières. Une prise de conscience de l'importance du patrimoine naturel que sont les zones humides tend à inverser la tendance et permet la mise en place d'outils de connaissance, de restauration et de gestion de ces espaces naturels remarquables.



#### **3.4.7.2. Inventaire zones humides de la DREAL Normandie.**

La DREAL Normandie a œuvré à la réalisation d'un inventaire des zones humides, conformément à l'arrêté de 2009 définissant les critères des zones humides. Cet outil permettra de localiser l'ensemble des zones humides à l'échelle régionale, sur la base de l'étude de la photographie aérienne de la BD Ortho, ainsi que par la réalisation d'analyse pédologiques et phytosociologiques sur le terrain. In fine, cet inventaire constituera un outil de connaissance permettant d'alerter la collectivité ou l'aménageur sur la présence potentielle de zones humides.

Les zones humides issues de l'inventaire sur la commune de Longroy sont présentées sur la figure ci-après.

#### **3.4.7.3. Inventaire zones humides de l'ETPB de la Vallée de la Bresle**

L'Etablissement de Bassin Versant (ETPB) a effectué en 2012 une délimitation à l'échelle 1/25000 des zones humides de la vallée de la Bresle. Ainsi les zones humides à critère pédologique et botanique ont été distinguées. La figure ci-dessous les présente.

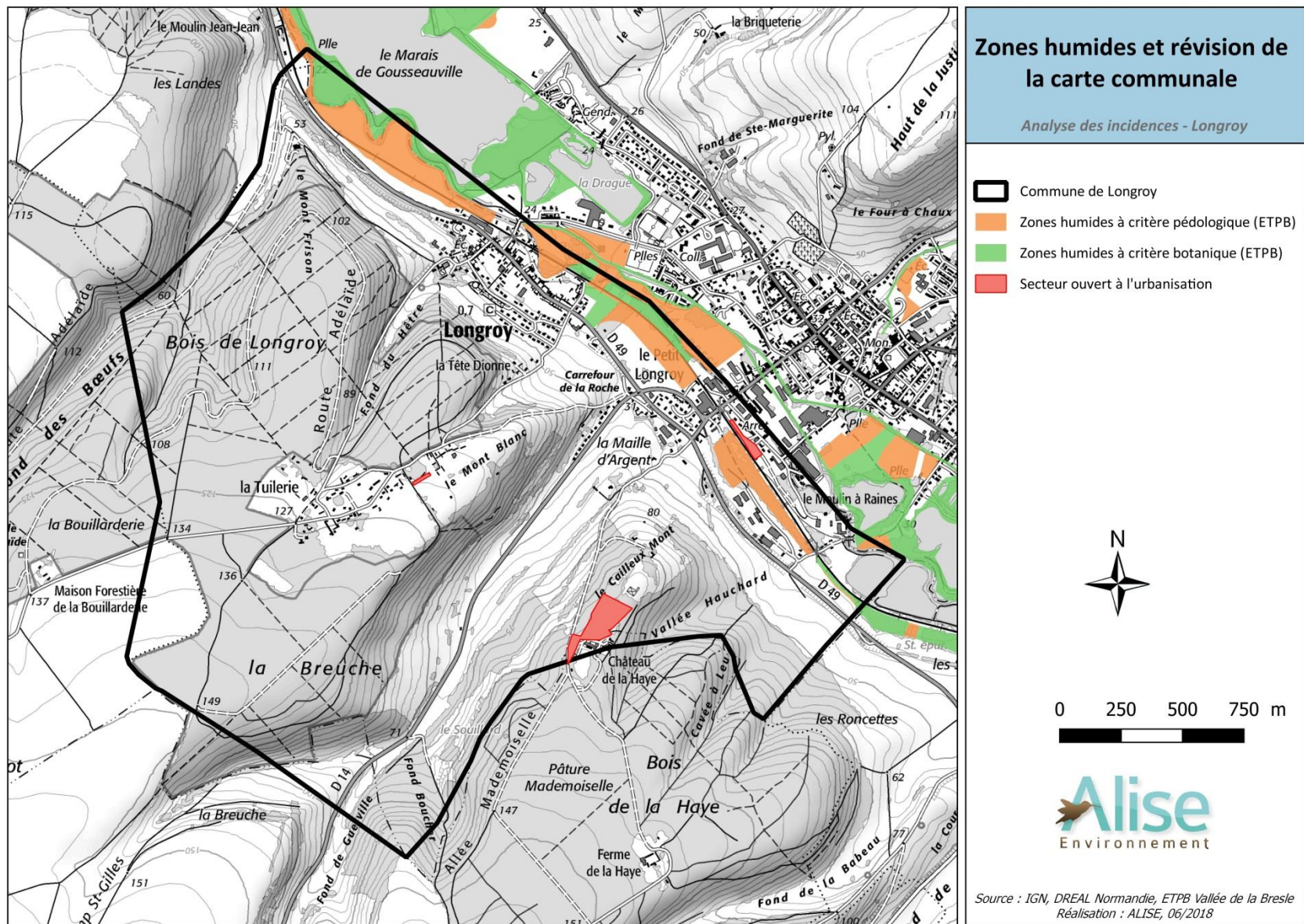


Figure 19 : Zones humides identifiées d'après le recensement de l'ETPB  
Source : EPTB Vallée de la Bresle

### **3.4.8. Trame verte et bleue**

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) est un document-cadre élaboré conjointement par le Conseil Régional de Haute Normandie et l'État en concertation avec les représentants du territoire haut-normand (décideurs, gestionnaires ou usagers de l'espace). Le SRCE, déclinaison régionale de la trame verte et bleue a pour principal objectif d'enrayer la perte de la biodiversité en participant à la préservation, la gestion et la remise en état des milieux nécessaires aux continuités écologiques.

Il est un outil d'aménagement destiné à orienter les stratégies, les documents d'urbanisme et les projets. Les schémas de cohérence territoriaux (Scot) doivent le prendre en compte ce document cadre tout comme les documents de planification et projets de l'État. Les plans locaux d'urbanisme (PLU) et carte communales doivent être compatibles avec les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur. En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales doivent prendre en compte les SRCE.

**Le SRCE a été approuvé par délibération du Conseil Régional de Haute-Normandie le 13 octobre 2014 et adopté par arrêté du préfet de la Région le 18 novembre 2014**

La Trame verte et bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle s'étend jusqu'à la laisse de basse mer et dans les estuaires, à la limite transversale de la mer. Le SCRE présente la trame verte et bleue via les réservoirs et les corridors écologiques.

Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.

Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau mentionnées au I de l'article L. 211-14 du code de l'environnement (article L. 371-1 II et R. 371-19 III du code de l'environnement).

Le SRCE définit plusieurs réservoirs et corridors écologiques sur Longroy. Nous pouvons citer :

- Plusieurs réservoirs boisés : Bois de Longroy, Forêt domaniale, etc.,
- Réservoirs humides et aquatiques
- Réservoirs calcicoles
- Corridors calcicoles pour espèces à faible déplacement
- Corridor sylvo-arboré pour espèces à faible déplacement
- Corridor zone humide pour espèces à faible déplacement
- Corridor pour espèces à fort déplacement



Certaines discontinuités, qui viennent rompre le réseau de réservoirs et corridors, sont identifiées sur le territoire. Sur Longroy les principales discontinuités sont les routes départementales et les infrastructures routières.

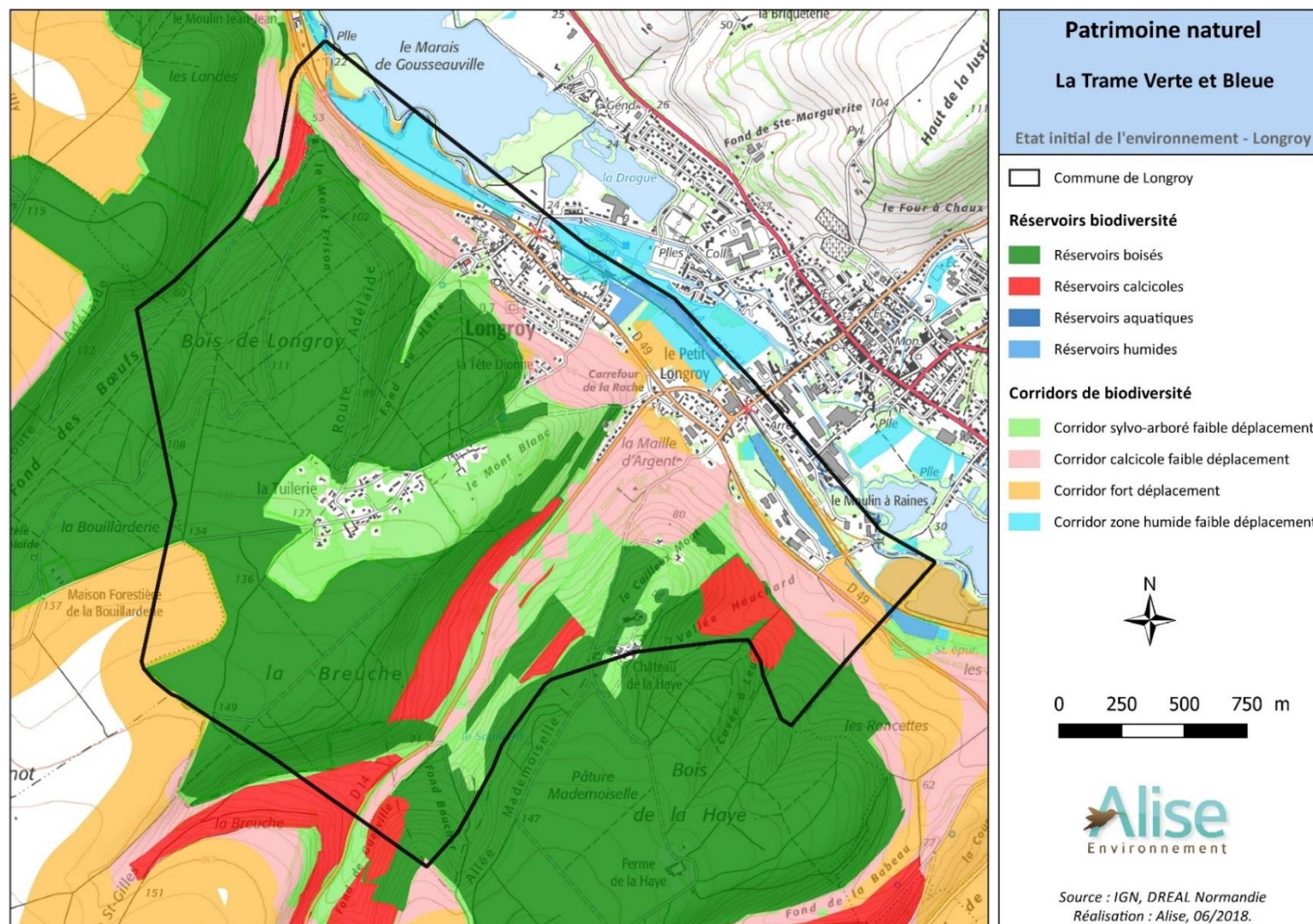


Figure 20 : Eléments de la trame verte et bleue infrarégionale sur Longroy  
Source : DREAL Normandie



### 3.4.9. Synthèse du patrimoine naturel remarquable et protégé

Au sein du périmètre de la commune de Longroy sont recensés :

*Tableau 11 : Synthèse des mesures de protection du Patrimoine naturel*

Type de protection	Présence
Zone Natura 2000	Un site Natura 2000 : ZSC « FR 2200363 Vallée de la Bresle »
Z.I.C.O.	Aucune
Zone Ramsar	Aucune
Réserve de biosphère	Aucune
Réserve Naturelle Nationale	Aucune
Site inscrit / site classé	Aucun
Forêt domaniale	Forêt domaniale indivise d'Eu
Réserve Naturelle Régionale	Aucune
Arrêtés préfectoraux de protection de biotope	Aucun
Espace Naturel Sensible	Aucun
Espace remarquable du littoral	Aucun
Parc National	Aucun
Parc Naturel Régional	Aucun
Z.N.I.E.F.F.	Deux périmètres Z.N.I.E.F.F. de type I et un périmètre de ZNIEFF de type II
Conservatoire des Espaces Naturels de Haute-Normandie	Aucun
Zones humides	Plusieurs zones humides
Trame verte et bleue	Plusieurs corridors et réservoirs

### 3.5. PAYSAGE

Un paysage peut être défini, selon la Convention européenne du paysage (20 octobre 2000), comme une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations.

L'atlas des Paysages de Haute-Normandie, offre un découpage de la région en unités paysagères et en présente les principales caractéristiques. Cet inventaire présente le contexte paysager dans lequel s'inscrit le territoire de Longroy.

La Seine-Maritime est caractérisée par les paysages du Pays de Caux et du Pays de Bray, accompagnés de paysages de transition, paysages mixtes mélangeant champs ouverts et bocage.

**Longroy se situe au sein de l'entité paysagère de la Vallée de la Bresle.**

La vallée de la Bresle se situe à cheval entre la Haute-Normandie et la Picardie. Située entre le plateau picard et le Petit Caux, cette vallée s'allonge sur une soixantaine de kilomètres entre ses prémices en amont d'Aumale et son débouché dans la Manche entre Mers-les-Bains et le Tréport. Parallèle aux vallées de l'Yères et de l'Eaulne, elle participe au découpage du Petit Caux en plateaux striés orientés sud-est/nord-ouest. L'autoroute A 28 sépare la vallée en deux parties, l'une, en amont relativement étroite et l'autre en aval aux coteaux doux et amples. Marqué par une agriculture très présente, cette unité de paysage a pour caractère dominant celui d'une vallée rurale ponctuée par des villes industrielles.

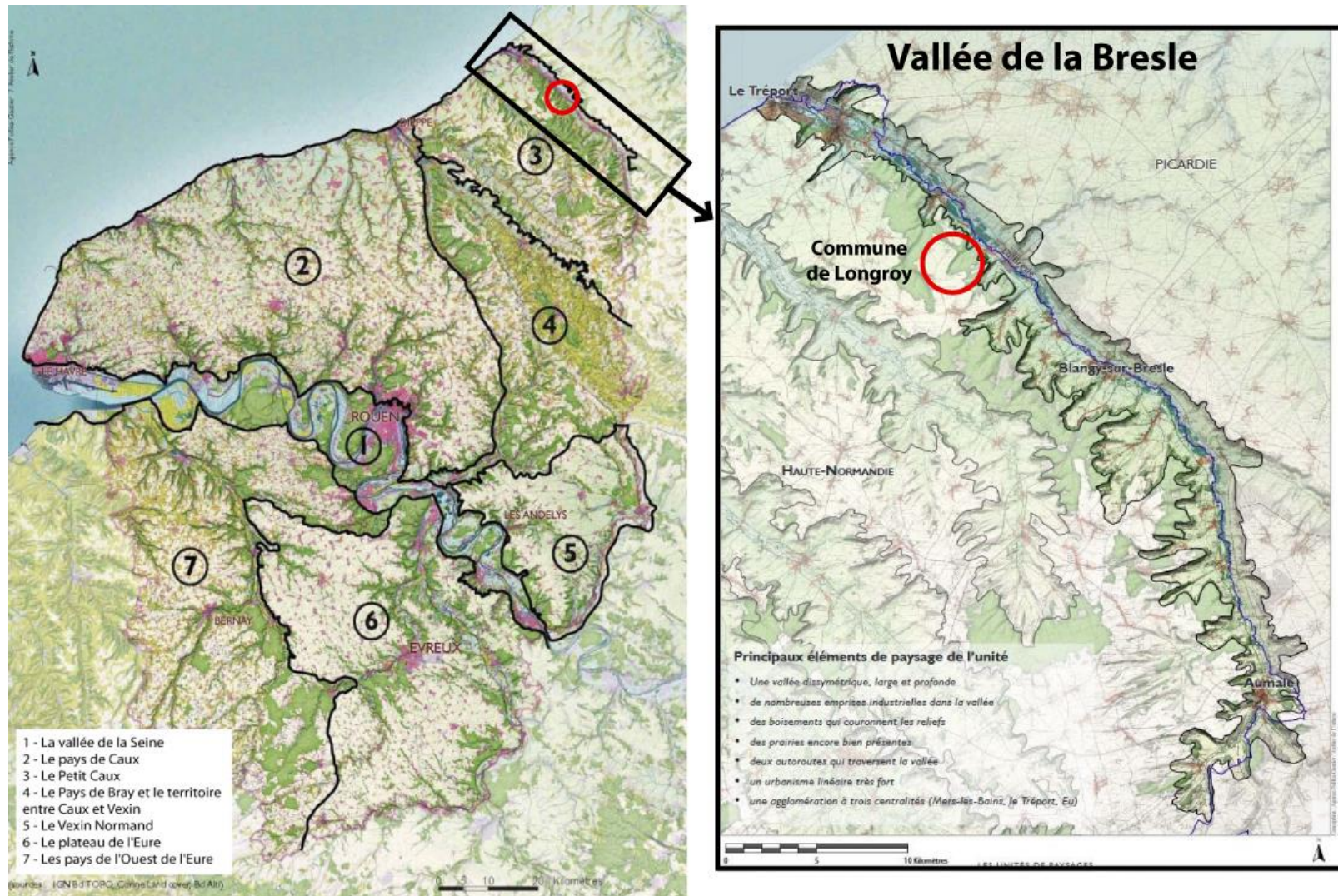


Figure 21 : Ensembles paysagers de Normandie et unité paysagère de la Vallée de la Bresle  
 Source : DREAL Normandie

### 3.6. SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL ET ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

#### 3.6.1. Synthèse de l'état initial

##### Climatologie

<b>Climat</b>	⇨ Climat océanique tempéré ⇨ Précipitations régulières sur l'année
---------------	---

##### ✧ Qualité de l'air

<b>Qualité de l'air</b>	⇨ La station la plus proche est localisée à Arrest ⇨ Principal facteur de pollution sur Longroy : le transport, l'agriculture et résidentiel tertiaire
-------------------------	---

##### ✧ Géologie

<b>Géologie</b>	⇨ Territoire situé dans le Bassin Parisien ⇨ Deux grands types de formations géologiques : limons, alluvions et craie
-----------------	--

##### ✧ Captages A.E.P. et production d'eau potable

<b>Captages</b>	⇨ Aucun point de captage d'alimentation en eau potable ni de périmètre de protection sur la commune
<b>Alimentation en eau potable</b>	⇨ L'eau potable est gérée par le SIAEPA de la région d'Eu. ⇨ La commune de LONGROY est alimentée par les captages d'eau potable d'INCHEVILLE.

##### ✧ Contexte hydrologique

<b>S.D.A.G.E.</b>	⇨ Longroy appartient au S.D.A.G.E. Seine-Normandie ⇨ La révision de la carte communale devra être compatible avec le S.D.A.G.E.
<b>SAGE.</b>	⇨ Longroy est située au sein d'un périmètre de SAGE de la Vallée de la Bresle

##### ✧ Hydrographie

<b>Hydrographie</b>	⇨ Plusieurs ruisseaux, cours d'eau et plans d'eau.
---------------------	--

##### ✧ Risques naturels

<b>Cavités souterraines</b>	⇨ 37 indices de cavités souterraines ont été recensés
<b>Inondations</b>	⇨ Risque inondation par remontées de nappes ⇨ Risque inondation lié au débordement de cours d'eau ⇨ Un Schéma de Gestion des Eaux Pluviales a été réalisé sur la commune : le risque d'inondations lié aux ruissellements n'est pas négligeable
<b>Risque sismique</b>	⇨ Longroy est située dans une zone de sismicité 1, c'est-à-dire dans une zone à très faible risque sismique.



#### ✧ Risques anthropiques

<b>Risque industriel</b>	⇒ Aucun établissement classés SEVESO sur la commune ⇒ Trois installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
<b>Risque nucléaire</b>	⇒ Longroy est située à environ 20km de la centrale de Penly et 65km de la centrale de Paluel
<b>Risque lié au transport de matières dangereuses</b>	⇒ Présence d'un risque sur les axes principaux du réseau routier ⇒ Canalisation de gaz naturel ⇒ Voie ferrée
<b>Sites pollués / potentiellement pollués</b>	⇒ 1 site BASOL a été recensé sur la commune ⇒ 10 sites BASIAS sur la commune

#### ✧ Nuisances

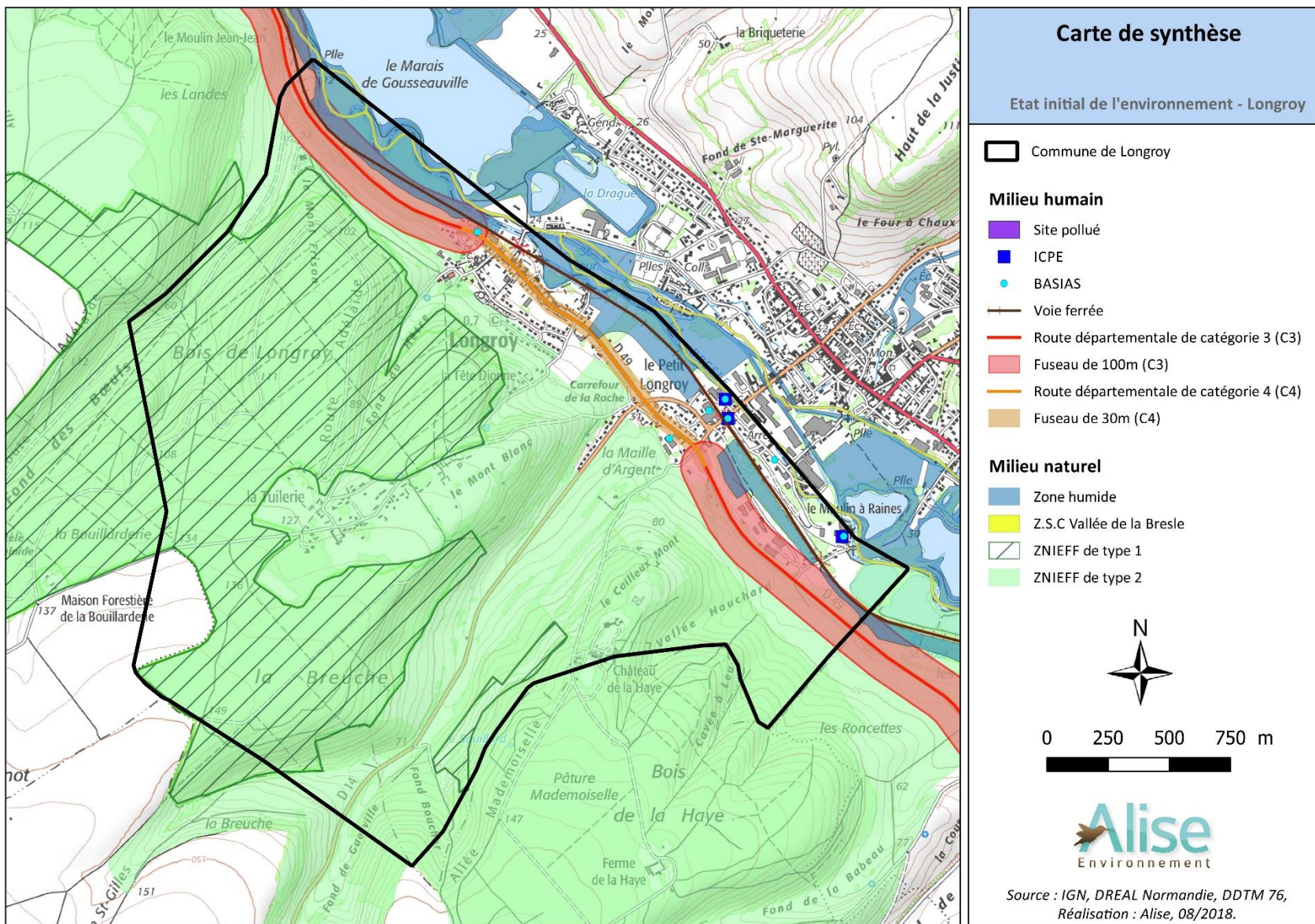
<b>Acoustique</b>	⇒ Une infrastructure routière identifiée au Classement Sonore des Infrastructures de Transports Terrestres
<b>Déchets</b>	⇒ Gestion par la Communauté de Communes des Villes Sœurs
<b>Assainissement</b>	⇒ L'assainissement est géré par le SIAEPA de la région d'Eu

#### ✧ Infrastructures

<b>Infrastructures routières</b>	⇒ Principalement A28, RD 14, RD 49 et RD 1015 ⇒ Puis RD 126 et RD 315
<b>Infrastructures ferroviaires</b>	⇒ Une voie ferrée sur la commune
<b>Infrastructures aéroportuaires</b>	⇒ Aucune

#### ✧ Milieu naturel

<b>Protections réglementaires</b>	⇒ Absence de site classé ⇒ Absence de réserve naturelle nationale ou régionale ⇒ Absence de réserve biologique domaniale ⇒ Absence de forêt de protection ⇒ Absence d'arrêté préfectoral de protection de biotope ⇒ Absence d'Espace Naturel Sensible ⇒ N'appartient pas à un parc naturel national ou régional ⇒ Pas d'arrêté de protection de biotope
<b>Forêt</b>	⇒ Forêt domaniale indivise d'Eu gérée par l'ONF et le département
<b>Z.N.I.E.F.F.</b>	⇒ Deux Z.N.I.E.F.F. de type I sont présentes sur le territoire ⇒ Une Z.N.I.E.F.F. de type II est présente sur le territoire
<b>Zone humide</b>	⇒ Plusieurs zones humides situées le long de la vallée
<b>Engagements internationaux</b>	⇒ Un site Natura 2000 : Vallée de la Bresle ⇒ Aucune réserve de biosphère ⇒ Absence de zone RAMSAR ⇒ Absence de Z.I.C.O.
<b>Espaces naturels ordinaires</b>	⇒ Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Haute-Normandie à prendre en compte



**Figure 22 : Synthèse de l'état initial**  
Source : IGN, DREAL Normandie, DDTM 76

### **3.6.2. Enjeux environnementaux**

Les principaux enjeux environnementaux du territoire :

- Préserver les richesses naturelles et paysagères
- Prendre en compte les risques naturels
- Considérer les risques humains
- Préserver le cadre de vie

### 4.1. PRESENTATION DU PROJET

#### 4.1.1. Gestion cohérente du développement communal

La délimitation du périmètre constructible s'est attachée au plus près du bâti existant dans le cadre de la densification de la trame urbaine.

- Le centre bourg

Repris en rouge sur le plan ci-dessous, le secteur SU correspond aux parties urbanisées. Il comporte principalement de l'habitat, mais également les équipements publics. Un secteur SA a été créé pour une activité liée à l'industrie verrière, histoire de la vallée. Le secteur naturel reprend les zones agricoles et les zones naturelles.

- Le hameau de « La Tuilerie »

Repris en rouge sur le plan ci-dessous, le secteur SU correspond aux parties urbanisées. Il comporte uniquement de l'habitat. Le secteur naturel reprend les zones agricoles et les zones naturelles.

- « Le Petit Longroy »

Repris en rouge sur le plan ci-dessous, le secteur SU correspond aux parties urbanisées. Il comporte principalement de l'habitat. Plusieurs secteurs SA ont été créés pour plusieurs activités industrielles, artisanales et commerciales présentes sur le territoire. Le secteur naturel reprend les zones agricoles et les zones naturelles.

#### 4.1.2. Pérennité de l'outil économique

Comme indiqué précédemment, les entreprises industrielles, artisanales et commerciales ont été reprises en zone d'activités SA. Elles se situent dans le centre bourg et au Petit Longroy.

#### 4.1.3. Le projet d'implantation d'un complexe d'enseignement privé

Comme indiqué dans la 1ère partie du diagnostic, un opérateur privé a acquis le château de la Haye pour y installer un collège et lycée. Le projet consiste à utiliser les bâtiments existants, à agrandir certaines constructions et à implanter de nouvelles structures pour les loisirs et la pratique du sport. Suivant le site inscrit dans un vaste espace naturel, le périmètre du secteur constructible SA a été limité aux espaces peu boisés.



## **4.2. BESOINS DE LA COMMUNE**

### **4.2.1. Bilan des besoins en logements**

Si l'on considère :

- l'objectif démographique communal : croissance annuelle moyenne de 1%, soit environ 81 personnes et 34 logements,
- la réponse au desserrement de la population : 16 logements,

Le besoin en logements est évalué à 16 logements d'ici 10 ans. L'objectif, en terme de construction, est donc défini à 50 logements pour les 10 prochaines années.

### **4.2.2. Le besoin foncier en logements**

Si l'on considère une moyenne parcellaire d'environ 800 m<sup>2</sup> en raison de la présence du réseau d'assainissement collectif, soit une densité de 12 logements à l'hectare, le besoin foncier total du projet de carte communale s'élève à environ 4 hectares.

## **4.3. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES**

### **4.3.1. Le potentiel foncier - Analyse des dents creuses**

L'analyse des potentialités foncières permet de faire le bilan des possibilités réelles du territoire. La méthodologie du recensement repose sur les principes suivants :

- les terrains repérés doivent être au sein du tissu urbain existant afin de répondre aux exigences formulées par la loi SRU du 13 Décembre 2000 sur le renouvellement urbain et la gestion économe de l'espace,
- les périmètres de préservation des espaces naturels ont été respectés,
- les terrains à protéger au titre de l'activité agricole, de la qualité des paysages ou des risques naturels ont été pris en compte.

Un repérage a été effectué au sein du centre bourg, au Petit Longroy et hameau de la Tuilerie, dans le respect des lois SRU et ENE, dans un principe d'urbanisation des dents creuses afin de préserver l'espace naturel et de limiter le mitage du territoire. Il ressort très peu de disponibilités foncières au coeur du bourg et des hameaux au vu de l'occupation du sol actuelle et des enjeux liés au patrimoine naturel. Ainsi une surface de 20 100 m<sup>2</sup>, soit 2 hectares ont été identifiées sur le territoire de LONGROY. La capacité d'accueil est estimée à environ 17 logements.

### **4.3.2. Analyse des secteurs inscrits en zone inconstructible**

Ont été inscrits en secteur naturel de la carte communale :

- les espaces concernés par des enjeux hydrauliques,
- les espaces concernés par des enjeux de cavités souterraines,
- les espaces concernés par des mesures de préservation du milieu naturel et notamment la ZNIEFF 2, le site NATURA 2000 et l'enveloppe des zones humides.

Les constructions isolées ont été maintenues en secteur naturel du fait de plusieurs éléments :

- respect des lois SRU et ENE, prônant la densification et limitant le mitage et l'étalement urbain,
- réseaux parfois insuffisants pour supporter de nouvelles constructions,
- voiries souvent étroites, non adaptées à une circulation automobile plus dense.

Il est rappelé que le classement en secteur SN ne bloque pas toute évolution des constructions existantes. En effet, en secteur naturel sont autorisés : les changements de destination, les réhabilitations, les extensions mesurées ainsi que les annexes jointives.

#### **4.4. EXPOSE DES MOTIFS POUR LESQUELS LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE A ETE RETENUE**

Les objectifs de développement de la commune de LONGROY restent raisonnés afin de préserver le cadre de vie des habitants.

Le territoire communal est composé d'un centre bourg et de plusieurs hameaux. Au cours de la réflexion menée sur le développement communal, les élus ont donc souhaité :

- renforcer et développer le centre bourg, regroupant les équipements publics, dans un principe de densification de l'enveloppe bâtie existante.
- permettre la densification du hameau de « La Tuilerie »,
- pérenniser les nombreuses activités économiques implantées sur « Le Petit Longroy »,
- accueillir un établissement d'enseignement privé.

La commune de LONGROY possède un relief de vallée et de plateau. Son cadre de vie est végétal et agréable.

- Le relief sous-entend des phénomènes d'inondations, les élus ont donc pris en compte les zones de risques liés à ce phénomène, en fonction de l'étude réalisée par SOGETI lors de l'élaboration de la carte communale en vigueur,
- La préservation des éléments naturels, caractéristiques du paysage communal, fait également partie des objectifs communaux intégrés dans la carte communale : espaces boisés, haies champêtres, ...
- Enfin la préservation du patrimoine bâti constitue un objectif communal.

Enfin dans la réflexion de la carte communale, la problématique des réseaux a été prise en compte. C'est pourquoi les élus ont souhaité favoriser le développement de secteurs desservis par l'ensemble de ces réseaux : eau potable, assainissement des eaux usées et électricité. La révision de la carte communale a également été l'occasion de réfléchir de manière approfondie sur le territoire communal.

## 5. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES

---

### 5.1. INCIDENCES : DEFINITION ET PRESENTATION

#### 5.1.1. Cadrage de l'analyse des incidences

Dans cette partie, les incidences de la mise en œuvre du document sur l'environnement seront étudiées principalement par le biais des surfaces ouvertes à l'urbanisation, notamment sur les secteurs suivants :

- ❖ **Petit Longroy**
- ❖ **Hameau de La Tuilerie**
- ❖ **Château de la Haye**

#### 5.1.2. Les incidences générales envisageables

Les incidences de l'élaboration du document d'urbanisme supposent le changement de la nature de l'occupation du sol au droit des ouvrages et des nouvelles infrastructures.

#### 5.1.3. Les effets notables probables sur l'environnement

La notion « d'effets notables probables de la révision de la carte communale sur l'environnement » visée par la Code de l'Environnement recouvre différentes typologies d'effets potentiels. Les typologies d'effets communément identifiées pour analyser les incidences des plans et programmes englobent les effets positifs et négatifs, directs et indirects, temporaires ou permanents, les effets à court/moyen/long terme, ainsi que les effets cumulés avec d'autres plans ou programmes connus.

### 5.2. INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE SUR LE MILIEU PHYSIQUE

#### 5.2.1. Le climat

La révision du document n'entraînera pas d'incidences climatologiques significatives au niveau du département ou de la région.

#### 5.2.2. Les sols

La création de secteur à urbaniser (SU) et plus spécifiquement de leurs fondations nécessitera des remaniements locaux de la couche superficielle du sol. Elle pourra dans certains cas atteindre les premiers horizons géologiques. Par ailleurs, le poids final des constructions pourrait provoquer un tassement des premières couches géologiques. Néanmoins, ce compactage des horizons géologiques supérieurs sera limité en profondeur.

L'impact sur les formations géologiques sera donc limité.

### **5.2.3. Sols pollués**

Les installations permises par le nouveau zonage de la carte communale. devront respecter la réglementation en vigueur afin de ne pas engendrer un risque de pollution du sol.

La révision de la carte communale n'a pas *a priori* d'incidences sur les sols pollués étant donné que les 10 sites BASIAS et le site BASOL recensés sur la commune de Longroy ne connaissent pas de changement d'affectation.

### **5.2.4. L'eau**

#### **5.2.4.1. Eaux pluviales et de ruissellement**

Le schéma de gestion des eaux pluviales présente plusieurs risques d'écoulements concentrés des eaux superficielles. L'impact des eaux de ruissellement concernera plus particulièrement les zones à urbaniser.

L'augmentation des surfaces imperméabilisées aura une incidence sur la qualité et le volume des eaux pluviales ruisselant vers la Bresle.

Les prescriptions de la carte communale reprennent systématiquement le schéma de gestion des eaux pluviales, en termes de prise en compte des axes d'écoulement et d'inondable.

Le Schéma de Gestion des Eaux Pluviales avec les périmètres de la carte communale révisée et notamment les secteurs ouverts à l'urbanisation. On constate qu'aucun de ces périmètres n'est situé dans les zones d'aléas concernées.





#### **5.2.4.2. Eaux usées**

Longroy est raccordé à une station d'épuration qui a une capacité de 3000 équivalent-habitants (EH). Il n'y a pas de surcharge, le nombre de raccordés est d'environ 2995 équivalents habitants.

**La révision de la carte communale n'aura pas d'incidences sur les eaux usées.**

#### **5.2.4.3. Eaux superficielles**

La commune de Longroy est traversée par la rivière de la Bresle et certains de ses affluents. La commune compte aussi des plans d'eau. Tout rejet d'eau non traité est interdit dans ces eaux dites superficielles.

**La révision de la carte communale n'aura pas d'incidences sur les eaux superficielles.**

#### **5.2.4.4. Hydrogéologie**

Le fond de vallée de la commune de Longroy, relatif au lit mineur de la rivière de la Bresle, est proche de la nappe.

Les zones ouvertes à l'urbanisation (SU) sont quant à elles localisées principalement sur le plateau ou en fond de vallée.

**Les zones ouvertes à l'urbanisation se situent sur les versants, où la nappe est plus profonde qu'en fond de vallée. Par conséquent, le projet de carte communale révisée n'entraînera pas d'incidence directe sur la ressource en eau.**

#### **5.2.4.5. Captages**

D'après les informations de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) de Normandie, la commune de Longroy ne possède pas de captage et n'est pas impactée par les périmètres de protection afférents.

**La révision de la carte communale n'aura pas d'incidence sur les captages ou l'alimentation en eau potable.**

### 5.3. INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE SUR LE MILIEU NATUREL (HORS NATURA 2000)

L'étude des incidences sur le milieu naturel s'effectue principalement par le biais des surfaces ouvertes à l'urbanisation. En effet, hormis les zones ouvertes à l'urbanisation, le document d'urbanisme ne prévoit pas de changement marquant au vu de l'organisation actuelle de la commune.

#### 5.3.1. Les inventaires patrimoniaux

##### 5.3.1.1. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (Z.N.I.E.F.F.)

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.) sont répertoriées suivant une méthodologie nationale, en fonction de leur richesse ou de leur valeur en tant que refuge d'espèces rares ou « relictuelles » pour la région (circulaire du 14 mai 1991 du ministère chargé de l'environnement). Deux périmètres Z.N.I.E.F.F. de type I et un périmètre Z.N.I.E.F.F. de type II impactent le territoire communal.

*Tableau 12 : Incidences de la mise en œuvre du document d'urbanisme*  
Source : DREAL Normandie et DIREN Haute-Normandie

Nom	Identifiant national	Superficie	Préconisations selon inventaire	Incidences de la mise en œuvre du document d'urbanisme
<b>Z.N.I.E.F.F. de Type I</b>				
LE COTEAU DU FOND BOUCHER	230030477	6 ha	Faute de pâturage récent, le site évolue nettement vers la fermeture avec le développement du brachypode penné ( <i>Brachypodium pinnatum</i> ) et des fourrés. Il a également été en partie grignoté par la carrière. La viabilité de l'intérêt de ce coteau suppose le rétablissement d'un pâturage extensif voire la coupe de quelques arbustes et la non extension de la carrière de ce côté	La révision de la carte communale n'aura aucune incidence sur ces deux périmètres de ZNIEFF de type I : le zonage en Secteur Naturel (SN) de ces périmètres est conservée.  De plus, les zones ouvertes à l'urbanisation ne se situent pas au sein de ces périmètres (cf. Figure 23).
LE TRIAGE D'EU	230030472	1729 ha	Aucune préconisation particulière d'après la DREAL Normandie	
<b>Z.N.I.E.F.F. de Type II</b>				
LA HAUTE FORÊT D'EU, LES VALLES DE L'YERES ET DE LA BRESLE	230000318	20 763 ha	Aucune préconisation particulière d'après la DREAL Normandie	Deux zones ouvertes à l'urbanisation se situent au sein de ce périmètre (cf. Figure 23). Cependant, ces secteurs représentent environ 0,12% de la surface totale de la ZNIEFF. La révision de la carte communale aura un très faible impact sur cette ZNIEFF.



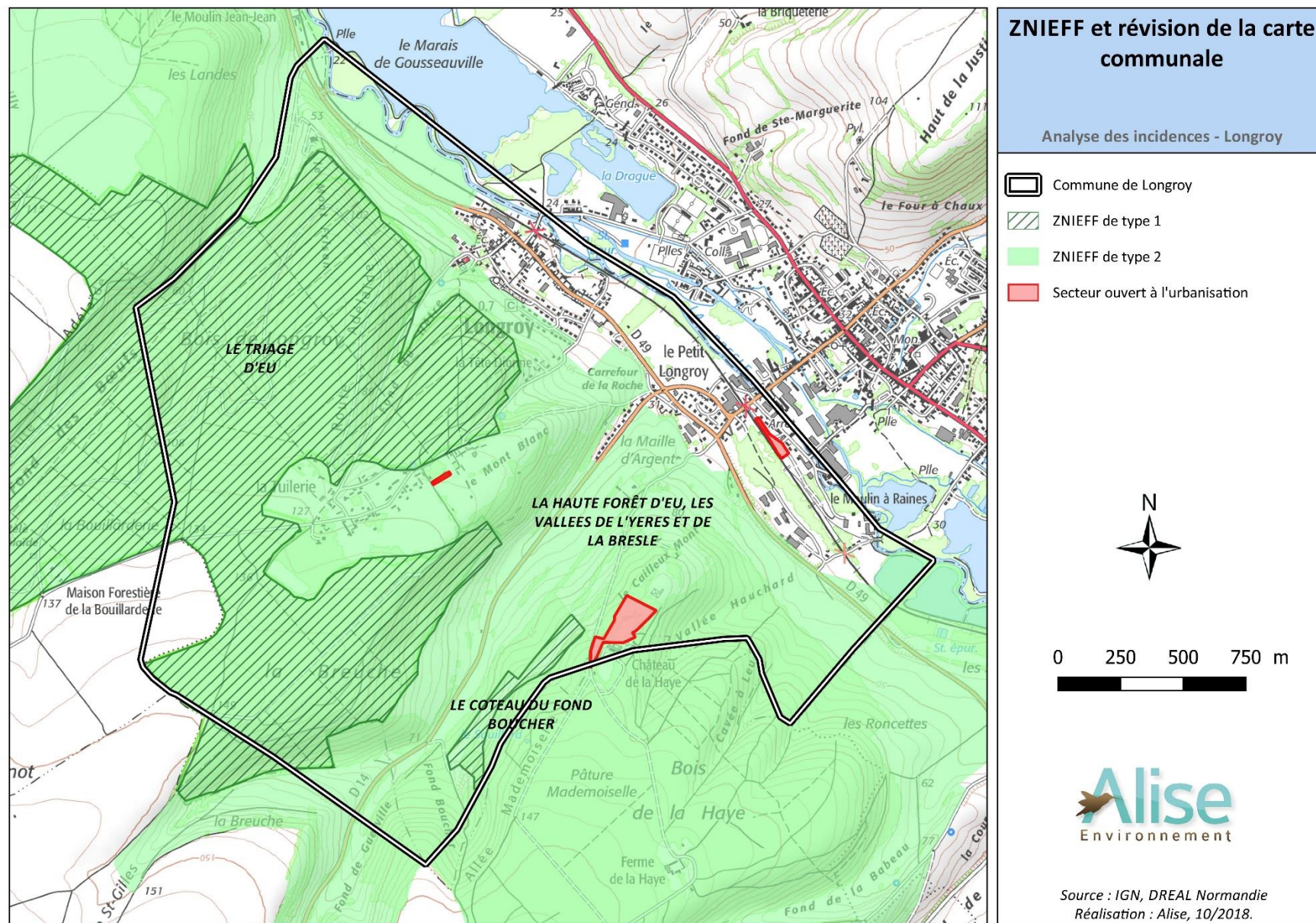


Figure 23 : ZNIEFF et révision de la carte communale de Longroy



#### **5.3.1.2. La trame verte et bleue (T.V.B.)**

Le SRCE a été adopté par le Conseil Régional de Haute-Normandie le 13 octobre 2014 et adopté par arrêté du préfet de la région le 18 novembre 2014.

La commune de Longroy regroupe des corridors et réservoirs calcicoles, boisés et humides.

**La révision de la carte communale de Longroy aura une incidence faible sur la trame verte et bleue. Les secteurs ouverts à l'urbanisation sont situés principalement en dehors des réservoirs et corridors. Seul le secteur au niveau du Château de la Haye se situe au sein d'un réservoir et corridor boisé.**

#### **5.3.2. Engagements internationaux (hors Natura 2000)**

##### **5.3.2.1. Les Zones d'Importance Communautaires pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.)**

Les Z.I.C.O. (Zones d'Importance Communautaire pour les Oiseaux) constituent le premier inventaire des sites de valeur européenne pour l'avifaune, établi en phase préalable de la mise en œuvre de la Directive Oiseaux n° 79/409/CEE du 2 avril 1979 du Conseil des Communautés européennes concernant la conservation des oiseaux sauvages.

**Il n'y a pas de Z.I.C.O. sur la commune de Longroy ou à proximité, la révision de la carte communale n'aura donc pas d'incidences.**

##### **5.3.2.2. Convention Ramsar**

La convention de Ramsar vise à favoriser la conservation des zones humides de valeur internationale du point de vue écologique, botanique, géologique, limnologique ou hydrographique et en premier lieu les zones humides ayant une importance internationale pour les oiseaux d'eau en toute saison.

**La commune n'est pas située à proximité d'une zone de convention Ramsar. Le projet communal n'aura pas d'incidences sur la zone Ramsar.**

##### **5.3.2.3. Réserves de biosphères**

Le programme "Man and Biosphere" (MAB) a été lancé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) au début des années 70 pour constituer un réseau mondial de réserves de la biosphère combinant la conservation de l'espace et l'utilisation durable des ressources par l'espèce humaine.

**Il n'y a pas de réserve biosphère en Haute Normandie ou dans les régions voisines, la révision de la carte communale n'aura donc pas d'incidences.**

##### **5.3.2.4. Protections réglementaires nationales**

**La commune de Longroy n'est pas concernée par une réserve naturelle nationale, ni par un site inscrit ou classé. La révision de la carte communale n'aura donc pas d'incidences.**

##### **5.3.2.5. Forêt domaniale**

La commune de Longroy est concernée par une forêt soumise au régime forestier. L'article L4-1 du code forestier, introduit par cette loi, dispose qu'un plan pluriannuel de développement forestier (PPRDF) est instauré dans chaque région.

Le PPRDF 2012-2016 de Normandie (ex-Haute-Normandie) a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 27 mars 2012. Ce plan identifie à l'échelle régionale trois territoires forestiers. Il en analyse les forces et les faiblesses, et définit les actions prioritaires à mettre en œuvre à court terme pour améliorer la production et la valorisation économique du bois dans le respect d'une gestion durable des forêts.

**La forêt domaniale d'Eu n'est pas concernée par les évolutions liées à la révision de la carte communale.**

#### **5.4. INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES SITES NATURA 2000**

L'analyse des incidences potentielles de la mise en œuvre du document sur le site Natura 2000 présent sur la commune ou sur une commune limitrophe de celle-ci se fonde sur les éléments de méthode issus de la circulaire du 15 avril 2010 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000. Cette circulaire prévoit notamment : une carte situant la commune par rapport aux périmètres des sites Natura 2000 les plus proches, un exposé sommaire mais argumenté des incidences que le document est ou non susceptible de causer à un ou plusieurs sites Natura 2000. Cet exposé argumenté intègre nécessairement une description des contraintes déjà présentes (autres activités humaines, enjeux écologiques, etc.) sur la zone où devrait se dérouler l'activité.

L'évaluation des incidences de la révision de la carte communale porte sur le site Natura 2000 :

- **Zone Spéciale de Conservation - FR2200363 - Vallée de la Bresle**

Afin d'identifier les menaces potentielles induites par la mise en œuvre de la carte communale, nous nous appuyons sur le document d'objectif du site Natura 2000 concerné.

#### ❖ Description du site

Le site « Vallée de la Bresle » est entièrement inclus dans le bassin versant du fleuve côtier « la Bresle ».  
La Bresle est une rivière de première catégorie. Avec ses populations de saumon atlantique, elle est un élément majeur du réseau fluvial et piscicole du nord-ouest de la France.

#### ❖ Composition du site

Le site de la vallée de la Bresle rassemble quatre sous-unités :

- La Bresle (lit mineur avec 10 m de part et d'autre)
- Coteaux et vallées de Basse-Bresle
- Coteaux de la Bresle moyenne et du Liger
- Coteaux et vallée de la Haute-Bresle

#### ❖ Vulnérabilité

Le lit majeur du réseau aquatique de la Bresle est soumis à de très nombreuses pressions.

#### ❖ Activités sur le site ou à proximité

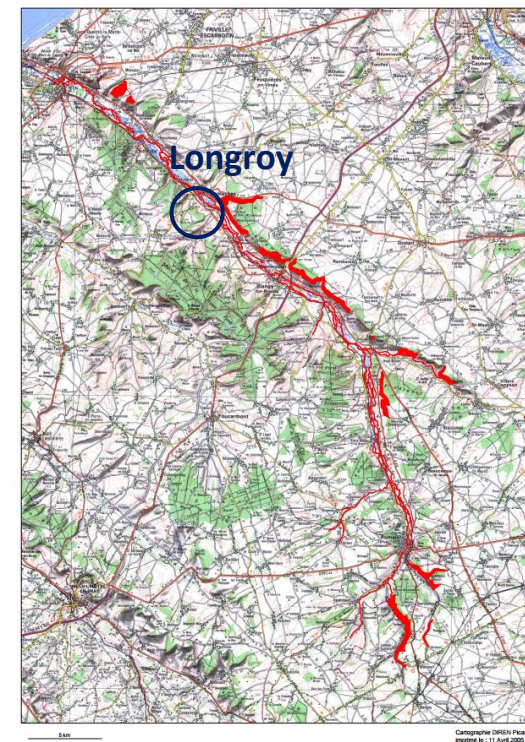
Agriculture, sylviculture, forte industrialisation (industrie verrière, métallurgie...), extraction de granulats, chasse, pêche, tourisme et loisirs de plein air...

#### ❖ Objectifs de conservation

- Le maintien et/ou la restauration du bon état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire sur le site
- La restauration du fonctionnement naturel de l'hydrosystème Bresle et de la bonne qualité de ses eaux (souterraines comme superficielles)
- La cohérence des textes et outils de gestion s'appliquant à la Bresle
- La gestion de la fréquentation du site / la communication auprès du public

#### ❖ La faune, la flore et les habitats d'intérêt sur le site

Habitats d'intérêt communautaire		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Eaux courantes eutrophes dominées par des Renoncles et autres hydrophytes</li> <li>• Eaux peu courantes eutrophes dominées par des Callitriches et autres hydrophytes</li> <li>• Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces</li> <li>• Hêtraie chênaie à Jacinthe des bois</li> <li>• Frênaie érableiaie calcicole de pente</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Hêtraie chênaie collinéennes</li> <li>• Saulaies arborescentes à Saule blanc</li> <li>• Aulnaie frênaie des rivières à cours lent</li> <li>• Formations à <i>Juniperus communis</i> sur pelouses calcaires</li> <li>• Pelouses sèches à Avoine des prés et fétuque de Léman</li> <li>• Pelouse ourlée à Brachypode penné</li> <li>• Pelouse marneuse à Parnassie des marais et Thym précocé</li> </ul>



**Figure 24 : Site d'intérêt communautaire de la Vallée de la Bresle**

Source : Document d'Objectifs Vallée de la Bresle

<b>Flore remarquable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bugle petit-pin</li> <li>• Campanule aggloméré</li> <li>• Céphalantère à grandes fleurs</li> <li>• Digitale jaune</li> <li>• Epipactis brun rouge</li> <li>• Gaillet couché</li> <li>• Gaillet des fanches</li> <li>• Gentianelle d'Allemagne</li> <li>• Globulaire ponctuée</li> <li>• Himantoglosse barde-de-bouc</li> <li>• Iris fétide</li> <li>• Jonc à fleurs obtuses</li> <li>• Genévrier commun</li> <li>• Laitie vivace</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lychnide fleur-de-coucou</li> <li>• Monotrope glabre</li> <li>• Ophrys frelon</li> <li>• Ophrys mouche</li> <li>• Fléole de Boehmer</li> <li>• Platanthère à deux feuilles</li> <li>• Renoncule en crosse</li> <li>• Rhinanthè à petites fleurs</li> <li>• Sorbier à larges fleurs</li> <li>• Rubanier simple</li> <li>• Germandrée des montagnes</li> <li>• Molène floconneuse</li> <li>• Véronique germandrée</li> </ul>
<b>Faune d'intérêt communautaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vertigo étroit</li> <li>• Vertigo des Moulins</li> <li>• Planorbe naine</li> <li>• Cordulie à corps fin</li> <li>• Leucorrhine à gros thorax</li> <li>• Agrion de Mercure</li> <li>• Cuivré des marais</li> <li>• Damier de la Succise</li> <li>• Taupin violacé</li> <li>• Lucane Cerf-Volant</li> <li>• Pique-prune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grand capricorne</li> <li>• Lamproie marine</li> <li>• Lamproie de Planer</li> <li>• Lamproie de rivière</li> <li>• Saumon atlantique</li> <li>• Bouvière</li> <li>• Loche de rivière</li> <li>• Chabot</li> <li>• Grand Rhinolophe</li> <li>• Murin à oreilles échancrées</li> <li>• Murin de Beschtein</li> <li>• Grand Murin</li> </ul>

La Figure 25 localise le site Natura 2000 de la Vallée et les secteurs ouverts à l'urbanisation issus de la révision de la carte communale. D'après cette carte, les secteurs ouverts à l'urbanisation ne concernent pas le site Natura 2000 de la vallée de la Bresle.



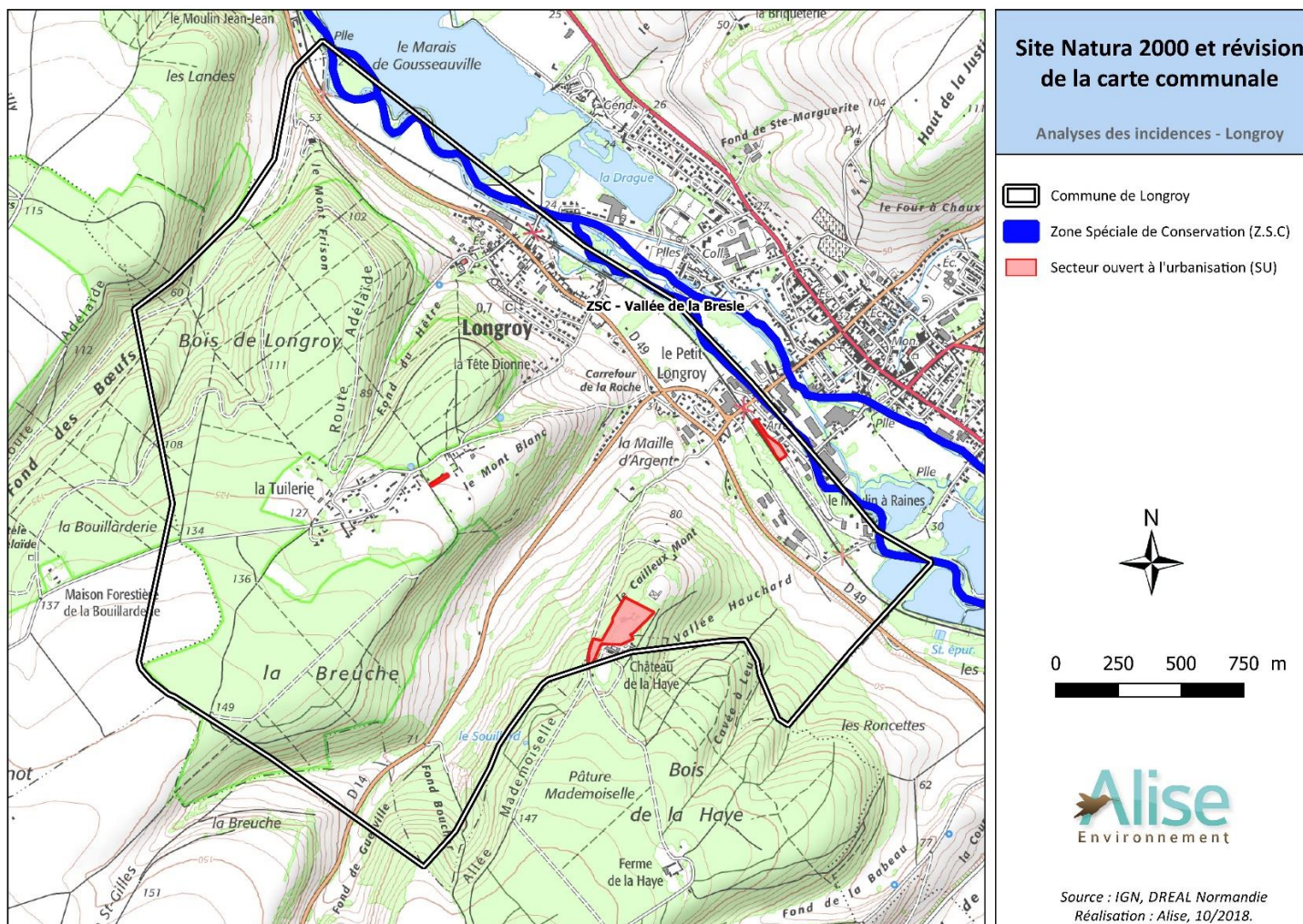


Figure 25 : Zone Spéciale de Conservation Vallée de la Bresle et révision de la carte communale sur la commune de Longroy

La révision de la carte communale n'aura pas d'incidence sur le site Natura 2000 de la vallée de la Bresle.

## **5.5. INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE SUR LE MILIEU HUMAIN**

### **5.5.1. La santé humaine**

La révision de la carte communale de Longroy n'induit pas d'effets directs sur la santé humaine et ne présente pas d'enjeu particulier pour cette thématique.

### **5.5.2. Les installations agricoles soumises à déclaration**

Les installations agricoles classées soumises à déclaration ne sont autorisées que dans la zone agricole, dont le contour a été défini de manière à respecter généralement les règles de distance.

### **5.5.3. L'air**

La révision de la carte communale en tant que telle n'a pas d'incidence majeure sur la qualité de l'air et le climat : l'évolution du droit du sol n'induit pas d'occupation du sol émettant des gaz à effet de serre dans des quantités aujourd'hui quantifiables.

### **5.5.4. Le bruit**

Compte tenu des caractéristiques du territoire, Longroy est exposée à des nuisances sonores du fait de la présence sur son territoire de la RD 49. Une bande de 100 mètres ou 30 mètres affectée par le bruit est présente de part et d'autre de la voie selon la portion de route. Les secteurs ouverts à l'urbanisation ne sont pas concernés par ces bandes tampons.

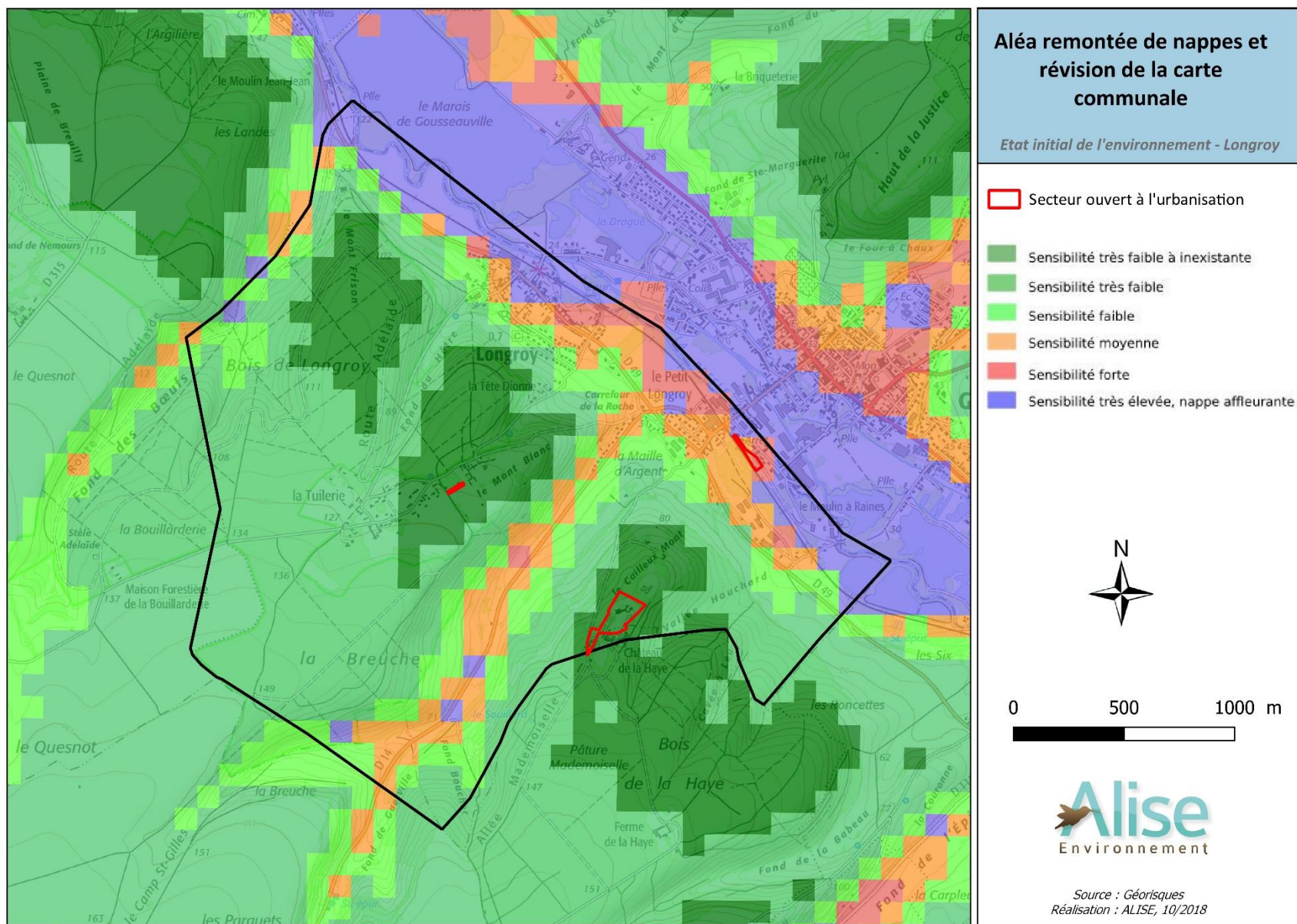
### **5.5.5. Les risques**

#### **5.5.5.1. Le risque inondation**

##### **❖ Le risque inondation par remontée de nappes**

Au vu de sa localisation dans le fond de la Vallée de la Bresle, la commune de Longroy est sujette au risque inondation par remontées de nappes. La figure ci-dessous présente l'aléa remontée de nappes et les secteurs ouverts à l'urbanisation. Le périmètre du Hameau de la Tuilerie et celui du château de la Haye se situent sur des secteurs dont la sensibilité est jugée très faible à inexistante. Cependant, le périmètre du Petit Longroy se situe dans un secteur dont la sensibilité est jugée moyenne à forte.





**Figure 26 : Aléa remontée de nappes et révision de la carte communale**  
Source : Géorisques

### ❖ Le risque inondations par ruissellement

La commune de Longroy est sensible aux risques liés aux fortes précipitations, qui ont déjà engendré des inondations ou des ruissellements concentrés le long des axes d'écoulement. Tout développement de l'urbanisation risque d'engendrer une aggravation de ces phénomènes.

Un Schéma de Gestion des Eaux Pluviales (SGEP) a défini des axes de ruissellement, des secteurs concernés par un aléa inondation par ruissellement, des secteurs concernés par l'aléa ruissellement sur voirie et des zones de vigilance.

**La révision de la carte communale n'aura pas d'incidence sur le risque inondation par ruissellement. En effet, les secteurs ouverts à l'urbanisation ne sont pas situés dans les zones d'aléas concernés.**

#### Commune de LONGROY (76) Recensement des indices de cavités souterraines DECEMBRE 2009

1 Numéro de la fiche concernant l'indice

##### Typologie des indices de cavités souterraines :

- Indice visible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière visible)
  - Indice invisible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière invisible)
  - Indice visible d'origine indéterminée
  - Indice invisible d'origine indéterminée
  - ▲ Indice visible de cavité naturelle (bétoire visible)
  - △ Indice invisible de cavité naturelle (bétoire invisible)
  - ☼ Indice d'extraction superficielle de matériaux (carrière à ciel ouvert)
  - ◆ Puits filtrant - puisard
  - ◇ Puits à eau
  - ☪ Autre (trou de bombe, ex-mare, ex-fondation, etc.)
- 
- Indice visible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière visible)
  - Indice invisible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière invisible)
  - Indice visible d'origine indéterminée
  - Indice invisible d'origine indéterminée
  - Indice visible de cavité naturelle (bétoire visible)
  - Indice invisible de cavité naturelle (bétoire invisible)
  - Indice d'extraction superficielle de matériaux (carrière à ciel ouvert)
  - Autre (trou de bombe, ex-mare, ex-fondation, etc.)



0 75 Mètres 150 300



○ Secteurs ouverts à l'urbanisation (révision de la carte communale)

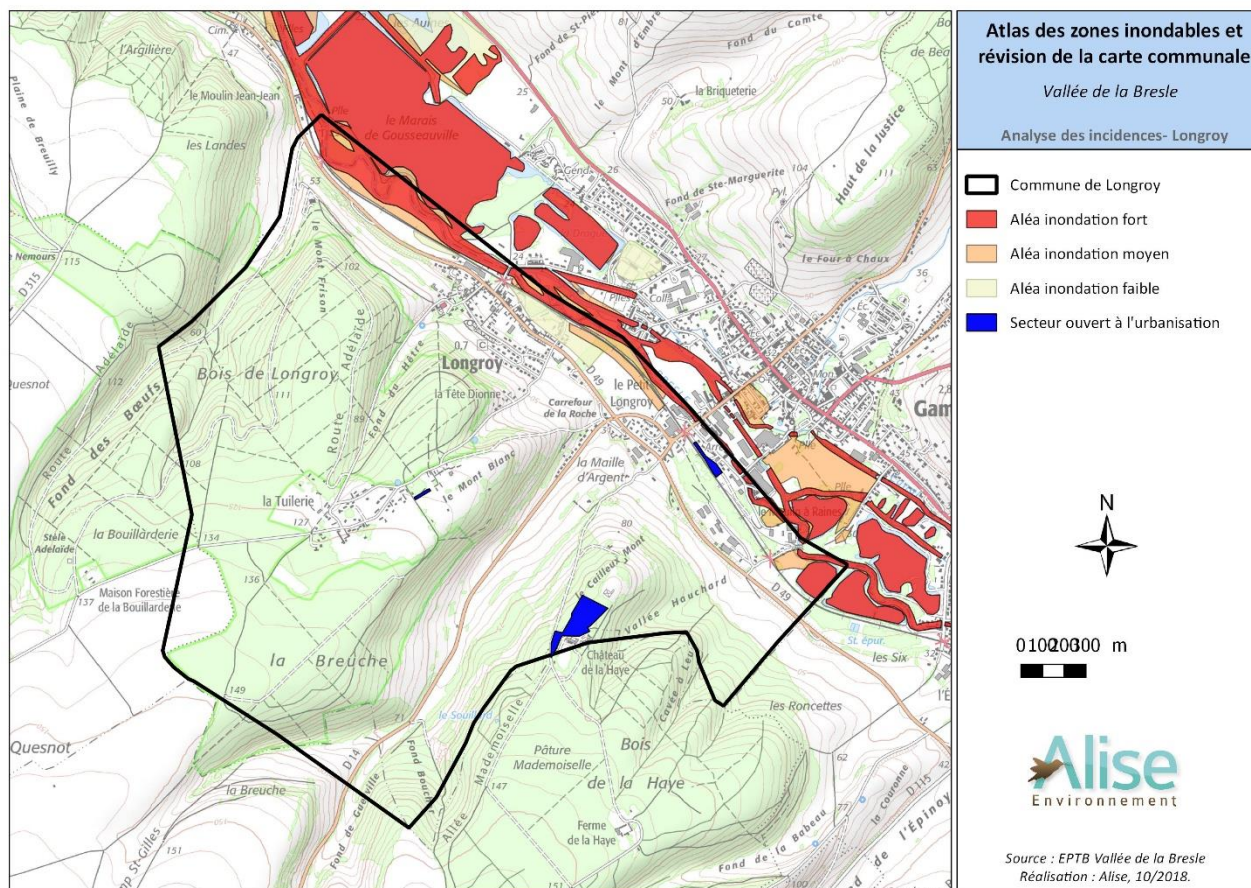
Figure 27 : Localisation des cavités souterraines et des secteurs ouverts à l'urbanisation (révision de la carte communale)





### ❖ Le risque inondation par débordement de cours d'eau

La commune est soumise au risque inondation par débordement de cours d'eau. L'établissement de bassin versant (EPTB Bresle) possède une cartographie des zones inondables de l'ensemble du fond de vallée de la Bresle. Ainsi, l'Atlas des Zones Inondable recense sur la commune de Longroy des zones variant d'un aléa fort à faible. D'après la figure ci-dessous, les secteurs ouverts à l'urbanisation ne sont pas impactés par le risque inondation



**Figure 28 : Atlas des zones inondables à Longroy et révision de la carte communale**  
Source : EPTB Vallée de la Bresle

**La révision de la carte communale n'aura pas d'incidence sur le risque inondation par débordement de cours d'eau.**

#### **5.5.5.2. Le risque cavités**

La commune est soumise au risque de cavités souterraines. En effet, le recensement des indices de cavités souterraines met en évidence la présence de carrières à ciel ouvert, de puits à eau, puisard, béttoire aménagée, ainsi que deux « zones à souterrain » localisées en fond de vallée, dans la zone urbanisée.

Un recensement des indices de cavités souterraines a été réalisé par le bureau d'étude ALISE environnement en 2009 sur la commune de Longroy. Au total, 37 indices de cavités souterraines ont été recensés. La figure ci-dessous présente la localisation des indices de cavités souterraines sur la commune de Longroy et les secteurs ouverts à l'urbanisation.

##### **❖ La doctrine de l'Etat suivant les périmètres de protection**

Les périmètres de protection varient suivant l'indice découvert. En effet, autour des indices de cavités souterraines, des périmètres d'un rayon de 60 m (pour les indices liés à la présence de marnières) ou de 35 m (pour les indices karstiques, béttoires) sont à instaurer.

Dans certains cas, lorsque des indices n'ont pu être localisés précisément, des parcelles napoléoniennes font référence du risque. C'est alors un périmètre de rayon de 60 mètres qui s'appliquent autour de la parcelle concernée.

##### **❖ La levée des risques et les périmètres de protection**

Ces différents périmètres entraînent l'inconstructibilité des zones. Par contre, en cas d'études de sol (sondages, décapages, ou toutes autres techniques) et finalement rebouchage quand l'indice a été retrouvé, le terrain devient constructible.

##### **❖ La gestion de l'existant dans les secteurs de risques**

Toutefois, dans les espaces concernés par des périmètres de protection, le règlement autorise :

- Les extensions mesurées des constructions existantes pour l'amélioration du confort des habitations, sous réserve que ces travaux n'aient pas pour effet d'augmenter le nombre de logements ainsi que leurs annexes de faible emprise, jointives ou non,
- Les reconstructions après sinistre sauf si ce sinistre est lié à un effondrement du sol,
- Les aménagements ayant pour objet de vérifier ou supprimer les risques,
- Les voiries ou ouvrages techniques.

##### **❖ La gestion du risque en cas de découverte d'un nouvel indice**

Il est possible que de nouveaux indices soient découverts après la révision de la carte communale. Dans ce cas, l'article L.563-6 II du code de l'environnement fait obligation au maire de communiquer sans délai, au représentant de l'Etat dans le département et au président du conseil général les éléments dont il dispose à ce sujet. Tous les actes d'urbanisme sont alors instruits sur la base de ces nouveaux éléments et il sera opposé un refus en application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme si la construction projetée est "de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique". Concrètement, le périmètre de protection habituel (rayon de 60 m en cas de suspicion de marnière) sera inconstructible. Parallèlement, la carte communale ne pourra le prendre en compte que lors de sa prochaine révision (pas de mise à jour possible). Il est donc important de rappeler que le recensement qui est intégré dans la carte communale fait état de la connaissance du risque au moment de la révision de la carte communale, cette connaissance étant susceptible d'évoluer alors que le document reste figé jusqu'à une prochaine révision. En tout état de cause, c'est bien la connaissance du risque actualisée qui sera prise en compte pour les autorisations d'urbanisme, en application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.

**La révision de la carte communale n'aura pas d'incidence sur le risque mouvement de terrain.**

#### **5.5.5.3. Le risque Transport de Matières Dangereuses**

D'après le Dossier départemental sur les Risques Majeurs (DDRM 2014) de la Seine-Maritime, toutes les communes du département sont concernées par les risques liés au transport routier. Pour la commune de Longroy, les principaux axes de circulation concernés sont :

- Principalement RD 14, RD 49, RD 1015,
- Puis RD 126 et RD 315
- Voie ferrée

De plus, d'après la base de données Géorisques, la commune de Longroy est concernée par les risques liés au transport par canalisations. En effet, une canalisation de gaz naturel traverse la commune de Longroy. Sa localisation est présentée sur la carte ci-dessous. La commune de Longroy est concernée par le risque lié au transport de matières dangereuses. Cependant, la révision de la carte communale ne prévoit pas d'activités pouvant influencer ce risque. Aucun grand flux supplémentaire de transport n'est prévu sur les routes départementales.

**La révision de la carte communale n'entraîne aucune incidence sur le risque Transport de Matières Dangereuses.**

### **5.6. INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE SUR LE PAYSAGE**

#### **5.6.1. Les unités paysagères**

Le territoire de Longroy se situe de l'entité paysagère de la Vallée de la Bresle. Le projet de révision de carte communale ne viendra pas modifier les caractéristiques des entités paysagères.

#### **5.6.2. Zones de perception visuelle depuis le château de la Haye**

Depuis le château de la Haye, les perceptions visuelles extérieures sont assez limitées. En effet, le site du château de la Haye est entouré de bois relativement denses qui laissent peu de place aux percées visuelles vers l'extérieur. La Figure 29 représente une coupe topographique schématique depuis le château de la Haye jusqu'à la route départementale RD 63.



Photo 9 : Entrée du château de la Haye

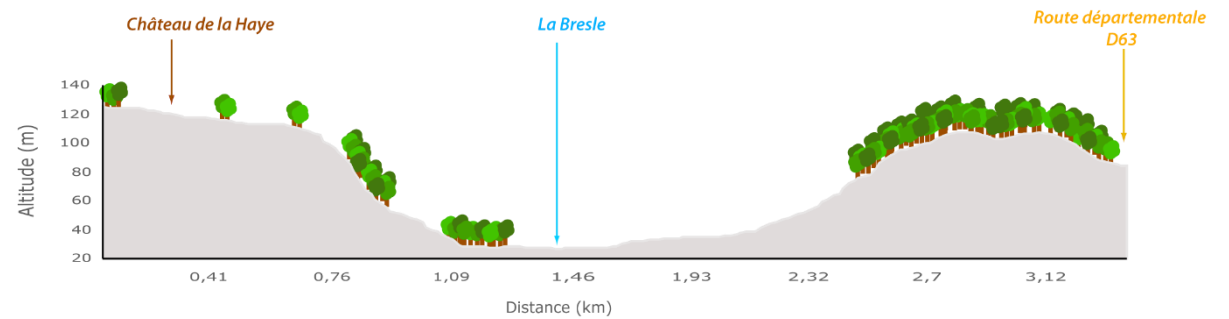
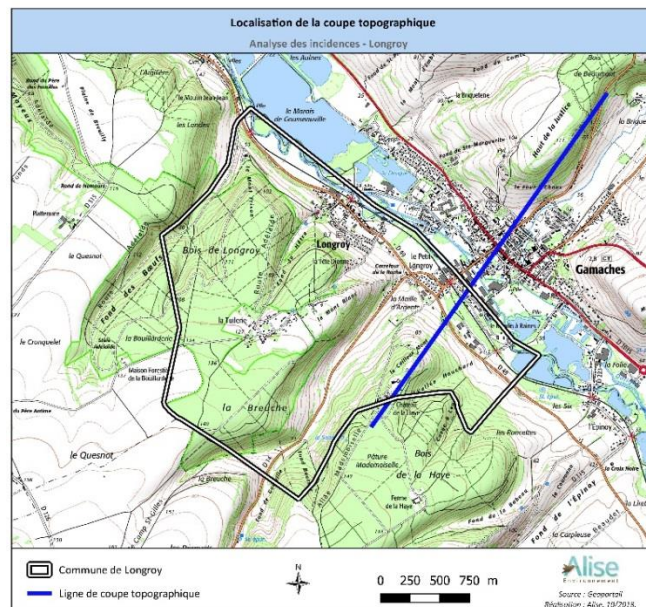


Figure 29 : Coupe topographique depuis le château de la Haye à la route départementale RD63



### **5.6.3. Zones de perception visuelle depuis le Hameau de la Tuilerie**

La Photo 10 présente un panorama du secteur ouvert à l'urbanisation au niveau du Hameau de la Tuilerie. Depuis ce secteur, les perceptions visuelles restent limitées par la présence de haies denses et d'arbres fruitiers aux alentours.



*Photo 10 : Perceptions visuelles depuis le hameau des Tuileries*

### **5.6.4. Zones de perception visuelle depuis « le Petit Longroy »**

Depuis ce secteur, les perceptions visuelles restent limitées du fait de la localisation en fond de vallée.

Concernant les incidences du projet de révision de la carte communale sur le paysage, il est à noter que l'implantation de nouvelles constructions aura très peu d'incidence sur le paysage. De plus, les périmètres constructibles se sont rapprochés au plus près du bâti limitant de ce fait les impacts sur le paysage.

## 6. MESURES PRISES POUR EVITER, REDUIRE, COMPENSER

---

### 6.1. MESURES D'EVITEMENT

Aucune mesure d'évitement n'est nécessaire après analyse des incidences de la révision de la carte communale et le site Natura 2000 présent sur le territoire et à proximité.

### 6.2. MESURES DE REDUCTION

Aucune mesure de réduction n'est nécessaire après analyse des incidences de la révision de la carte communale sur l'environnement et le site Natura 2000 présent sur le territoire et à proximité.

### 6.3. MESURES DE COMPENSATION

Aucune mesure de compensation n'est nécessaire après analyse des incidences de la révision de la carte communale sur l'environnement et le site Natura 2000 présent sur le territoire et à proximité.

## 7. DEFINITION DES CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES RETENUES POUR SUIVRE LES EFFETS DU DOCUMENT SUR L'ENVIRONNEMENT

Le rapport environnemental comprend « La présentation des critères, indicateurs, et modalités » permettant de vérifier « la correcte appréciation des effets défavorables » ainsi que « le caractère adéquat » des mesures « éviter, compenser, réduire », mais également d'identifier « les impacts négatifs imprévus, et de permettre si nécessaire l'intervention de mesures appropriées ».

Les indicateurs retenus pour évaluer les incidences de la modification du Plan d'Occupation des Sols sur l'environnement sont présentés ci-après.

Thèmes	Objectifs	Impacts suivis	Indicateurs	Fréquences	Sources
Risques et nuisances	Prendre en compte le risque d'inondation dans les réflexions d'aménagement.	Risques d'inondation.	Recensement des incidents liés aux inondations.	Tous les 6 ans	Commune.
	Prendre en compte le risque de mouvements de terrain dans les réflexions d'aménagement.	Risques de mouvements de terrain.	Recensement des incidents liés aux mouvements de terrain.	Tous les 6 ans	Commune.
	Prendre en compte le risque de remontées de nappe dans les réflexions d'aménagement.	Risques de remontées de nappe	Recensement des incidents liés aux remontées de nappe	Tous les 6 ans	Commune.
Patrimoine naturel	Préserver la trame verte et bleue	Linéaire trame verte	Linéaire de haies locales plantées	Tous les 6 ans	Commune.

**Tableau 13 : Indicateurs proposés pour le suivi de la révision de la carte communale**

Les indicateurs ont été sélectionnés en concertation avec les élus de sorte à retenir :

- ✓ Les plus pertinents pour la commune ;
- ✓ Les plus simples à renseigner/utiliser ;
- ✓ Les plus représentatifs des enjeux et problématiques du territoire communal.

## 8. DESCRIPTION DE LA METHODOLOGIE

L'objet du présent chapitre est d'analyser les méthodes utilisées pour évaluer les incidences potentielles de la modification du Plan d'Occupation des Sols sur l'environnement et de décrire les éventuelles difficultés rencontrées pour cela. L'analyse des impacts de la modification du Plan d'Occupation des Sols sur l'environnement consiste en leur identification qui doit être la plus exhaustive possible et leur évaluation. Or, il faut garder à l'esprit que les impacts d'un projet ou d'un plan se déroulent en chaîne d'effets directs et indirects.

Un impact direct est la conséquence d'une action qui modifie l'environnement initial. Un impact indirect est une conséquence de cette action qui se produit parce que l'état initial a été modifié par l'impact direct.

Pour évaluer correctement les incidences d'un plan sur l'environnement, il faut considérer non pas l'environnement actuel mais l'état futur dans lequel s'inscrira le plan, ce qui peut parfois être un exercice difficile. Certains domaines sont aujourd'hui bien connus, car ils font l'objet d'une approche systématique et quantifiable, comme par exemple, les impacts sur l'eau (évaluation des rejets,...), le paysage (aménagement du projet), le bruit (estimation des niveaux sonores), etc.

Cependant, si l'espace est bien pris en compte, dans l'analyse de l'état initial de la commune et de son environnement, le traitement des données reste statique. Or la conception dynamique de l'environnement, considéré comme un système complexe dont la structure peut se modifier sous l'effet d'un certain nombre de flux qui la traversent, est fondamentale dans la compréhension des impacts du projet sur l'environnement.

Ainsi, il est nécessaire d'estimer les incidences de la modification du Plan d'Occupation des Sols, non pas à partir des données « brutes » de l'état initial correspondant à un « cliché » statique, mais par rapport à l'état futur qu'aurait atteint naturellement le site sans l'intervention du projet. Ainsi, à titre d'exemple, il est indispensable de prendre en compte le projet de création d'une nouvelle route à terme et non pas à considérer uniquement les infrastructures routières existantes.

Tout l'intérêt de l'évaluation environnementale réside dans la mise en évidence de la transformation dynamique existante dans l'appréciation des seuils acceptables des transformations du milieu et les possibilités de correction par la mise en œuvre de mesures adaptées.

Plusieurs cas de figures se présentent :

### ❖ Milieu physique, eaux souterraines et superficielles

Les données relatives à la topographie et aux conditions d'écoulements superficiels ont été recueillies et analysées à partir des cartes IGN au 1/25 000.

Les données géologiques et hydrogéologiques sont issues des cartes géologiques au 1/50 000 du BRGM ainsi que des données et des cartes du portail national ADES (Accès aux Données sur les Eaux Souterraines).

L'usage de l'eau et notamment la présence de captages d'eau destinés à l'alimentation en eau potable a été vérifié auprès de l'Agence Régionale de Santé.

Les risques sismiques et naturels ont été évalués à partir des données d'Infoterre (données BRGM) et du Ministère chargé de l'environnement (site [www.prim.net](http://www.prim.net) : prévention des risques majeurs).

Les incidences sur le milieu physique comptent parmi les moins difficiles à estimer. En effet, le milieu physique est un milieu dont la dynamique peut faire l'objet de prévisions quantifiables car il répond à des lois physiques. L'impact d'un projet sur la topographie peut facilement être évalué par des valeurs chiffrées. Les effets sur le sous-sol sont généralement faibles sauf dans le cas de carrières ou d'installations nécessitant d'importantes excavations (centre de stockage de déchets). Mais, là aussi, l'impact est facilement quantifiable. Enfin, les impacts sur le climat sont la plupart du temps insignifiants car ils se limitent au maximum à des effets très localisés (modification de l'écoulement des vents quand il y a défrichement, microclimat lors de la création de plans d'eau). Ce n'est pas le cas dans le projet étudié.



Après avoir défini la sensibilité des milieux aquatiques et des aquifères souterrains face à un risque de pollution, il convient de connaître la nature, les volumes et la provenance des eaux usées et pluviales générées par le projet. Ces données peuvent être facilement obtenues en connaissant suffisamment bien le fonctionnement du projet. Cependant, les impacts des rejets sur le milieu sont plus difficiles à évaluer en raison de la complexité du fonctionnement des milieux aquatiques.

#### ❖ **Paysage**

L'approche générale de cette évaluation est de considérer le développement communal sous l'angle de l'aménagement du territoire. C'est pourquoi l'approche paysagère s'efforce de prendre en compte l'ensemble des enjeux territoriaux, des usages et rechercher le meilleur compromis avec les autres contraintes techniques et environnementales en vue de proposer un projet cohérent.

#### ❖ **Milieu naturel**

Les informations concernant les zonages écologiques existants sur le site d'étude ou à proximité (aire d'étude éloignée) ont été recherchées auprès des bases de données consultables sur le site Internet du Ministère chargé de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France (site Natura 2000, ZNIEFF de type I et II, ZICO, réserves naturelles, sites inscrits et classés, etc.).

#### ❖ **Milieu humain**

Comme dans le cas du milieu naturel, l'estimation de l'impact du milieu humain commence par la définition du degré de sensibilité de la commune. Globalement, l'impact sur le milieu humain se définit par la gêne que le plan est susceptible d'induire sur son environnement.

Différentes sources ont été utilisées pour réaliser cette évaluation environnementale :

- ✓ Décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme ;
- ✓ Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays Interrégional Bresle-Yères en cours d'élaboration ;
- ✓ Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Bassin de la Seine et cours d'eau côtiers Normands ;
- ✓ Association Atmo Hauts-de-France ;
- ✓ Agence Régionale de Santé (ARS) en Hauts-de-France ;
- ✓ Météo France ;
- ✓ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) ;
- ✓ Bases de données BASOL (Ministère en charge de l'environnement) et BASIAS (Bureau de Recherches Géologiques et Minières – BRGM) ;
- ✓ Dossier Départemental des Risques Majeurs 80 (DDRM) ;
- ✓ BRGM : Aléas, risques naturels et technologiques ;
- ✓ Directive européenne n°96/82/CE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses, dite directive SEVESO, transposée notamment par l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs liés aux ICPE ;
- ✓ Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) ;
- ✓ Plan départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Somme ;
- ✓ Site internet de la DREAL Hauts-de France.

L'évaluation environnementale a pour objectif d'identifier les incidences notables sur l'environnement que la mise en œuvre de l'élaboration de plans ou de l'évolution apportée au document d'urbanisme est susceptible d'engendrer. Ainsi, l'objet de l'évaluation environnementale concerne la révision de la carte communale de la commune de Longroy.

### **9.1. ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION SUPRA-COMMUNAUX**

Le SCoT est une synthèse des préoccupations du développement durable, d'urbanisme et du cadre de vie. C'est la traduction du projet de territoire, un document de planification stratégique regroupant les 71 communes du Pays Interrégional Bresle-Yères.

Le SCoT doit être compatible avec :

- ✓ La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'Estuaire de la Seine ;
- ✓ La Charte du Parc Naturel Marin des Estuaires picards et de la mer d'Opale ;
- ✓ Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers Normands ;
- ✓ Les objectifs de protection définis par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vallée de la Bresle ;
- ✓ Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le Plan de Gestion du Risque Inondation ;
- ✓ La Loi Littoral ;
- ✓ Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales, établissements et services publics ;
- ✓ Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de la Région Picardie (en cours d'élaboration) ;
- ✓ Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de la Région Haute-Normandie (adopté le 18 novembre 2014) ;
- ✓ Les Plans Climat-Energie territoriaux (PCET), du Département de la Somme et de la Région Picardie ;
- ✓ Les autres plans, schémas, programmes et documents de planification adoptés par l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements et les établissements publics.

**La révision de la carte communale devra être compatible avec le SCoT en cours d'élaboration et de fait prendre en compte les documents précités.**

## **9.2. Analyse de l'état initial de l'environnement**

### **9.2.1. Milieu physique**

La commune de Longroy est située à la limite départementale nord-est de la Seine-Maritime. Le relief de la commune se divise en deux entre le plateau au sud-ouest qui recouvre environ 70% de la surface de la commune et la vallée de la Bresle au nord-est de la commune qui occupe 30% de la commune.

#### **9.2.1.1. Climat**

Longroy bénéficie d'un climat de type océanique, qui peut être caractérisé par des hivers plutôt doux et pluvieux et des étés frais et humides.

#### **9.2.1.2. Sols**

D'après les bases de données BASOL et BASIAS, dix sites et sols pollués ou potentiellement pollués sont situés sur la commune de Longroy.

D'après la carte géologique au 1/50 000 (BRGM), les formations géologiques se trouvant à l'affleurement dans la commune sont les suivantes :

- ✓ Alluvions récentes et anciennes ;
- ✓ Limons des plateaux et des vallées sèches
- ✓ Craie blanche et argileuse

#### **9.2.1.3. Eaux**

La commune de Longroy a une nappe d'eau souterraine sub-affleurante en fond de vallée, la commune est donc concernée par le risque d'inondations par remontée des nappes. En revanche, sur les versants et plateaux, la nappe d'eau souterraine est plus profonde.

D'après les informations de l'Agence Régionale de Santé (ARS), la commune de Longroy ne possède pas de captage et n'est pas impactée par les périmètres de protection afférents.

Longroy dépend du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie approuvé par le comité de bassin le 5 novembre 2015, et au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vallée de la Bresle.

A l'échelle locale, les enjeux pour la préservation de l'eau sont les suivants :

- ✓ Préserver et restaurer les fonctionnalités et la biodiversité des milieux aquatiques ;
- ✓ Préserver et améliorer la qualité des masses d'eaux souterraines et superficielles ;
- ✓ Garantir la distribution d'une eau de qualité pour tous ;
- ✓ Sécuriser les biens et les personnes face aux risques d'inondations et de coulées de boue.

### **9.2.2. Milieu humain**

Le risque majeur est la possibilité d'un événement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionner des dommages importants et de dépasser les capacités de réaction de la société. On distingue les risques naturels des risques technologiques, d'origine anthropique.



#### **9.2.2.1. Les risques**

D'après le site Géorisques, la commune est concernée par plusieurs types de risques :

- ✓ Risque d'inondation :
  - Remontées de nappes naturelles ;
  - Ruissellement ;
  - Débordement du fleuve « La Bresle ».
- ✓ Séisme (zone de sismicité : 1).
- ✓ Transport de marchandises dangereuses

Cinq arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle sont recensés sur la commune.

De plus, le territoire de Longroy compte trois Installations Classées pour la Protection de l'Environnement non seveso sur son territoire communal

#### **9.2.2.2. Le bruit**

Le territoire de Longroy est concerné par un secteur affecté par le bruit. La route départementale RD 49 est identifiée comme vecteur de nuisances sonores.

#### **9.2.2.3. Les déchets**

La gestion des déchets est assurée par la Communauté de Communes des Villes Sœurs. Trois déchetteries intercommunales sont accessibles sur le territoire de Beauchamps, Ault et le Tréport.

#### **9.2.2.4. Assainissement**

La commune de Longroy est raccordée au système de traitement des eaux usées de Gamaches. .

### **9.2.3. Milieu naturel**

#### **9.2.3.1. Les zonages à portée réglementaire**

Sur la commune de Longroy, 1 site Natura 2000 est répertorié :

- **La Zone Spéciale de Conservation FR2200363 – « Vallée de la Bresle ».** On trouve plusieurs types de milieux naturels sur le site :
  - Les habitats aquatiques ;
  - Les bocages prairiaux ;
  - Les pelouses, ourlets et bois calcicoles ;
  - Les coteaux ;
  - Les prairies et cultures ;
  - Les milieux boisés relevant de la Directive Habitats ;
  - Les milieux boisés ne relevant pas de la Directive Habitats.

#### **9.2.3.2. Les protections régionales ou départementales**

Il n'y a pas d'Espace Naturel Sensible (ENS) sur le territoire de Longroy

#### **9.2.3.3. Les inventaires sans portées réglementaires**

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristiques (ZNIEFF) et les Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) constituent une information privilégiée sur les milieux naturels possédant une grande richesse écologique et avifaunistique.

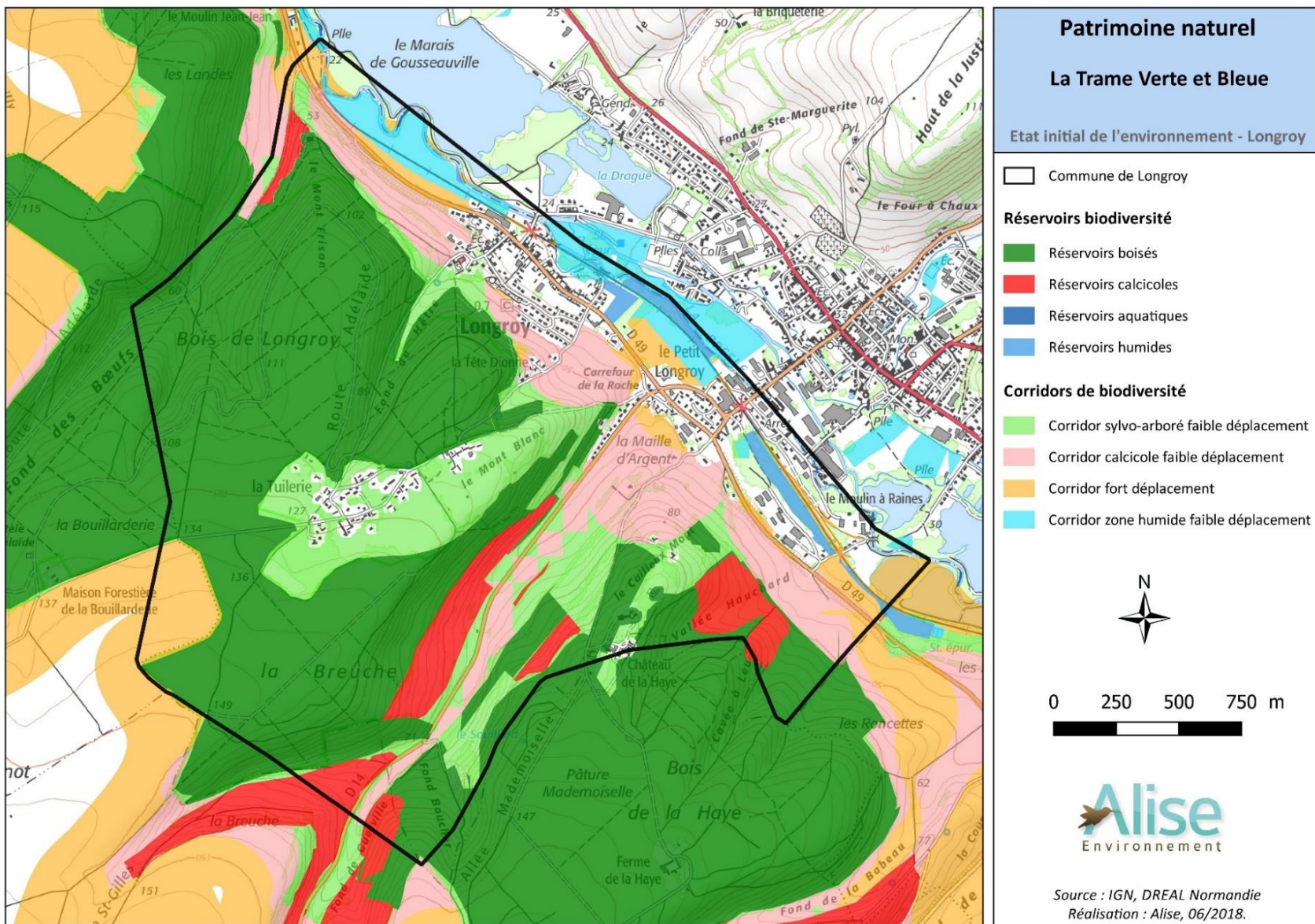
Deux périmètre de ZNIEFF de type I et un périmètre de ZNIEFF de type II sont présents sur la commune de Longroy.

#### **9.2.3.4. Le milieu forestier**

D'après les données de l'ONF, la commune de Longroy est concernée par la forêt domaniale d'Eu. Un Plan Pluriannuel de Développement forestier (PPRDF)

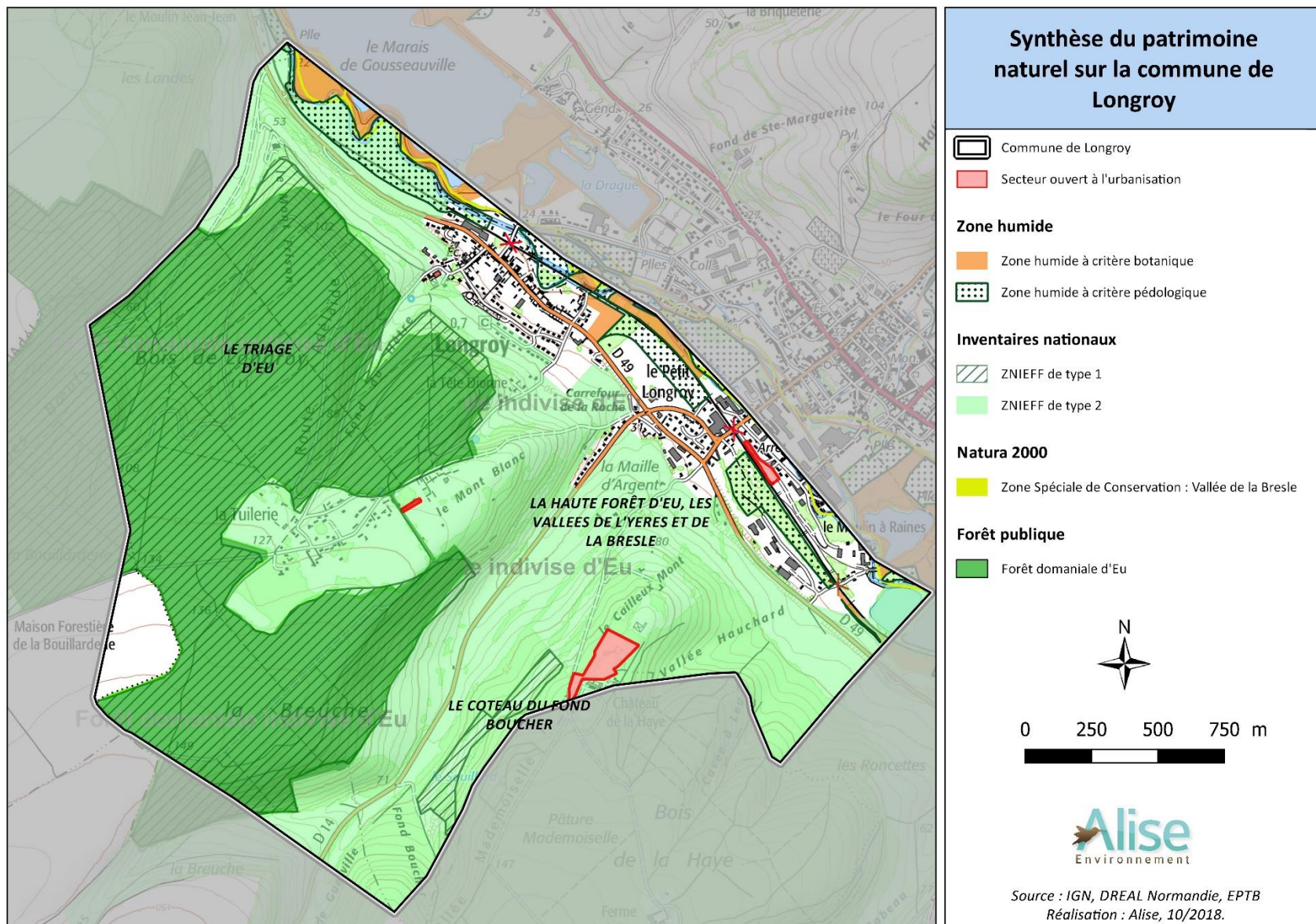
#### **9.2.3.5. La trame verte et bleue du territoire communal**

Le territoire communal de Longroy possède des corridors boisés et calcicoles protégés ou inventoriés qui composent la trame verte et bleue.



**Figure 30 : Eléments de la trame verte et bleue infrarégionale sur Longroy**  
Source : DREAL Normandie





**Figure 31 : Synthèse du patrimoine naturel sur la commune de Longroy**  
 Source : DREAL Normandie, EPTB



#### 9.2.4. Synthèse des enjeux du territoire

Pour chacun des thèmes abordés dans l'état initial, les enjeux environnementaux du territoire sont hiérarchisés. Le niveau d'enjeu dépend à la fois de la sensibilité des secteurs ouverts à l'urbanisation. Il permet de prévoir les effets prévisibles du projet sur l'environnement.

	Principales caractéristiques	Enjeux pour le projet	Niveau d'enjeux sur la commune	Niveau d'enjeux sur les secteurs ouverts à l'urbanisation
<i>Milieu physique</i>				
<b>Climat</b>	Climat océanique caractérisé par des températures douces (faible amplitude thermique) et une pluviométrie relativement élevée.	Prendre en compte la pluviométrie élevée dans la gestion des eaux pluviales.	Faible	Faible
<b>Qualité de l'air</b>	⇒ Pas de station de mesure sur la commune de Longroy, ⇒ Principaux facteurs de pollution : l'agriculture, l'industrie et le résidentiel tertiaire.	Ne pas aggraver la situation actuelle.	Faible	Faible
<b>Sols</b>	1 site pollué et 9 sites ou sols potentiellement pollués.	Prendre en compte l'existence de sols pollués.	Moyen	Faible
<b>Géologie</b>	⇒ Territoire situé dans le bassin parisien. ⇒ 3 grands types de formation géologiques : limons des plateaux de vallées sèches, formations crayeuses et alluvions.	Prendre en compte la perméabilité des sols.	Faible	Faible
<b>Captages</b>	⇒ Pas de captage d'alimentation en eau potable sur la commune. ⇒ Aucun périmètre de protection	Aucun.	Faible	Faible
<b>Hydrologie</b>	⇒ Longroy appartient au SDAGE Seine-Normandie. ⇒ Longroy appartient au SAGE Vallée de la Bresle.	Lutter contre l'augmentation des débits ruisselés liée à l'imperméabilisation des sols.	Fort	Moyen
<b>Hydrographie</b>	⇒ La Bresle est un cours d'eau de 1 <sup>ère</sup> catégorie piscicole. ⇒ La Bresle est un secteur d'action de priorité n°1 du plan de gestion de l'anguille.	Maintien/restauration des continuités écologiques des cours d'eau. Lutter contre la pollution des milieux récepteurs.	Fort	Moyen
<i>Risques naturels</i>				
<b>Cavités souterraines</b>	37 indices de cavités souterraines ont été recensés sur Longroy	Prendre en compte le risque de cavités souterraines Lever les risques et les périmètres de protection en cas d'aménagement	Fort	Faible

	Principales caractéristiques	Enjeux pour le projet	Niveau d'enjeux sur la commune	Niveau d'enjeux sur les secteurs ouverts à l'urbanisation
<b>Sismicité</b>	La commune est située dans une zone de sismicité 1, c'est-à-dire dans une zone à très faible risque sismique.	Aucun.	Faible	Faible
<b>Inondation</b>	⇒ Risque d'inondation par ruissellement, par remontée de nappe, par débordement de cours d'eau	Diminuer les risques de débordement de réseaux. Lutter contre l'augmentation des débits ruisselés liée à l'imperméabilisation des sols Limiter le risque inondation par remontées de nappes.	Fort	Moyen
<i>Risques anthropiques</i>				
<b>Risque industriel</b>	⇒ 3 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement agricole.	Aucun.	Faible	Faible
<b>Risque nucléaire</b>	Longroy est situé à environ 20 km de la centrale nucléaire de Penly et à environ 65 km de Paluel.	Aucun.	Moyen	Moyen
<b>Risque lié au transport de matières dangereuses (TMD)</b>	Longroy est concerné par le risque de transport de matières dangereuses	Lutter contre la pollution des milieux récepteurs.	Moyen	Faible
<i>Milieu humain</i>				
<b>Acoustique</b>	La RD 49 est classée en catégorie 3 et 4	Aucun.	Faible	Faible
<b>Déchets</b>	La gestion des déchets est assurée par la Communauté de Communes des Villes Sœurs	Aucun.	Faible	Faible
<b>Assainissement</b>	La commune est raccordée au système de traitement des eaux usées de Gamaches	Aucun.	Faible	Faible
<b>Infrastructures routières</b>	Les principaux axes routiers sont : la RD49 et RD14	Aucun.	Faible	Faible
<b>Infrastructures ferroviaires</b>	Une voie ferrée traverse la commune de Longroy	Aucun.	Faible	Faible

	Principales caractéristiques	Enjeux pour le projet	Niveau d'enjeux sur la commune	Niveau d'enjeux sur les secteurs ouverts à l'urbanisation
<b>Infrastructures aéroportuaires</b>	Il n'y a pas d'infrastructures aéroportuaires sur Longroy	Aucun.	Faible	Faible
<i>Milieu naturel</i>				
<b>Natura 2000</b>	Longroy est concerné par le site Natura 2000 ZSC « Vallée de la Bresle ».	Protéger les milieux naturels remarquables.	Fort	Faible
<b>Engagements internationaux</b>	⇒ Aucune réserve de biosphère. ⇒ Absence de zone RAMSAR. ⇒ Absence de ZICO.	Protéger les milieux naturels remarquables.	Faible	Faible
<b>Inventaires nationaux</b>	⇒ 2 périmètres de ZNIEFF continentale de type I. ⇒ 1 périmètre de ZNIEFF continentale de type II.	Protéger les milieux naturels remarquables.	Moyen	Moyen
<b>Protections nationales</b>	⇒ Longroy n'appartient pas à un parc naturel national. ⇒ Absence de réserve naturelle nationale. ⇒ Absence de site inscrit ⇒ Absence de réserve biologique.	Protéger les milieux naturels remarquables.	Faible	Faible
<b>Protections régionales / départementales</b>	⇒ Absence de réserve naturelle régionale. ⇒ Absence d'Espace Naturel Sensible. ⇒ Absence de site du Conservatoire du Littoral. ⇒ Absence d'Arrêté préfectoral de protection de biotope.	Protéger les milieux naturels remarquables.	Faible	Faible
<b>Milieu forestier</b>	Longroy est concerné par la Forêt domaniale d'Eu	Protéger les milieux naturels remarquables.	Fort	Faible

	Principales caractéristiques	Enjeux pour le projet	Niveau d'enjeux sur la commune	Niveau d'enjeux sur les secteurs ouverts à l'urbanisation
Zones humides	Des zones humides sont présentes sur le territoire de Longroy	Veiller à la bonne qualité des eaux rejetées. Maintien de la bonne alimentation qualitative et quantitative en eau des mares et zones humides.	Moyen	Faible
Trame Verte et Bleue	⇒ Schéma Régional de Cohérence Ecologique a été approuvé par la région en 2014 ⇒ Plusieurs réservoirs et corridors écologiques.	Protéger les milieux naturels remarquables.	Moyen	Moyen

### 9.3. LES INCIDENCES DE LA MODIFICATION DU DOCUMENT SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ASSOCIEES

#### 9.3.1. Incidences et mesures sur le milieu physique

La révision de la carte communale n'entraînera ni changement géologique significatif, ni d'impact sur la qualité des sols de Longroy.  
La révision de la carte communale n'aura pas d'incidence significative sur l'écoulement des eaux superficielles de la commune.

#### 9.3.2. Incidences et mesures sur le milieu naturel

Au regard des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire présents sur le site Natura 2000, la révision de la carte communale sur la commune de Longroy ne présente pas d'incidence sur le site Natura 2000.

#### 9.3.3. Incidences et mesures sur le milieu humain

Les risques naturels ont été pris en compte dans la révision du document. La révision de la carte communale n'aura pas d'incidence sur le milieu humain.



#### **9.4. MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJET A ETE RETENU AU REGARD DES OBJECTIFS DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Les objectifs de développement de la commune de LONGROY restent raisonnés afin de préserver le cadre de vie des habitants.

Le territoire communal est composé d'un centre bourg et de plusieurs hameaux. Au cours de la réflexion menée sur le développement communal, les élus ont donc souhaité :

- renforcer et développer le centre bourg, regroupant les équipements publics, dans un principe de densification de l'enveloppe bâtie existante.
- permettre la densification du hameau de « La Tuilerie »,
- pérenniser les nombreuses activités économiques implantées sur « Le Petit Longroy »,
- accueillir un établissement d'enseignement privé.

La commune de LONGROY possède un relief de vallée et de plateau. Son cadre de vie est végétal et agréable.

- Le relief sous-entend des phénomènes d'inondations, les élus ont donc pris en compte les zones de risques liés à ce phénomène, en fonction de l'étude réalisée par SOGETI lors de l'élaboration de la carte communale en vigueur,
- La préservation des éléments naturels, caractéristiques du paysage communal, fait également partie des objectifs communaux intégrés dans la carte communale : espaces boisés, haies champêtres, ...
- Enfin la préservation du patrimoine bâti constitue un objectif communal.

Enfin dans la réflexion de la carte communale, la problématique des réseaux a été prise en compte. C'est pourquoi les élus ont souhaité favoriser le développement de secteurs desservis par l'ensemble de ces réseaux : eau potable, assainissement des eaux usées et électricité. La révision de la carte communale a également été l'occasion de réfléchir de manière approfondie sur le territoire communal.

#### **9.5. MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION OU DE COMPENSATION**

Aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation n'est nécessaire après analyse des incidences de la révision de la carte communale sur l'environnement et le site Natura 2000 présent sur le territoire et à proximité du site d'étude.



COMMUNE DE  
LONGROY

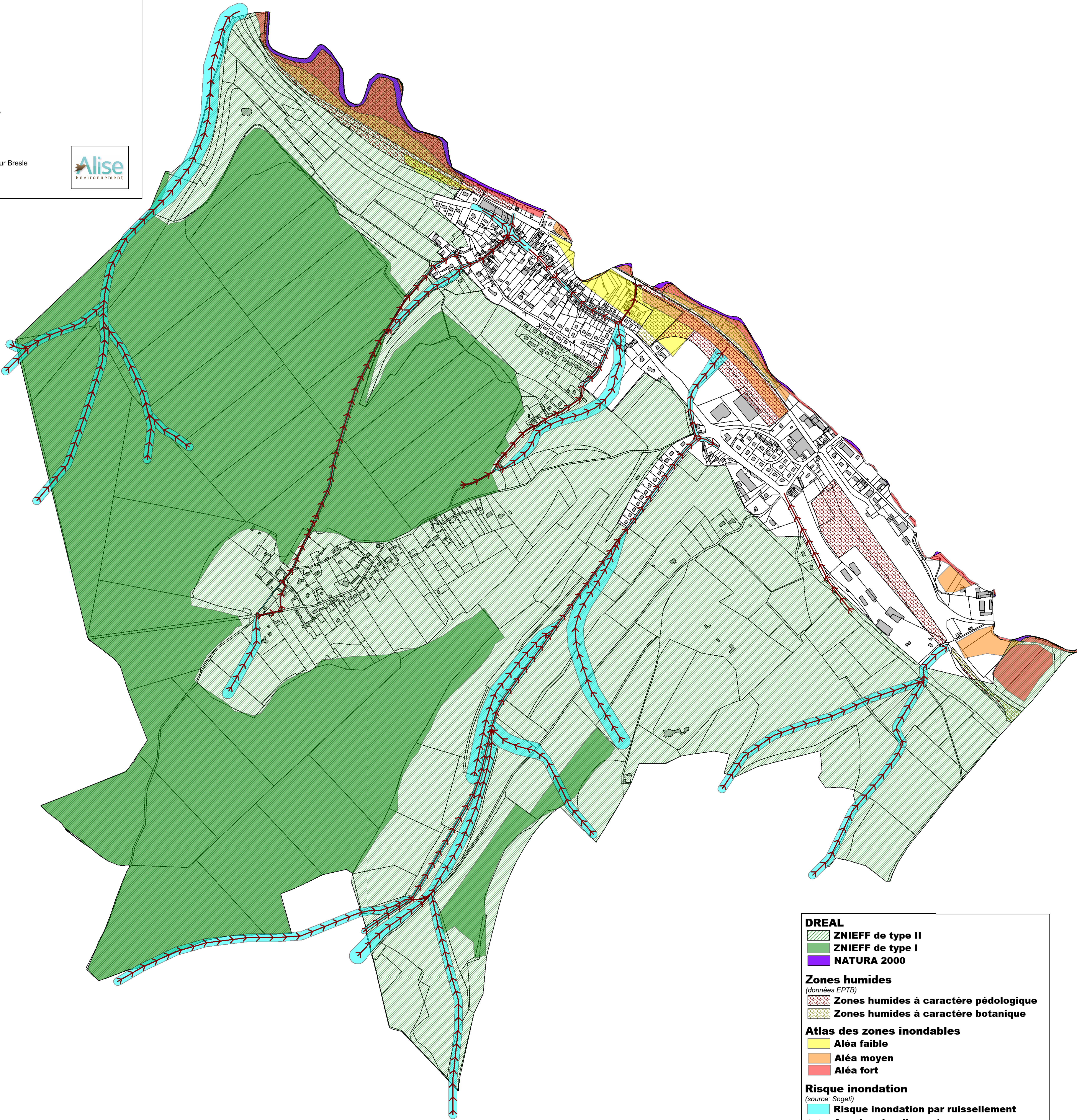
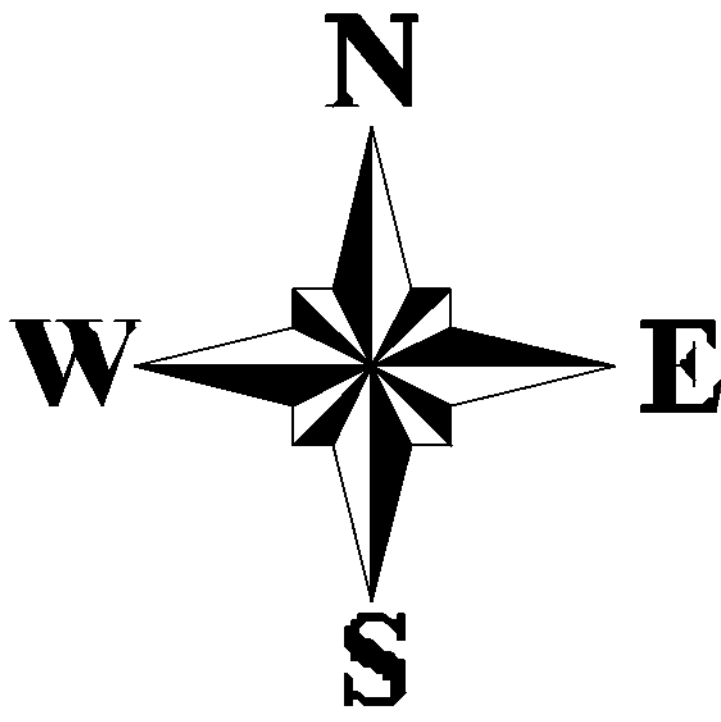
REVISION DE LA  
CARTE COMMUNALE

Plan des enjeux

Plan A - Echelle 1/5 000<sup>e</sup>



Etudes et conseils en urbanisme  
11 rue Pasteur - B.P. 4 - 76340 Blangy sur Bresle  
Tél : 02 32 97 11 91  
Email : courriel@espacurba.fr



**DREAL**

- ZNI EFF de type II
- ZNI EFF de type I
- NATURA 2000

**Zones humides**  
(données EPTB)

- Zones humides à caractère pédologique
- Zones humides à caractère botanique

**Atlas des zones inondables**

- Aléa faible
- Aléa moyen
- Aléa fort

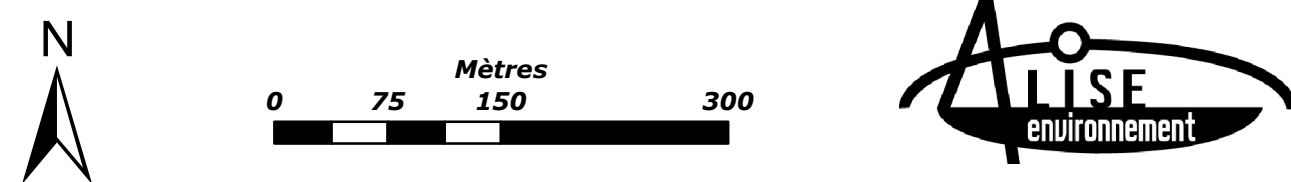
**Risque inondation**  
(source: Sogeti)

- Risque inondation par ruissellement
- Axe de ruissellement



- 1 Numéro de la fiche concernant l'indice
- Typologie des indices de cavités souterraines :**
- Indice visible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière visible)
  - Indice invisible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière invisible)
  - Indice visible d'origine indéterminée
  - Indice invisible d'origine indéterminée
  - ▲ Indice visible de cavité naturelle (bétoire visible)
  - △ Indice invisible de cavité naturelle (bétoire invisible)
  - ☞ Indice d'extraction superficielle de matériaux (carrière à ciel ouvert)
  - ◆ Puits filtrant - puisard
  - ◇ Puits à eau
  - ⬮ Autre (trou de bombe, ex-mare, ex-fondation, etc.)

- ▨ Indice visible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière visible)
- ▩ Indice invisible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière invisible)
- ▧ Indice visible d'origine indéterminée
- ▦ Indice invisible d'origine indéterminée
- ▤ Indice visible de cavité naturelle (bétoire visible)
- ▣ Indice invisible de cavité naturelle (bétoire invisible)
- ⬢ Indice d'extraction superficielle de matériaux (carrière à ciel ouvert)
- ⬡ Autre (trou de bombe, ex-mare, ex-fondation, etc.)





Proposition d'établissement des périmètres de sécurité  
Recensement des indices de cavités souterraines  
Commune de LONGROY

Mars 2019

- ✕ Indice levé
- Indice visible de carrière souterraine (marnière, cailloutière ou sablière visible)
- Indice non visible de carrière souterraine (marnière, cailloutière ou sablière non visible)
- Indice visible d'origine indéterminée
- Indice non visible d'origine indéterminée
- ▲ Indice visible de cavité naturelle (bétoire visible)
- △ Indice non visible de cavité naturelle (bétoire non visible)
- # Indice d'extraction superficielle de matériaux (carrière à ciel ouvert de craie, argile, sable, silex, etc.)
- ◆ Puits filtrant / puisard
- ◇ Puits à eau
- \* Autre (trou de bombe, ex-mare, ex-fondation, etc.)
- Puisard à chambres
- ▨ Indice visible de carrière souterraine (marnière, cailloutière ou sablière non visible)
- ▩ Indice non visible de carrière souterraine (marnière, cailloutière ou sablière non visible)
- ▧ Indice visible d'origine indéterminée
- ▦ Indice non visible d'origine indéterminée
- ▤ Indice visible de cavité naturelle (bétoire non visible)
- ▣ Indice non visible de cavité naturelle (bétoire non visible)
- ▢ Indice d'extraction superficielle de matériaux (carrière à ciel ouvert de craie, argile, sable, silex, etc.)
- ▧ Autre (trou de bombe, ex-mare, ex-fondation, etc.)
- ▨ Proposition de périmètre de sécurité



250 0 250 500 m





## Tableau des indices de cavités souterraines

Numéro d'indice	Type probable d'indice	Matière extraite probable	Périmètre de sécurité
76.394.001	Carrière souterraine	Non défini	0
76.394.002	Carrière à ciel ouvert	Non défini	0
76.394.003	Carrière à ciel ouvert	Non défini	0
76.394.004	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.005	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.006	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.007	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.008	Carrière à ciel ouvert	Argile	0
76.394.009	Indéterminée	Non défini	60
76.394.010	Puits à eau	Non défini	0
76.394.011	Indéterminée	Non défini	60
76.394.012	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.013	Autre	Non défini	0
76.394.014	Indéterminée	Non défini	60
76.394.015	Puits à eau	Non défini	0
76.394.016	Puits à eau	Non défini	0
76.394.017	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.018	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.019	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.020	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.021	Puits à eau	Non défini	0
76.394.022	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.023	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.024	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.025	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.026	Puits filtrant	Non défini	0
76.394.027	Indéterminée	Non défini	60
76.394.028	Puits à eau	Non défini	0
76.394.029	Carrière à ciel ouvert	Non défini	0
76.394.030	Indéterminée	Non défini	60
76.394.031	Carrière à ciel ouvert	Non défini	0
76.394.032	Indéterminée	Non défini	60
76.394.033	Carrière à ciel ouvert	Non défini	0
76.394.034	Carrière à ciel ouvert	Non défini	0
76.394.035	Carrière à ciel ouvert	Non défini	0
76.394.036	Carrière à ciel ouvert	Non défini	0
76.394.037	Carrière souterraine	Non défini	60





Schéma de Gestion des Eaux Pluviales  
de la commune de LONGROY

PHASE 1 :  
ETAT DES LIEUX



Sébae Société  
387, rue des champs B.P. N°509 76225 BOIS GUILLAUME Cedex  
Tél : 02-35-59-40-39 Fax : 02-35-59-84-94  
www.sogeti-ingenierie.fr certifié ISO 9001 (ed.2000)

Agences  
CAEN - ORLÈANS - VILLENEUVE D'ASCO  
Antennes  
ALENÇON - REIMS

Index 2

Numéro d'affaire 29426

LEGENDE

- Limite communale
- Sous bassin-versant
- Axe de thalweg principal
- Axe de thalweg secondaire (écoulement diffus ou sur voirie)
- Secteur d'expansion des ruissellements
- Fossé enherbé
- Fossé bétonné
- Busse sous voirie
- Diamètre de la conduite
- Réseau pluvial enterré
- Avaloir
- Puisard pluvial
- Bassin pluvial
- Zone d'infiltration
- Zone d'urbanisation future
- Ravine d'érosion

- Zone ayant connue des inondations
- N° (renvoi tableaux inondation)
- Éléments du paysage à conserver et entretenir (talus, talus planté et haie)

- Atlas des zones inondables du bassin versant de la Bresle, DDE, 2005
- Aléa fort
- Aléa moyen
- Aléa faible

- Occupation des sols
- Parcelle cadastrale
- Prairie
- Terre labourable
- Forêt
- Parcelle urbanisée
- Parcelle densément urbanisée

- B2 Numéro du thalweg
- A Numéro du Bassin Versant

Echelle : 1/5000

Juillet 2010

N:\FICSO\SEINEMAR\30459\SIG\Planche1\_2.wor



COMMUNE D'INCHEVILLE

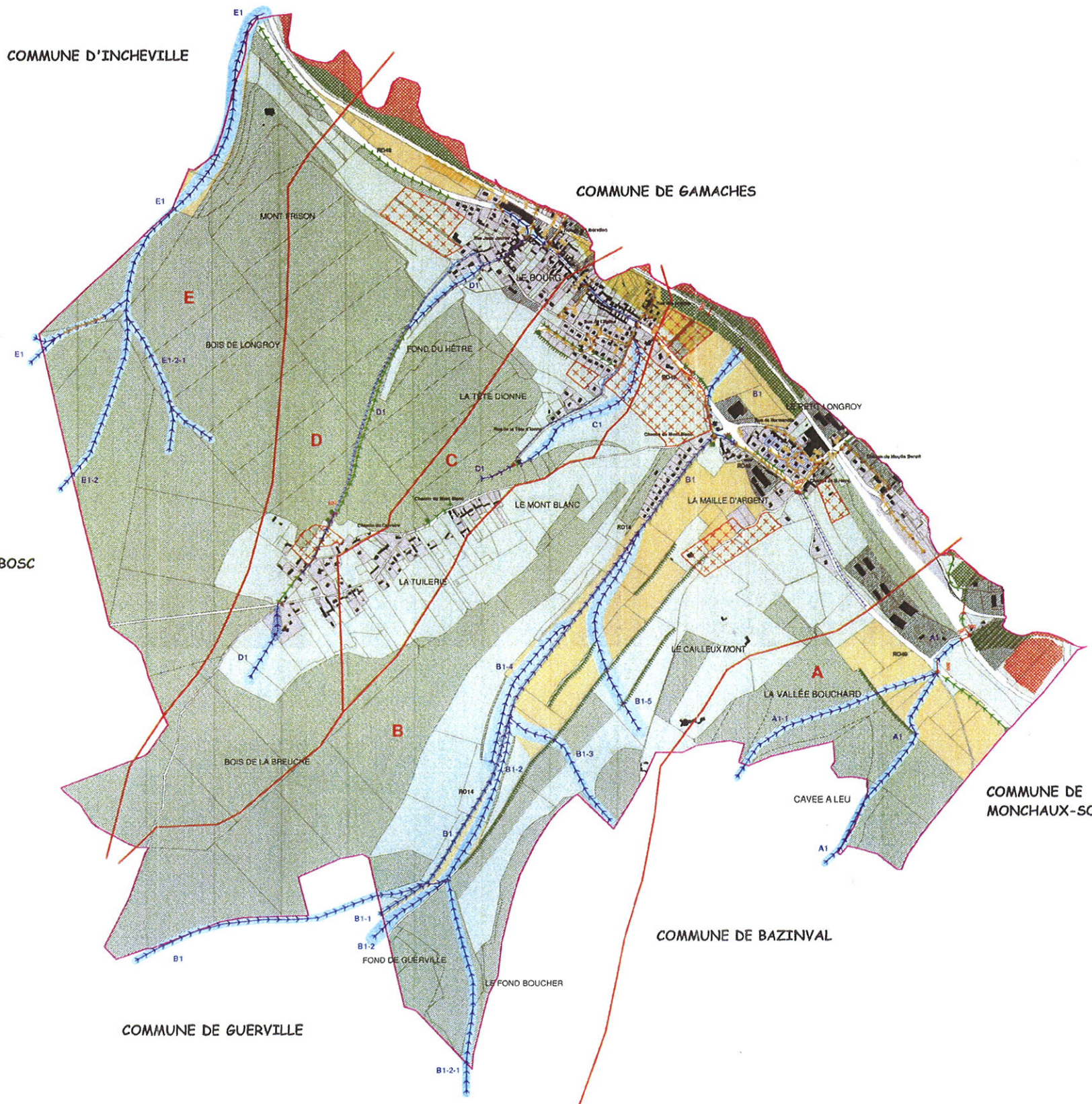
COMMUNE DE GAMACHES

COMMUNE DE MILLEBOSC

COMMUNE DE MONCHAUX-SORENG

COMMUNE DE BAZINVAL

COMMUNE DE GUERVILLE





APPROBATION

1

Vu pour être annexé à la délibération du conseil communautaire du approuvant la révision de la carte communale.

Le Président,

PLAN DES RISQUES  
PLAN A

Echelle 1/5 000"



Etudes et conseils en urbanisme  
2, Rue Georges Chekroun - B.P. 4 - 76340 Blangy sur Bresle  
Tél : 02 32 97 11 91 - Email : courriel@espacurba.fr



**ZONAGE**

- SU: Secteur urbanisé
- SA: Secteur d'activités
- SN: Secteur naturel

**Risque cavités souterraines**  
(Source Alise Environnement)

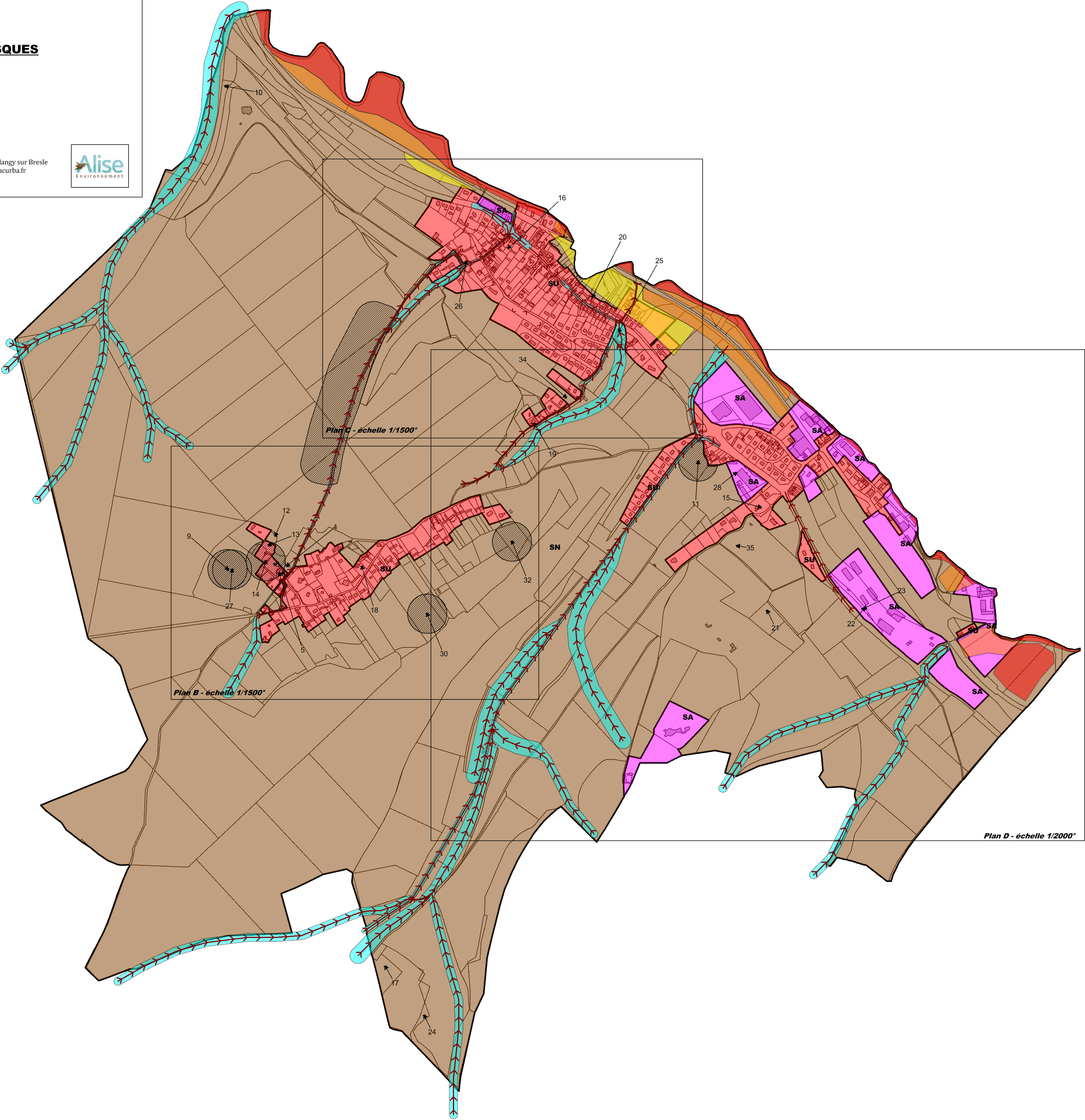
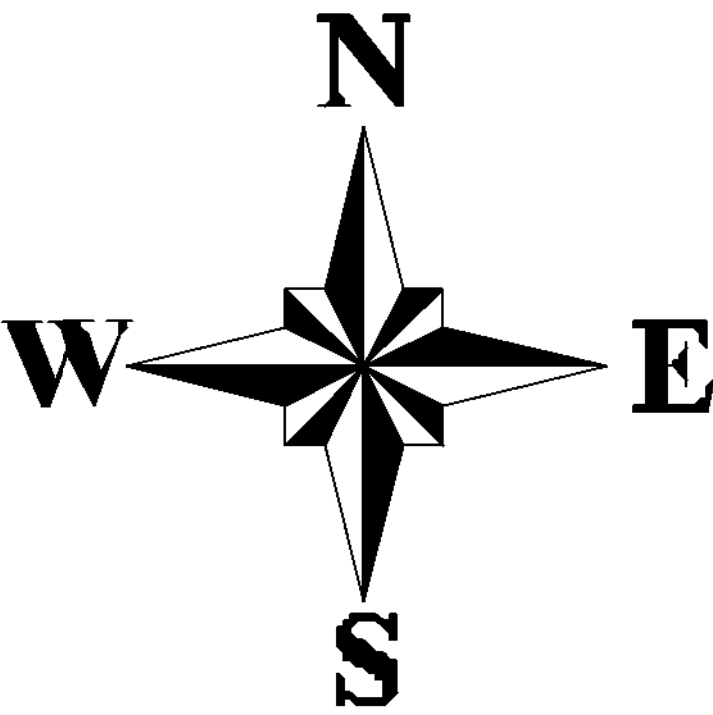
- Périmètres de protection des cavités souterraines
- Numéro d'indice de cavité souterraine

**Risque inondation**  
(source: Sageti)

- Risque inondation par ruissellement
- Axe de ruissellement

**Atlas des zones inondables**

- Aléa faible
- Aléa moyen
- Aléa fort



Plan D - échelle 1/2000"



COMMUNE DE LONGROY

REVISION DE LA  
CARTE COMMUNALE

APPROBATION

1

Vu pour être annexé à la délibération du conseil communautaire du approuvant la révision de la carte communale.

Le Président,

Hameau de la Tuilerie

PLAN DES RISQUES  
PLAN B

Echelle 1/1 500°



Etudes et conseils en urbanisme  
2, Rue Georges Chekroun - BP 4 - 76340 Blangy sur Bresle  
Tél : 02 32 97 11 91 - Email : courriel@espacurba.fr



**ZONAGE**

SU: Secteur urbanisé

SA: Secteur d'activités

SN: Secteur naturel

**Risque cavités souterraines**  
(Source Alise Environnement)

Périmètres de protection des cavités souterraines

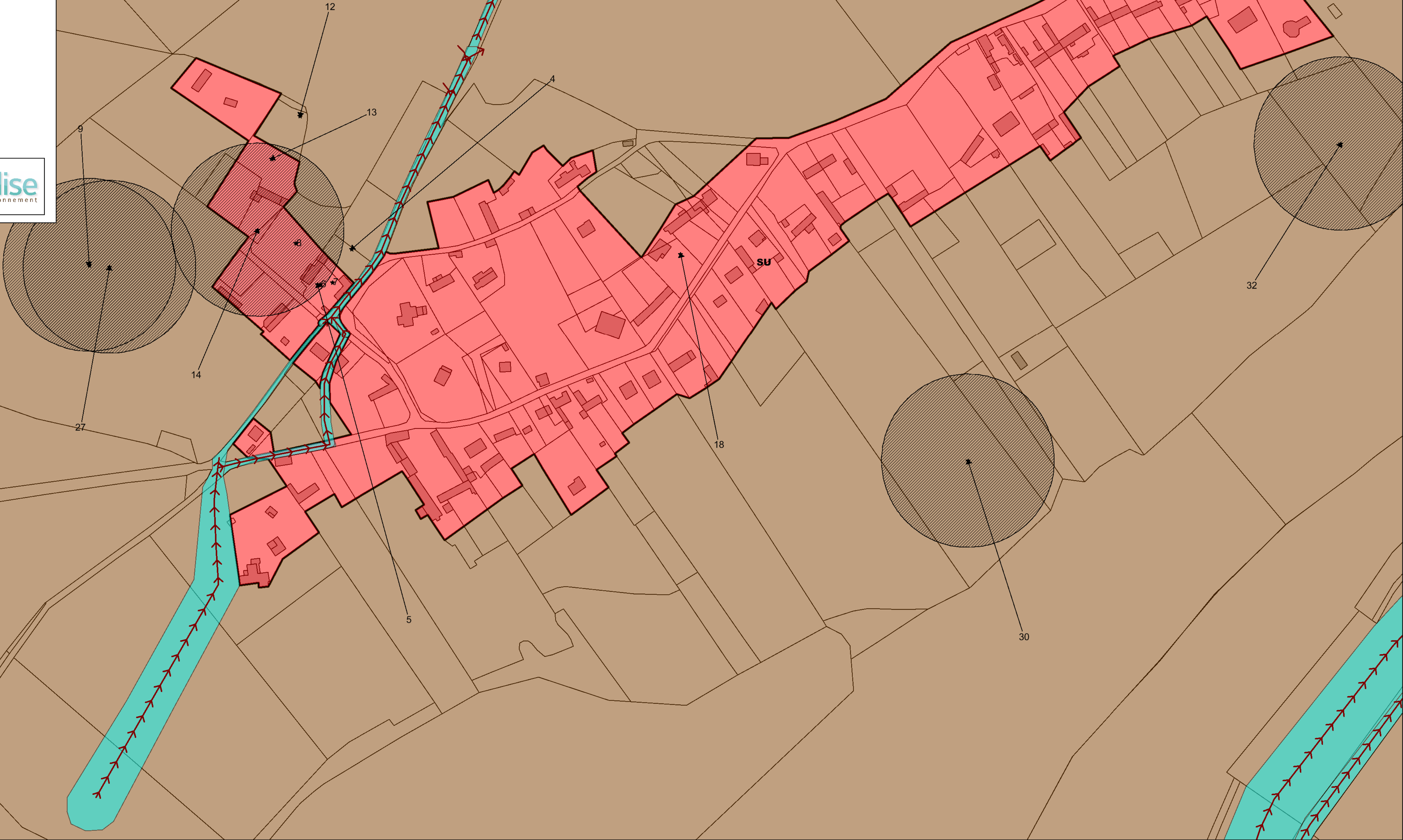
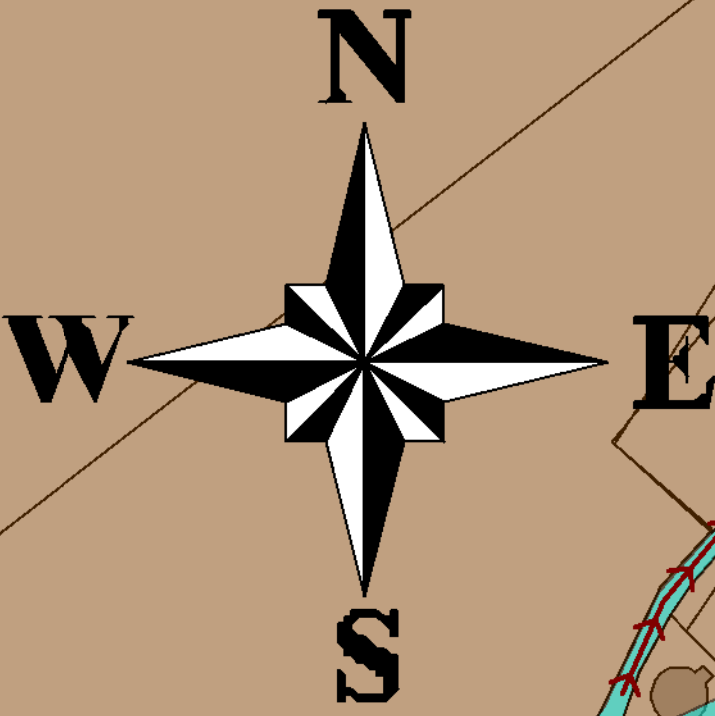
\*

Numéro d'indice de cavité souterraine

**Risque inondation**  
(source: Sogeti)

Risque inondation par ruissellement

Axe de ruissellement





COMMUNE DE LONGROY

REVISION DE LA  
CARTE COMMUNALE

APPROBATION

1

Vu pour être annexé à la délibération du conseil  
communautaire du  
approuvant la révision de la carte communale.

Le Président,

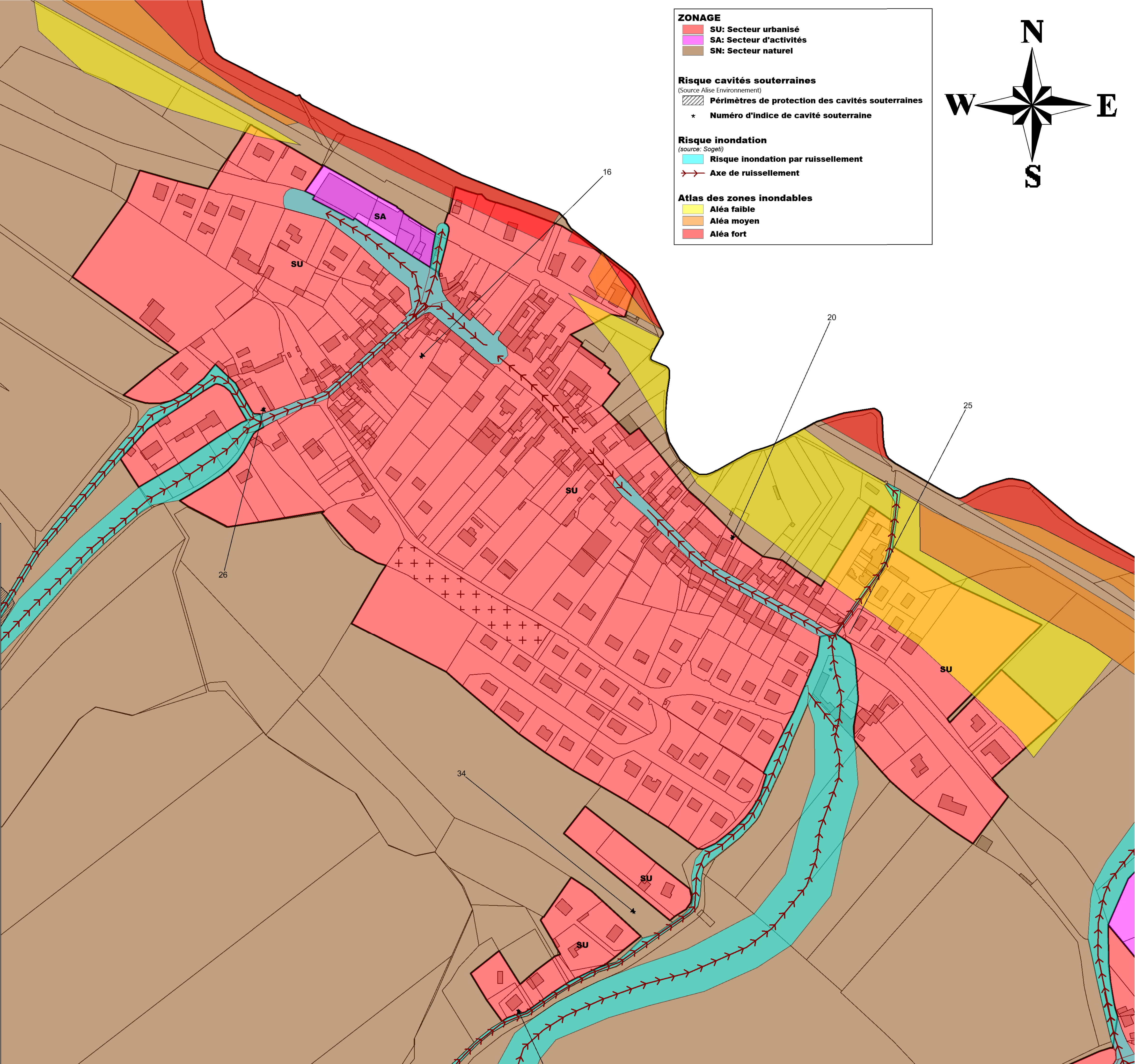
Centre-bourg

PLAN DES RISQUES  
PLAN C

Echelle 1/1 500°



Etudes et conseils en urbanisme  
2, Rue Georges Chekroun - BP 4 - 76340 Blangy sur Bresle  
Tél : 02 32 97 11 91 - Email : courriel@espacurba.fr



**ZONAGE**

- SU: Secteur urbanisé
- SA: Secteur d'activités
- SN: Secteur naturel

**Risque cavités souterraines**  
(Source Alise Environnement)

- Périmètres de protection des cavités souterraines
- \* Numéro d'indice de cavité souterraine

**Risque inondation**  
(source: Sogeti)

- Risque inondation par ruissellement
- Axe de ruissellement

**Atlas des zones inondables**

- Aléa faible
- Aléa moyen
- Aléa fort



COMMUNE DE LONGROY

REVISION DE LA  
CARTE COMMUNALE

APPROBATION

1

Vu pour être annexé à la délibération du conseil  
communautaire du  
approuvant la révision de la carte communale.

Le Président,

Le Petit Longroy

PLAN DES RISQUES - PLAN D

Echelle 1/2 500°



Etudes et conseils en urbanisme  
2, Rue Georges Chekroun - BP 4 - 76340 Blangy sur Bresle  
Tél : 02 32 97 11 91 - Email : courriel@espacurba.fr



**ZONAGE**

- SU: Secteur urbanisé
- SA: Secteur d'activités
- SN: Secteur naturel

**Risque cavités souterraines**  
(Source: Alise Environnement)

- Périètres de protection des cavités souterraines
- Numéro d'indice de cavité souterraine

**Risque inondation**  
(source: Sogefi)

- Risque inondation par ruissellement
- Axe de ruissellement

**Atlas des zones inondables**

- Aléa faible
- Aléa moyen
- Aléa fort

